

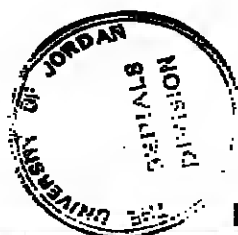
« Sans visa » : Cendrars dans le Transsibérien

Le Monde

15, rue Falguère, 75001 Paris Cedex 15

SAMEDI 31 OCTOBRE 1992

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE



BOURSE

Le « compromis » danois

Il faudra attendre, pour connaître très exactement les intentions des Danois à propos du traité de Maastricht, que leur ministre des affaires étrangères vienne les expliquer lors de la tournée qui l'amènera notamment la semaine prochaine à Paris. Le Parlement danois devait approuver, vendredi, un texte qualifié de « compromis national », que le gouvernement minoritaire de Copenhague est supposé défendre auprès de ses onze partenaires. Il définit le statut particulier que réclame le royaume dans la Communauté pour revenir sur son rejet du traité de Maastricht lors du référendum du 2 juin.

Dans son état actuel, ce texte reflète une position dure - celle de l'opposition social-démocrate, favorable au « oui » mais obligée de tenir compte du désaveu de ses électeurs. Le premier ministre, M. Poul Schlüter, puis le Foreign Office ont déjà indiqué qu'elle était difficilement acceptable par les autres pays. M. Jacques Delors a de son côté rappelé, jeudi, les limites de l'exception : il ne saurait y avoir de renégociation, la solution ne peut résider que dans l'adoption par les Douze de « déclarations interprétatives » concernant le Danemark, pas dans une modification du traité de Maastricht proprement dit.

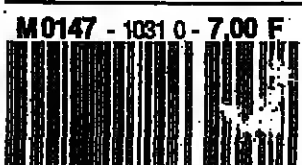
Le mémorandum danois comporte à cet égard plusieurs ambiguïtés. Il ne réclame pas explicitement de renégociation, mais semble remettre en cause plusieurs éléments-clés de la future Union européenne, ce qui revient au même. C'est le cas, notamment, à propos de l'élaboration d'une politique de défense commune et de l'adoption à terme d'une monnaie européenne unique. Sur ce dernier point, il va au-delà de la clause d'exception dont les Britanniques pourront user le moment venu et paraît réclamer la possibilité d'exclure dès maintenant tout passage à la monnaie unique. Les autres Européens sont prêts à consentir aux Danois la faculté de reporter leur décision sur ce point, comme dans le domaine de la défense. Ils ne seraient en revanche acceptés que Copenhague réussisse, sur le fond, ces deux objectifs.

Le traité est suffisamment souple pour que des arrangements soient trouvés. Sur le passage à la monnaie unique, un protocole prévoit déjà que le Danemark pourra consulter ses électeurs par référendum. Quant aux étapes qui doivent précéder cette phase, le mémorandum ne les remet pas en question : il accepte notamment les efforts demandés dans le cadre de la « convergence » des politiques économiques.

En matière de défense, le traité de Maastricht prévoit que les décisions seront prises à l'unanimité, ce qui garantit à chaque État sa souveraineté de décision. Celle-ci est également garantie pour ce qui touche à la politique commune des visas et de lutte contre la criminalité. Enfin, pour ce qui est de la citoyenneté européenne, la principale disposition du traité (le droit de vote des Européens aux élections locales) a déjà été adopté depuis plusieurs années au Danemark.

Le « compromis national » danois enlève donc des portes ouvertes, en même temps qu'il comporte des remises en cause de fond, inacceptables pour les autres. Il est à ce stade essentiellement à usage interne, ce qui explique sans doute ces incohérences. Avec un peu de temps et compte tenu de la fermeté avec laquelle les onze autres gouvernements, britanniques compris, défendent l'essentiel (pas de renégociation du traité), on peut espérer qu'il se transforme en « compromis européen ».

Lire les informations page 4



Une concession de M. Eltsine à l'opposition

Pays baltes : suspension du retrait des troupes russes

Le président Eltsine a ordonné, jeudi 29 octobre, de suspendre le retrait des troupes russes stationnées dans les pays baltes jusqu'à la signature d'accords portant sur « la protection sociale » des militaires russes dans ces trois États. Ce durcissement semble avoir tout destiné à enrayer la montée de l'opposition nationaliste en Russie, dont le nouveau Front de salut national vient d'être interdit.

MOSCOU
de notre envoyé spécial

En raison de sa « profonde inquiétude » concernant le sort actuel des minorités russophones dans les pays baltes, M. Boris Eltsine a décidé, jeudi 29 octobre, de suspendre le retrait des troupes russes encore stationnées en Lituanie, en Lettonie et en Estonie.

Le président russe a ordonné au gouvernement de préparer, dans un délai de trois jours, des accords temporaires avec ces trois pays permettant de définir un échéancier pour le départ des troupes de l'ex-armée soviétique (entre 120 000 et 150 000 hommes au total, sans compter

leurs familles) mais aussi d'accompagner ce retrait de mesures sociales en faveur des soldats et de leurs familles.

Moscou a également l'intention de porter une nouvelle fois le dossier des discriminations dont seraient victimes les russophones des pays baltes devant les instances internationales, l'ONU en particulier.

Cette décision du président russe, qui risque de provoquer de fortes réactions dans les pays baltes, surprend davantage par ses motivations et ses attendus que par son contenu concret.

JOSE-ALAIN FRALON
Lire la suite page 4

Attaques répétées de l'UNITA

Angola : la guerre civile menace de reprendre

La guerre civile menace de reprendre en Angola. Le mouvement de M. Jonas Savimbi, l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA), multiplie les attaques. Jeudi 29 octobre, après avoir bombardé la ville de Caála, l'UNITA a assiégé la résidence du gouverneur de Huambo, capitale des hauts plateaux, où M. Savimbi s'était retiré le 5 octobre, au lendemain de sa défaite électorale.

La situation ne cesse de se dégrader en Angola depuis les élections controversées du mois dernier. A Luanda, les discussions pour tenter d'éviter la reprise de la guerre civile piétinent.

La population se prépare au pire. Treize personnes au moins ont été tuées aux abords de la capitale par des tirs de mortiers et d'artillerie, au cours de la nuit de jeudi à vendredi, des soldats de l'UNITA ayant tenté, selon le gouvernement, de s'emparer d'un dépôt de munitions de l'armée de l'air près de l'aéroport.

An cours d'une conférence de presse, vendredi matin à Pretoria, le chef de la diplomatie sud-africaine, M. Pik Botha, a caté-

goriquement démenti une information publiée le jour même par le quotidien anti-apartheid *New Nation*, selon laquelle une unité sud-africaine aurait pénétré en Angola, dans le cadre d'un plan secret visant à contraindre le président José Eduardo Dos Santos à accepter un partage du pouvoir avec l'UNITA.

L'Afrique du Sud avait militairement soutenu l'UNITA durant la guerre civile. Selon M. Botha, qui a récemment tenté une médiation entre M. Dos Santos et M. Savimbi, cette information est « dénuée de la moindre vérité ».

Lire page 3 l'article de FRÉDÉRIC FRITSCHER

Les Maliens de Vincennes relogés

Les Maliens mal logés qui occupaient les abords du château de Vincennes ont été emmenés, le 29 octobre, vers des sites d'Ile-de-France, où des logements provisoires leur ont été proposés.

Cinq mois

par Robert Solé

A chacun ses Maliens. En 1987, Charles Pasqua avait associé son nom, pour longtemps, à une opération de police spectaculaire visant à renvoyer chez eux cent clandestins.

En 1992, le gouvernement socialiste de Pierre Bérégovoy déploie des centaines de CRS et gendarmes, au petit matin, pour évacuer des familles qui campaient sur l'esplanade du château de Vincennes.

Lire la suite et l'article de MARC-AMBROISE RENDU page 13

Bardera, ville-cimetière de Somalie

Malgré une aide humanitaire accrue aux victimes de la famine, le pays ne cesse de s'enfoncer dans le chaos

En dépit d'une démarche des pays membres permanents du Conseil de sécurité, le secrétaire général de l'ONU, M. Boutros-Ghali a accepté, le 29 octobre, la démission de M. Sahnoun, envoyé de l'ONU en Somalie, et a nommé un diplomate irakien d'origine kurde, M. Kittani. Le départ de M. Sahnoun, qui avait critiqué la lenteur des opérations de l'ONU, risque de perturber davantage l'organisation de l'aide à la population.

BARDERA
de notre envoyé spécial

Ville-cimetière, Bardera entrecroise deux axes des sursis chaotiques. Fantômes décharnés, des femmes en guenilles creusent des tombes à l'ombre de rares épaves. Un enfant, une mère, une épouse - les hommes sont à la guerre - ont rejoint, les heures précédentes, le paradis des affamés. Le visage maigre de mouches, les survivants n'ont plus de larmes pour pleurer. Leur

tour viendra. Ils l'attendent, stoïques, sous un soleil brutal, voilà de temps à autre par une rare averse.

A 350 kilomètres à l'ouest de Mogadiscio, Bardera résume le calvaire de la Somalie : la violence sans frein des clans qui se disputent le pays, les ravages de la famine et l'impuissance de la communauté internationale.

BERTRAND LE GENDRE
Lire la suite et nos informations page 3

La privatisation partielle de Rhône-Poulenc

Le gouvernement a la recherche d'une nouvelle stratégie à l'égard des entreprises nationales.

Lire page 20 les articles de MICHEL NOBLECOURT et de PIERRE-ANGEL GAY et CAROLINE MONNOT

Plutonium : le cargo japonais en rade de Brest

L'« Akatsuki-Maru » a fait escale à Brest avant de se rendre à Cherbourg pour charger du plutonium. Lire nos informations page 13 et la page « Point », sur les risques du plutonium page 14

SUPPLÉMENT ITALIE

La nouvelle donne

L'Italie se remet en question. Les partis politiques sont traversés par de nouveaux courants. Le gouvernement a lancé un plan d'austérité draconien et revu ses méthodes de lutte contre la Mafia. Lire nos informations page 10

FRANZ-OLIVIER GIESBERT
L'Affreux
roman

Bravo, Giesbert."
François Nourissier,
de l'Académie Goncourt

GRAND PRIX DU ROMAN
DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE
Grasset

POINT DE VUE

Haute Cour et déficits juridiques

par Georges Vedel

Est-il juste que le docteur Garret ne soit condamné « qu'à » quatre ans de prison ? Est-il juste que l'instauration de la Haute Cour de justice fasse obstacle à des poursuites contre les ministres ? Telles sont, entre autres, les questions que posent les victimes du sang contaminé et, avec elles, de larges secteurs de l'opinion publique.

En réalité trois problèmes s'enchevêtrent dans cette controverse : celui de la responsabilité des ministres ; celui de la Haute Cour de justice ; celui de la répression des atteintes à la vie humaine.

Distinguons-les pour y voir plus clair.

La responsabilité pénale s'attache à des infractions définies avec précision ; elle entraîne des peines qui vont de l'amende à la réclusion perpétuelle. La responsabilité politique s'attache à des « fautes » politiques, insusceptibles de définitions mais jugées telles par les citoyens ou leurs représen-

tants ; leur sanction est la perte ou l'éloignement du pouvoir.

Historiquement, la responsabilité politique est un substitut de la responsabilité pénale. Elle est née au dix-huitième siècle quand les ministres anglais, menacés d'un « impeachment » lancé par la Chambre des communes qui pouvait entraîner devant la Chambre des lords une condamnation à la prison ou à l'échafaud, préféraient donner préventivement leur démission lorsqu'ils entraient en conflit avec les députés.

Bien que cette intervention de la responsabilité ministérielle soit toute empirique, il faut bien comprendre sa logique. Le ministre à qui l'on ne peut reprocher ni crime ni délit au sens pénal du mot n'est pas pour autant innocent au point de vue politique. Les excuses qu'il pourrait invoquer devant le juge pénal n'ont pas cours dans une autre enceinte.

Lire la suite page 12

► Georges Vedel est ancien membre du Conseil constitutionnel.

AU COURRIER DU Monde

AFRIQUE

Les Touaregs meurent en silence

PROMPTES à se mobiliser quand les intérêts économiques sont en jeu — est-il besoin de rappeler la guerre du Golfe ? — les institutions internationales font soudainement preuve de torpente quand des exactions sont commises dans des contrées stériles. Les atermoiements manifestés durant la crise yougoslave, la « résistance passive » de l'ONU, enlisent cette guerre dans un statu quo intolérable. Mais que dire des Touaregs, ces hommes des sables, exterminés au Niger et au Mali, au nom de la raison d'Etat ? Nomades, ils n'ont que leurs pieds pour marcher... mais que leur reste-t-il quand on les ampute ? Etouffés dans l'immensité des sables, ils ne font heureusement pas de bruit quand ils meurent. Ils disparaissent proprement, comme un château de sable emporté par les vents. Sans que leur dernier souffle ne vienne parasiter nos consciences.

Et la France ? Alors que des pouvoirs militaires s'abritent derrière des gouvernements civils pour justifier l'anéantissement d'un peuple, comment la France peut-elle fermer les yeux devant de telles « démocraties » sanguinaires ? Comment peut-elle continuer à entretenir des relations diplomatiques avec des Etats qui gouvernent à coups de grenades ? Comment peut-elle rester muette devant des exactions qui mettent en

évidence sa responsabilité ? Si elle n'avait conduit le Niger et le Mali vers l'indépendance, si elle n'avait légitimé des frontières fantasmées, tracées arbitrairement, peut-être le Soudan et les régions sabariennes permettraient-ils encore au nomade de dormir à la belle étoile.

Que dire enfin des médias qui, prompts à dénoncer le génocide touareg quand il reste une manchette dans la rubrique « Faits divers », nous réservent invariablement les mêmes ingrédients : la thèse esclavagiste, le rapport dominant/dominé et l'image de l'homme bleu mythique, enturbanné dans son cheikh et perché sur son méhari blanc. Les images d'Epinal font toujours recette. Car comment ne pas titiller nos consciences quand on nous apprend la disparition de nos chères jalouses, conservées dans nos albums photos. Le Sahara sans Touareg, c'est comme un steak sans poivre : insipide.

Il ne s'agit pas de sauver nos belles dunes blondes et nos bivouacs étoilés. Il ne s'agit pas de sauver une poupée de chiffons, un costume d'apparat, mais de sauver des hommes.

Ne pas poser la question touareg, c'est oublier qu'un Touareg, lui, ne pleure jamais...
SANDRINE FLAHAULT
Paris

RESPONSABILITÉ

Cheminots et lampistes

L'ÉMOION suscitée par la catastrophe de la gare de Lyon ne doit pas cacher au public les progrès accomplis par la justice en cette sorte d'affaire.

Sous le III^e République, on aurait vu une cascade de démissions : du ministre des transports, du directeur des chemins de fer, des responsables de la sécurité, etc. Aujourd'hui, le procès qui s'ouvre dans la sérénité a permis :

- 1° d'éviter ces démissions injustes (le ministre n'a rien fait, le directeur des transports n'a rien fait, le directeur des chemins de fer n'a rien fait) ;
- 2° de trouver les responsables directs de la catastrophe : une femme de ménage, effolée de ne pas voir le train s'arrêter à la gare où l'attendait son enfant en bas âge ; un contrôleur arrivé cinq minutes en retard.

Bien sûr de mauvais esprits feront remarquer que, les motifs de l'uo et de l'autre auraient-ils été valables, l'accident se serait tout aussi bien produit. Mais qui ne voit que, grâce à ces inculpations, les employés n'arriveront plus en retard (comme le font les trains) et que personne n'osera plus tirer l'alarme (qu'on pourra dès lors supprimer tout à fait) ?

Les morts de la gare de Lyon sauront alors que leur sacrifice n'a pas été inutile et que les dirigeants de la SNCF pourront dormir tranquilles.

JACQUES FLAMANT
Montpellier

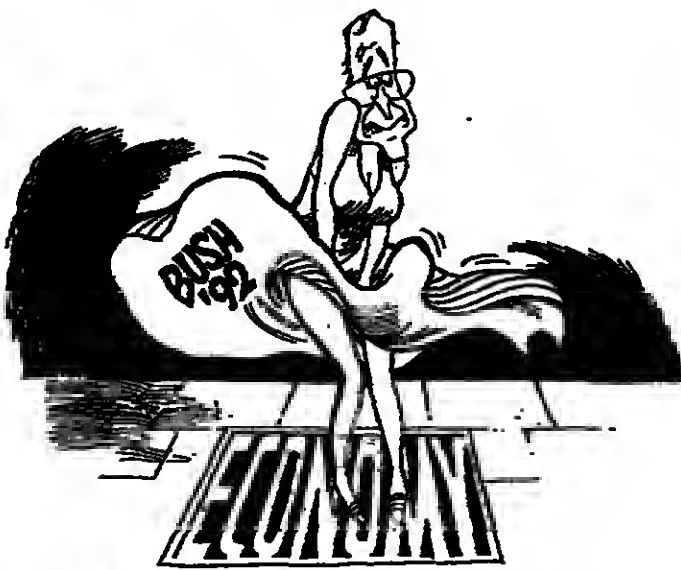
renoma



De 1962 à 1978, le blazer « Love Story » de Renoma, vendu dans le monde à plus de 10 000 exemplaires chaque année, est réédité dans sa forme originale. Pnx de vente 1 300 F

129 bis, rue de la Pompe. Tél. : 44-05-38-25.

TRAIT LIBRE



Dessin paru dans Time (2 novembre)

GATT
La loi du plus fort

L'ÉDITORIAL du Monde du 14 octobre évoque les informations concernant le GATT comme s'il ne s'agissait que d'enjeux économiques.

Comment pouvez-vous ignorer que des accords qui veulent faciliter la circulation des marchandises dans le monde d'aujourd'hui ne peuvent que favoriser un système de production et de consommation qui méprise, stérilise, élimine tous les autres systèmes ? Comment ne voyez-vous pas que ces accords, dans leur version actuelle, seraient l'institutionnalisation de la loi du plus fort, approuvée par ceux-là mêmes qu'elle écrase ?

L'éditorial du 14 octobre dénonçait cependant un risque réel : la stratégie du bunker n'est jamais la bonne. Il faut donc proposer des ouvertures. Celle qui consisterait à placer les négociations du GATT sous le contrôle de l'ONU permettrait sans doute de dévoiler la vraie nature des enjeux.

Outre ses « commissions économiques régionales » (Genève, Santiago, Bangkok, Addis-Abeba), qui pourraient donner des avis utiles sur les accords envisagés, l'opinion et les responsables politiques devraient mettre à profit les connaissances accumulées par les instituts spécialisés : l'UNESCO dispose d'une masse d'observations pertinentes sur les liens existant entre l'organisation du commerce mondial et la disparition des cultures régionales. La FAO a beaucoup à dire sur la privatisation et le pillage des patrimoines génétiques végétaux ou animaux, sur la relation entre les familles et les cultures d'exportation... L'OIT (BIT), l'OMS et l'UNICEF ont accumulé des connaissances précieuses sur les abus des personnes et des personnes ne pas abandonner aux seuls « impératifs commerciaux » le contrôle de leurs rythmes vitaux, de leurs régimes alimentaires, de leurs loisirs... Les professionnels du cinéma ou du théâtre ont-ils pas ces jours derniers que « le GATT n'est pas qu'un problème agricole » ?

PAUL DURAND
Villefranche-de-Rouergue

SIDA
Préservatifs au lycée

JE suis une étudiante de dix-huit ans qui a été choquée par l'article de Mgr Jacques Julien dans le Monde du 21 octobre : « Licence au lycée ».

Les préservatifs ne sont pas LA solution : ils ne sont qu'un aspect de la solution, car il ne faut pas oublier les nombreux débats et toutes les informations qui sont données à propos de cette calamité. Le préservatif est seulement une « solution temporaire », car la science peut faire des progrès, mais elle n'a pas encore fait de miracles. Il est vrai, les préservatifs ont été transformés en biens de consommation courante, mais ce n'est pas un fait nouveau : ils n'ont pas été inventés l'année dernière, donc les trouver dans les lycées ne devrait pas autant choquer que les acheter (encore faudrait-il définir ce mot).

Ce n'est pas parce qu'il voit les préservatifs en vente qu'un garçon (ou une fille) choisit de les acheter et décide d'avoir des rapports sexuels. C'est justement parce qu'il veut avoir ces rapports qu'il achète les préservatifs.

Il est tout à fait normal de vouloir connaître cette chose magnétique qu'est la sexualité quand on est jeune et sans expérience. Et même la peur du sida n'arrive pas à arrêter cette recherche. Voilà pourquoi il est indispensable de vendre des préservatifs partout.

C'est une méthode de prévention, les jeunes le savent bien et ne commencent que maintenant à vraiment se protéger. Le sexe fait partie de la vie des lycéens, et beaucoup plus qu'on l'imagine : c'est une réalité, et s'il y avait pas de préservatifs on voterait au lycée, on irait les acheter ailleurs.

Interdire les préservatifs, ce n'est pas la bonne solution, car cela n'équivaut absolument pas à diminuer les rapports sexuels des jeunes. Il est impossible de généraliser le comportement de ceux-ci, d'ailleurs : si certains ont une vie sentimentale très intense, d'autres préfèrent attendre encore un peu de temps. C'est exactement ce qui se passe chez les ados : seulement, là, personne ne dit rien.

La sexualité au début peut être vue par les jeunes comme une source de « jouissance », comme Mgr Julien l'appelle dans son article, mais ensuite elle acquiert une signification presque magique ; ce n'est pas quelque chose de purement charnel. Au contraire, j'ose affirmer que l'on peut trouver beaucoup plus de sentiment chez les jeunes que chez les adultes.

DANIELA RASPINO
université Paris-IX - Dauphine

YOUgoslavie

Les yeux blindés

LORSQUE j'entends les artistes ou les intellectuels de toutes les contrées de ma fédération natale (les académiciens serbes et les présidents yougoslaves n'ont pas le privilège d'exclusivité...) chanter les louanges des armes et promouvoir la juste guerre d'extermination des voisins, je ne peux pas m'empêcher de voir les racines de cette aberration dans l'éveil de la conscience corollaire, la bêtise.

Il ne me reste qu'à réfléchir sur la responsabilité de ces deux révérends et à les considérer comme criminels de guerre, au même titre que les égorgeurs assermentés ou les fusilliers volontaires.

Alors, en lisant il y a quelques jours dans votre journal, sous la plume de Pascal Bruckner, que « les Bosniaques ne demandent pas seulement des médicaments et de la nourriture, ils veulent surtout que soit levé l'embargo sur les armes pour se défendre avec les canons et les fusils contre les agressions », je ne peux m'empêcher de voir dans ce rappel vibrant le plaidoyer pour armer encore plus une région déjà surarmée... On est le petit télégraphiste, la courtoisie de transmission ou le haut-parleur de qui on veut.

Aveuglement ?

Fai assez distinctement vu Pascal Bruckner se pavaner à Belgrade le printemps dernier — sous la protection officielle des services culturels de ce qu'il pense être l'abominable, l'écœurant et le passif gouvernement de la France — pour que je puisse concevoir son aveuglement comme un acte de volonté : il suffit de fermer les yeux, à son moment, au bon endroit et à bon escient.

Les yeux blindés, il est jouissif de cracher dans sa soupe et — plus allègrement encore — dans celle des autres.

Quant à l'explication corollaire déjà mentionnée et à la responsabilité des artistes et des intellectuels qui n'ont pas eu le malheur d'être originaires de la Yougoslavie, mais qui se sont convertis en agents de relations publiques de l'amicalité des marchands, je laisse à vos lecteurs le soin de conclure.

STANISLAV STANOJEVIC
Paris

EUROPE

D'abord, apprendre les langues

LA diversité culturelle de l'Europe, l'identité culturelle de ses composantes sont, à n'en pas douter, les fondements d'une construction européenne solide. Au lieu de bâtir quelque château en Espagne, il se serait ni inutile, ni intempestif de se pencher sur la formation des futurs citoyens de l'Europe. Il est, assurément, quelque conseiller, revêtu de toge et d'épave, qui se pique de vouloir enseigner l'Europe. Apprenons-en d'abord les diverses langues : elles sont une clef qui ouvre à la culture de l'autre ainsi qu'à une tolérance plus que jamais nécessaire. Et, en ce domaine, toutes les langues ont le même valeur formatrice.

Déplorons toutefois que les deux langues les plus parlées de la future Union européenne, le français et l'allemand, soient si peu apprises. Faut-il alors s'étonner des peurs et des fantasmes qui germent dans la fange de l'ignorance ?

Il serait temps de protéger les cultures menacées de déperir, de promouvoir en Europe une écologie culturelle, ouverte et généreuse. Cela passe par un apprentissage pluriel des langues vivantes européennes à l'école.

JEAN-CLAUDE MANNY
président de l'Association pour le développement de l'enseignement de l'allemand en France (ADEAF)

LIBAN

L'automne de tous les dangers

AU-DELA de la faillite économique, de l'inefficacité administrative, de la corruption, du désintérêt de la communauté internationale, le Liban survit sur l'espoir et le courage, ourti par le seul ressort qui reste à la société libanaise : la volonté de vivre son pluralisme confessionnel selon une forme de coexistence unique au monde, fondée sur un système de liberté politique. Aux plus sombres périodes des quinze dernières années, le seul symbole démocratique qui n'avait pas disparu dans la spirale de la violence était l'Assemblée nationale.

Des élections libres, sur listes électorales simples et permettant le vote des déplacés, organisées après le premier retrait syrien, étaient la condition d'un certain retour de cette confiance qui manque à toute perspective de reconstruction, en rendant légitime aux institutions.

Avec 15% de votants, le simulacre électoral qui eut lieu a produit l'inverse, l'aggravation de la crise morale, économique, politique, ainsi que la crise sociale et des souffrances de la masse appauvrie des Libanais. Il a conduit à un

risque nouveau : la remise en question de la légitimité de l'Assemblée nationale par une partie des chrétiens, c'est-à-dire la désobéissance civile, serait la mise en cause de l'union nationale, ouvrant la porte à tous les dangers, y compris le partage du pays dans le cadre d'un règlement global du conflit israélo-arabe.

La nomination de Rafic Hariri au poste de premier ministre peut être un recours. Mais la réussite d'un gouvernement Hariri passe par deux conditions incontournables : la constitution d'une coalition nationale associant des représentants qualifiés de l'opposition et des techniciens compétents dans les ministères de gestion, dans un gouvernement doté de pleins pouvoirs ; le retrait syrien vers le Bekaa conformément aux termes des accords de Taëf, qui furent garantis par la Ligue arabe et le Conseil de sécurité de l'ONU.

GÉRARD BAPT

député (PS) de Haute-Garonne, président de l'Association parlementaire d'amitié France-Liban

ALLEMAGNE

Tziganes et Juifs

PERMETTEZ-MOI de réagir à ce que d'aucuns aimeraient utiliser comme une « affaire juive », les détestables incidents de Rostock.

Je suis, moi aussi, fils de déporté, et je n'ai pas attendu le « réveil » de M. Klarsfeld pour militer, au sein de la communauté juive, contre toutes les formes d'exclusion et de racisme. Mais il y a des limites que cet homme franchit sans se soucier de la véritable opinion de l'ensemble des fils et filles de déportés.

Ce n'est pas en « attaquant » les autorités de l'Allemagne que les Tziganes verront leur sort améliorer. Au contraire, dans ce cas, on ne parle plus que des trois « victimes » juives et de leur libération, que je souhaite, malgré ma désapprobation envers leur activisme.

Ce n'est pas, non plus, en utilisant un vocabulaire déplacé de « déportation » pour des situations d'immigration illégale que l'on clarifiera l'avenir des Tziganes.

Avec beaucoup d'autres membres de la communauté juive, nous recherchons une solution humanitaire à ce douloureux problème, mais sans rechercher la sensationnel à tout prix, et sans provocation tous azimuts !

DAVID FUCHS

Secrétaire général du Cercle Bernard-Lazare

UN LIVRE

Secondes noces

ON NE SE LASSE PAS D'AIMER
de Charles Ronsec
Edit. Robert Laffont
237 p. 89 F.

ALZHEIMER... C'est un mot qui fait peur, un mot que Charles Ronsec ne voulait pas entendre. Il a retardé au maximum le moment où, inévitablement, il s'en devait rendre à l'évidence : Marthe, l'amour de sa vie, Marthe qu'il avait connue si belle, si vive, si présente, était bien atteinte de cette terrible maladie. Après les années gastriques, après les troubles pulmonaires, après les premières chutes dans la rue et les premières fautes d'orthographe, voilà qu'elle perdait la parole, la mémoire — « la tête » pour tout dire. Et qu'elle voulait mourir.

Un jour, Charles apprend, Marthe devant une fenêtre grande ouverte, en train d'insérer un ascenseur pour sauter... Souffrante, diminuée, ne supportant plus de vivre ainsi, elle réclame « le droit de mourir dans la dignité ». Lui, il réclame, égoïstement peut-être, le droit de vivre avec elle. Polémo face à face, auquel assistent, bouleversés, enfants et petits-enfants.

Commence alors une deuxième histoire d'amour entre ces deux octogénaires, mariés depuis 1933. Huit longues années, qui se termineront par la mort de Marthe — une mort « douce » comme elle l'avait souhaitée. C'est cette expérience bouleversante que raconte Charles Ronsec, ancien journaliste et éditeur (de son vrai nom Charles

Rosenzweig). Un récit adressé de bout en bout à sa femme, comme si elle allait revivre en étant sa première lecture.

Après tant d'années d'amour et de liberté, Charles Ronsec se retrouve devant un conjoint devenu dépendant. Il se met alors au service de sa femme, l'aide à manger, à faire sa toilette. C'est « un autre corps à corps amoureux » qui s'engage, avec tout un rituel d'amour.

Charles fait en sorte de prolonger la vie consciente de Marthe en lui ménageant un environnement intellectuel et affectif. A cette femme au regard de noyade mais qui a des éclairs de lucidité, il réussit même à arracher des rires. Et, dans les heures qui précéderont sa mort, toute la famille se relaiera au chevet de la malade pour lui parler doucement, sans jamais s'interrompre. Marthe n'est pas « morte guérie » comme elle le disait avec humour au début de sa maladie, mais elle est morte aimée et entourée.

On oserait dire que ce livre est pudique. Mais le pudeur semble être le dernier souci de cet homme éperdument amoureux qui ne se laisse pas de décrire la femme qu'il aime, et qui ne nous épargne aucun détail, même lorsqu'elle devient vieille, ridée, handicapée. Faut-il ajouter que, dans une société où l'on vit de plus en plus vieux et de plus en plus seul, ce livre superbement impudique est d'une brûlante actualité ?

ROBERT SOLÉ

ETRANGER

ANGOLA : alors que les discussions continuent

La situation se dégrade à Luanda et à l'intérieur du pays

A Luanda, on estime que la reprise de la guerre civile semble inévitable. Dans la nuit du jeudi 29 au vendredi 30 octobre, treize personnes ont été tuées par des tirs de mortiers et d'artillerie, qui se sont abattus sur un faubourg de la capitale. Selon des milieux gouvernementaux, des soldats portant l'uniforme de l'UNITA ont tenté de s'emparer d'un dépôt de munitions de l'armée de l'air, dans le faubourg de Cassenda, près de l'aéroport de la capitale, mais ils ont été repoussés. La veille, six policiers appartenant à la nouvelle unité d'élite anti-terrorisme ont été tués alors qu'ils donnaient l'assaut à des positions de l'UNITA dans la banlieue luandaise.

JOHANNESBURG

de notre correspondant en Afrique australe

Sans qu'aucune décision officielle n'ait été annoncée, dans la capitale, les habitants se sont imposés une sorte de couvre-feu, ont fait des provisions et ont commencé à creuser des abris. Alors que les discussions continuent dans la capitale, la situation se dégrade aussi à l'intérieur du pays, où les troupes de l'Union pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA) de M. Jonas Savimbi poursuivent leurs mouvements afin d'affirmer leurs positions.

Les hommes de M. Savimbi ont lancé une attaque, jeudi, dans la capitale, des hauts plateaux, Huambo, où le chef de l'UNITA s'était retiré le 5 octobre, au lendemain de sa défaite aux élections générales des 29 et 30 septembre.

Le centre-ville a été la cible de violents tirs d'artillerie, après que les généraux de l'UNITA eurent occupé Casla, une localité importante, à 18 kilomètres à l'est de Huambo, nœud ferroviaire sur la ligne stratégique du chemin de fer reliant l'est du pays à l'océan Atlantique. Huambo semble maintenant être tombé sous le contrôle total de l'UNITA. La violence des combats dans la ville a été l'objet d'un rapport dans le journal britannique pour se replier sur une position plus sûre.

Pretoria dément l'envoi de soldats

Le général nigérien qui commande les observateurs militaires des Nations unies en Angola, a confirmé, mercredi, à la télévision angolaise, que l'UNITA occupait au moins sept villes dans les provinces centrales de Bie, Benguela et Huambo. Des sources diplomatiques à Luanda ont également confirmé que sept mille hommes de l'UNITA étaient massés dans la province de Bengo, soixante kilomètres à l'est de Luanda. Les affrontements entre les troupes régulières du Mouvement populaire de libération de l'Angola (MPLA) et les rebelles de M. Savimbi se multiplient.

Vendredi matin, le ministre sud-africain des affaires étrangères, M. Pieter Botha, a démenti une information selon laquelle des soldats de Pretoria avaient pénétré en Angola. Diffusée le jour même par l'hebdomadaire *New Nation*, proche du Congrès national africain (ANC), cette information faisait état du déploiement de soldats, membres du 32^e bataillon de l'armée sud-africaine, en Angola, avec le soutien de dix hélicoptères.

FRÉDÉRIC FRITSCHER

LIBÉRIA : malgré l'intervention de la Force ouest-africaine d'interposition

Les rebelles de M. Taylor resserrent leur étau autour de la capitale

Pour la première fois depuis la reprise des combats au Libéria, il y a deux semaines, le centre de Monrovia a été la cible, mercredi 28 et jeudi 29 octobre, de volées de roquettes, tirées par les hommes de M. Charles Taylor. Ceux-ci resserrent leur étau autour de la capitale, malgré la riposte de la Force ouest-africaine d'interposition. Les rebelles se trouveraient désormais à 1 kilomètre de la zone stratégique du port.

MONROVIA

de notre envoyé spécial

Plus de 300 000 personnes s'entassent dans un réduit de quelques kilomètres carrés entre l'océan et les marécages. Les petites masses de bois, rongées par l'humidité et le salpêtre, abritent de quinze à vingt personnes chacune. Des lattes, les rares puits sont pris d'assaut. Hommes, femmes et enfants transportent sur la tête le précieux liquide.

L'UNICEF tente, avec les moyens du bord, quelques pompes et six camions-citernes, d'approvisionner en eau les camps de réfugiés où sont rassemblés 55 000 personnes, selon une estimation des Nations unies. Les ordres ne sont plus collectés. Les égouts à ciel ouvert débordent et répandent dans certains quartiers une odeur pestilentielle.

Les organisations non gouvernementales craignent que la situation sanitaire ne se dégrade encore et que ne se déclenche une épidémie de choléra. « C'est un danger très réel avec une telle concentration de gens et le manque d'hygiène », affirme le coordinateur de Médecins sans frontières Belgique, M. Johan Heffine. « Si nous ne réglons pas le problème de l'eau, il y a un risque majeur de choléra », résume M. Ross Mountain, représentant des Nations unies. Depuis l'arrêt de l'unique station de pompage de la ville, située à White Plains, au nord, à la suite des combats, la bataille de l'eau mobilise les énergies civiles.

Les militaires, eux, tentent toujours de desserrer l'étau des rebelles autour de la capitale, désormais à portée de roquettes. Dans la nuit de mardi à mercredi, les organes de Statine du Front

national patriotique du Libéria (FNPL) sont entrés en action. Trois roquettes se sont abattues à quelques centaines de mètres du siège du gouvernement intérimaire, un hôtel de luxe sur les hauteurs de la ville. Onze personnes ont été blessées et trois blessés défunts.

Trois cents orphelins pris au piège

Ces tirs de roquettes venaient vraisemblablement en riposte au discours prononcé la veille par le président du gouvernement intérimaire. Le professeur Amos Sawyer avait invité la population de Monrovia à résister. « Nous ne devons pas laisser M. Taylor gagner », avait-il déclaré. Les combattants du Front national patriotique résistent toujours à l'intérieur du périmètre de sécurité établi il y a deux ans autour de la capitale par la Force ouest-africaine d'interposition. Les affrontements les plus violents se déroulent dans le quartier de Gardners Ville, à quatre kilomètres du centre de Monrovia. Mercredi, les Alpha-Jet de l'aviation nigérienne ont bombardé le secteur à plusieurs reprises, et l'artillerie de la Force d'interposition a tiré plusieurs dizaines d'obus et de roquettes. D'importants renforts de troupes ont été acheminés sur les lieux.

Trois cents orphelins, abandonnés depuis une semaine, sont pris au piège. Mercredi, l'UNICEF et la Croix-Rouge ont tenté à deux reprises de les évacuer. Leur convoi a dû rebrousser chemin en raison des combats. Cinq religieuses américaines travaillant dans le secteur sont portées disparues depuis une semaine.

JEAN-KARIM FALL

■ MALAWI : opération policière contre l'opposition. - La police a mené, jeudi 29 octobre, une opération contre le principal mouvement d'opposition, l'Alliance pour la démocratie (AFORD), à Mzuzu, dans le nord du pays, à l'indiqué le pasteur Aaron Longwe, un dirigeant du mouvement. Les bureaux de l'AFORD ont été fermés et plusieurs personnes ont été arrêtées ; elles protestaient contre la mort en prison, le 22 octobre, d'un dirigeant de l'opposition, Orton Chirwa (le Monde du 23 octobre). - (AFP)

Malgré des pressions du Conseil de sécurité en faveur de M. Mohamed Sahnoun

M. Boutros-Ghali a accepté la démission du représentant spécial de l'ONU en Somalie

Un Irakien, M. Ismat Kittani, a été nommé, jeudi 29 octobre, représentant du secrétaire général de l'ONU en Somalie, en remplacement de M. Mohamed Sahnoun, dont la démission (le Monde du 28 octobre) a été acceptée par M. Boutros Boutros-Ghali. Notre correspondant à New-York, Serge Marti, nous indique que les cinq

membres permanents du Conseil de sécurité (Chine, États-Unis, France, Grande-Bretagne et Russie) avaient effectué une démarche conjointe auprès du secrétaire général, pour l'inciter à maintenir en poste M. Sahnoun, en variant « l'efficacité du travail effectué sur le terrain » par ce dernier. Mais M. Boutros-Ghali n'a pas donné suite à cette inter-

vention, autant pour justifier son autorité que pour rassurer les différentes agences des Nations unies visées par les critiques de M. Sahnoun. A l'occasion d'une récente réunion, ces agences avaient vivement dénoncé les propos de celui-ci, qui, selon elles, mettaient en danger leur crédibilité et le bon déroulement de leurs missions futures.

Un médiateur irremplaçable

MOGADISCIO

de notre envoyé spécial

La démission de M. Mohamed Sahnoun est une nouvelle plaie pour la Somalie. Il était le seul à avoir l'oreille et la confiance de tous, chefs de guerre, organisations humanitaires et gouvernements étrangers. Cela ne faisait pas de lui un homme miracle, mais il était un médiateur irremplaçable. Il avait une profonde connaissance de la Somalie et de ses démons. Avec une infinie patience, il s'efforçait de circonvenir l'incendie.

Il était revenu lundi à Mogadiscio, après avoir tenté de renouer, aux Seychelles, le dialogue entre les deux camps somaliens. La lettre de M. Boutros-Ghali lui reprochant ses déclarations répétées sur la « bursocratie de l'ONU » venait de lui parvenir (le Monde du 28 octobre). Il était las et découragé. Surpris aussi. Ses entretiens récents à New-York avec le secrétaire général ne lui avaient rien présagé de tel. Son premier mandat de six mois venait de prendre fin et avait été renouvelé.

Sa sécurité n'était pas garantie, son avion n'avait pas pu se poser sur l'aéroport de Mogadiscio, après lequel son pourcentage de confiance avait chuté. Les deux camps somaliens se disputaient l'usage de la piste. Le petit

appareil avait été contraint d'atterrir sur un terrain de fortune, en bordure de l'océan Indien et, pour gagner la ville, M. Sahnoun avait dû accepter la « protection » de gendarmes qui monnaient leurs services et sans lesquels aucun étranger n'ose mettre le nez dehors à Mogadiscio. Sans doute a-t-il mesuré ce soir-là l'extrême impuissance de l'ONU.

Hors du sérail

Les pays membres du Conseil de sécurité se sont conviés récemment à avoir un avis sur le rôle de M. Sahnoun. M. Sahnoun venait de quitter Mogadiscio, quatre mille « casques bleus » devaient être déployés dans le pays, mais il n'en manquait que trois mille cinq cents à l'appel. Le contingent kazakhiste, cantonné depuis quelques semaines à Mogadiscio, est trop faible pour s'aventurer dans une ville en ruines où des adolescents à peine pubères menacent à tout instant de faire usage de leurs kalachnikov. Depuis quelques semaines, M. Sahnoun tentait d'obtenir l'envoi de « casques bleus » égyptiens à Bardera. Mais il avait dû renoncer, arguant d'« obstacles diplomatiques ». Son amertume était grande et sa foi, restait intacte.

Il s'agit de la lourdeur de l'appareil de l'ONU et avait été stupéfait de découvrir que certains

agences des Nations unies, qu'il refusait de nommer, faisaient moins bien et moins vite que la Croix-Rouge, Médecins sans frontières, ou que les Irlandais de Concern. D'autres avaient fait chorus, l'ancien premier ministre australien, M. Malcolm Fraser, notamment, ou M. Nicholas Hinton, directeur de *Save the children fund* (Grande-Bretagne), qui prétend que les organisations de l'ONU sont « mal informées, mal équipées et mal coordonnées ». M. Sahnoun n'était isolé qu'à New-York, dans « l'entourage » de M. Boutros-Ghali, auquel il est persuadé de devoir sa démission.

Il n'était pas du sérail et l'a probablement payé. Né il y a soixante ans à El-Cheliff (ex-Orléansville), en Algérie, il a derrière lui une carrière de diplomate classique - comme ambassadeur à Paris et à Washington en particulier - une carrière qui fut parfois un peu moins classique - il participa comme intermédiaire aux négociations secrètes engagées pour la libération des otages occidentaux détenus au Liban. Il avait mis son expérience au service de la Somalie. Il n'exclut pas de reprendre un jour « autrement » sa mission de médiateur en faveur d'une cause à laquelle il se sentait profondément attaché.

R. L. G.

Bardera ville-cimetière

Suite de la première page

Champ clos d'un affrontement entre deux seigneurs de la guerre, les généraux Aidid et Morgan, la région est peu sûre. Attaques et contre-attaques s'y succèdent. Le premier tenait la ville, dont le second l'a chassé. Il prépare sa revanche, qu'un observateur militaire de la région annonce « sanglante ».

Devant le danger, les organisations humanitaires - les Australiens de Care, en particulier - se sont repliés provisoirement. Le premier Hercules rempli de vivres a été tenté d'atterrir, il y a quelques jours, a échappé de peu à un tir de roquette. Le pont aérien a été suspendu. Le mince fil d'espoir qui reliait les agonisants de Bardera au reste du pays a été coupé. Il s'ensuivra et de nouveau rompu tant que la paix ne reviendra pas, et elle n'apparaît pas à l'horizon.

Chaque jour, Bardera compte les tombes, monticules accusateurs dont les pluies et le vent effacent lentement les traces. Le bilan macabre varie. Une quinzaine de morts chaque jour, lorsque les organisations humanitaires viennent en aide aux affamés ; jusqu'à deux cent soixante-dix quand elles sont obligées de prier bagages.

Il régnait ce jour-là dans la ville une absolue déresse. La violence rôdait aux portes, alimentant la rumeur d'une offensive du général Aidid ou d'un allié. Des squelettes entassaient les morts avec leurs dernières forces, dans une odeur de putréfaction. Retraquées du monde, Bardera était silencieuse, comme le sont les grandes tragédies.

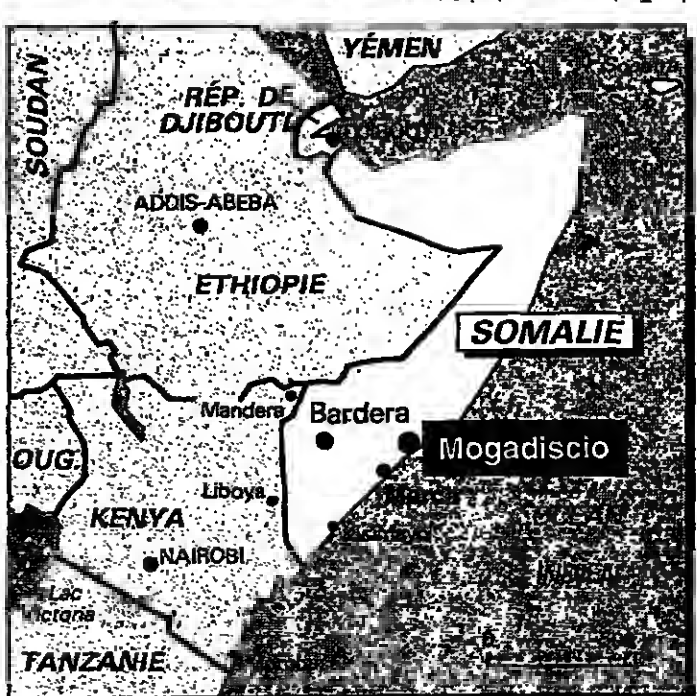
L'agglomération, qui fut un carrefour d'échanges prospère, n'a plus de ville que le nom. Ceux qui pouvaient la fuir l'ont fuie. Les boutiques ont fermé. L'odeur et le son des marchés africains ne sont plus qu'un souvenir. Une résignation sourde se lit sur le visage des rares commerçants qui garnissent leurs étals de fruits avariés. Des missions basses en dur exhibent ci et là les traces de combats à l'arme lourde. Le minaret se dresse mais la ville est en ruine.

De bush avoisinants, des familles épuisées affluent à Bardera l'espoir, avec le fol espoir de trouver à s'y nourrir. La guerre a anéanti leurs cultures et décimé leurs troupeaux, les obligeant à chercher le

salut dans la fuite. Leurs bottes d'épines s'étendent à la périphérie de la ville, gonflée aujourd'hui de onze mille réfugiés, soit deux fois la population habituelle.

Ponts aériens

Victimes hébétées d'un conflit qui les ignore, les habitants de Bardera subissent une guerre civile qui dure depuis vingt-deux mois. La



mété somaliennes ne met pas seulement aux prises les généraux Aidid et Morgan au sud-ouest : le nord-ouest du pays a proclamé son indépendance sous le nom de Somaliland. Le président par intérim, M. Ali Mahdi Mohamed, gouverne à Mogadiscio une « République » dont les frontières s'étendent à une moitié seulement de la capitale. D'autres chefs de guerre contrôlent qui une ville portuaire, qui une agglomération.

Cinq cents soldats des Nations unies sont sur place. La Somalie attend quelque quatre mille, mais leur mission, fixée par le Conseil de sécurité, consiste seulement à garan-

tir l'acheminement de l'aide humanitaire. Ils n'ont pas mission de mettre fin à cette guerre civile et, en cas d'attaque, ne disposent que d'un droit d'autodéfense limité.

Le pays s'enfonçait dans le chaos à l'heure où, à la mesure de la mauvaise conscience internationale, le dispositif humanitaire se renforce. Lorsque des tireurs incontrôlés ne les prennent pas pour cibles, des évènements de transport acheminent ou pénètrent chaque jour des sacs de ravitaillement dans diverses régions du pays à partir de Djibouti et des villes kényanes de Nairobi et de Mombasa. Trois navires de vivres accostent chaque jour à Mogadiscio. Vingt-huit organisations non gouvernementales sont à l'œuvre en Somalie, plus le Comité internatio-

maladie qui provoque la mort de 150 000 personnes depuis le début de la guerre. Pour éviter que le désastre ne se prolonge, il faudrait acheminer sur place 50 000 tonnes de vivres par mois. Il en arrive 25 000, soit deux fois plus qu'il y a deux mois, avant le début du pont aérien. Mais la folie des chefs de guerre entrave leur acheminement, en particulier dans le sud-ouest du pays, dont Bardera est le symbole.

La rage des Somaliens à s'entre-déchirer est d'autant plus paradoxale que leur homogénéité pourrait paraître presque unique. Ils parlent la même langue, il s'agit d'un peuple de nomades, ils professent la même religion, l'islam sunnite, et partagent les mêmes valeurs culturelles, celles de nomades dont le pastoralisme remonte au fond des âges. En dépit de ce qui les unit, les tribus qui, de tout temps, ont peuplé la région se sont, malgré tout, toujours montrées violentes et féroces. Le passé pèse aujourd'hui de tout son poids sur le présent.

Leur nomadisme n'entraîne nullement la violence. Ils accordent moins de valeur à la vie humaine qu'à l'eau d'un puits et magnifient la force comme moyen de s'approprier les pâturages des tribus voisines. L'appartenance à une tribu, à une lignée, n'en est que plus exaltée, d'où les affrontements sans merci auxquels les Nations unies assistent impuissantes. La colonisation britannique et italienne, puis vingt ans de dictature ont contenu ces pulsions qui font de la Somalie une société où la force prime le droit. Mais après la chute du tyran - le président Siyad Barre a été chassé de Mogadiscio en janvier 1991 - le naturel est revenu au galop.

Les figures d'outre-tombe qui peuplent Bardera subissent ce passé autant que la situation présente. Victimes des derniers soubresauts d'un conflit sans issue prévisible, ils tentent comme ils peuvent de retarder l'heure de leur mort. Il ne restait ce jour-là pour leur éviter le pire que trois jours de bouillie de maïs et de lait en poudre arrivés en sacs des Pays-Bas. Sous le soleil brûlant, des fantômes à demi dévêtus cheminaient en titubant, leur calebasse à la main, vers un centre de nutrition qui bientôt manquerait de tout. Adossé à un acacia, un enfant, un squelette, allait mourir. Avec ses dernières forces, il raclait de ses doigts décharnés une écuelle déjà vide, qu'un autre, à peine misé, portait, lui avait abandonnée.

BERTRAND LE GENDRE

PROPE

abord, apprendre les langues

La situation en Somalie est très préoccupante. Les combats continuent à se dérouler dans la capitale et dans les provinces. Les organisations humanitaires ont du mal à acheminer l'aide nécessaire. La situation humanitaire est catastrophique. Les réfugiés sont de plus en plus nombreux. Les conditions de vie sont insupportables. Les enfants souffrent de faim et de maladie. Les femmes sont violées. Les personnes âgées sont abandonnées. La situation est désespérée. Les Nations unies ont tenté de négocier une trêve, mais sans succès. La guerre continue à faire des victimes. Les souffrances s'accroissent. Les espoirs de paix sont faibles. La situation est très inquiétante. Les organisations humanitaires appellent à une intervention internationale pour mettre fin à la guerre et apporter l'aide nécessaire. Les Nations unies ont lancé un appel à la communauté internationale pour qu'elle prenne en compte la situation en Somalie et agisse pour y remédier. Les souffrances des Somaliens doivent être prises en compte. La guerre doit cesser. La paix doit être rétablie. Les conditions de vie doivent s'améliorer. Les enfants doivent être protégés. Les femmes doivent être respectées. Les personnes âgées doivent être aidées. La situation en Somalie est une catastrophe. Les Nations unies ont le devoir d'agir. La communauté internationale doit agir. Les souffrances des Somaliens doivent être prises en compte. La guerre doit cesser. La paix doit être rétablie. Les conditions de vie doivent s'améliorer. Les enfants doivent être protégés. Les femmes doivent être respectées. Les personnes âgées doivent être aidées.

ALLEMAGNE

Tangeres

et Jfs

P

LIBAN

L'autorité de tous les dangers

La situation au Liban est très préoccupante. Les combats continuent à se dérouler dans la capitale et dans les provinces. Les organisations humanitaires ont du mal à acheminer l'aide nécessaire. La situation humanitaire est catastrophique. Les réfugiés sont de plus en plus nombreux. Les conditions de vie sont insupportables. Les enfants souffrent de faim et de maladie. Les femmes sont violées. Les personnes âgées sont abandonnées. La situation est désespérée. Les Nations unies ont tenté de négocier une trêve, mais sans succès. La guerre continue à faire des victimes. Les souffrances s'accroissent. Les espoirs de paix sont faibles. La situation est très inquiétante. Les organisations humanitaires appellent à une intervention internationale pour mettre fin à la guerre et apporter l'aide nécessaire. Les Nations unies ont lancé un appel à la communauté internationale pour qu'elle prenne en compte la situation au Liban et agisse pour y remédier. Les souffrances des Libanais doivent être prises en compte. La guerre doit cesser. La paix doit être rétablie. Les conditions de vie doivent s'améliorer. Les enfants doivent être protégés. Les femmes doivent être respectées. Les personnes âgées doivent être aidées.

LIBÉRIA

L'autorité de tous les dangers

La situation au Libéria est très préoccupante. Les combats continuent à se dérouler dans la capitale et dans les provinces. Les organisations humanitaires ont du mal à acheminer l'aide nécessaire. La situation humanitaire est catastrophique. Les réfugiés sont de plus en plus nombreux. Les conditions de vie sont insupportables. Les enfants souffrent de faim et de maladie. Les femmes sont violées. Les personnes âgées sont abandonnées. La situation est désespérée. Les Nations unies ont tenté de négocier une trêve, mais sans succès. La guerre continue à faire des victimes. Les souffrances s'accroissent. Les espoirs de paix sont faibles. La situation est très inquiétante. Les organisations humanitaires appellent à une intervention internationale pour mettre fin à la guerre et apporter l'aide nécessaire. Les Nations unies ont lancé un appel à la communauté internationale pour qu'elle prenne en compte la situation au Libéria et agisse pour y remédier. Les souffrances des Libériens doivent être prises en compte. La guerre doit cesser. La paix doit être rétablie. Les conditions de vie doivent s'améliorer. Les enfants doivent être protégés. Les femmes doivent être respectées. Les personnes âgées doivent être aidées.

LIBÉRIA

L'autorité de tous les dangers

La situation au Libéria est très préoccupante. Les combats continuent à se dérouler dans la capitale et dans les provinces. Les organisations humanitaires ont du mal à acheminer l'aide nécessaire. La situation humanitaire est catastrophique. Les réfugiés sont de plus en plus nombreux. Les conditions de vie sont insupportables. Les enfants souffrent de faim et de maladie. Les femmes sont violées. Les personnes âgées sont abandonnées. La situation est désespérée. Les Nations unies ont tenté de négocier une trêve, mais sans succès. La guerre continue à faire des victimes. Les souffrances s'accroissent. Les espoirs de paix sont faibles. La situation est très inquiétante. Les organisations humanitaires appellent à une intervention internationale pour mettre fin à la guerre et apporter l'aide nécessaire. Les Nations unies ont lancé un appel à la communauté internationale pour qu'elle prenne en compte la situation au Libéria et agisse pour y remédier. Les souffrances des Libériens doivent être prises en compte. La guerre doit cesser. La paix doit être rétablie. Les conditions de vie doivent s'améliorer. Les enfants doivent être protégés. Les femmes doivent être respectées. Les personnes âgées doivent être aidées.

LIBÉRIA

L'autorité de tous les dangers

La situation au Libéria est très préoccupante. Les combats continuent à se dérouler dans la capitale et dans les provinces. Les organisations humanitaires ont du mal à acheminer l'aide nécessaire. La situation humanitaire est catastrophique. Les réfugiés sont de plus en plus nombreux. Les conditions de vie sont insupportables. Les enfants souffrent de faim et de maladie. Les femmes sont violées. Les personnes âgées sont abandonnées. La situation est désespérée. Les Nations unies ont tenté de négocier une trêve, mais sans succès. La guerre continue à faire des victimes. Les souffrances s'accroissent. Les espoirs de paix sont faibles. La situation est très inquiétante. Les organisations humanitaires appellent à une intervention internationale pour mettre fin à la guerre et apporter l'aide nécessaire. Les Nations unies ont lancé un appel à la communauté internationale pour qu'elle prenne en compte la situation au Libéria et agisse pour y remédier. Les souffrances des Libériens doivent être prises en compte. La guerre doit cesser. La paix doit être rétablie. Les conditions de vie doivent s'améliorer. Les enfants doivent être protégés. Les femmes doivent être respectées. Les personnes âgées doivent être aidées.

LIBÉRIA

L'autorité de tous les dangers

La situation au Libéria est très préoccupante. Les combats continuent à se dérouler dans la capitale et dans les provinces. Les organisations humanitaires ont du mal à acheminer l'aide nécessaire. La situation humanitaire est catastrophique. Les réfugiés sont de plus en plus nombreux. Les conditions de vie sont insupportables. Les enfants souffrent de faim et de maladie. Les femmes sont violées. Les personnes âgées sont abandonnées. La situation est désespérée. Les Nations unies ont tenté de négocier une trêve, mais sans succès. La guerre continue à faire des victimes. Les souffrances s'accroissent. Les espoirs de paix sont faibles. La situation est très inquiétante. Les organisations humanitaires appellent à une intervention internationale pour mettre fin à la guerre et apporter l'aide nécessaire. Les Nations unies ont lancé un appel à la communauté internationale pour qu'elle prenne en compte la situation au Libéria et agisse pour y remédier. Les souffrances des Libériens doivent être prises en compte. La guerre doit cesser. La paix doit être rétablie. Les conditions de vie doivent s'améliorer. Les enfants doivent être protégés. Les femmes doivent être respectées. Les personnes âgées doivent être aidées.

LIBÉRIA

L'autorité de tous les dangers

La situation au Libéria est très préoccupante. Les combats continuent à se dérouler dans la capitale et dans les provinces. Les organisations humanitaires ont du mal à acheminer l'aide nécessaire. La situation humanitaire est catastrophique. Les réfugiés sont de plus en plus nombreux. Les conditions de vie sont insupportables. Les enfants souffrent de faim et de maladie. Les femmes sont violées. Les personnes âgées sont abandonnées. La situation est désespérée. Les Nations unies ont tenté de négocier une trêve, mais sans succès. La guerre continue à faire des victimes. Les souffrances s'accroissent. Les espoirs de paix sont faibles. La situation est très inquiétante. Les organisations humanitaires appellent à une intervention internationale pour mettre fin à la guerre et apporter l'aide nécessaire. Les Nations unies ont lancé un appel à la communauté internationale pour qu'elle prenne en compte la situation au Libéria et agisse pour y remédier. Les souffrances des Libériens doivent être prises en compte. La guerre doit cesser. La paix doit être rétablie. Les conditions de vie doivent s'améliorer. Les enfants doivent être protégés. Les femmes doivent être respectées. Les personnes âgées doivent être aidées.

EUROPE

TCHÉCOSLOVAQUIE : la fin de la fédération

Les Tchèques s'interrogent sur leur identité

Alors que le disparition de la Tchécoslovaquie est programmée pour le 1^{er} janvier, les Tchèques, moroses, s'interrogent sur leur futur Etat.

PRAGUE
de notre correspondant

Malgré le vent et la pluie, près de sept mille personnes avaient répondu, samedi 24 octobre, à l'appel du premier ministre tchèque, sur la colline de Vysehrad, à Prague. M. Vaclav Klaus avait choisi ce haut lieu symbolique de l'histoire tchèque, siège des premiers princes et rois de Bohême au début du Moyen Âge, pour tenter de rassurer ses concitoyens, peu enthousiasmés par la création d'un Etat tchèque toujours sans nom ni Constitution.

M. Klaus a appelé les Tchèques à s'unir pour construire ce nouvel Etat, pas si nouveau puisqu'il a une histoire millénaire - le premier roi tchèque Vratislav II est mort il y a neuf cents ans. La création de la République tchèque, a-t-il essayé

de leur expliquer, n'est pas une « perte » par rapport à la Tchécoslovaquie, comme le ressentent la plupart des Tchèques, mais la poursuite de la réalisation du droit à un Etat, mouvement d'émancipation nationale commencé au siècle dernier. L'ex-président Václav Havel a, quant à lui, rappelé les valeurs qui devraient être celles du nouvel Etat tchèque : tolérance, humanisme et démocratie, valeurs qu'avaient cultivées le premier président tchécoslovaque, Tomas Masaryk.

De l'autre côté de la Vltava, au château de Prague où se réunissent les chefs d'Etat tchécoslovaques et où est appelé à résider le futur président tchèque, une centaine d'historiens, philosophes, théologiens, juristes et hommes politiques, pressés tous issus de la dissidence, ont réfléchi pendant deux jours sur l'idée d'Etat tchèque. Serpent de mer des discussions des intellectuels tchèques depuis deux siècles, la réflexion sur « qui sont les Tchèques, quelle est la nature tchèque », devrait, selon M. Pavel Tigrid, conseiller de M. Havel,

« offrir à la population désorientée un motif positif » de la division de la Tchécoslovaquie. Présentée jusqu'à maintenant comme la réponse au désir d'autodétermination des Slovaques, la création de la République tchèque, ont estimé ces intellectuels, doit être justifiée positivement, et pas seulement d'un point de vue économique ou pratique, pour espérer maintenir l'adhésion de ses citoyens et ainsi survivre.

Au même moment, la commission gouvernementale de rédaction de la Constitution achevait le premier projet complet de l'acte fondamental de la future République tchèque. Le texte prévoit un Parlement bicaméral, qui dirait un président de la République aux pouvoirs relativement limités. La Constitution ne résout toutefois que partiellement la question de l'appellation du pays qui, officiellement, serait la République tchèque. La recherche d'une forme abrégée occupe les esprits, et chaque camp y va de sa tribune dans la presse pragoise. Certains, autour de Pavel Tigrid et de l'écrivain Ludvík

Vaculik, aimeraient conserver le nom « Tchécoslovaquie », parce qu'il jouit d'un certain prestige dans le monde, et que de nombreux Slovaques continueraient à vivre dans ce pays. D'autres, à l'instar d'historiens, juristes et linguistes de l'université Charles de Prague, sont favorables à l'adoption du terme « Tchéquie » (*česko*), peu agréable à l'oreille et utilisé, en outre, par les Nazis, mais qui a l'avantage d'être dépourvu de connotation territoriale, comme Bohême, ou Bohemia, nom avancé par un troisième groupe. Cette dernière solution se heurte cependant, pour ces raisons, à l'opposition des autonomistes moraves, qui préféreraient « République fédérale tchèque », ou « République centre-européenne ».

Quels que soient les désaccords sur le nom du futur Etat, un consensus, au moins, se dessine autour du premier président tchèque, M. Vaclav Havel, qui n'a toutefois pas encore annoncé sa candidature.

MARTIN PLICHTA

TURQUIE : selon un bilan officiel

Quatre cents séparatistes kurdes auraient été tués dans les combats sur le territoire irakien

ISTANBUL

de notre correspondant

Trente-neuf combattants du Parti des travailleurs kurdes (PKK, marxiste-léniniste) au moins et onze membres des forces de sécurité ont trouvé la mort depuis le début de l'offensive lancée par la Turquie sur le sol irakien le 22 octobre dernier. Le nombre des victimes au sein des séparatistes kurdes pourrait s'élever à près de quatre cents, ont déclaré les autorités turques. Selon le premier communiqué officiel publié au cours de cette opération, les forces armées turques, qui ont pénétré de quinze kilomètres à l'intérieur du territoire irakien, sont déployées sur un front de trente kilomètres de large dans la région de Haftanin et contrôlent une zone de cent soixante kilomètres carrés. Parallèlement, les troupes turques poursuivraient leur avance dans la région de Hakurk, près de la frontière iranienne. Des sources irakiennes dans le nord de l'Irak affir-

ment que les combattants du PKK auraient accepté de se rendre. Mais, dans une déclaration publiée en Europe, les séparatistes kurdes ont catégoriquement démenti ces rumeurs. « Nous étions sur la défensive, nous passons à l'attaque », a affirmé le PKK, le Kurdistan est notre pays, aucune force ne pourra nous expulser de notre propre territoire. Selon des représentants kurdes irakiens, ces signaux contradictoires pourraient être dus à des divisions importantes au sein de la direction du PKK.

Des combats sporadiques auraient encore lieu dans la vallée de Hakurk et les peshmergas auraient lancé un nouvel assaut au nord-est de Zakho mercredi soir. « Nous faisons pression pour qu'ils quittent la région. Tant qu'ils n'auront pas accepté nos conditions, il n'y aura pas de cesse-leu », a déclaré le représentant du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) à Ankara.

N. P.

La situation dans l'ex-Yougoslavie

Les Serbes renforcent leur emprise territoriale en Bosnie-Herzégovine

La ville stratégique de Jajce, bastion musulman situé à quelque 160 kilomètres au nord-ouest de Sarajevo, est tombée, jeudi 29 octobre, aux mains des forces serbes, ce qui expose la population de la ville à des forces hostiles contrôlant les montagnes du centre de la Bosnie. « Jajce est en flammes », a indiqué la télévision bosnienne en annonçant la chute de la ville. Des combattants croates qui luttent aux côtés des musulmans ont l'air désemparés en arrivant à pied dans la ville voisine de Travnik.

D'après des soldats, la seule cause de la chute de Jajce est la méfiance qui prévalait entre soldats musulmans et croates », a déclaré un responsable militaire croate. La situation des musulmans de Jajce est critique, leur seule voie d'évasion conduisant à Travnik, où Croates et musulmans, en principe alliés, se sont récemment affrontés. Les Serbes voulaient s'emparer de Jajce (10 000 habitants) pour consolider la liaison qu'ils ont établie, à travers la Bosnie, avec l'exclave serbe de la Krajina de Croatie. La ville a, en outre, une grande importance économique en raison de ses deux centrales hydroélectriques et de son usine chimique. Ce nouveau succès militaire serbe est intervenu après le rejet par le leader des Serbes de Bosnie, M. Radovan Karadzic, du projet de Constitution mis au point

par les médiateurs internationaux David Owen et Cyrus Vance. Si M. Karadzic s'est dit prêt à discuter de ce projet, il a jugé « inacceptable » ses principes de base. Pour sa part, M. Mate Boban, dirigeant croate de Bosnie-Herzégovine, a estimé que le plan des médiateurs internationaux était une « plate-forme très constructive quelque trufée de défauts ». Enfin, pour un délégué musulman à la conférence internationale de Genève, « il y a beaucoup de choses que nous n'aimons pas (dans le projet), mais il n'y a pas de bon sens ».

Par ailleurs, M. Boban a accusé des officiers musulmans de harceler ses troupes et d'enlever celles-ci. D'après des soldats, la seule cause de la chute de Jajce est la méfiance qui prévalait entre soldats musulmans et croates », a déclaré un responsable militaire croate. La situation des musulmans de Jajce est critique, leur seule voie d'évasion conduisant à Travnik, où Croates et musulmans, en principe alliés, se sont récemment affrontés. Les Serbes voulaient s'emparer de Jajce (10 000 habitants) pour consolider la liaison qu'ils ont établie, à travers la Bosnie, avec l'exclave serbe de la Krajina de Croatie. La ville a, en outre, une grande importance économique en raison de ses deux centrales hydroélectriques et de son usine chimique. Ce nouveau succès militaire serbe est intervenu après le rejet par le leader des Serbes de Bosnie, M. Radovan Karadzic, du projet de Constitution mis au point

aient attaqué des villes et des villages musulmans. « Nous avons des documents prouvant que les derniers combats ont été délibérément provoqués par des officiers musulmans de l'ex-armée yougoslave qui ont commis des atrocités contre des Croates en Croatie », a-t-il affirmé. Mais, dans une lettre adressée à son homologue croate Franjo Tudjman, le président bosniaque Alija Izetbegovic reproche aux forces de M. Boban (regroupées au sein du Conseil de défense croate ou HVO) d'avoir « planifié et provoqué le conflit qui a éclaté entre Croates et musulmans, les accusant d'avoir tiré sur des localités musulmanes. » (Reuters)

Visite à Téhéran du président bosniaque. Le président de Bosnie-Herzégovine, M. Alija Izetbegovic, est arrivé, jeudi 29 octobre, à Téhéran pour une visite officielle de deux jours. A cette occasion, il a rendu hommage à l'aide que l'Iran apporte à son pays. Pour sa part, le président Ali Akbar Hashemi-Rafsanjani a déploré les « actions insupportables » des pays occidentaux et musulmans en faveur de la Bosnie. Le président Izetbegovic, dont c'est la seconde visite en Iran depuis son élection, vient d'effectuer une tournée dans plusieurs pays du Golfe. - (AFP)

Pays baltes : suspension du retrait des troupes russes

Suite de la première page

Le ministre russe de la défense avait en effet annoncé il y a dix jours (le Monde du 22 octobre) la suspension temporaire du retrait d'une partie des troupes russes, mais pour des raisons uniquement matérielles : les autorités russes ne parvenaient pas à reloger décemment les soldats et leurs familles devant quitter leurs casernes dans les pays baltes.

Maintenant, M. Eltsine a confirmé la décision du ministre de la défense en invoquant, cette fois-ci, le sort des minorités russes dans ces pays ; il a aussi amplifié sa portée : ce sont toutes les troupes russes dont le désengagement est désormais suspendu.

En estimant nécessaire la conclusion d'accords « économiques » avec les pays baltes, le président russe veut donner une nouvelle tournure aux négociations avec ces pays, qui portaient uniquement sur le retrait des troupes. Ces négociations avaient déjà abouti avec la Lituanie puisque, le 8 septembre dernier, Moscou et Vilnius avaient conclu un accord stipulant que l'ensemble des troupes russes devraient avoir quitté le territoire lituanien avant le 31 août 1993. Si

cet accord devient caduc, tout le dossier des relations entre Moscou et ses anciennes « colonies » serait donc à revoir.

En fait, la décision de M. Boris Eltsine semble être essentiellement dictée par des raisons de politique interne. Aueun fait nouveau concernant la situation des populations russes dans les pays baltes ne s'est, en effet, produit ces derniers jours pour justifier un tel coup d'éclat.

Au contraire, même : la volonté manifestée par le gouvernement estonien de libéraliser la législation sur la citoyenneté en rendant plus facile l'acquisition par les russophones de la nationalité estonienne comme la récente victoire des ex-communistes aux élections lituanienues étaient de nature à arrondir les angles entre Moscou et les capitales baltes.

M. Boris Eltsine a donc, de toute évidence, cherché un exutoire à la crise qui sévit en Russie depuis plusieurs semaines. A nouveau, le président russe a voulu donner des gages à son opinion publique et à l'armée au moment même où il s'attaque aux éléments les plus durs du courant national-communiste. Mercredi, il décidait ainsi la dissolution du Front de salut nation-

nal, nouvelle formation politique rassemblant communistes, nationalistes et monarchistes, et qui avait été créée quelques jours auparavant.

Jeu, au cours d'une réunion - perturbée par la présence de militaires devant l'immeuble parlementaire - les dirigeants de l'organisation dissoute ont jugé cette décision illégale et décidé de porter l'affaire devant la Cour constitutionnelle. Ils ont demandé à leurs militants d'« aller dans les usines, les garnisons, et dans les rues » pour « sauver l'Etat russe » et aux forces de sécurité de désobéir aux ordres des autorités.

Fait significatif : jeudi, le plus applaudi des intervenants a été le lieutenant Tchornobrykov, vice-président de l'Union des officiers, quand il a évoqué « l'humiliation » des troupes russes devant quitter les pays baltes. Il a été entendu.

JOSÉ-ALAIN FRALON

LETTONIE : l'immigration du ministre des affaires étrangères - Le ministre des affaires étrangères de Lettonie, M. Janis Jurkans, a dû démissionner, mercredi 28 octobre, pour avoir estimé que le projet de loi sur la citoyenneté lettone (subordonnant son octroi à un séjour de seize ans dans le pays, à la connaissance du letton et au renoncement à toute nationalité antérieure) risquait d'enfreindre des accords internationaux signés par la Lettonie. - (Reuters)

DIPLOMATIE

Au Conseil de sécurité de l'ONU

Rapport pessimiste sur le conflit du Sahara occidental

L'envoyé spécial de l'ONU au Sahara occidental a présenté au Conseil de sécurité, mercredi 28 octobre, un rapport plutôt pessimiste sur ses efforts en vue d'organiser un référendum d'autodétermination dans cette ancienne colonie espagnole. Selon des diplomates, M. Yakouh Khan a évoqué « les difficultés » qu'il rencontre pour fixer les critères d'identification des électeurs.

Dans une lettre publiée mercredi à New-York, le Front Polisario a rejeté l'idée de réunions séparées à Tindouf, en Algérie, et à Laayoune, au Sahara occidental, qui sortiraient, selon lui, du cadre fixé par le secrétaire général de l'ONU. Il a souhaité que la réunion des chefs de tribus sahariennes soit maintenue à Genève, comme proposé initialement, pour éviter toute « pression psychologique ». - (AFP)

L'Afrique du Sud et le Gabon vont échanger des ambassadeurs

L'Afrique du Sud et le Gabon ont annoncé l'établissement de relations diplomatiques au niveau des ambassades, jeudi 29 octobre, à la suite d'une rencontre entre le président Omar Bongo et une délégation sud-africaine, conduite par le ministre adjoint des affaires étrangères, M. Renier Schoeman, à Libreville. Le Gabon devient ainsi l'un des rares pays africains à procéder à un échange d'ambassadeurs avec Pretoria, après la Côte d'Ivoire, qui a fait de même en avril dernier. Jusqu'alors, seuls le Malawi et le Lesotho entretenaient avec Pretoria des relations à ce niveau.

Cette annonce ne s'est pas faite

sans confusion. Un communiqué commun publié en début d'après-midi à Pretoria a été sauté par un porte-parole du ministère sud-africain des affaires étrangères, à la demande de M. Schoeman, qui invoquait, depuis Libreville, des « problèmes de dernière minute ».

(AFP)

M. Jacques Delors a dialogué avec les parlementaires belges

BRUXELLES

de notre correspondant

Une première dans les relations entre la Commission des Communautés européennes et les Parlements nationaux a eu lieu, jeudi 29 octobre, avec la réception de M. Jacques Delors à la Chambre belge des représentants. Depuis longtemps, le président de cette Assemblée, M. Charles Ferdinand Nothomb (social-chrétien francophone), souhaitait que M. Delors soit entendu directement par les parlementaires belges. La formule retenue jeudi a été celle d'un dialogue avec des députés et sénateurs membres de commissions parlementaires.

M. Delors a souhaité que « dans la prochaine Commission II y ait un correspondant pour chaque Parlement national », pour une meilleure compréhension. Il a aussi estimé que « des réunions périodiques entre Parlements européens et Parlements nationaux, sous des formes à trouver, sont nécessaires ». Utilisant un vocabulaire en vogue, il a réaffirmé la nécessité d'en finir avec plusieurs « déficits » (démocratique, etc.), y compris ce qu'il a appelé un « déficit de comportement » de la part des ministres des Douze qui, s'adressant à leur presse respective, mettent exclusivement en relief le rôle de leur pays à l'issue des conseils entre les Douze.

Un député s'est inquiété de projets visant à réduire le pouvoir des petits pays pour faciliter les prises de décision entre un nombre croissant de membres, après l'élargissement de la

Communauté. « Il est possible qu'une note allant en ce sens ait existé, mais je n'en ai jamais eu connaissance, a répondu le président de la Commission. Il est impensable qu'on fasse prévaloir un jour l'idée qu'il y a une hiérarchie parmi les pays de la Communauté. »

Interrogé sur le candidat qui a sa préférence à l'élection américaine, M. Delors n'a pas répondu, mais il a fait ce commentaire révélateur de son agacement devant la tournure prise par les négociations du GATT : « Les Etats-Unis ont toujours la tentation de nous diriger, de jouer sur le mailon le plus faible. L'Europe n'existera que si elle sait leur dire « non ». « Non » au moins une fois. »

J. de la G.

Les députés italiens et espagnols ont ratifié le traité de Maastricht

Les députés italiens se sont prononcés, jeudi 29 octobre, par 403 voix contre 46, en faveur de la ratification du traité de Maastricht. Le Sénat avait approuvé le traité en septembre, la ratification est donc acquise. En Espagne, les députés ont approuvé la ratification du traité jeudi par 314 voix pour, 3 contre et huit 8 abstentions. Le Sénat espagnol votera le 25 novembre. - (AFP)

GRANDE-BRETAGNE : la statue de « Bomber » Harris de nouveau maculée de peinture. - La statue de bronze de Sir Arthur « Bomber » Harris, commandant en chef de l'aviation de bombardement britannique pendant la seconde guerre mondiale, a été maculée de peinture rouge pour la deuxième fois, et affublée de l'inscription « Honie ». L'inauguration de la statue à Londres par la reine mère en mai (le Monde du 2 juin) avait suscité de vives protestations de mouvements pacifistes en Grande-Bretagne et en Allemagne, en raison des dizaines de milliers de civils tués lors des bombardements, notamment à Dresde. - (AFP)

IRLANDE : l'Etat condamné par la Cour européenne des droits de l'homme. - La Cour européenne des droits de l'homme a condamné, le 29 octobre, l'Etat irlandais pour avoir violé l'article 10 de la Convention européenne des droits de l'homme qui garantit le droit de recevoir ou de communiquer des informations - en interdisant les activités de deux organismes qui se consacraient notamment à donner des conseils aux femmes irlandaises sur les possibilités d'avortement en Grande-Bretagne. L'avortement est actuellement interdit par la Constitution irlandaise. - (AFP, Reuters, UPI)

ESPAGNE : enquête pour malversations contre plusieurs membres du gouvernement autonome catalan. - Le procureur de Barcelone a ouvert, mercredi 28 octobre, une enquête contre quatre anciens membres et deux membres actuels du gouvernement autonome catalan (Généralité), parmi lesquels figure M. Marc Alevé, numéro deux de la Généralité, pour « malversations ». s-t-on appris de source judiciaire. Le ministère public de Barcelone a demandé au procureur général de l'Etat d'ouvrir une enquête devant le Tribunal suprême pour « détournement de fonds publics par la concession d'avals financiers à des entreprises privées ». - (AFP)

ASIE

CHINE

Des écrivains et des artistes plaident pour une plus grande liberté de création

Les premiers frémissements de ce qui pourrait devenir une nouvelle fronde en provenance d'artistes et d'écrivains chinois à l'encontre de l'actuel immobilisme politique se font sentir.

PÉKIN

De notre correspondant
Une cinquantaine d'écrivains considérés comme libéraux se sont réunis le 27 octobre à Pékin pour exprimer leur regret que le libéralisme déclaré par le Parti communiste en matière économique ne soit pas accompagné d'une révision des dogmes marxistes dans le secteur culturel.

Sur ce sujet d'évidence explosif, ce forum était le premier, ou moins de cette importance, à se tenir dans la capitale depuis l'écrasement du « Printemps de Pékin » en 1989. Il avait pour prétexte commode d'étudier l'esprit du 14^e congrès du Parti communiste. La presse officielle a elle-même rapporté les propos de « nombreux intervenants » qui ont déploré que la campagne antigauchiste, qui semblait utilisée pour couper le cordon ombilical marxiste dans le domaine économique, ne soit pas « assez énergique » dans le domaine des arts et lettres.

Cette réunion faisait suite à la publication, par un organe de la presse officielle, d'appels vigoureux lancés par neuf créateurs de renom au vu d'une relance de la libéralisation des activités artistiques au sein des idées « antigauchistes » que M. Deng Xiaoping pousse dans le domaine économique. Le célèbre écrivain Ba Jin et la romancière Bing Xin, tous deux âgés de quatre-vingt-huit ans, ont cautionné ces appels.

Sans être un foudre de contestation, Ba Jin a, ces derniers temps, paru décidé à faire passer son influence au profit de la liberté de création. Il a, en particulier, tenu à la création d'un musée consacré à la terreur « sans la révolution culturelle ». Quant à Bing Xin, qui jouit d'un grand prestige pour ses œuvres destinées aux enfants, elle avait été la première grande figure littéraire à signer, en 1989, une pétition adressée à M. Deng pour

faire libérer les prisonniers de la ligne d'un certain assouplissement de la politique culturelle voulue par la haute direction communiste. Les appels des créateurs ont été publiés dans le *Quotidien de la jeunesse* le jour même, 18 octobre, où se terminait à Pékin le 14^e congrès du PCC. Parmi leurs auteurs, on trouve notamment l'ancien ministre de la culture Wang Meng, romancier bico établi, d'autant plus libre de ses propos qu'il a été exclu du comité central du parti; et Xia Yan, cinéaste également célèbre.

La « peste gauchiste »

Mais ce sont des figures moins renommées qui ont eu les mots les plus durs pour le régime. C'est ainsi que Yuan Ying, homme de presse à la fin de la littérature, s'est lancé dans une énergique dénonciation du « fléau gauchiste ». Il a aussi attaqué ce cycle infernal de libéralisation et de répression dans lequel la création littéraire est malmenée par le régime depuis 1949. Le bilan pour les artistes chinois est triste, estime Yuan Ying : « Les incessantes luttes internes ont conduit à des pertes de talents inestimables, irréplacables. Combien d'individus éminents ont été victimes de calomnies, de calousies, d'attaques d'exclusion, de harcèlement, ou encore jetés en prison, réduits à l'état de brigands ou de clochards, poussés au suicide dans l'injustice et la haine ? »

Quant aux responsables, observe encore Yuan Ying, ils « peuvent avoir commis les pires crimes, on parlera tout juste à leur sujet de problèmes de méthode » ou d'insuffisance de la connaissance, et on passera l'éponge. Et de conclure : « Tant que l'on ne sera pas débarrassé de la peste gauchiste, il n'y aura pas un jour de tranquillité pour le pays. »

FRANCIS DEHON

CAMBODGE

Les Khmers rouges refusent un compromis proposé par le Japon et la Thaïlande

BANGKOK

De notre correspondant
en Asie du Sud-Est

Les contacts et démarches entreprises depuis août par les diplomates japonais et thaïlandais pour tenter de convaincre les Khmers rouges d'appliquer les accords de paix de Paris sur le Cambodge se sont soldés par un échec. Lors d'une réunion, jeudi 29 octobre à Phnom-Penh, avec des émissaires de Tokyo et de Bangkok, M. Khieu Samphan, l'un des deux Khmers rouges membres du Conseil national suprême du Cambodge, a rappelé que son mouvement n'avait pas obtenu satisfaction sur deux points : le contrôle du retrait du Cambodge des forces vietnamiennes et leur non-retour, le transfert de pouvoirs au CNS afin qu'il soit « le seul organe légitime » dans le pays.

En tant que coprésidents de la conférence de Paris, la France et l'Indonésie vont prendre le relais. A la demande du prince Sihanouk, qui doit gagner Pékin début novembre, les ministres des affaires étrangères français et indonésien, MM. Roland Dumas et Ali Alatas, sont conviés à

participer à une réunion du CNS dans la capitale cambodgienne (1). L'ONU a demandé aux Khmers rouges qu'ils refusent d'appliquer les accords de Paris depuis le 13 juin, de se joindre au processus le 15 novembre au plus tard, faute de quoi des mesures seront prises à leur encontre.

L'impasse actuelle est très préoccupante pour Bangkok et Tokyo. En cas de sanctions des Nations unies contre les Khmers rouges, dont les zones sont adossées à son territoire, la Thaïlande se retrouverait au premier rang. Le Japon, de son côté, a plusieurs fois exprimé l'opposition à l'ONU au Cambodge, ce faisant même le test de sa nouvelle diplomatie.

De son côté, Djakarta a manifesté une ambiguïté à l'égard de la reprise d'un dossier apparemment insoluble. Quant aux Français, ils ne peuvent guère se réjouir à l'idée d'une rencontre à Pékin au moment où la négociation pour la vente à Taïwan de 60 à 120 Mirage-2000 semble être conclue.

J.-C. POMONTI

(1) Il était d'abord prévu qu'il se rendrait à Phnom-Penh les 7 et 8 novembre.

EN BREF

Le ministre de la coopération se dote de nouveaux services. — Le ministre français délégué à la coopération et au développement, M. Marcel Debarge, a indiqué, jeudi 29 octobre, au cours d'une rencontre avec la presse, que son ministère s'était doté de nouvelles sous-directions dont une sera chargée du développement économique, et l'autre des affaires institutionnelles.

Cette dernière traitera notamment de la question des droits de l'homme. Le ministre a d'autre part annoncé la mise en place d'une « cellule de réflexion sur le rôle du ministère ».

CAMEROUN : la France a envoyé une mission d'information. — A la suite des troubles qui ont éclaté après l'élection présidentielle du 11 octobre, le gouvernement

français a envoyé au Cameroun une mission conduite par le directeur des affaires africaines et malgaches du Quai d'Orsay, M. Jean Rochereau de la Sablière.

Cette mission a pour but de s'informer, de prendre des contacts, dans la perspective de l'indispensable dialogue que nous souhaitons voir s'instaurer entre les parties prenantes camerounaises, car il nous paraît important que tous les Camerounais participent à la politique de ce pays, a indiqué, jeudi 29 octobre, le porte-parole du Quai d'Orsay, M. Daniel Bernard.

COLOMBIE : trois policiers tués. — Trois policiers ont été tués et huit autres blessés, jeudi 29 octobre, par des groupes de tueurs à gages, apparemment en représailles après la mort, mercredi, du chef de l'organisation

terroriste des FARC, le chef de file du mouvement de libération nationale, le colonel Manuel Marulanda Vélez, dit Tiro Puma.

Ces démarches se situent dans la lignée d'un certain assouplissement de la politique culturelle voulue par la haute direction communiste. Les appels des créateurs ont été publiés dans le *Quotidien de la jeunesse* le jour même, 18 octobre, où se terminait à Pékin le 14^e congrès du PCC. Parmi leurs auteurs, on trouve notamment l'ancien ministre de la culture Wang Meng, romancier bico établi, d'autant plus libre de ses propos qu'il a été exclu du comité central du parti; et Xia Yan, cinéaste également célèbre.

WASHINGTON

De notre correspondant

Tous les sièges de la Chambre des représentants (435) sont à pourvoir et 36 sièges au Sénat (sur 100). L'estimation la plus courante veut que les démocrates conservent la majorité dans les deux Assemblées : 57 sièges au Sénat, 268 chez les représentants — même si les républicains doivent gagner quelques places à la Chambre. Le renouvellement tant attendu est dû à deux phénomènes : un grand nombre de départs volontaires et le redécoupage des circonscriptions intervenu dans la foulée du recensement de 1990.

Le redécoupage reflète une Amérique nouvelle, favorisant les minorités ethniques. Dans le nouveau Congrès, il y aura 51 % de plus de Noirs, d'Indiens, d'Hispaniques et un

nombre très supérieur de banlieusards, puisque les citadins sont devenus minoritaires aux Etats-Unis. Autre reflet des mouvements de population : de grands Etats du Sud, comme le Texas et la Floride, se voient attribuer des sièges en plus à la Chambre, de même que la Californie, à l'Ouest, qui passe de 45 à 52 sièges. Au Sénat, chacun des 50 Etats de l'Union a 2 sièges et sur les 36 qui sont à renouveler en novembre, 21 sont aujourd'hui occupés par des démocrates.

Le renouvellement doit aussi tenir à l'arrivée sur la colline du Capitole d'un nombre sans précédent de femmes. Elle sont aujourd'hui 2 au Sénat et 28 à la Chambre. Plus d'une centaine de candidates — record absolu — tentent cette fois leur chance pour siéger parmi les représentants et une dizaine d'autres tentent pour le Sénat. La Californie est à la pointe du mouvement, qui devrait être représentée par 2 femmes, 2 démocrates, dans le prochain Sénat, M^{me} Barbara Boxer (aujourd'hui à la Chambre) et M^{me} Diane Feinstein, ancienne maire de San Francisco. Chicago devrait élire la première femme noire du Sénat, en la personne de M^{me} Carol Mosley-Braun. Le renouvellement a des limites. Même si toutes ces candidates devaient être élues, le Congrès resterait un des Parlements occidentaux comptant le pourcentage le plus faible de femmes.

Avec la presse, le Congrès est une des institutions nationales les plus décriées, accusé, à tort ou à raison,

d'être inefficace, passablement corrompu et prioritairement préoccupé par sa réélection. La cent deuxième législature, celle qui s'achève, a un des plus faibles bilans législatifs et a été marquée par quelques scandales retentissants : celui des chèques en bois que nombre de parlementaires tiraient sur la banque du Congrès, notamment.

Les incessantes batailles entre le président républicain, M. George Bush, et la majorité démocrate au Congrès ont laissé l'impression d'une mécanique gouvernementale totalement paralysée. Comme si le pays avait épuisé les mérites de ce système sophistiqué de poids et contre-poids que représente ce « gouvernement » à trois têtes qui est la règle depuis 1969 (avec une petite exception durant la présidence de Jimmy Carter) : un président républicain, un Congrès démocrate.

Limites

Le nombre de mandats ?

La crainte d'un vote de protestation, une vague de « sortez les sortants », et l'impopularité croissante du métier ont incité un nombre sans précédent — près d'une centaine — de membres de la Chambre à ne pas se représenter. Le mandat est de deux ans, renouvelable indéfiniment, et les représentants, ainsi co-éternels, ont été devenus de plus en plus dépendants des groupes de pression qui assurent le financement de leurs campagnes. Comment réformer le sys-

tème de santé ou l'éducation quand nombre de législateurs doivent leur réélection à l'American Medical Association ou à la National Education Association, qui furent, tout à fait légitimement, parmi les plus gros contributeurs de fonds aux congressistes... Certains veulent remédier radicalement à cette situation. Dans quatorze Etats, dont les plus grands, on votera le 3 novembre sur une « initiative » destinée à limiter le nombre de mandats que peut effectuer un parlementaire : deux au Sénat (douze ans) et trois à la Chambre (six ans). Il s'agit de restreindre les possibilités de carrière, de manière que les élus, moins préoccupés par des perspectives de réélection, soient plus libres à l'égard des groupes de pression et, donc, plus libres de légiférer dans l'intérêt général.

M. Bush et l'indépendant Ross Perot sont pour le candidat démocrate, M. Bill Clinton, gouverneur de l'Arkansas, est contre. Votée, cette « initiative » serait attaquée par ses adversaires qui entendent porter l'affaire devant la Cour suprême, pour inconstitutionnalité. Massivement adoptée dans les quatorze Etats qui la mettent au programme du scrutin du 3 novembre, l'initiative n'en serait pas moins une manière de pression politique sur le nouveau Congrès pour qu'il adopte un amendement constitutionnel dans le sens d'une réforme qui, selon les sondages, a les faveurs d'une large majorité d'Américains.

ALAIN FRACHON

PROCHE-ORIENT

La tournée du souverain marocain

Le roi Hassan II a cherché à apaiser les différends du monde arabe

Comme lors des étapes précédentes — Arabie saoudite, Emirats arabes unis et Jordanie, — rien n'a vraiment filtré des entretiens qu'a eus en Syrie, jeudi 29 octobre, le roi Hassan II avec le président Hafez El Assad. C'était la première visite officielle du souverain marocain à Damas et il n'avait pas revu le chef de l'Etat syrien depuis le mois de mai 1989, à Casablanca.

DAMAS

De notre envoyé spécial

Entouré de beaucoup de discrétion, cette tournée proche-orientale du roi du Maroc — la première en trente ans — revêt une grande importance au moment où le monde arabe, qui n'a jamais été aussi divisé, est engagé dans des négociations avec Israël. C'est pour tenter d'assainir quelque peu les relations interarabes et voir sans doute ce qui peut être envisagé pour faire avancer le processus de paix, que Hassan II a pris son bâton de pèlerin, sans attendre de sa mission des résultats nécessairement immédiats.

Hassan II a prêté de longue date, par réalisme, des négociations avec Israël. Il avait reçu M. Shimon Peres, alors premier ministre, au mois de juillet 1986, à Ifrane, ce qui avait

alors conduit Damas à rompre ses relations diplomatiques avec Rabat. Il a cherché à savoir si une initiative de sa part pouvait faciliter les négociations israélo-syriennes. Le roi, dit-on, aurait des idées mais voudrait s'assurer, au préalable, de leurs chances de succès. De son côté, M. Assad était sans doute intéressé d'entendre le souverain cheikhi qui s'était entremis dans la préparation du voyage du président Sadate à Jérusalem au mois de novembre 1977, même si une rencontre ou sommet israélo-syrien n'est pas encore à l'ordre du jour.

Reconnaître ses erreurs

Hassan II qui, dit-on de source marocaine, estime, aujourd'hui, que « la Ligue arabe est dépassée », voulait aussi étudier avec ses pairs la possibilité de mettre sur pied une nouvelle structure, propre à répondre aux défis de l'heure. Un aspect peu apprécié au Egypte, qui abrite le siège de la Ligue et occupe le poste de secrétaire général. Le roi du Maroc, qui devait achever sa tournée, vendredi, au Caire, aura eu l'occasion de s'en expliquer avec le président Hosni Moubarak.

Quant aux efforts de Hassan II pour tenter d'organiser une rencontre entre les souverains saoudite et jordanien, il se heurte à la volonté de Ryad d'obtenir des pays qui ont soutenu l'Irak pendant la guerre du

Golfe, « la reconnaissance de leurs erreurs », le meilleur moyen de permettre l'édification de la solidarité arabe sur des bases solides », avait déclaré le chef de la diplomatie saoudienne, le prince Saoud al Fahd, lors de la visite du roi du Maroc. A cet égard, Ryad avait fait état d'un précédent lorsque le roi Hussein avait officiellement reconnu comme une erreur, en 1986, au moment de la reprise des relations avec la Syrie, le fait que son pays ait aidé les Frères musulmans en lutte contre le régime de Damas.

Solidarité, dit-on de source marocaine, par le Qatar, la médiation du Maroc dans le conflit frontalier qui oppose ce pays à l'Arabie saoudite, aurait fait long feu dans la mesure où l'envoi, par les autorités de Doha, d'un message chasteux au président Saddam Hussein, semble rendre vain tout effort de conciliation. Hassan II, qui entretient de bonnes relations avec les monarchies du Golfe, a pu, dit-on, mesurer les divergences existant aujourd'hui au sein du Conseil de coopération du Golfe (CCG).

La situation actuelle du monde arabe ne permet pas, souligne-t-on de source marocaine, d'envisager un quelconque sommet arabe, ni même la convocation d'un mini-sommet « qui ne pourrait que renforcer les divisions ». Hassan II n'aurait donc voulu que décaler un peu plus petit dénominateur commun pour jeter les bases de possibles rapprochements.

FRANÇOISE CHIPAUX

Selon Washington

De « sérieux progrès » ont été réalisés dans les négociations israélo-jordanien

Un document exprimait la volonté d'Israël et de la Jordanie de signer un traité de paix et de normaliser leurs relations devrait être approuvé prochainement par les deux pays, une fois réglés un certain nombre de différends, a indiqué, jeudi 29 octobre, la télévision jordanienne.

Un porte-parole jordanien, M. Marouan Mousaber, avait déclaré, la veille, que « le fossé [était] largement franchi », un accord avec Jérusalem énonçant les revendications territoriales, le problème des réfugiés et les questions de sécurité pourrait bientôt

être d'actualité. De son côté, la télévision israélienne a précisé que « ledit document évoque pour la première fois le fait que la Jordanie est disposée à signer un traité de paix avec Israël ».

Le secrétaire d'Etat adjoint américain pour le Moyen-Orient, M. Edward Djerejian, a confirmé, à Washington, que les négociations israélienne et jordanienne avaient réalisé de « sérieux progrès » lors de la dernière session des négociations bilatérales. — (AFP, Reuters, AP.)

ARGENTINE : accusé de corruption

Le maire de Buenos-Aires a dû démissionner

BUENOS-AIRES

De notre correspondant

Le maire de Buenos-Aires, M. Carlos Grosso, a dû démissionner, jeudi 26 octobre, à la suite de graves accusations d'illégalité et de corruption. Chef de file du parti péroniste de la capitale, désigné en 1989 par le président Menem et réélu dans ses fonctions il y a trois mois, M. Grosso paraissait une personnalité en toute confiance, avec un déficit estimé à plus de 500 millions de dollars.

L'impopularité de M. Grosso auprès des *Portenos*, comme on appelle les habitants de Buenos-Aires, est allée croissant. Depuis 1989, l'état d'abandon des hôpitaux municipaux, où les médecins se plaignent du manque de médicaments et de matériel, n'a fait que s'aggraver : les principaux fournisseurs de la ville ne sont plus payés. Pour les mêmes raisons, le ramassage des ordures, confié à des entreprises privées, n'est plus assuré dans de nombreux quartiers, depuis plusieurs semaines.

M. Grosso était par ailleurs accusé d'avoir causé des dommages à la pollution, les embouteillages et la mauvaise état des chaussées, qui a récemment contribué à alourdir le bilan des accidents de la circulation.

Pour lui succéder, le chef de l'Etat a choisi un technicien, M. Saul Bouer, ancien membre du cabinet de M. Domingo Cavallo, le ministre de l'économie. Prêlé d'assainir les finances de la capitale, M. Bouer sera aussi chargé de redorer le blason du parti péroniste à Buenos-Aires, fief des radicaux, avant les prochaines échéances électorales.

CHRISTINE LEGRAND

CUBA

Le projet de réforme électorale a été adopté

L'Assemblée nationale cubaine, réunie sous la présidence de M. Fidel Castro, a adopté, jeudi 29 octobre, une nouvelle loi prévoyant l'élection au suffrage universel direct des députés. Ces derniers éliront jusqu'à présent désignés par les membres des assemblées municipales, eux-mêmes élus au suffrage direct.

Les partis d'opposition ne pourront cependant pas présenter de candidat : la loi institue des commissions, composées de représentants des différents « organisations de masses » (Centrale des travailleurs de Cuba, comités de défense de la révolution, etc.), chargées de dresser la liste des candidats autorisés à participer aux élections. M. Castro a de nouveau rejeté le principe du multipartisme pour ne pas que « l'introduction de la politique et la division dans [les] élections ». — (AFP, Reuters.)

TURQUIE : quatre cents séparatistes kurdes auraient été tués dans les combats sur le territoire irakien

ETANBARA

De notre correspondant

Quatre cents combattants kurdes ont été tués dans les combats sur le territoire irakien, a annoncé jeudi 29 octobre, le gouvernement turc. Les séparatistes kurdes ont été tués dans les combats sur le territoire irakien, a annoncé jeudi 29 octobre, le gouvernement turc. Les séparatistes kurdes ont été tués dans les combats sur le territoire irakien, a annoncé jeudi 29 octobre, le gouvernement turc.

Impension roupies russes

Le gouvernement russe a annoncé jeudi 29 octobre, qu'il ne paiera pas les impôts en roupies russes, a annoncé jeudi 29 octobre, le gouvernement russe.

Le gouvernement russe a annoncé jeudi 29 octobre, qu'il ne paiera pas les impôts en roupies russes, a annoncé jeudi 29 octobre, le gouvernement russe.

Le gouvernement russe a annoncé jeudi 29 octobre, qu'il ne paiera pas les impôts en roupies russes, a annoncé jeudi 29 octobre, le gouvernement russe.

Le gouvernement russe a annoncé jeudi 29 octobre, qu'il ne paiera pas les impôts en roupies russes, a annoncé jeudi 29 octobre, le gouvernement russe.

Le gouvernement russe a annoncé jeudi 29 octobre, qu'il ne paiera pas les impôts en roupies russes, a annoncé jeudi 29 octobre, le gouvernement russe.

Le gouvernement russe a annoncé jeudi 29 octobre, qu'il ne paiera pas les impôts en roupies russes, a annoncé jeudi 29 octobre, le gouvernement russe.

Le gouvernement russe a annoncé jeudi 29 octobre, qu'il ne paiera pas les impôts en roupies russes, a annoncé jeudi 29 octobre, le gouvernement russe.

Le gouvernement russe a annoncé jeudi 29 octobre, qu'il ne paiera pas les impôts en roupies russes, a annoncé jeudi 29 octobre, le gouvernement russe.

Le gouvernement russe a annoncé jeudi 29 octobre, qu'il ne paiera pas les impôts en roupies russes, a annoncé jeudi 29 octobre, le gouvernement russe.

Le gouvernement russe a annoncé jeudi 29 octobre, qu'il ne paiera pas les impôts en roupies russes, a annoncé jeudi 29 octobre, le gouvernement russe.

Le gouvernement russe a annoncé jeudi 29 octobre, qu'il ne paiera pas les impôts en roupies russes, a annoncé jeudi 29 octobre, le gouvernement russe.

Le gouvernement russe a annoncé jeudi 29 octobre, qu'il ne paiera pas les impôts en roupies russes, a annoncé jeudi 29 octobre, le gouvernement russe.

Le gouvernement russe a annoncé jeudi 29 octobre, qu'il ne paiera pas les impôts en roupies russes, a annoncé jeudi 29 octobre, le gouvernement russe.

Le gouvernement russe a annoncé jeudi 29 octobre, qu'il ne paiera pas les impôts en roupies russes, a annoncé jeudi 29 octobre, le gouvernement russe.

Le gouvernement russe a annoncé jeudi 29 octobre, qu'il ne paiera pas les impôts en roupies russes, a annoncé jeudi 29 octobre, le gouvernement russe.

Le gouvernement russe a annoncé jeudi 29 octobre, qu'il ne paiera pas les impôts en roupies russes, a annoncé jeudi 29 octobre, le gouvernement russe.

Le gouvernement russe a annoncé jeudi 29 octobre, qu'il ne paiera pas les impôts en roupies russes, a annoncé jeudi 29 octobre, le gouvernement russe.

Le gouvernement russe a annoncé jeudi 29 octobre, qu'il ne paiera pas les impôts en roupies russes, a annoncé jeudi 29 octobre, le gouvernement russe.

Le gouvernement russe a annoncé jeudi 29 octobre, qu'il ne paiera pas les impôts en roupies russes, a annoncé jeudi 29 octobre, le gouvernement russe.

Le gouvernement russe a annoncé jeudi 29 octobre, qu'il ne paiera pas les impôts en roupies russes, a annoncé jeudi 29 octobre, le gouvernement russe.

مذا من لامل

Le Monde • Samedi 31 octobre 1992 •



ENQUÊTE

Désarrois américains

X. — Diplomatie : discrétion oblige

Les articles précédents portaient sur les symptômes du déclin américain, la crise économique, les classes moyennes et l'éducation, la misère des centres-villes, la criminalité, la poussée du fondamentalisme religieux, la recherche, la santé et l'histoire (le Monde des 20, 21, 22, 23, 24, 27, 28, 29 et 30 octobre).

WASHINGTON

de notre correspondant

Les élections américaines ont tiré une leçon immédiate de la fin de la guerre froide : « Il est grand temps de nous occuper de nous ». Les prétendants à l'élection présidentielle ont retenu le message. Ni le président George Bush ni son concurrent démocrate, M. Bill Clinton, n'ont fait de la politique étrangère une priorité.

Un des doyens de la profession, Richard Nixon, a tempéré, en vain, affirmant qu'il ne se souvenait pas d'une campagne où les affaires étrangères eussent été aussi peu discutées. Un responsable de la campagne républicaine rapportait au Washington Post que l'entourage du président avait très vite compris qu'il ne servait à rien de mettre en avant l'opération « Tempête du désert » ou les qualités de leadership dont M. Bush a fait preuve sur la scène internationale : « Cela exaspère les gens ».

Pourtant, les Américains ont rejeté les porte-parole de l'isolationisme. Dans un camp comme dans l'autre, les tenants du repli sur l'Amérique ont été écartés : Tom Harkin ou Jerry Brown, chez les démocrates, Patrick Buchanan chez les républicains. MM. Bush et Clinton sont tous deux des « internationalistes », convaincus de l'importance du maintien de l'influence américaine hors des frontières, et de la nécessité de mener une politique étrangère active. Tous deux sont libre-échangistes — et cela à peu près dans les mêmes termes.

S'ils sont si discrets au chapitre de la politique étrangère, c'est

qu'ils ont perçu le changement d'humeur de l'opinion. Une écrasante majorité d'Américains estime toujours que « les États-Unis doivent prendre une part active dans les affaires du monde ». Mais les motivations ont évolué. « Le pays est devenu beaucoup plus inquiet de sa vulnérabilité économique que de sa vulnérabilité militaire », explique la même étude. « Ce sont ses faiblesses économiques qui sont perçues comme menaçantes pour sa sécurité ». L'ennemi soviétique défilé, la compétition économique succède à l'affrontement idéologique et militaire. Sur ce terrain, c'est la gestion des alliances, libérées des contraintes de la guerre froide, qui peut s'avérer difficile, comme en témoignent les frictions commerciales exacerbées avec l'Europe de l'Ouest et avec le Japon.

La revue Foreign Affairs observe : « Si on leur demande quel doit être l'objectif le plus important des États-Unis à l'extérieur, 62 % des Américains placent la défense des intérêts économiques du pays devant la promotion de la démocratie ». L'Amérique n'est pas devenue isolationniste, mais elle pourrait être féroce dans la défense de ses parts de marché. Contrairement à ce que certains ont pu penser au lendemain de la guerre du Golfe, les États-Unis, désormais unique superpuissance militaire, n'ont aucune envie de devenir le gendarme du monde ; ils estiment avoir plus sacrifié leurs alliés — européens et japonais — durant la guerre froide, et en avoir été économiquement pénalisés. Ils réclament donc aujourd'hui un partage du fardeau.

« Superpuissance économique »

Dans une récente étude, l'Amérique et le Nouveau Monde, la Fondation Carnegie parle d'un changement dans l'ordre des priorités : « Notre politique étrangère doit maintenant être fondée sur un renouveau de notre force intérieure ».



reconstruire notre base économique doit être notre priorité la plus importante, l'accent devant être mis plus sur l'investissement que sur la consommation ».

M. Bush et, plus encore, M. Clinton partagent cette approche. Le président disait en septembre à Detroit que l'Amérique devait rester « une superpuissance militaire » et devenir une « superpuissance exportatrice ». Il s'agit d'utiliser notre force en tant que puissance mondiale, ajoutait-il, à notre avantage en tant que puissance économique.

M. Clinton est plus systématique encore : « L'Amérique doit conforter sa puissance économique pour pouvoir jouer un rôle de leader dans le monde, dit-il. Si nous voulons que notre peuple soutienne notre engagement à l'extérieur, nous devons nous doter d'un président qui assure la prospérité à l'intérieur ».

M. Bush et M. Clinton sont

d'accord sur les objectifs, définis en termes très généraux : assurer la poursuite du désarmement nucléaire avec les pays de l'ex-URSS, aider la Russie autant que possible, lutter contre la prolifération nucléaire, maintenir une présence militaire en Europe et en Asie, restructurer l'appareil militaire américain (voir encadré) mais maintenir les forces nécessaires à la défense des intérêts vitaux de l'Amérique. « Que le prochain président soit M. Bush ou M. Clinton, les États-Unis resteront aussi actifs en politique étrangère, écrit le correspondant diplomatique du Washington Post. Ils maintiendront les mêmes alliances et assureront les mêmes responsabilités globales ; quelle que soit l'issue du scrutin, il y aura, en politique étrangère, une très large continuité ».

Durant la campagne, le candidat démocrate a approuvé presque toutes les initiatives étrangères de M. Bush : l'assistance à Moscou,

l'instauration d'une zone d'interdiction aérienne dans le sud de l'Irak, les ventes d'avions de chasse à Taiwan et à l'Arabie saoudite, l'établissement d'une zone de libre-échange avec le Mexique et le Canada, les positions de l'administration dans la partie agricole des négociations commerciales au sein du GATT, etc.

Les deux hommes sont aussi d'accord sur la méthode. La guerre froide finie, les États-Unis devront privilégier, pour des raisons financières et politiques, l'action collective sur la scène internationale. M. James Baker parle d'« engagement collectif », sur le modèle de la coalition constituée durant la guerre du Golfe. M. Bill Clinton assure que « l'action multilatérale est plus prometteuse que jamais ». L'un et l'autre citent en exemple le rôle nouveau tenu par le Conseil de sécurité de l'ONU, mais savent aussi que la fin de la guerre froide obligera à repenser le fonctionnement de la CSCE et de l'OTAN.

Changement de tonalité

Michael Mandelbaum, un des conseillers du candidat démocrate, affirme que « Bill Clinton n'a pas de tabou », qu'il s'agit de débattre avec les alliés des États-Unis d'une nouvelle OTAN ou du corps de défense franco-allemand, ou qu'il s'agit d'envisager l'accession de l'Allemagne et du Japon au statut de membres permanents du Conseil de sécurité. Ailleurs, le gouverneur de l'Arkansas accuse

M. Bush de « cajoler les dictateurs », de mener une politique étrangère cynique, indifférente au respect des droits de l'homme.

Il se dit prêt à prendre des sanctions sélectives à l'encontre de la Chine (assortir le renouvellement de la clause de la nation la plus favorisée de certaines conditions en matière de droits de l'homme). Il est sentimentalement plus proche d'Israël que l'administration républicaine sortante, tout en appelant, évidemment, à la poursuite des négociations israélo-arabes en cours. Il se dit prêt à être plus activiste dans les conflits de l'ancienne Yougoslavie. L'ensemble paraît plus constituer un changement de tonalité qu'une vraie différence de fond avec M. Bush.

Ni l'un ni l'autre ne semblent être en mesure d'apaiser ce climat d'inquiétude diffuse qui a suivi l'effondrement de l'URSS. Nul enthousiasme, nul accueil triomphal aux États-Unis lorsque le drapeau rouge, un jour de décembre dernier, fut décollé du Kremlin. La rhétorique souvent ronflante, grandiloquente, dont M. Bush use et abuse, n'en paraissait que sonner plus à vide. Les promesses du « nouvel ordre mondial » chantées avant et après la guerre du Golfe, ces garanties renouvelées que « l'agression ne serait plus tolérée » (avril 1992) semblent bien illusoire à l'heure des guerres dans le Caucase et l'ex-Yougoslavie.

ALAIN FRACHON

FIN

Défense : une même approche

WASHINGTON

de notre correspondant

Décidé à ne pas se laisser épigler dans la catégorie des démocrates « mous » — modèle Vetter Mondello ou Michael Dukakis — le gouverneur Bill Clinton présente un programme très voisin de celui du républicain George Bush.

Le candidat démocrate, conseillé par des « faucons » comme le sénateur Sam Nunn, et le représentant Les Aspin, veut « une Amérique disposant de l'outil de défense le plus puissant du monde, prête à utiliser la force si nécessaire ». Comme M. Bush, il propose un plan de restructuration de cinq ans des forces américaines pour tenir compte de la fin de la guerre froide. Les approches sont similaires. Le plan du démocrate représente des dépenses militaires de l'ordre de 1 380 milliards de dollars, celui du républicain de 1 420 milliards — une différence de 5 %. Le plan du premier se traduit par la perte de près de 1 million d'emplois, civile et militaire, dans le secteur de la défense ; 800 000 dans le scénario républicain.

Poussé par nombre de parlementaires démocrates, M. Clinton veut conserver de très nom-

breux systèmes (nouvel avion de transport C-17, nouveau sous-marin nucléaire d'attaque, nouvel avion de combat), y compris parmi ceux que M. Bush imagine pouvoir abandonner (avion Tiltrotor V-22, sous-marin Seawolf). Le candidat démocrate est partisan de continuer à développer un système de défense entamé par le GPALS, Global Protection against Limited Strikes). Cependant, contrairement à M. Bush, il entend abandonner les aspects les plus futuristes de l'initiative de défense stratégique (IDS).

Le candidat démocrate envisage de garder un « noyau central » (base force) d'un million quatre cent mille personnes en service continu ; la ciffure avancée par M. Bush est d'un million six cent mille. M. Clinton se propose de maintenir des forces américaines en Asie et en Europe. Sur ce dernier théâtre, il entend réduire le nombre de soldats américains à 100 000 ; M. Bush ne veut pas descendre au-dessous de 150 000 (ils sont actuellement 245 000). Le président sortant veut une flotte de porte-avions de douze bâtiments ; les démocrates, eux, n'arrivent à dix.

A. Fr.

Qui sera où ?

WASHINGTON

de notre correspondant

C'est un des jeux préférés de la presse : spéculer sur les personnalités qui pourraient être appelées à occuper les grands postes — défense et affaires étrangères — d'une prochaine administration démocrate. Quelques noms figurent parmi les favoris. Pour le département d'État, les plus souvent cités sont Lee Hamilton (sénateur et un an), représentant de l'Indiana, depuis longtemps spécialiste des affaires étrangères, et Warren Christopher (sénateur sept ans), sous-secrétaire d'État adjoint dans l'administration Carter.

Parfois cités aussi Stephen Solerz (représentant qui doit quitter son siège de New-York), les sénateurs George Mitchell (Maine, chef de la majorité) et David Boren (Oklahoma). Il faut ajouter un groupe d'experts, souvent venus de l'université, et qui pourraient occuper diverses

fonctions au département d'État ou au Conseil national de sécurité : David Aaron, Madeleine Albright, Samuel Berger, Anthony Lake, Michael Mandelbaum, Nancy Soderberg, parmi d'autres.

Pour le poste de secrétaire à la défense, les favoris sont le sénateur Sam Nunn (Géorgie) et le représentant Les Aspin (Wisconsin). A la CIA enfin, on verrait très bien le représentant Dave McCurdy (président de la commission du renseignement).

Côté républicain, M. Bush avait d'abord fait savoir que M. James Baker retournerait au département d'État. Il a ensuite changé d'avis et exprimé le désir de le voir coordonner une politique destinée à sortir l'économie du marasme actuel, en cas de victoire républicaine. MM. Richard Cheney, Brent Scowcroft et Robert Gates devraient, eux, rester, respectivement, au département de la défense, au Conseil national de sécurité et à la CIA.

A. Fr.

JURISTIA

Salon de la documentation juridique
NANTES 4-5-6-7-NOVEMBRE 1992

Changement de date :
Jeudi 5 novembre 1992
colloque :

« LE DROIT ET L'ACCÈS AU
PATRIMOINE CINÉMATOGRAPHIQUE »
France/États-Unis

au lieu du vendredi 6 novembre.

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Comité de direction :
Jacques Lesourne, gérant directeur de la publication
Bruno Frappet, directeur de la rédaction
Jacques Guille, directeur de la gestion
Manuel Lucbert, secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jean-Marie Colombani, Robert Solé
(adjoints au directeur de la rédaction)
Yves Agnès, Jacques Amélie, Thomas Ferenç, Philippe Herremen, Jacques-François Simon

Daniel Vernet
(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :
Hubert Beauve-Méry (1944-1969), Jacques Feuvret (1969-1982)
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE 75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-85-25-25
Télécopieur : 40-85-26-99

ABONNEMENTS :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-85-25-25
Télécopieur : 49-80-30-10

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944
Capital social :
620 000 F
Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »,
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises,
M. Jacques Lesourne, gérant.
Reproduction interdite de tout article,
sauf accord avec l'administration.
Renseignements sur les microfilms
et index du Monde au (1) 40-85-23-33
Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037
PRINTED IN FRANCE

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-85-25-25
Télécopieur : (1) 40-85-26-99
Tél. : 206.808 F

Le Monde

Président directeur général :
Jacques Lesourne
Directeur général : Michel Oug
Membres du comité de direction :
Jacques Guille, Philippe Dupuis,
Isabelle Tardif,
15-17, rue du Colonel-Pierre-Aria
75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-72
Tél. MONDIPUB 634 128 F
Tél. : 40-42-92-71 - Société filiale
de la SARL Le Monde et de l'Union de Régions SA.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE
Composé 36-15 - Tapez LEMONDE
ou 36-15 - Tapez LM

ABONNEMENTS
PAR MINITEL
36-15 - Tapez LEMONDE
code d'accès ABO

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-85-25-25
Télécopieur : (1) 49-80-30-10
Tél. : 281.311 F

ABONNEMENTS

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 49-80-32-90
(de 8 heures à 17 h 30)

Tarif	FRANCE	SUR-BOURG LUXEMBOURG PAYS-BAS	AUTRES PAYS voies normales
1 an	536 F	572 F	798 F
6 mois	1 038 F	1 123 F	1 598 F
3 mois	1 090 F	1 086 F	2 500 F

ÉTRANGER : par voie
aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner,
renvoyez ce bulletin
accompagné de votre règlement
à l'adresse ci-dessus.

Changements d'adresse défectifs ou
provisaires : nos abonnés sont invités
à formuler leur demande deux
semaines avant leur départ, en
indiquant leur numéro d'abonné.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐
6 mois ☐
1 an ☐

Nom : _____

Prénom : _____

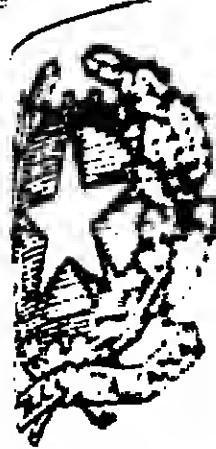
Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer tous les
noms propres en capitales d'imprimerie.
221 MO 02 PP-Paris RP



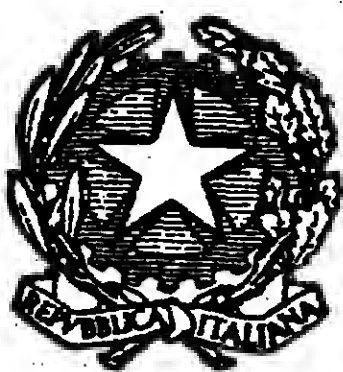
IT
la no

Economie

Monnaie dé...

Mars / L'Union

Le monde de l'économie...
Les marchés financiers...
L'impact de la monnaie...
Les perspectives de croissance...
Les défis de la mondialisation...
Les enjeux de la concurrence...
Les innovations technologiques...
Les défis de l'environnement...
Les enjeux de la santé...
Les défis de l'éducation...
Les enjeux de la culture...
Les défis de la justice...
Les enjeux de la politique...
Les défis de la diplomatie...
Les enjeux de la défense...
Les défis de la sécurité...
Les enjeux de la paix...
Les défis de la coopération...
Les enjeux de la solidarité...
Les défis de l'humanité...
Les enjeux de l'avenir...
Les défis de l'espoir...
Les enjeux de la confiance...
Les défis de la responsabilité...
Les enjeux de la justice sociale...
Les défis de la justice économique...
Les enjeux de la justice environnementale...
Les défis de la justice culturelle...
Les enjeux de la justice éducationnelle...
Les défis de la justice juridique...
Les enjeux de la justice politique...
Les défis de la justice diplomatique...
Les enjeux de la justice militaire...
Les défis de la justice de la sécurité...
Les enjeux de la justice de la paix...
Les défis de la justice de la coopération...
Les enjeux de la justice de la solidarité...
Les défis de la justice de l'humanité...
Les enjeux de la justice de l'avenir...
Les défis de la justice de l'espoir...
Les enjeux de la justice de la confiance...
Les défis de la justice de la responsabilité...
Les enjeux de la justice de la justice sociale...
Les défis de la justice de la justice économique...
Les enjeux de la justice de la justice environnementale...
Les défis de la justice de la justice culturelle...
Les enjeux de la justice de la justice éducationnelle...
Les défis de la justice de la justice juridique...
Les enjeux de la justice de la justice politique...
Les défis de la justice de la justice diplomatique...
Les enjeux de la justice de la justice militaire...
Les défis de la justice de la justice de la sécurité...
Les enjeux de la justice de la justice de la paix...
Les défis de la justice de la justice de la coopération...
Les enjeux de la justice de la justice de la solidarité...
Les défis de la justice de la justice de l'humanité...
Les enjeux de la justice de la justice de l'avenir...
Les défis de la justice de la justice de l'espoir...
Les enjeux de la justice de la justice de la confiance...
Les défis de la justice de la justice de la responsabilité...
Les enjeux de la justice de la justice de la justice sociale...
Les défis de la justice de la justice de la justice économique...
Les enjeux de la justice de la justice de la justice environnementale...
Les défis de la justice de la justice de la justice culturelle...
Les enjeux de la justice de la justice de la justice éducationnelle...
Les défis de la justice de la justice de la justice juridique...
Les enjeux de la justice de la justice de la justice politique...
Les défis de la justice de la justice de la justice diplomatique...
Les enjeux de la justice de la justice de la justice militaire...
Les défis de la justice de la justice de la justice de la sécurité...
Les enjeux de la justice de la justice de la justice de la paix...
Les défis de la justice de la justice de la justice de la coopération...
Les enjeux de la justice de la justice de la justice de la solidarité...
Les défis de la justice de la justice de la justice de l'humanité...
Les enjeux de la justice de la justice de la justice de l'avenir...
Les défis de la justice de la justice de la justice de l'espoir...
Les enjeux de la justice de la justice de la justice de la confiance...
Les défis de la justice de la justice de la justice de la responsabilité...
Les enjeux de la justice de la justice de la justice de la justice sociale...
Les défis de la justice de la justice de la justice de la justice économique...
Les enjeux de la justice de la justice de la justice de la justice environnementale...
Les défis de la justice de la justice de la justice de la justice culturelle...
Les enjeux de la justice de la justice de la justice de la justice éducationnelle...
Les défis de la justice de la justice de la justice de la justice juridique...
Les enjeux de la justice de la justice de la justice de la justice politique...
Les défis de la justice de la justice de la justice de la justice diplomatique...
Les enjeux de la justice de la justice de la justice de la justice militaire...
Les défis de la justice de la justice de la justice de la justice de la sécurité...
Les enjeux de la justice de la justice de la justice de la justice de la paix...
Les défis de la justice de la justice de la justice de la justice de la coopération...
Les enjeux de la justice de la justice de la justice de la justice de la solidarité...
Les défis de la justice de la justice de la justice de la justice de l'humanité...
Les enjeux de la justice de la justice de la justice de la justice de l'avenir...
Les défis de la justice de la justice de la justice de la justice de l'espoir...
Les enjeux de la justice de la justice de la justice de la justice de la confiance...
Les défis de la justice de la justice de la justice de la justice de la responsabilité...
Les enjeux de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice sociale...
Les défis de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice économique...
Les enjeux de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice environnementale...
Les défis de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice culturelle...
Les enjeux de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice éducationnelle...
Les défis de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice juridique...
Les enjeux de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice politique...
Les défis de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice diplomatique...
Les enjeux de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice militaire...
Les défis de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la sécurité...
Les enjeux de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la paix...
Les défis de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la coopération...
Les enjeux de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la solidarité...
Les défis de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de l'humanité...
Les enjeux de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de l'avenir...
Les défis de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de l'espoir...
Les enjeux de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la confiance...
Les défis de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la responsabilité...
Les enjeux de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice sociale...
Les défis de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice économique...
Les enjeux de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice environnementale...
Les défis de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice culturelle...
Les enjeux de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice éducationnelle...
Les défis de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice juridique...
Les enjeux de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice politique...
Les défis de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice diplomatique...
Les enjeux de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice militaire...
Les défis de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la sécurité...
Les enjeux de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la paix...
Les défis de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la coopération...
Les enjeux de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la solidarité...
Les défis de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de l'humanité...
Les enjeux de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de l'avenir...
Les défis de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de l'espoir...
Les enjeux de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la confiance...
Les défis de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la responsabilité...
Les enjeux de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice sociale...
Les défis de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice économique...
Les enjeux de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice environnementale...
Les défis de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice culturelle...
Les enjeux de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice éducationnelle...
Les défis de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice juridique...
Les enjeux de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice politique...
Les défis de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice diplomatique...
Les enjeux de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice militaire...
Les défis de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la sécurité...
Les enjeux de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la paix...
Les défis de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la coopération...
Les enjeux de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la solidarité...
Les défis de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de l'humanité...
Les enjeux de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de l'avenir...
Les défis de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de l'espoir...
Les enjeux de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la confiance...
Les défis de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la responsabilité...
Les enjeux de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice sociale...
Les défis de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice économique...
Les enjeux de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice environnementale...
Les défis de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice culturelle...
Les enjeux de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice éducationnelle...
Les défis de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice juridique...
Les enjeux de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice politique...
Les défis de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice diplomatique...
Les enjeux de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice militaire...
Les défis de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la sécurité...
Les enjeux de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la paix...
Les défis de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la coopération...
Les enjeux de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la solidarité...
Les défis de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de l'humanité...
Les enjeux de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de l'avenir...
Les défis de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de l'espoir...
Les enjeux de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la confiance...
Les défis de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la responsabilité...
Les enjeux de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice sociale...
Les défis de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice économique...
Les enjeux de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice environnementale...
Les défis de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice culturelle...
Les enjeux de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice éducationnelle...
Les défis de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice juridique...
Les enjeux de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice politique...
Les défis de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice diplomatique...
Les enjeux de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice militaire...
Les défis de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la sécurité...
Les enjeux de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la paix...
Les défis de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la coopération...
Les enjeux de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la solidarité...
Les défis de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de l'humanité...
Les enjeux de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de l'avenir...
Les défis de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de l'espoir...
Les enjeux de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la confiance...
Les défis de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la responsabilité...
Les enjeux de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice sociale...
Les défis de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice économique...
Les enjeux de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice environnementale...
Les défis de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice culturelle...
Les enjeux de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice éducationnelle...
Les défis de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice juridique...
Les enjeux de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice politique...
Les défis de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice diplomatique...
Les enjeux de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice de la justice militaire...
Les défis de la justice de la justice



ITALIE: la nouvelle donne

L'Italie se remet en question. Les partis politiques traditionnels, à commencer par l'omniprésente Démocratie chrétienne, sont traversés par de nouveaux courants prônant la « modernisation ». Dans la Nord-riche, les ligues, souvent populistes, partent en guerre contre la « partitocratie » romaine, l'aide financière apportée au Mezzogiorno et, à l'heure de l'Union européenne, d'aucuns vont même jusqu'à contester l'unité du pays. L'assassinat, en Sicile, des juges Falcone et Borsellino a bouleversé l'opinion et conduit le gouvernement de M. Amato à revoir ses méthodes de lutte contre la Mafia. Malgré l'opposition des syndicats aux mesures annoncées pour tenter d'assainir les finances publiques, apparaissent les balbutiements d'un renouveau.

Economie : sortir des cercles vicieux

La cure d'austérité draconienne décidée par le gouvernement de M. Amato a provoqué une levée de boucliers. Mais l'Union européenne impose sans doute un deuxième traitement

L'ITALIE a pratiquement attendu le dernier moment pour tenter de rompre, en prenant des mesures extraordinaires, le cercle vicieux de sa dette et pour s'attaquer au discrédit touchant sa politique financière. Jusqu'à maintenant, quiconque réclamait une thérapie de choc passait aux yeux des extrémistes de droite et de gauche du Parlement pour un binaire supporter des solutions thalassémiques, et faisait inévitablement figure d'ennemi de l'Etat social.

L'accord se faisait sur une politique à la petite semaine, se contentant de petits ajustements destinés à améliorer le solde primaire du budget (recettes moins dépenses au net des intérêts). On évitait toute remise en cause de l'Etat providence, considéré comme l'ultime garant de tous les risques encourus aussi bien par les particuliers que les entreprises. Cette politique avait, après tout, pu obtenir quelques succès si les taux d'intérêts en Europe s'étaient maintenus à leur niveau de 1988-1989 et si les différentiels entre les taux d'intérêt en Italie et à l'étranger avaient continué à se réduire. Les divers programmes d'assainissement des finances publiques, mis à jour d'année en année, ont été en effet

respectés, au moins ce qui concerne le déficit primaire. Le poids, toujours plus lourd, du service de la dette, a inévitablement annulé toutes les améliorations obtenues par l'accroissement des entrées et le contrôle des dépenses.

Poursuivre sur la même voie est devenu chaque année plus difficile, car cela oblige à des « ajustements » toujours plus importants. A ceux qui sont nécessaires pour l'année en cours s'ajoutent les correctifs à apporter aux mesures prises les années précédentes et dont les effets sont déjà érodés. Pendant longtemps, cette fragilité de nos finances publiques a été couverte par les succès de la politique de dérégulation financière et de la libéralisation des mouvements de capitaux, alors que la Banque d'Italie maintenait la stabilité des changes après le dernier réajustement de janvier 1987. Lente-ment le pays s'était habitué à vivre avec une lire forte. Les syndicats avaient accepté une progressive limitation de l'indexation des salaires, jusqu'à sa complète élimination, compensée par l'accroissement des primes. Les prix industriels augmentaient de 2 % l'an - au même rythme que ceux des autres pays. Les perspectives, apparemment, étaient bonnes, à telles enseignes qu'on prévoyait

même une réduction de l'inflation au niveau européen de 3 %. La situation présentait bien des aspects équilibrés : forte chute des profits du secteur manufacturier et persistance dans l'augmentation des prix du secteur tertiaire. Jour après jour, la différence se creusait un peu plus entre le secteur protégé de l'économie et celui soumis à la concurrence internationale. Mais les craquements annonciateurs de frictions entre les bases de l'économie et la stabilité des changes ne semblaient pas alarmants. On s'accordait à penser qu'il serait possible de maintenir un change fort jusqu'à la fin des deux années qui devaient précéder la décision sur la troisième phase de l'Union économique et monétaire, quitte à procéder à un réajustement de la lire avant la stabilisation définitive des changes prévue pour 1994.

Cet équilibre instable était garanti par la forte conviction que le calendrier européen serait pleinement respecté et même anticipé : le pays était disposé à faire des sacrifices pour rester dans le club des fondateurs de l'Europe monétaire, un objectif unanimement accepté. Au cours de la période 1987-92 de nombreuses tensions s'étaient pourtant accumulées : la différence entre le coût du travail en Italie par rapport à la France et à l'Allemagne avait augmenté, la dette publique continuait à croître, la dynamique de l'exportation s'était affaiblie. Le change réel de la lire avait augmenté de 7 à 8 % par rapport à ce qu'il était cinq ans auparavant.



Manifestation le 13 octobre à Milan contre le plan d'austérité du gouvernement.

Menaces sur les relations sociales

Pacifiées par la croissance économique, les relations sociales italiennes risquent de traverser une période de turbulences. Le plan du gouvernement Amato, en effet, pèse essentiellement sur les salaires et contribue à déstabiliser les syndicats, qui, ces derniers temps, ont pourtant accepté de revenir sur nombre d'avantages acquis. Des concessions que le patronat juge encore insuffisantes.

Puissants (onze millions d'adhérents) et unitaires, les syndicats ont dans la tourmente. Certes, les manifestations et les grèves organisées par le CGIL (proche du PDS), la CSI (démocrate-chrétienne) et l'UIL (socialiste) contre la politique de M. Giuliano Amato ont rencontré un indéniable succès. Les trois confédérations ont d'ailleurs obtenu du gouvernement que le partage des sacrifices soit quelque peu modifié. Mais, admettant la nécessité de mesures draconiennes, elles doivent faire face à une contestation interne d'autant plus vive que, le 31 juillet, elles ont accepté de mettre fin à l'échelle mobile. Celle-ci permettait d'indexer les salaires sur l'inflation constatée. Désormais, les rémunérations évolueront en fonction d'un indice prévisionnel des prix, comme c'est le cas en France depuis neuf ans.

Un constat largement partagé

Cette concession majeure soulage le patronat. L'échelle mobile représentait un consensus inflationniste, une sorte de contrat implicite entre employeurs et salariés, considère M. Innocenzo Cipolletta, directeur général de la Confindustria. « Jusqu'à présent, il existait trois niveaux de négociation : au plan national, avec l'échelle mobile, au niveau de la branche professionnelle et au niveau de l'entreprise. Résultat : avant même de renouer les syndicats de la maison, la dérive salariale était là », rappelle M. Michele Figliani, directeur des relations industrielles chez Fiat.

Entre 1980 et 1991, le coût de la main-d'œuvre ouvrière serait ainsi passé de l'indice 100 à l'indice 357 en Italie, alors que,

dans le même temps, la Grande-Bretagne aurait atteint l'indice 254 et la France l'indice 222. « La fin de l'échelle mobile va nous permettre de développer des pratiques d'intégration », ajoute M. Figliani. Mais ce n'est qu'un pari. Il faut maintenant privilégier l'échelon de la branche professionnelle avant de parvenir progressivement à une politique salariale déterminée au sein de l'entreprise.

Ce recentrage des relations sociales n'est guère apprécié par les syndicats, conscients que leur implantation dans les PME reste incertaine et que le plan Amato concentre l'essentiel des efforts sur les salaires. « Dans les années 80, les grandes entreprises n'ont pas suffisamment investi. Elles ont préféré les placements financiers. Aujourd'hui, la désindustrialisation est en marche et le monde du travail en subit les conséquences. Dans la Piémont, le taux de chômage atteint 12,7 % et, en novembre, dix mille cinq cents salariés quitteront la Cassa Integrazione, qui permet de rémunérer les salariés dont le contrat de travail est suspendu », proteste M. Claudio Sabatini, secrétaire général de la CGIL piémontaise, qui craint que la succès des Ligues ne s'en trouve amplifié.

Chez Fiat, une remise en cause de la Cassa Integrazione - qui accusait actuellement près de huit mille des trois cent mille salariés du groupe - serait durement ressentie. Dans ce cas, nous devrions purement et simplement licencier », admet M. Figliani. Or, le système italien d'assurance-chômage est, l'un des plus défavorables d'Europe.

Pourtant, ni le patronat ni les syndicats ne s'attendent vraiment à voir éclater une crise sociale généralisée. En Italie, chacun reconnaît que la situation est grave et admet que la construction européenne réclame un ralentissement de la consommation et une sérieuse réduction de l'énorme dette publique. Ce constat, largement partagé, pourrait être le ciment d'un consensus social minimum.

JEAN-MICHEL NORMAND

« Il est plus tard que vous ne croyez » : cette phrase, tirée au hasard d'un livre, en vacances au cours d'une visite à la tour d'Abbazia, m'a banté ces derniers temps. J'étais pourtant convaincu qu'en prenant des initiatives courageuses, nous pouvions continuer sur la voie d'un développement désinflationniste assuré par une lire forte. Le jour a fini par se casser quand le référendum d'août et l'incertitude campagne électorale précédant le référendum français ont éloigné la perspective de l'Union économique et monétaire et remis en question la cohérence et la stabilité du SME sur les marchés financiers du monde entier.

Champ libre à la spéculation

La Banque d'Italie a sacrifié pratiquement jusqu'au dernier dollar, au dernier centime de ses réserves pour défendre une politique économique qui avait fini par devenir le patrimoine de tous. Cette défense à outrance était également motivée par le désir de ne pas céder aux pressions du marché et de conserver à tout prix la stabilité des changes en Europe. Rome s'était faite, en quelque sorte, l'ultime sentinelle d'une solidarité européenne qui avait tendance à s'effriter dans les autres capitales de la Communauté. A preuve, le refus du président français du Comité de politique monétaire et du président britannique de l'ECOFIN (conseil des ministres de l'économie et des finances de la CEE) de révoquer leurs instances respectives pour garantir la collégialité des changements de parité, comme cela s'était toujours produit de mars 1981 à aujourd'hui, et surtout leur refus d'examiner la proposition allemande et italienne d'un réajustement général des monnaies et des taux d'intérêt.

Et l'absence d'une concertation des autorités monétaires européennes, la spéculation a eu le champ libre comme jamais auparavant au cours de la décennie précédente. Elle a imposé à la lire et à la livre sterling, sorties du mécanisme de change européen, une dévalorisation profonde, allant sans doute au-delà de ce qui était nécessaire. Il sera difficile de revenir là-dessus, lorsque la lire - et peut-être la livre sterling - rentreront dans le SME. Pendant quelques semaines, l'attente du public et des opérateurs économiques, privés de leurs valeurs habituelles de référence, a été incertaine.

NINO ANDREATTA
Professeur,
ancien ministre du Trésor
Lire la suite page 9

Fiera Milano

CELUI QUI N'EST PAS PRÉSENT MANQUE UNE OCCASION

CALENDRIER DES MANIFESTATIONS DE JANVIER À FÉVRIER

9-10 Janvier	Exposition Internationale Canina di Milano
Chiens	
21-25 Janvier	Chibiokar
Articles cadeaux, bibelots, articles pour parfumerie, bijouterie fantaisie, articles pour fumeurs	
21-25 Janvier	Cart
Papeterie, papier, produits afférents, articles pour l'école et les beaux-arts	
23-27 Janvier	31° Salone Internazionale del Giocattolo
Jouets	
Janvier	Milano Collezione Uomo
Vêtements pour hommes	
5-8 Février	Meccaf Primavera
Articles ménagers, cristallerie, céramique, articles-cadeaux, argenterie, orfèvrerie, pierres dures, pierres précieuses, articles de qualité pour le ménage, horlogerie, petites appareils électroménagers	
7-9 Février	Mias Invernale
Articles de sport et de camping - Vêtements pour la sport	
Lacchiarella, Pavillon Sud	

12-16 Février
Modit - Milanovendimoda: La moda a Milano
Vêtements pour femme

19-22 Février
Miffor
Floripépinierisme, accessoires et équipements
Lacchiarella, Pavillon Sud

24-28 Février
BIT
Tourisme
26 Février - 1 Mars
Interimmo
Secteur immobilier: maison, travail, services, temps libre

26 Février - 1 Mars
Salone del Franchising
Franchising et techniques innovatrices dans le secteur tertiaire

Représentant pour la France
CHAMBER DE COMMERCE ITALIENNE POUR LA FRANCE
134, Rue du Faubourg St. Honoré
F 75008 PARIS
☎ (01) 42255550 - Tx 850486 CAMERIT F
Fax (01) 42251458

FIERA MILANO
LARGO DOMODOSSOLA, 1
20145 MILANO - ☎ (02) 24997.1
Fax (02) 24997.7179
Tx 331360-332221 EAFM I

Fiera Milano déclare toute responsabilité pour des éventuelles variations

سكزا من لامل

onde • Samedi 31 octobre 1992 •

ITALIE: LA NOUVELLE DONNE

POINT DE VUE

Le charme discret de la normalisation politique

par Renato Farina

P OUR les leaders politiques italiens, le temps serait-il venu d'un ultime voyage vers l'exil, à la Simon Bolívar? A les voir déjà chassés de leurs trônes dans les premiers honneurs d'ingratitude, comment ne pas le penser? Alors sans doute parviendront-ils, en faisant mine de se résigner, mais en gardant au plus profond d'eux-mêmes cette inébranlable conviction que l'Italie, un jour, redeviendra ce qu'ils ont toujours connu, un jeune pays que les partis sans leur ont laissé en héritage à la fin de la guerre et qui leur doit tout, depuis déjà si longtemps: prospérité, paix, et finalement démocratie. Peut-être même finiront-ils par mourir, ces leaders déchus, enivrés par le parfum suranné du rêve splendide d'un retour qui ne se fera jamais. Car il n'y aura pas de retour à l'Italie des partis - ou, comme le disent les vétéranes d'aujourd'hui, à la participation. Une page est tournée, et bel et bien tournée.

Et si le gouvernement Amato réussissait par quelque prouesse arithmétique pour cinq ans encore à maintenir en vie les vieux sigles qui l'ont aidé à chichement franchir la barre des 50 %? Il est vrai que les partis ont obtenu, aux législatives d'avril dernier, le consensus qui leur a redonné quelque pouvoir. Mais quel pauvre pouvoir! Car le vote populaire les a confirmés à la barre du navire mais pour mieux toucher le quai et partir plus sagement à la retraite, en

grand uniforme d'amiral peut-être, mais à la retraite tout de même. Comme si le vent de la révolution avait enfilé les urnes, et que l'histoire en cette fin de millénaire était allée plus vite encore que cette démocratie italienne au pas mesuré de sénateur.

Pas un recoin du pays qui ne soit bousillé par ces bourrasques impétueuses de renouveau, quitta à être incontrôlables, on l'a vu au Nord avec le ligue d'Umberto Bossi et de son idéologue, ce Docteur Folamour de Miglio; on l'a vu, dans le Sud, avec le déploiement de l'armée dans les anciens sanctuaires intouchés de la Mafia. Alors, adieu Andreotti, adieu Craxi, adieu surtout vieux modèle italien, bizarre anomalie qui faisait aussi l'essence de ce pays? Mais qui sait si d'ici peu on ne le regrettera pas, ou s'il n'en survivra pas quelques traits?

Car l'anomalie italienne de cet après-guerre n'a cessé d'avoir le large front apostolique de l'Eglise catholique romaine, qui s'incarnait en politique sous le nom de cette Démocratie chrétienne (DC), toujours victorieuse et omniprésente, ou de cette «Eglise rouge» au regard sévère qu'était le Parti communiste, sorti toujours plus grand de chacun de ses nombreux échecs.

Comme si tout, en réalité, durant ces dernières quarante-sept années, n'avait été construit qu'au hasard des querelles fratricides de ces fidèles ennemis, pour mieux être détruit

aujourd'hui de leurs propres mains. Alors, à qui bon évoquer une fois encore la chute du mur de Berlin pour trouver une explication, tant il semble évident que, dans cet ordre mondial qui se redéfinit, il n'y a plus de place pour la cour de récréation italienne où s'ébattaient Pèppone et Don Camillo? Surout depuis que, ponctuel au rendez-vous de cette histoire moderne comme un nouveau Koutousov, le juge Antonio Di Pietro a précipité la déroute de ces politiciens corrompus déjà ébranlés par le vent du changement en les jetant en prison. Et voilà l'Italie condamnée au charme discret de la normalisation destinée à devenir un pays banallement occidental, avec, comme ailleurs dans le monde déjà policé, seuls deux ou trois partis politiques qui prendront des voix pour l'image qu'ils sauront créer ou les lobbies qu'ils sauront servir.

Alore, tout s'effondre? Tout? peut-être pas. Car après tout, ce soleil qui se couche, en se défilant, a donné directement naissance à une galaxie de nouvelles étoiles. Parmi lesquelles, Mario Segni, le démocrate chrétien au bel avenir post-DC justement et fils d'un chef d'Etat des années 60 qui démissionna dans des circonstances bien confuses; ou encore le républicain Giorgio La Malfa, brillant rejeton du mythe Hugo La Malfa qui présida aux destinées économiques du pays durant des décennies. On pourrait citer aussi toutes

ces tentatives «transversales» qui, au-delà des étiquettes, s'efforcent dans ce qu'elles ont de vivace de raviver les candides des vieux partis. A commencer par le ministre socialiste de la justice, Claudio Martelli, le Brutus de Craxi.

C'en est vraiment fait, cette fois, de ces étranges communistes et démocrates-chrétiens? Arrêtons-nous dans leurs «noyaux durs», toujours plus purs, toujours plus réduits, ils s'apprennent à éauter les coups du nouveau système. Mais l'Eglise catholique ne mourra pas - il ne manquerait plus que cela - et il restera même un petit souffle de peuple rouge, sous le bannier de l'ancien Parti communiste, qu'il s'appelle Partito Democratico della Sinistra (PDS) ou Rifondazione Comunista. Leurs chefs les plus perspicaces cherchent déjà alliances et solidarités sous les décors. Mais est-ce le président de la République, Oscar Luigi Scalfaro, lui-même ultime héritier de ce passé, et la seule à garder une certaine faveur populaire, semble décidé à les écouter. Pourtant, qui sait, peut-être que d'ici quelques années, l'Occident devra reconnaître ces peuples fatigués oubliés d'avoir réussi à préserver quelques reliques de ce qui fut cette anomalie italienne pour rompre l'ennui d'un monde à jamais normalisé.

Renato Farina est éditorialiste au journal *Il Giorno* et à *L'Indipendente*.

Investir dans le Mezzogiorno

«On vole au Nord pour donner au Sud», dit-on à Milan. «Faux!», rétorque Naples

NAPLES

de notre envoyé spécial

IMPOSSIBLE de ne pas remarquer l'entreprise d'emballages des frères Menzietti, en pleine Casavatore, commune désormais englobée dans le Grand Naples et rapidement devenue un quartier d'ortoir. Au beau milieu des immeubles délabrés qui caractérisent cette partie de la ville, voici du gazon, des arbres. On nous avait bien dit que l'entreprise semblait enclavée. Elle l'est. Les Menzietti résistent là où, il y a quelques années, la zone industrielle de Casavatore coexistait l'un des pôles - avec Arsano et Casoria - du triangle industriel de la région napolitaine. Aujourd'hui, la plupart des autres industries ont disparu. La fabrique d'emballages pour produits alimentaires, elle, tient le cap avec ses 22 milliards de litres de chiffre d'affaires.

L'ingénieur Enrico Menzietti ne se perd pas en discours inutiles: il préfère montrer. Des couleurs multicolores portant des marques et des inscriptions en toutes langues: ici, l'Europe n'est pas un vain mot. L'ouverture vers les marchés extérieurs n'est plus. «L'Europe ne nous fait pas peur, nous y sommes déjà, le problème est d'y rester...», M. Menzietti explique que, quand une entreprise est saïce, pour peu que l'Etat donne un coup de pouce, cela porte ses fruits. D'autres entreprises des environs ont dû fermer, mais c'est qu'elles avaient préféré miser sur les secteurs protégés, ceux qui vivent de commandes publiques. Les Menzietti, eux, ont choisi une autre option. Partis avec le projet de fournir à l'industrie alimentaire du Sud les emballages nécessaires, ils sont devenus les fournisseurs des principales industries du Nord («Les chocolateries Ferrero viennent chez nous et vous savez, eux, ils exigent une qualité extrême») et exportateurs sur les marchés étrangers.

Aujourd'hui, cependant, un problème se pose: pouvoir se battre à armes égales avec la concurrence. L'entreprise n'a pas d'autre choix, à terme, que la délocalisation. C'est alors que les difficultés surgissent, avec une véritable course d'obstacles pour obtenir une aide à l'industrie. «On nous demande d'ouvrir notre propre part de l'investissement, c'est-à-dire 30 % du total, en attendant le financement du reste. Vous savez, quand on connaît la lenteur de la bureaucratie, on n'est sûr de rien. Résultat: nous qui attendons des actes concrets avant de faire les premiers pas, nous risquons de nous retrouver les mains vides.» Solution? «Il faudrait faire une sélection des entreprises les moins viables, et arrêter avec le soupçonnement des aides qui ont été pratiquées jusqu'ici.»

En finir avec la culture d'assistés

Et comment s'accommoder-t-on de ces lieux du Mezzogiorno que sont la criminalité et le racket? Dans ce cas précis, le succès de l'entreprise a été sa seule protection. Les Menzietti se vantent de n'avoir jamais dû licencier quiconque ni d'avoir eu recours au chômage camouflé de la *cassa integrazione* avec l'intervention de l'Etat. «Les cent familles auxquelles nous assurons un revenu pour vivre représentent notre meilleure garantie. On sait que si on cherche à nous nuire, nous lâcherons les chiens...» Cette, pour cette petite entreprise napolitaine, l'envie est parfois très forte de se déplacer ailleurs en Europe, où tout serait sans doute plus facile.

Mais le sens de l'acorage à une certaine réalité locale semble, pour l'instant, l'emporter. C'est le choix qu'a fait une entreprise d'un tout autre genre et d'une tout autre taille, un groupe dont on n'entend pratiquement pas parler, l'Italgrani, de la famille napolitaine Ambrosio, qui pèse pourtant lourd -

3 000 milliards de litres, soit 12 milliards de francs, de volume d'affaires en 1991, en négocié de céréales à hauteur de 75 % du chiffre d'affaires, le solde étant dans l'agroalimentaire. M. Massimo d'Ambrosio, la trentaine, études universitaires aux Etats-Unis, confirme que le groupe, au lieu de chercher d'autres centres plus accueillants, entend s'ancre de façon plus voyante à Naples. D'abord en installant ses bureaux dans un superbe *palazzo* du centre-ville, qui domine la baie. Ensuite, et surtout, en rachetant les Magazzini Generali, société de stockage leader dans le port, pour en relancer l'activité et lui permettre de rivaliser avec les autres grands centres de la Méditerranée.

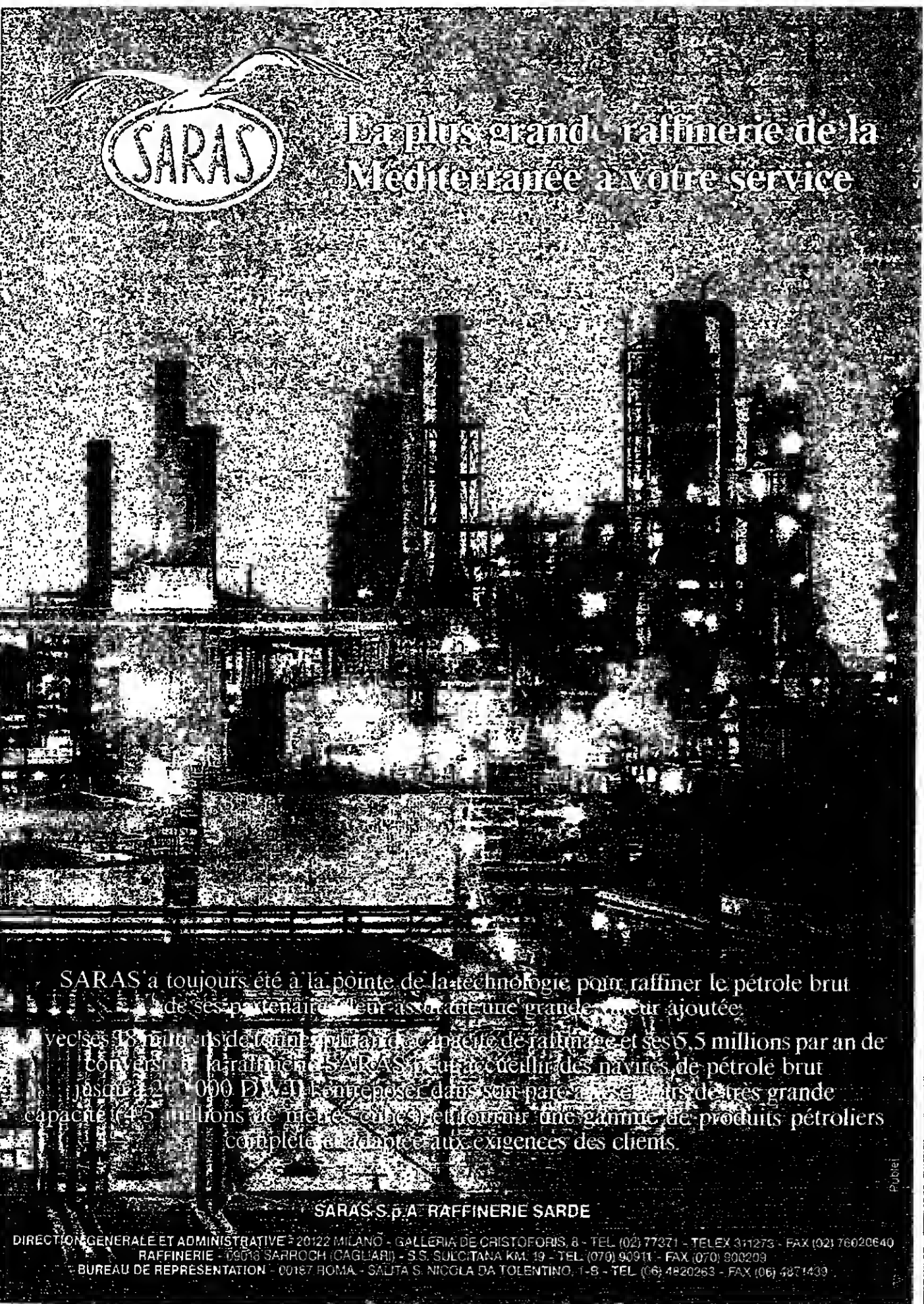
Le secteur privé doit devenir partie prenante et participer à la création des infrastructures nécessaires à l'économie du Sud, car on ne peut plus se borner à attendre. Le même discours est repris par le président du patronat local, M. Enzo Giustino. Du bout de la colline d'Agnano, cet entrepreneur à la tête d'un groupe qui fournit des systèmes antibruit trouve qu'il faut en finir avec cette culture d'«assistés» du Sud, fruit d'années de politique de transferts directs aux familles à travers les différentes formes d'assistance et par le biais de postes de travail artificiellement créés par les travaux publics, alors que l'industrialisation restait le quasi-monopole des participations d'Etat.

Des cathédrales dans le désert

Pendant des années, ce modèle a marché. Au Nord, le développement des potentialités productives; au Sud, cette fonction complémentaire. Aujourd'hui, le pacte a été en quelque sorte rompu et l'associé du Nord joue le rôle du partenaire arrogant quand les choses tournent mal. Selon la thèse de M. Giustino, au lieu de chercher des excuses et de rejeter la faute sur le reste de la population - ce que font souvent les gens du Sud - il faut réagir en renforçant la base productive du Mezzogiorno. Naples et sa province ont deux cent mille emplois dans le secteur industriel - aéronautique, électronique, machines-outils. D'où la nécessité, selon M. Enzo Giustino, de développer l'économie de marché et les structures productives privées. L'aide doit être poursuivie, mais avec des règles plus claires. La réforme institutionnelle, enfin, devrait mettre un terme au clientélisme qui sévit à tous les niveaux de l'administration locale. L'entrepreneur montre une lettre qu'il vient de recevoir d'une région autrichienne l'invitant à venir y investir: «C'est nous, ici, dans le Mezzogiorno, qui devrions inviter les autres, pas le contraire...»

Un exemple de développement de l'activité industrielle dans le Sud revient dans tous les discours. «Vous croyez que Fiat serait venue dans le Sud sans l'aide de l'Etat?», demande M. Menzietti. Après la construction d'une usine complètement automatisée à Cassino, entre Rome et Naples, la firme turinoise va ouvrir, en 1994, une autre fabrique totalement robotisée à Melfi, en Basilicate. Avec sept mille emplois à la clé, Fiat aura bientôt plus de cinquante mille employés (sur un total de deux cent vingt mille en Italie) basés dans le Sud. Pour cette dernière délocalisation, l'Etat a versé quelque 1 300 milliards de francs sur un investissement total de 4 800 milliards. Le choix de Melfi, répètent les dirigeants de Fiat, ne se base pas uniquement sur un projet au bénéfice du Sud. L'objectif est de rendre plus compétitif l'ensemble du système auto de la principale industrie du pays. Melfi ne sera pas une de ces «cathédrales dans le désert», comme trop de projets de localisation dans le Sud. Le temps n'est plus au gaspillage.

SALVATORE ALOISIO



La plus grande raffinerie de la Méditerranée à votre service

SARAS a toujours été à la pointe de la technologie pour raffiner le pétrole brut de ses partenaires. Leur assure une grande valeur ajoutée.

Avec ses 85 millions de tonnes annuelles de capacité de raffinage et ses 5,5 millions par an de conversion par an, SARAS est la raffinerie de pétrole brut la plus grande d'Europe. Elle fournit une gamme de produits pétroliers complète et adaptée aux exigences des clients.

SARAS S.p.A. RAFFINERIE SARDE

DIRECTION GENERALE ET ADMINISTRATIVE: 20122 MILANO - GALLERIA DE CRISTOFORIS, 8 - TEL. (02) 77371 - TELEFAX 311273 - FAX (02) 7662040

RAFFINERIE: 09013 SASSARI (CAGLIARI) - S.S. SULTANA KM. 19 - TEL. (079) 93911 - FAX (079) 930293

BUREAU DE REPRESENTATION: 00187 ROMA - SALITA S. NICOLA DA TOLENTINO, 1-6 - TEL. (06) 4820263 - FAX (06) 4871433

INSEE
La référence au bout des pages...

TABLEAUX DE L'ECONOMIE FRANÇAISE 1992-1993

Une véritable encyclopédie de poche dans les domaines économiques et sociaux.

1992 pages - 25 F

En librairie et dans les directions régionales de l'INSEE

Un entretien a

sortir des vicieux

ITALIE : LA NOUVELLE DONNE



Un entretien avec le ministre des biens culturels

« Avec un budget ridicule, on ne peut pas tout faire. Heureusement, nous avons des financements privés », nous déclare M. Alberto Ronchey

Comment, avec un budget ridicule, veiller sur le plus important patrimoine du monde entier : trois mille musées, six mille bibliothèques, 1 200 kilomètres d'archives d'Etat, cent mille églises, cinquante mille demeures historiques, un millier de sites archéologiques ? Ancien journaliste et nouveau ministre des biens culturels, Alberto Ronchey s'est confié au « Monde ».

ROME

de nos envoyés spéciaux

« Arriver au ministère des biens culturels, n'est-ce pas endosser un héritage bien lourd ? »

— En seize ans d'existence, ce ministère des biens et des lieux culturels a connu quatre ministres : autant dire que c'est la consécration de la bureaucratie. Il y a des gens capables, certes, mais l'organisation fait défaut. J'arrive, en plus, en période d'austerité, et là je dois dire que le Trésor a fait des erreurs. Il ne fallait pas couper sans discrimination dans le budget des ministères, il fallait que chacun ait plus de responsabilité dans les choix et les priorités à sauvegarder. La conséquence, c'est que les coûts de gestion vont rester. Au moment où les vols augmentent, on ne va pas mettre le personnel à la porte, c'est évident. En revanche, on pouvait économiser sur certains « gaspillages ». Quand vous pensez, par exemple, que les gardiens de la galerie des Offices à Florence travaillent cinq heures...

— Que font-ils de la sixième heure prévue par les règlements de la fonction publique ?

— Eh bien, ils sont tenus d'établir le procès-verbal de l'état des lieux !

Ce n'est plus tolérable ! Comme n'est plus tolérable non plus ce clientélisme électoral qui fait que les gardiens, qui ont un poste inamovible, sont installés dans le Nord et en nombre pléthorique dans le Sud. Presque tous sont originaires du Sud, et quand, d'ailleurs, ils ont un poste dans le Nord, ils cherchent à revenir au pays, ce qui s'arrange en général au moment des élections. Là-dessus, le suis en train de préparer un décret pour instaurer une certaine mobilité, et tant pis si je me heurte aux syndicats ! Autre problème, le recours au volontariat est limité par une levée de bouilliers corporatiste. Alors, du coup, on ne peut faire appel au concours précieux de gens qui sont souvent très qualifiés, comme les étudiants, les professeurs à la retraite, etc., comme cela se fait ailleurs. Enfin, il faudrait introduire des systèmes de surveillance par vidéo vingt-quatre heures sur vingt-quatre, comme pour les banques. Mais, là encore, les gardiens s'y opposent en disant qu'il s'agit moins de contrôler les œuvres d'art que leur propre travail !

— Quelles sont vos priorités ? Le fameux catalogue des œuvres ?

— Avec un budget ridicule — 0,21% de celui d'un Etat en crise — on ne peut pas tout faire. Heureusement nous avons des financements privés venus de l'étranger. Ces jours-ci, nous venons d'obtenir les 30 milliards de lire nécessaires pour racheter la villa Blanc à Rome et y transférer le cercle des officiers. Ce qui va libérer le palais Barberini et nous permettre d'agrandir enfin la Galerie d'art ancien, qui était trop à l'étroit. Nous avons entrepris aussi de valoriser les bibliothèques, les archives : il n'y a pas que l'archéologie, nous avons d'autres trésors cachés. Pour les archives, nous sommes une « superpuissance », les historiens du monde entier viennent

étudier chez nous. Pour ce qui est du catalogue, il serait utopique de penser qu'il sera jamais fini. Disons que nous espérons disposer bientôt de quatre millions de fiches.

— Ne pourrait-on pas faire davantage appel au mécénat ou à une certaine « privatisation » ?

— C'est vrai, je pense notamment à confier la gestion de certains services au secteur privé : ainsi pour la documentation, la vente de livres, l'installation de cafétérias. Ce qui, ici, est presque inexistant. Sans parler de petits détails pratiques qui ont leur importance, comme l'insuffisance des installations sanitaires et des accés. L'autre jour, je me suis retrouvé avec un groupe de touristes japonais à pratiquement escalader un mur pour accéder à la galerie Borghèse à Rome ! J'ai déjà pris contact avec des organisations comme celle qui gère le palazzo Grassi à Venise ou le Lingotto à Turin.

— Une personne comme Paolo Viti, qui est un véritable « manager » à Venise, peut très bien jouer ce rôle de trait d'union qui manque chez nous entre les techniciens et la bureaucratie. Nous faisons une tentative de gestion mixte, privé-public, avec le palais Massimo, qui sera le plus grand musée archéologique de

Rome, même si au préalable nous devons régler des problèmes de compétences entre l'Etat et la ville.

— Quant au mécénat, c'est vrai, nous ne manquons pas d'industriels, de banques pour nous offrir leur aide, mais en général, ce qui est légitime, dans le cadre d'opérations de prestige dont leur image de marque tire un profit immédiat. Tout le problème, maintenant, c'est de les amener à s'intéresser à des actions moins voyantes mais tout aussi importantes. En revanche, je ne suis pas d'accord avec le système qui consiste à prêter des œuvres d'art en échange de travaux de restauration, comme nous l'ont proposé récemment certaines banques japonaises.

— En refusant de « prêter » la place Saint-Marc pour la clôture du Festival de Venise, vous avez suscité des polémiques. La publicité serait-elle insensée à son patrimoine culturel ?

— C'était vrai jusqu'à il y a quelques mois, mais c'est en train de changer doucement. Paradoxalement d'ailleurs, l'énorme crise que nous traversons n'est pas étrangère à ce changement. Le raisonnement est simple : ce pays est sans pétrole, avec une productivité basse et des coûts de production élevés, c'est pourquoi on commence à parler des

« gisements culturels » de l'Italie ! Dans ce contexte où les gens se « sensibilisent » un peu plus à leur patrimoine culturel, l'épisode de la place Saint-Marc, en septembre dernier, était une forme d'éducation collective. De la même façon, j'ai fait part de mon refus désormais de voir donner des concerts aux Thermes de Caracalla à Rome. On m'a rétorqué que c'était une vieille habitude qui datait de 1937 et qu'il ne fallait pas changer. Mais justement, les dommages sont déjà suffisants !

— Vous savez ce qu'on m'a répondu quand j'ai dit : allez faire ça dans des stades ? Ça va abîmer la pelouse ! Comme si les ruines, elles, sortaient indemnes des vibrations de certains concerts rock !

— Mais je pense que les Italiens sont de plus en plus réceptifs. Et puis, avec un patrimoine culturel qui commence au septième siècle avant J.-C. pour se poursuivre avec une densité qui n'a pas d'équivalent dans le monde entier, ça vaut bien quelques polémiques et quelques efforts d'éducation ! Que les étrangers, les Européens, se sentent concernés nous aide aussi.

— Il faut exploiter en quelque sorte ces « complexes » européens, pour accélérer les échanges. A cet

égard, la grande exposition sur les Etrusques qui se tient à Paris est un bon exemple. Venise, c'est un autre problème, un problème vraiment international puisque unique au monde. Pour être vraiment efficace, il faudrait déplacer les industries qui sont tout près. Vous imaginez le coût ?

— On pourrait imaginer une politique de déductions fiscales pour les travaux de restauration, comme cela se faisait à Vienne entre les deux guerres mondiales ; ou encore prévoir des déductions sur les impôts de succession pour ceux qui rénove des demeures historiques ; ou même, comme en Grande-Bretagne, payer certains impôts en biens. De toute façon il faut agir. En tant que journaliste, j'ai appris à agir rapidement, à avoir une certaine souplesse mentale. Ici, je fais pareil : je consulte des experts et je tire des conclusions. Il faut trouver une forme moderne de « decision making ». Même si la mortalité des gouvernements chez nous est très élevée, il faut faire semblant de l'ignorer. On continue bien à donner de la nourriture et des médicaments à un enfant que l'on sait condamné.

Propos recueillis par MARIE-CLAUDE DECAMPS et SALVATORE ALOISE

Economie : sortir des cercles vicieux

Suite de la page 7

La crise a fini par rebondir du marché des changes sur celui des titres publics et vice versa. En un seul jour, la lire a perdu 33 % par rapport au deutschemark alors que les taux d'intérêt des bons du Trésor à trois mois atteignent 19 %. Aujourd'hui, la dévaluation n'est plus que de 16 % et les taux des bons du Trésor sont pratiquement à 14 %.

La crise a facilité les discussions sur le budget 1993 et sur les autres dispositions, qui prévoient une réduction du déficit de 93 000 milliards de lire par rapport aux chiffres qui apparaissent si des mesures correctives n'étaient pas apportées. Les dispositions relatives aux deux tiers de cette somme ont été définitivement approuvées par le Parlement à la suite des nombreux votes de confiance demandés par le gouvernement. La pression exercée par le marché des changes a aussi joué son rôle. C'est ainsi qu'on a vu la lire tomber de 2 % sur la rumeur — qui s'est révélée fautive — que le texte gouvernemental avait été atténué.

Des mesures exceptionnelles... mais insuffisantes

Le plan d'austerité est sévère mais il change, avant tout, les mécanismes qui régissent les dépenses, avec des effets qui ont tendance à croître dans le temps, contrairement aux mesures des années passées. Ainsi, à l'exclusion de l'assistance hospitalière, les familles italiennes dont les revenus sont supérieurs à la moyenne du pays ne reçoivent plus d'aide financière dans le domaine médical. L'âge de la retraite a été relevé de cinq ans à compter de cette année. Le montant des pensions sera désormais calculé sur la base du revenu des dix, et non plus des cinq dernières années de travail : cela se traduira par une réduction des charges de 10 %. De même, une taxe sur l'immobilier permettra d'alléger la contribution de l'Etat au financement des collectivités locales, qui ne sera plus que de 50 %.

Enfin, en ce qui concerne la fonction publique, le gouvernement a été autorisé à fixer des normes qui permettront davantage de mobilité ainsi que la possibilité de licencier des fonctionnaires. Quant aux commerçants, aux artisans et aux autres travailleurs indépendants, ils ne pourront plus déclarer au fisc des revenus inférieurs à un montant minimum fixé par la loi. Ce dernier varie selon les catégories entre 20 et 40 millions de lire.

Toutes ces mesures, qui ont déjà un caractère exceptionnel, ne devraient pourtant pas suffire à ramener le rapport entre le déficit public et le PIB au-dessous de 9 %, ni à empêcher que le rapport entre la dette et le revenu n'augmente de 3 % dans l'année qui vient. Aussi restera-t-il encore beaucoup de chemin à faire pour bloquer ces « cercles vicieux » de l'économie italienne, et surtout celui de la dette publique, alimentée par les taux d'intérêt élevés demandés par les épargnants pour faire crédit à l'Etat.

Reste encore à restaurer la confiance internationale dans la lire. Pour maintenir le niveau du change, des taux d'intérêt élevés et de forts différentiels par rapport aux taux pratiqués à l'étranger sont nécessaires. Cela a pour conséquence d'accroître la dette et de porter atteinte à la crédibilité du pays.

Le plan d'austerité doit être appliqué exactement dans les termes proposés par le gouvernement, mais les efforts de M. Amato ne sauraient s'arrêter en décembre, quand le budget et la loi de finances seront approuvés. La situation reste encore trop fragile, et un taux de change acceptable dans le contexte actuel serait trop bas et alimenterait l'inflation interne.

Un deuxième plan d'austerité sera donc nécessaire. Bien sûr, la patience des citoyens a été mise à dure épreuve. Une seconde tentative d'amélioration du solde primaire ne pourra que provoquer d'autres tensions et protestations. Dans ces conditions, la seule façon de rendre moins intense le nouvel effort à fournir serait que le gouvernement réussisse à concrétiser ses intentions d'amener les épargnants à transformer une bonne partie des titres du Trésor dont ils disposent en titres libellés en écus ou en quelque autre devise européenne à des taux d'intérêt inférieurs. Ce qui pourrait être facilité par l'annonce d'un plan plausiblement de privatisations qui permettrait de réduire de 10 % le stock de la dette dans le courant des années 90. Tant que l'augmentation de la dette publique ne sera pas ramenée au moins dans les limites du rythme de croissance des revenus, l'économie restera en danger. Plus vite on y parviendra, mieux cela vaudra. Alors seulement la phrase lue sur la tour d'Abbaye d'évoquer plus la hantise d'une crise financière mais redeviendra ce qu'elle est : un rappel métaphorique à une ancienne sagesse théologique.

NINO ANDREATTA



FOR YOUR BUSINESS



Vous pouvez compter sur Cariplo pour toute opération bancaire, financière et commerciale, pour une assistance complète ainsi que pour un ensemble de prestations tout aussi rapides qu'efficaces. Vous pouvez compter sur l'expérience d'une banque née et grandie à Milan, banque qui aujourd'hui est reliée en temps réel à 600 succursales dans toute l'Italie. Vous pouvez compter sur la solidité de ses fonds propres qui atteignent un montant de 8.269 millions de dollars. Vous pouvez aussi compter sur le professionnalisme d'un réseau présent à Athènes, Berlin, Bruxelles, Budapest, Chicago, Francfort, Grand Cayman, Hong Kong, Londres, Luxembourg, Madrid, Moscou, New York, Paris, Pékin, Séoul, Tokyo et qui est en contact avec plus de 1800 banques correspondantes. Pour toute question ou même seulement pour un avis vous pouvez toujours compter sur Cariplo en toute confiance et tranquillité.

CARIPLO
CASA DI RIFORMA DELLE PROVINCE LOMBARDE S.p.A.
SINCE 1823 WE KNOW HOW.

Investir dans le Mezzogiorno

NAPLES

Le Mezzogiorno italien, cette région du sud qui a souffert pendant des décennies de la négligence de l'Etat, est aujourd'hui devenue une zone d'investissement privilégiée. Les pouvoirs publics ont mis en place une série de mesures incitatives pour attirer les capitaux étrangers et encourager le développement économique local. Les investisseurs sont attirés par les avantages fiscaux, les subventions et les facilités administratives offertes. De plus, la région dispose d'un patrimoine culturel et historique riche, ainsi que d'une main-d'œuvre qualifiée et peu coûteuse. Les secteurs de l'industrie, du tourisme et de l'agriculture sont particulièrement propices à l'investissement. Les investisseurs étrangers sont encouragés à participer à des projets de développement communautaire et à créer des emplois locaux. Les autorités régionales et nationales travaillent de concert pour améliorer l'infrastructure et les services publics, afin de rendre la région plus attractive pour les investisseurs. Les projets de construction d'infrastructures de transport, de logements et de services sociaux sont prioritaires. Les investisseurs sont encouragés à apporter leur expertise et leur capital pour contribuer au développement durable du Mezzogiorno. Les avantages offerts sont destinés à attirer des entreprises innovantes et à promouvoir la croissance économique à long terme. Les investisseurs sont encouragés à travailler en partenariat avec les autorités locales pour maximiser l'impact positif de leurs investissements. Les mesures incitatives sont conçues pour réduire les risques et augmenter le retour sur investissement. Les investisseurs sont encouragés à participer à des programmes de formation et de développement des compétences pour la main-d'œuvre locale. Les autorités régionales et nationales offrent un soutien technique et administratif aux investisseurs. Les investisseurs sont encouragés à participer à des projets de recherche et développement pour promouvoir l'innovation et la compétitivité. Les mesures incitatives sont conçues pour attirer des entreprises à haute valeur ajoutée et à fort potentiel de croissance. Les investisseurs sont encouragés à participer à des programmes de responsabilité sociale des entreprises pour améliorer la qualité de vie dans la région. Les autorités régionales et nationales offrent un soutien financier et technique aux investisseurs. Les investisseurs sont encouragés à participer à des projets de développement durable qui prennent en compte les aspects environnementaux, sociaux et économiques. Les mesures incitatives sont conçues pour attirer des entreprises qui contribuent à la création d'emplois durables et à la croissance économique à long terme. Les investisseurs sont encouragés à travailler en partenariat avec les autorités locales pour maximiser l'impact positif de leurs investissements. Les mesures incitatives sont conçues pour réduire les risques et augmenter le retour sur investissement. Les investisseurs sont encouragés à participer à des programmes de formation et de développement des compétences pour la main-d'œuvre locale. Les autorités régionales et nationales offrent un soutien technique et administratif aux investisseurs. Les investisseurs sont encouragés à participer à des projets de recherche et développement pour promouvoir l'innovation et la compétitivité. Les mesures incitatives sont conçues pour attirer des entreprises à haute valeur ajoutée et à fort potentiel de croissance. Les investisseurs sont encouragés à participer à des programmes de responsabilité sociale des entreprises pour améliorer la qualité de vie dans la région. Les autorités régionales et nationales offrent un soutien financier et technique aux investisseurs. Les investisseurs sont encouragés à participer à des projets de développement durable qui prennent en compte les aspects environnementaux, sociaux et économiques. Les mesures incitatives sont conçues pour attirer des entreprises qui contribuent à la création d'emplois durables et à la croissance économique à long terme.

INSEE
30 bout des pays

هكذا من لاصل

Le Monde • Samedi 31 octobre 1992 •



ITALIE : LA NOUVELLE DONNE

Le crime organisé sous pression

Après l'assassinat des juges Giovanni Falcone et Paolo Borsellino, l'Etat s'est mobilisé et a lancé une contre-offensive ordonnée

ROME

de notre correspondante

La présence massive et envahissante de l'armée en Sicile et en Sardaigne, l'été dernier, semblait presque un aveu d'échec : il y avait eu, presque coup sur coup – avec, pour seule pause, la peine le temps pour un Etat essouffé et battu en brèche de se doter d'un président de la République – le massacre délibéré des deux principaux juges anti-Mafia, Giovanni Falcone et Paolo Borsellino, tués tous les deux avec leur escorte dans des attentats spectaculaires à Palerme, les 23 mai et 19 juillet. Des images si fortes qu'elles ont fini par faire réagir, et pas seulement la jeunesse palermitaine, qui conspuait les ministres lors de ces obsèques si tristement semblables.

Multiplication des «repentis»

Quelque chose se serait-il enfin débloqué, dans ce petit jeu de Sisyphe, toujours recommencé, auquel se livrent depuis si longtemps la police italienne et le crime organisé ? Cette fois, la tendance est inversée, et c'est l'Etat qui compte les points qu'il vient de marquer. Ne serait-ce qu'en septembre, le 6, Giuseppe Madonia, considéré comme le «numéro deux» de Cosa Nostra, était arrêté à Vicenza ; le 11, c'était au tour de Carmine Alfieri, le principal entrepreneur de la Camorra napolitaine, on cavale depuis 1984, de tomber dans un traquenard. Enfin, le 28 septembre, non content d'arrêter le chef du cartel colombien de Pereira, José Durán, la police italienne, en collaboration avec la DEA américaine et les services antidrogue britanniques et canadiens, démantelait sur son territoire, au cours de l'opération «Green Ice», l'un des plus importants réseaux de blanchiment de l'argent de la drogue.

Comment expliquer tous ces succès ? «C'est parce que nous avons fait, au terme de beaucoup de discussions et de polémiques, ce qui n'avait jamais été fait : une véritable coordination de toutes les forces de police et de justice», répondait dans nos colonnes, il y a quelques semaines, le ministre de la Justice, M. Claudio Martelli. Et de fait, profitant de la vague de protestations unanimes qui avait suivi la mort du



Affiche dans une rue de Palerme. Aujourd'hui pourtant, c'est l'Etat qui marque des points dans la lutte contre Cosa Nostra...

juges Borsellino, le Parlement s'est enfin doté, le 7 août, d'un véritable arsenal de lois anti-Mafia, reprenant en cela pour l'essentiel les propositions contenues dans le décret Scotti-Martelli, élaboré au lendemain, cette fois, de l'assassinat du juge Falcone et qui, objet de trop de polémiques, végétait plus ou moins dans un tiroir en attendant un moment favorable.

Tandis que les gros boss mafieux détenus jusqu'ici à la prison de l'Ucciardone étaient transférés – donc coupés de leur «terreau» sicilien – sur l'île-prison de Pianosa,

au large de la Toscane, et que certains magistrats siciliens jugés peu sûrs étaient déplacés, dont le procureur de Palerme, le très contesté Pietro Giannanco, les nouveaux règlements se mettaient en place : désormais, la police voyait ses pouvoirs renforcés et ses interrogatoires facilités (les enquêtes préliminaires sur les délits mafieux pouvant être étendues jusqu'à deux ans), et, surtout, les «repentis» qui voulaient collaborer se voyaient accorder de réels avantages. Politique, soit dit en passant, presque trop couronnée de succès, car en cinq mois la jus-

tice s'est enregistrée une soixantaine de nouveaux «repentis», et certains magistrats se demandent à présent comment gérer un trop-plein de révélations qui peuvent être explosives.

A preuve, celles rendues publiques à la mi-octobre par plusieurs «repentis», parmi les plus sûrs et les plus reconnus, sur le rôle «charnière» entre la Mafia et les milieux politiques tenu par Salvo Lima, ce député européen exécuté dans la rue à Palerme, le 12 mars, en pleine campagne électorale. Lima, homme lige en Sicile du président du conseil d'alors, le démocrate-chrétien Giulio Andreotti, a-t-il été tué parce qu'il ne parvenait plus à assurer une certaine «protection» aux mafieux ? Et dans ce cas, dans quelle mesure son propre protecteur Andreotti était-il au courant ? Autant de questions qui, depuis quelques jours, agitent une Démocratie-chrétienne sortie bien affaiblie des élections et qui se serait passée de pareille publicité.

Une nouvelle guerre interne ?

Enfin, parachevant cette «remobilisation» contre le crime organisé, au terme de plusieurs mois de polémiques opposant le ministre de la Justice au trop puissant et corporatiste CMS (Conseil supérieur de la magistrature) sur les candidats potentiels, le 10 août dernier, un magistrat, Giuseppe Di Gennaro, était enfin nommé «tsar anti-Mafia» à la tête de la Direction nationale anti-Mafia, cet organe de coordination – juridico-policière – considéré comme l'arme absolue, mais qui n'avait encore jamais fonctionné. Désignation «provisoire» toutefois, à laquelle devrait succéder ces jours-ci une véritable nomination, sans doute celle du nouveau procureur de Palerme, Bruno Sicari.

S'organiser, soit. Mais contre qui, contre quoi au juste ? Et toute rigueur n'est-elle pas trop tardive ? Car le Mafia elle-même évolue, bouge, écopant ses propres révolutions internes, et, si l'on en croit les spécialistes italiens qui la combattent, Cosa Nostra n'a jamais le même visage. A écouter le Dr Antonio Manganello, l'un des principaux dirigeants du «nouveau central anti-crime» de la police, une nouvelle guerre interne de la Mafia pourrait bien être en préparation, rendant toute parade plus incertaine. «La Mafia a toujours fonctionné sans coup d'éclat : un maximum de risques, peu de fait-il faire une autre lecture des deux attentats contre Falcone et Borsellino, au moins dans la forme choisie : c'était un coup d'éclat des dirigeants de la Cupola», comme nous disons, pour montrer qu'ils tiennent encore fermement le pouvoir. Mais alors, d'où viendrait le danger pour eux ? Et le Dr Manganello d'expliquer, croquis en main au cours de ce bûcher de police superprotégée, que la Mafia, à la hiérarchie pyramidale si rigide autrefois, est peut-être aussi en train de «s'atomiser».

Est-ce l'arrivée massive de la drogue et l'enrichissement facile qui ont eu raison de certains «codes» et traditions ? «Grâce aux repentis», dit-il, nous savons qu'il y a une forte dissidence interne au sein même de la Mafia, par exemple, sont contestés : il arrive que la filière traditionnelle soit rompue. Dans la nomenclature habituelle, un personnage nouveau, «l'ambassadeur», vient d'apparaître : c'est l'homme de confiance de chaque grand chef, qui agit au mépris de toute hiérarchie. De plus, depuis quinze-vingt ans, se sont créés des groupes autonomes, autour d'un ancien mafieux dissident, par exemple. Le plus célèbre est celui des «Siddi», dans la commune de Favara, près d'Agrigente. Mais ce phénomène, qui reproduit en quelque sorte le modèle mafieux en miniature, est en train de gagner d'autres provinces. Mieux : certains de ces groupes envisageraient de s'unir entre eux. Il y a beaucoup d'hommes et beaucoup trop de gens pour le même terrain. Faut-il y voir une chance ou un regain d'adversaires ? Et le Dr Antonio Manganello de conclure : «Prenez plutôt le bon côté dans cette satellisation de la Mafia : sa principale protection, la loi du silence, qui veut que les mafieux entre-eux s'ignorent au maximum, devient une couverture de plus en plus faible. La méfiance finira par s'introduire parmi eux, et c'est notre meilleure alliée.»

MARIE-CLAUDE DECAMPS

Les croisés anti-Mafia de Capo-d'Orlando

ROME

de notre correspondant

Vaincre la Mafia ? En pleine Sicile, et qui plus est tout près de Messine l'Inferno ? Oui, c'est possible : les croisés de Capo-d'Orlando l'ont bien fait. Oh bien sûr, peut-être pas complètement, car se trouver sur la trajectoire de deux «familles» importantes, les Bontempo-Scavo et les Galati-Gordano, du village de Tortorella à l'intérieur des terres, surtout lorsque celles-ci ont décidé d'opérer une lente descente vers la mer, cela laisse forcément des traces. Mais plus éclatantes encore sont les victoires successives remportées par l'Association des commerçants (ACIO) de Capo-d'Orlando, cette petite ville de 12 000 habitants, qui un beau jour de 1990 a dit «non» au racket et a lancé sa croisade contre la Mafia. Résultat : fait sans précédent, l'association s'est portée partie civile contre les racketteurs et le tribunal de Patti a prononcé des sentences sévères l'hiver dernier, qui, lundi 19 octobre – et, en Italie, c'est important – ont été confirmées en appel. Une vendetta, depuis, est en train de se poursuivre.

S'opposer à la Mafia, comment trouve-t-on ça courageux ? Par exemple raisonnablement. Si vous mettez le doigt dans l'engrenage c'est fini. Et puis Capo-d'Orlando n'était pas Palerme, la Mafia arrivait seulement. Le visage large comme un livre ouvert, M. Teno Grasso, celui qui a vaincu l'omertà sicilienne, la loi du silence, n'a que trente-quatre ans. «Avant», il vendait des chaussures dans sa petite ville ; aujourd'hui il vient d'être nommé à la tête de l'association (1) et siège au Parlement.

L'étiquette PDS (ex-PCI) n'a pas grande importance. M. Teno Grasso reste indépendant. Sa dernière liberté.

Rompant l'isolement

Depuis plus d'un an, sa vie privée s'est arrêtée. Comme avant lui les deux juges assassinés Giovanni Falcone et Paolo Borsellino, comme tant d'autres magistrats courageux dans ce pays. M. Teno Grasso ne connaît plus que la vie «bilingue» : escorte, horaires, voiture à l'épreuve des balles : «Le prix fort à payer. Quand on combat la Mafia, il n'y a plus de retour possible en arrière, si ce n'est pas encore habitude, lui qui tout à l'heure encore au téléphone dans son minuscule bureau romain chuchotait : «Je rejoindrai son escorte qu'il avait perdue depuis le matin. Que

fait-il donc de la peur ? «La peur ? Mais je crève de peur ! Au début on ne sait pas très bien où on va, comme lorsque cet ami commerçant qui avait reçu des menaces est venu me demander conseil il y a deux ans. Je lui ai dit : il faut à tout prix en parler au maire, à tous les autres commerçants, car qui sera le prochain ? C'est comme cela que nous avons commencé à nous organiser, à créer cette association. Notre force a été de rompre l'isolement, qui est l'arme principale, de la Mafia, et de créer une véritable assistance. Et ce n'était pas si facile, dans une Sicile résignée trop souvent à n'aspirer au mieux qu'à un pacte de non-agression avec la Mafia, pour ce groupe de «citoyens normaux», comme dit M. Grasso, de donner une crédibilité à leur entreprise.

Une véritable détermination

«Faire la preuve que l'on peut combattre la Mafia et surtout la vaincre, ce n'est pas évident quand les bombes et les attentats se multiplient. L'Etat, à ce moment-là, à Capo-d'Orlando, en gros c'était nous et la dizaine de carabinieri présents...» Et puis le 23 août 1991, le crime organisé assassinait, en plein rue à Palerme, le procureur de cette croisade des commerçants, l'entrepreneur sicilien Libero Grassi, qui tout seul justement avait dénoncé le racket, dont il refusait d'être la victime. «Ce jour-là», raconte M. Teno Grasso, nous avons compris que nous pouvions mourir. Ce n'était plus l'enthousiasme idiot et béat du début, mais une véritable détermination à se prendre en main, soi-même. Sans une initiative personnelle de chacun, rien n'était possible. Et le miracle, c'est que ça a marché ! Les gens se sont rangés de notre côté. Même l'Etat qui, si souvent, a semblé refuser de mener cette guerre, a fonctionné : il y a eu le procès, la confirmation en appel. L'association est passée d'une vingtaine à cent cinquante commerçants. Des gens sont venus nous voir de partout, même du Nord, pour nous initier : ils ont compris que le racket est une maladie très grave mais que l'on peut soigner. Nous avions l'impression que nous avions libéré la territoire, que cette fois la peur, l'été-provisoirement, avait peut-être changé de camp...»

M.-C.D.

(1) Contre le racket, éd. Laterza, 77 p., 16 000 LIT.

BANCA POPOLARE DI NOVARA

NOUS SOMMES LA PLUS GRANDE BANQUE COOPERATIVE DU MONDE

Capital, Réserves et Provisions au 31 décembre 1991
US\$ 2,035,000,000

Groupe Bancaire composé de:
Banca Popolare di Novara, Novara
Banca Novara (Suisse) S.A., Zurich, Lugano
Banque de l'Union Maritime et Financière S.A., Paris
Banca Novara International S.A., Luxembourg
Banca Popolare di Lecco, Lecco
Banca Sannitica, Benevento
Compagnia Finanziaria Ligure Piemontese, Genova
Istituto Nazionale di Credito Edilizio, Roma

Succursales à:
Luxembourg et Londres

Bureaux de représentation à Bruxelles, Caracas, Francfort, Madrid, New York, Zurich et Paris, 56 Rue de Provence, 75439 Paris Cedex 09

Délégation à Moscou

Dépôts	US\$ 30,668,000,000
Ressources	US\$ 59,311,000,000
Total des emplois	US\$ 25,996,000,000

Groupe
Banca Popolare di Novara



Le Monde des
DEBATS
Le Monde

ABONNEZ-VOUS

1 AN 11 NUMÉROS 216 F SEULEMENT
(Valable jusqu'au 31/12/92)

OUI, je m'abonne au Monde des débats au tarif exceptionnel de lancement, 1 an (11 numéros) : 216 F au lieu de 330 F, prix d'achat au numéro, (soit près de 4 mois de lecture gratuite).

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Vous trouverez ci-joint mon règlement : 221 DS 02

☐ Chèque joint

☐ Carte bleue n° _____

Expire à fin _____

☐ Carte Amex n° _____

Expire à fin _____

Date et signature obligatoires :

Bon à renvoyer impérativement avant le 31 décembre à :
Le Monde des débats, Service abonnements, 1, place Hubert-Bour-Méry,
94632 Ivry-sur-Seine Cedex / sur MINITEL 3615, LE MONDE code ABO

OFFRE SPÉCIALE DE LANCEMENT

Adoption des crédits de

Le Sénat a adopté, le 29 octobre 1992, les crédits de la loi de finances pour 1993. Les crédits de la loi de finances pour 1993 ont été adoptés par le Sénat le 29 octobre 1992. Les crédits de la loi de finances pour 1993 ont été adoptés par le Sénat le 29 octobre 1992.

Le Sénat a adopté, le 29 octobre 1992, les crédits de la loi de finances pour 1993. Les crédits de la loi de finances pour 1993 ont été adoptés par le Sénat le 29 octobre 1992. Les crédits de la loi de finances pour 1993 ont été adoptés par le Sénat le 29 octobre 1992.

Le Sénat a adopté, le 29 octobre 1992, les crédits de la loi de finances pour 1993. Les crédits de la loi de finances pour 1993 ont été adoptés par le Sénat le 29 octobre 1992. Les crédits de la loi de finances pour 1993 ont été adoptés par le Sénat le 29 octobre 1992.

Le Sénat a adopté, le 29 octobre 1992, les crédits de la loi de finances pour 1993. Les crédits de la loi de finances pour 1993 ont été adoptés par le Sénat le 29 octobre 1992. Les crédits de la loi de finances pour 1993 ont été adoptés par le Sénat le 29 octobre 1992.

Le Sénat a adopté, le 29 octobre 1992, les crédits de la loi de finances pour 1993. Les crédits de la loi de finances pour 1993 ont été adoptés par le Sénat le 29 octobre 1992. Les crédits de la loi de finances pour 1993 ont été adoptés par le Sénat le 29 octobre 1992.

Le Sénat a adopté, le 29 octobre 1992, les crédits de la loi de finances pour 1993. Les crédits de la loi de finances pour 1993 ont été adoptés par le Sénat le 29 octobre 1992. Les crédits de la loi de finances pour 1993 ont été adoptés par le Sénat le 29 octobre 1992.

Les croisés anti-Mafia de Capo-d'Orlando

Adoption des crédits du ministère de l'intérieur...

ORTE

ÉTATS-UNIS, FIN DE SIÈCLE

SÉRIE SPÉCIALE DE LANCEMENT

SOCIÉTÉ

IMMIGRATION

Après la destruction de leur campement

Les Maliens de Vincennes ont été dispersés sur une douzaine de sites en Ile-de-France

Pour la première fois depuis cinq mois, les foyers de l'opération ont cessé de brûler sur les pelouses au pied du château de Vincennes. Du «village africain» qui abritait plusieurs centaines de familles en mal de logements, il ne reste, en cette soirée du 29 octobre, que des pavillons démolis par des pelleteuses. Quelques policiers battent la semelle alentour pour écarter les travailleurs parisiens et ne pas leur laisser l'occasion de «fouler» pour la préfecture de police, l'opération «Evénement» est terminée.

Elle avait commencé le matin même, avant le lever du jour, par l'investissement du camp où dormaient sous des tentes bleues plus de 680 Africains, dont 350 enfants. Des centaines de gendarmes mobiles et de policiers s'étaient déployés au cordon de cordon derrière des barrières métalliques, bouclant hermétiquement le site. Désormais, et jusqu'à la fin du jour, il avait été interdit à quiconque — travailleurs de la nuit, rejoignant leurs familles, militants d'associations et journalistes — de pénétrer dans l'enceinte. M. Jacques Vergès, avocat des Maliens, était tenu à l'écart.

Dès 7 heures, les premières familles, femmes en bonnets portant leurs nouveaux-nés sur leur dos, plusieurs naissances ont eu lieu dans le camp depuis le mois de mai, — poussant le reste de leur marmaille et traînant des balluchons, étaient venues à moter dans des cars. Destination inconnue. Les hommes, par petits groupes, tentaient d'entrer en contact avec les responsables d'associations accourus en hâte. Mais le fil des «bleus» était solide et leur déploiement dissuasif. Une seule et brève boucledure a eu lieu

en fin de matinée. Hormis cet incident, l'opération s'est déroulée méthodiquement, dans l'ordre et sans brutalité.

Précédés de motards, les cars, défilant à intervalles réguliers, ont emmené les Africains vers une douzaine de destinations différentes disséminées dans Paris et dans cinq départements de l'Ile-de-France. A 17 heures, la place était nette. La police avait exécuté scrupuleusement l'ordonnance d'expulsion rendue le 9 juin dernier par le tribunal administratif de Paris à la demande de la capitale, propriétaire des pelouses de Vincennes.

Pas de prime aux actions illégales

Mais pour les expulsés une nouvelle «odyssée» commençait. M. Christian Santier, préfet de région, avait mobilisé ses services pour décaler des hébergements provisoires permettant aux Africains de passer l'hiver dans des conditions minimales précises que sous une tente de fortune. Des cabanes de chantier de type Alpego, alimentées en eau, en électricité et munies de sanitaires, ont été montées notamment à Meudon (Hauts-de-Seine), Thiverval-Grignon, Evry-Courcouronnes (Seine-et-Marne), Athis-Moré (Seine-et-Marne) et Evry (Val-de-Orse). Les familles à qui elles ont été attribuées ont immédiatement occupé, mais ceux de leurs membres qui travaillent, hommes ou femmes, se trouvent maintenant à plusieurs dizaines de kilomètres de leur lieu d'embauche. On devine leur angoisse. Quant aux enfants, ils se demandent si l'école de leur nouvelle commune de résidence pourra les accueillir après les congés de la Toussaint. Pour d'autres, la découverte de ce

qu'ils croyaient naïvement être un logement a été amère. Les 150 Africains qui se sont retrouvés devant les 15 lits de l'hôpital de L'Immeuble-Brunettes (Val-de-Marne) ont refusé de s'installer, et ont été pris en charge par l'Armée du Salut. Les expulsés de Vincennes ont préféré dresser à nouveau leurs tentes sur les pelouses de cet établissement de gérontologie. Une nuit de plus ou de moins.

A l'hospice de Nanterre (Hauts-de-Seine), c'est dans un pavillon désaffecté que 70 Maliens ont été invités à s'installer. De même à l'hôpital Charcot de Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), qui a offert 27 lits. A Paris, les choses se sont passées fort mal. Les 35 Africains qui avaient été embarqués dans un car pour être conduits dans un hôtel ont été arrêtés à l'entrée de la capitale. Trois établissements successifs ont refusé de les recevoir. En fin de soirée, ils s'appressaient à passer la nuit dans leur bus-dortoir lorsque enfin l'Armée du Salut leur a proposé un toit. Pour les hommes, celui du refuge Nicolas-Flamel, dans le 13^e arrondissement, pour leurs femmes et les petits, celui de la rue de Crimée, dans le 19^e. Mais demain, à nouveau, ils seront dans la rue. Même ceux qui ont été accueillis dans un hôtel tenu par la préfecture ne pourront y rester que quelques jours. Ensuite, nul ne sait où ils iront passer leurs balluchons. Commentaire de Jacques Vergès : «La préfecture s'est comportée comme une femme de ménage paresseuse : elle a poussé la poussière sous les meubles. En outre, il est clair qu'on a voulu briser une communauté».

Au cours de la matinée, M. Pierre Verbrugghe, préfet de

police de Paris, et M. Christian Sauter, préfet de région, avaient tenu une conférence de presse pour expliquer les raisons de l'opération «Evénement». Exécution d'une décision de justice, certes, mais aussi volonté de ne pas laisser s'installer aux portes de Paris un campement qui se transformait, au fil du temps, en bidonville. Et encore le souci de ne pas laisser au froid et à la pluie, dans des conditions sanitaires déplorables, plusieurs centaines d'adultes et leurs enfants. Mais les préfets ont été formels : il n'est pas question d'accorder une sorte de prime aux actions illégales en donnant aux Maliens de Vincennes une quelconque priorité dans l'attribution de logements sociaux. Ils attendront leur tour, comme les 85 000 demandeurs de logements inscrits sur les registres de la ville. Les hébergements qui ont été proposés jeudi 29 octobre ne sont que provisoires. Le temps de chercher des logements plus décents. Mais lesquels ? A la préfecture, on songe, non à réquisitionner des appartements vacants, comme le demandent les associations humanitaires, mais à retarder des pavillons dont l'Etat a hérité à la suite du décès de leurs propriétaires sans descendants. Le casse-tête des Africains de Vincennes n'a pas fini d'occuper les services publics de l'Ile-de-France. D'autant que les associations, notamment Emmaüs, Médicins du monde et la Ligue des droits de l'homme, ont décidé d'organiser une veille de protestation, le 13 novembre prochain devant l'Assemblée nationale.

MARC AMBROISE-RENDU

Les réactions

« Il est aventureux de parler de rafle » estime M. Alain Juppé

Le Syndicat national des journalistes proteste contre l'intention faite aux journalistes présents à Vincennes d'exercer leur métier : pénétrer dans l'enceinte du camp, interviewer les familles et connaître leur destination.

Du côté des formations politiques, M. Bernard Lecarme, au sein du groupe communiste au conseil régional d'Ile-de-France, souligne que «ni le gouvernement ni le maire de Paris n'ont accepté de faire appliquer la loi faisant obligation aux propriétaires de louer leurs logements vides à ceux qui n'en ont pas». M. Alain Krivine, dirigeant de la Ligue communiste révolutionnaire estime que «le gouvernement a fait la preuve qu'il était prêt à faire appliquer la loi de la Loi qui aux demandes de l'abbé Pierre et des organisations humanitaires». De leur côté, les Verts dénoncent l'attitude de la mairie

de Paris et de l'Etat qui ont privilégié la froide logique du droit, et parlé sur l'expulsion et la marginalisation des familles. Quant à M. Haroun Dérir, fondateur de SOS-Racisme, il demande «un plan d'urgence de relance de la construction de logements sociaux dans la région parisienne». M^{me} Marie-Noëlle Lienemann, ministre chargée du logement, a protesté contre les propos de M. Jacques Vergès, avocat des Africains. «Il est tout à fait scandaleux de prétendre qu'il s'agit d'une rafle alors que c'est une opération humanitaire», estime M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, affirmant qu'il n'était plus possible, pour des raisons d'ordre public et de sécurité, de laisser les familles là où elles étaient. «Il est aventureux de parler de rafle lorsqu'il y a une décision de justice».

A la demande du maire de Toulouse

Evacuation d'un camp de Tziganes roumains

TOULOUSE

Il était quarante-quatre Tziganes roumains, des familles entières, toutes issues, semble-t-il, du même village, à vivre depuis plusieurs mois dans un camp de fortune, à proximité de l'université de Rangueil, à Toulouse. Ils avaient édifié là des baraquements et de tôle ondulée. Les plus chanceux disposaient de caravanes hors d'usage, tant d'habitat qu'ils réchauffaient leur misère et nourrissaient, dans le crasse d'une communauté recroûlée, leur espoir de vivre en France.

Jeudi 29 octobre, sous une pluie froide et persistante, les policiers sont arrivés, précédés par deux bulldozers. En quelques minutes, le camp roumain était investi et ses habitants priés de faire leurs valises. Les engins de terrassement ont fait aussitôt le reste, abattant les frêles constructions et débarrassant la place de tous les reliquats du campement sauvage.

En ordonnant cette expulsion, le préfet de la Haute-Garonne, M. Alain Bidou, donnait suite à la

requête de M. Dominique Baudis, maire de Toulouse, qui, dans une lettre en date de mercredi dernier, demandait «des conditions indignes qui font honte à notre pays» dans lesquelles se trouvaient ces Tziganes. Dans le même mouvement, il demandait le renvoi de ces familles en situation irrégulière vers leur pays d'origine.

Selon le préfet, vingt et un de ces Roumains sont dans une situation régulière : réfugiés politiques, épouses de réfugiés ou avec des papiers en cours. Les autres, soit vingt-trois personnes, sont en situation totalement irrégulière. Totalement sous le coup d'une procédure d'expulsion, les Tziganes ont été provisoirement regroupés dans un centre du Secours catholique de Haute-Garonne, le préfet les exhortant à partir d'eux-mêmes «alors que la France ne peut ni les accueillir ni leur offrir un emploi». Estimant, après vérification auprès de l'ambassadeur de France à Bucarest, qu'ils ne courent aucun danger dans leur pays d'origine, M. Bidou s'est dit déterminé à faciliter leur départ.

GÉRARD VALLES

NUCLÉAIRE

Attendu à Cherbourg pour charger une tonne et demie de plutonium

L'« Akatsuki-Maru » prolonge son escale à Brest

BREST

de notre correspondant

Le cargo japonais Akatsuki-Maru, qui doit charger une tonne et demie de plutonium à Cherbourg, est arrivé, jeudi 29 octobre à 18 heures, en rade de Brest (lire notre dossier «Point» en page 15). Avec sa coque noire, et glissant lentement dans les eaux à la nuit tombante, il avait une allure de bateau fantôme. Deux Zodiacs à bord desquels se trouvaient des agents de combat, deux vedettes des affaires maritimes et, dans les airs, un hélicoptère Super-Frelon assuraient en permanence de sécurité autour du navire.

A 19 heures, l'Akatsuki-Maru a pénétré dans le port militaire, où il a accosté au quai des ports-avions, non loin de l'ancienne base sous-marine, autrement dit à un cadroit éloigné des grands mouvements de personnel à l'intérieur de l'arsenal, et totalement inaccessible. Puis le cargo a été ses feux.

Précaution supplémentaire de la marine, la surveillance à l'entrée de l'arsenal était renforcée jeudi soir. Les gendarmes maritimes avaient reçu l'ordre de refouler les journalistes. Au port de commerce, les principales autorités disaient tout

ignorer de l'arrivée du cargo japonais. Habituellement, les navires civils d'important tonnage doivent être pris en charge par le service de pilotage chargé de donner la route. Mais la marine s'est occupée de ce travail.

L'escale de l'Akatsuki-Maru à Brest pourrait se prolonger pendant plusieurs jours, le temps de faire le plein de carburant et de procéder à quelques opérations d'entretien. Mais certains se demandent si le plutonium n'a pas déjà été livré par la Cogema à l'arsenal de Brest, et si ce délai ne sera pas mis à profit pour effectuer le chargement sur le cargo japonais, qui repartira alors directement au port breton. Copendat, M. Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'Industrie, a précisé, vendredi 30 octobre, que le bateau quittera Brest dimanche soir. «On ne sait pas quand il arrivera à Cherbourg», a-t-il dit, ajoutant que «les experts de l'Agence internationale de l'énergie de Vienne (AIEA) seront présents pour le chargement». La presse pourra assister aux opérations de transbordement par écran interposé, a promis le ministre, «pour des raisons de sécurité».

GABRIEL SIMON

MÉDECINE

Alors que l'épidémie frappe déjà 21 personnes

Un nourrisson meurt de poliomyélite aux Pays-Bas

AMSTERDAM

de notre correspondant

Un nourrisson âgé de quatre semaines est mort, mardi 27 octobre, à l'hôpital Dijkzigt de Rotterdam, des suites de la poliomyélite. Selon toute vraisemblance, le virus lui avait été transmis par sa mère, non vaccinée. Ce décès ramène les Pays-Bas quatorze ans en arrière : en 1978, une épidémie de polio avait frappé cent dix personnes, dont plusieurs sont depuis partiellement paralysées, et fait une victime, un bébé de trois semaines.

A l'époque, la quasi-totalité des cas d'infection recensés, en l'espace de six mois, concernaient des Néerlandais opposés à la vaccination pour des raisons religieuses (réformés orthodoxes) ou spirituelles (Témoins de Jéhovah ou anthroposophes). Un scénario similaire est-il en train de se rejouer ? Depuis que les symptômes de la poliomyélite ont été détectés, en septembre dernier, chez un adolescent de quinze ans, vingt et une personnes ont été hospitalisées : aucune d'entre elles n'était vaccinée, le plus souvent

pour une raison de principe. En 1971, lors de l'avant-dernière épidémie, cinq habitants de Staphorst, l'un des bastions du traditionalisme réformé aux Pays-Bas, avait succombé à la maladie.

Les programmes prophylactiques développés par les autorités sanitaires néerlandaises reposent sur le primat de la liberté individuelle : la vaccination est volontaire. Elle n'est obligatoire que pour les bébés, mais encore faut-il que les parents donnent leur consentement. Scrupuleux sans doute sur une évaluation des esprits et profitant du nombre relativement restreint de «refusants», le ministre de la Santé estime que 95 % des Néerlandais sont protégés contre la poliomyélite, — le gouvernement de La Haye a essayé de rouvrir la discussion à ce propos, vendredi dernier, 23 octobre. En vain. A l'exception du Parti du travail, toutes les formations politiques ont exprimé leur attachement au postulat du volontariat.

CHRISTIAN CHARTIER

Faillite du système informatisé des urgences à Londres

Ambulances folles

LONDRES

de notre correspondant

M. John Wilby, directeur du service des ambulances de Londres, a offert, mercredi 29 octobre, sa démission au ministre de la Santé, M^{me} Virginia Bottomley, qui l'a acceptée. M. Wilby a jugé qu'il était «honorables» de renoncer à ses fonctions et d'accepter la responsabilité morale de l'incroyable confusion provoquée, lundi 26 et mardi 27 octobre, dans l'organisation des services d'urgence de la capitale britannique, laquelle aurait été à l'origine de la mort de plusieurs personnes. Le chiffre d'une vingtaine est avancé par les syndicats.

Un nouveau système de réponses par ordinateur aux appels téléphoniques d'urgence, introduit progressivement depuis janvier dernier, était entré dans une phase décisive lundi. Normalement, la salle de contrôle centrale de Londres devait recevoir et traiter les appels d'urgence repus sur le «999», ceux-ci étant automatiquement dispersés, en l'espace de quelques secondes, sur les ambulances en service, les-

quelles devaient ensuite se rendre immédiatement sur les lieux. Plusieurs essais de «ravage» du système avaient eu lieu ces derniers mois, mais, lundi, l'ordinateur n'est «emballé». Résultat, l'attente des malades ou blessés s'est prolongée parfois pendant trois heures, plusieurs ambulances étant envoyées sur un même appel ou à une adresse erronée, d'autres appels étant «égares» par l'ordinateur. Les personnes en attente bloquaient, d'autre part, le central du «999».

Ce n'est qu'à l'issue d'un long délai que la direction de la salle de contrôle s'est résolue à «éteindre» l'ordinateur, et à rendre aux contrôleurs la maîtrise manuelle des opérations. A la chambre des Communes, où elle a été vivement prise à partie, mercredi 29 octobre, à propos de cette «débauche d'administration», M^{me} Bottomley a promis une enquête indépendante sur les causes de la faillite des services d'urgence et de cette panne d'un système dont le coût est estimé à 12,5 millions de francs.

LAURENT ZECCHINI

« Il n'y a pas de salut pour la France dans une politique de dévaluation » affirme M. Alain Juppé

M. Alain Juppé, ministre de l'Industrie, a déclaré, jeudi 29 octobre, à l'Assemblée nationale, que «la France ne peut pas se résoudre à une dévaluation de son franc, car cela entraînerait une perte de compétitivité et une dégradation de son niveau de vie».

Tout en recherchant la stabilité des prix

Le MRG précise son projet d'une «Nouvelle Alliance»

Le MRG, groupe de parlementaires de l'opposition, a annoncé, jeudi 29 octobre, qu'il envisageait de constituer une «Nouvelle Alliance» pour soutenir la candidature de M. Jacques Chirac à l'élection présidentielle de 1995.

Le MRG, qui regroupe des députés de l'opposition, a déclaré qu'il était prêt à soutenir M. Chirac, à condition qu'il accepte de constituer un gouvernement d'union nationale.

Le MRG a également déclaré qu'il était prêt à soutenir M. Chirac, à condition qu'il accepte de constituer un gouvernement d'union nationale.

Le MRG a également déclaré qu'il était prêt à soutenir M. Chirac, à condition qu'il accepte de constituer un gouvernement d'union nationale.

Le MRG a également déclaré qu'il était prêt à soutenir M. Chirac, à condition qu'il accepte de constituer un gouvernement d'union nationale.

Cinq mois

Suite de la première page

Et le mot «charter» revêtait inévitablement, sur toutes les lèvres après la lamentable équipée en autocar d'une partie des «événements» au sein d'un hôtel n'a voulu accueillir.

Dans les deux cas, l'opinion était majoritairement favorable à l'opération : en 1986, expulser les clandestins, en envoyant un «signal» à l'étranger, à tous les candidats potentiels à l'immigration illégale ; en 1992, supprimer un bidonville de toile en plein cœur de la métropole parisienne, où campaient depuis cinq mois des hommes, des femmes et des enfants. Mais, dans les deux cas, la manière d'agir des autorités provoqua les sarcasmes ou suscita l'indignation.

« Les fascistes de Rostock »

Le parallèle s'arrête là. En recevant, menottes aux poignets, 101 Maliens dans leur pays, Charles Pasqua ne se posait pas en assistant social, alors qu'à propos de Vincennes Rostock, secrétaire d'Etat à l'Intérieur, parle d'une «opération humanitaire». Il est clair que l'on ne pouvait laisser se perpétuer ce campement, surtout à l'approche de l'hiver. Mais le scandale est justement qu'il ait tenu cinq mois. Pendant tout ce temps, des collectivités locales et des administrations se sont renvoyé le dossier, dans une lamentable partie de ping-pong, tandis que s'agitaient des associations humanitaires impuissantes et que certains spécialistes de la manipulation jetaient de l'huile sur le feu. Vendredi matin, l'inévitable M^{me} Vergès s'est empressé, avec le soutien des nuances qui le caractérisent, de dénoncer «une rafle au fasciste» et d'évoquer «les fascistes de Rostock».

Naturellement, rien n'est simple dans cette affaire. Il faudrait distinguer entre les Maliens sans logis et ceux qui étaient mal logés. Reconnaître que certains des expulsés de Vincennes sont satisfaits d'être aujourd'hui au chaud, dans des bâtiments décentes, plutôt que sous des tentes. Mais savoir que d'autres s'étaient habitués à vivre de manière conviviale, soutenus par des militants associatifs ou politiques, dans une sorte de village reconstitué en plein Vin-

Il faudrait admettre qu'on n'aurait jamais toléré que deux cents familles françaises adoptent de tels moyens. Ou, en tout cas, qu'il n'y aurait peut-être pas eu la même solidarité — ou la même mauvaise conscience — en face d'une telle situation. Savoir qu'il n'est pas évident de reléguer en priorité des squatters, alors que 70 000 autres familles sont dans l'attente d'un appartement en Ile-de-France. Reconnaître enfin que c'est en partie dans un souci humanitaire que des mesures plus radicales n'ont pas été prises plus tôt à l'égard d'un campement illégal.

Faillite d'une politique

L'affaire des Maliens de Vincennes est le révélateur d'une double faillite. Faillite de la politique de logement, notamment en région parisienne. Et faillite d'une politique de l'immigration, malgré tous les efforts et tous les progrès accomplis depuis quelques années.

Qu'un pays aussi riche que la France drape l'impression de ne pouvoir offrir un toit à deux cents familles est consternant. Même pour les Maliens relégués, la question est loin d'être résolue, puisque beaucoup travaillent très loin de leur nouvelle affectation. On ne peut se contenter de déplacer les immigrés pour régler le problème de l'immigration. L'inégalité entre les communes est criante. On ne peut répéter à longueur d'année que la France est «contre les ghettos», qu'elle cherche à «intégrer des individus et non des communautés», sans obliger les communes à partager la charge des mal-logés et des immigrés.

L'affaire des Maliens de Vincennes pose évidemment tout le problème de l'immigration, qu'on s'évertue, ici ou là, à masquer ou à oublier. S'accrocher à la fiction de «frontières fermées» depuis 1974, alors que des immigrés entrent en France chaque jour, ne fait qu'enrichir l'opinion, qui voit «des Maliens partout». Ne vaudrait-il pas mieux entrevoir la porte officiellement, en fixant des règles d'admission, voire des quotas, pour empêcher les gens de rentrer par la fenêtre ? Sans cela, la politique d'intégration risque de ressembler de plus en plus à un tonneau des Danaïdes.

ROBERT SOLÉ

POINT / LES RISQUES DU PLUTONIUM

Un voyage très contesté

La longue attente du quai des Mielles

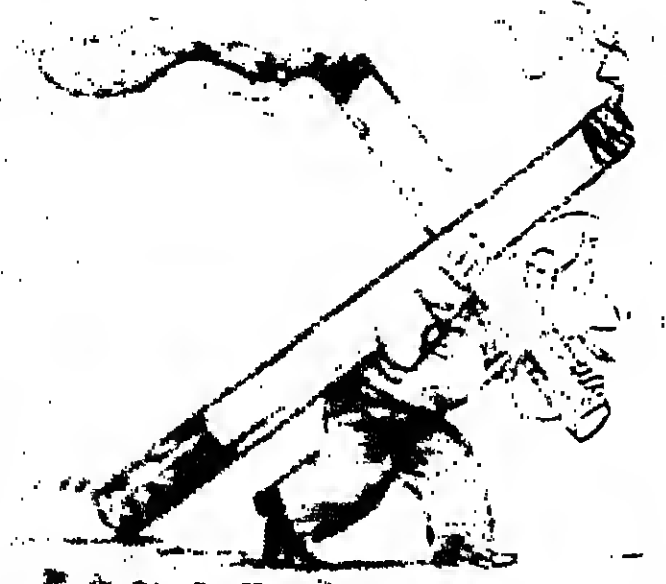
La mauvaise réputation

UNE HISTOIRE

Combustibles usés, déchets, plutonium... Le voyage du plutonium est un voyage très contesté. C'est la première fois, en effet, qu'un tel tonnage prend place à bord d'un cargo. Exception faite d'un an, en octobre 1984, de 251 kilos qui, à l'époque, avait mis une certaine animation dans le port de Cherbourg, les chargements, tant maritimes que routiers ou aériens, ne dépassaient pas, jusqu'à présent, les dizaines de kilos.

Fumez français

Cherbourg du non ou plutonium. A Nantes, sur un état, non loin du port pétrolier de Donges, les représentants des associations de défense de l'environnement donnent le ton devant le sister-ship de l'Atsuki-Maru qui doit charger à Cherbourg un cargo de 13 tonnes de plutonium à destination du Japon. «Nagasaki, quatre-vingt mille morts, c'est la première application industrielle du plutonium», dit l'écologiste. «C'est une contre-vérité scientifique», répond le député, vous trompez le peuple et faites des amalgames.



Certes, les transports routiers de petites quantités de cette matière sont monnaie courante en Europe. Chaque semaine, partent de l'usine de retraitement de la Hague (Manche) un ou deux camions porteurs d'une centaine de kilos de plutonium, destinés à l'industrie du combustible chargé de fabriquer à Hanau (Allemagne), Dessel (Belgique), Cadarache et d'autres lieux (France) un combustible mixte d'oxyde d'uranium et de plutonium destiné aux centrales nucléaires civiles.

D'autres demain sillonnent la Grande-Bretagne, à partir de l'usine de retraitement de Sellafield, à destination de quelques ports d'où ils traverseront la Manche pour le continent et le Japon. De même, des chargements plus discrets encore ont voyagé dans les soutes des avions lorsqu'il s'agissait d'apporter à pied d'œuvre des matériaux de têtes nucléaires de certains engins. Bref, le transport de plutonium se banalise. Souvent discrètement, sauf en de rares occasions où les quantités manipulées sont telles qu'une partie de l'opinion publique se mobilise.

Ce fut le cas, par exemple, en octobre 1984, lorsque le retour à destination du Japon de 251 kilos de plutonium produits par l'usine de la Hague déclencha de violentes manifestations qui obligèrent le cargo de transport à charger sous protection militaire et policière dans les docks de l'arsenal. Qu'en sera-t-il cette fois? Nul ne le sait. Mais les écologistes se préparent depuis des semaines.

Le tout est enfin glissé dans un

«FS-47», un emballage de transport de couleur jaune d'environ 2 mètres de haut pour un diamètre de 75 centimètres, pesant à vide 1 380 kilos. Ainsi est-il possible de transporter une dizaine de kilos de plutonium séparés de l'environnement par quatre barrières de protection métalliques. Une fois cette série d'opérations achevées, les FS-47 sont enfermés par groupe de dix dans une sorte de conteneur d'une vingtaine de tonnes.

Ces conteneurs ne sont pas des emballages comme les autres puisqu'ils sont capables, selon la Cegema, de résister, en cas de naufrage du cargo, à une immersion dans l'eau par 30 000 mètres de fond; soit à une profondeur très largement supérieure à celle des plus grandes fosses sous-marines comme celle des Marianes (11 000 mètres). En outre, ces emballages doivent pouvoir résister à un feu de 1 000 degrés pendant une heure et demie. Ces performances sont certes remarquables, mais certains sont émus du fait que, bien souvent, les incendies à bord des navires pouvaient se prolonger bien au-delà de ce délai.

Cette question est à ce point essentielle que l'Institut de protection et de sûreté nucléaire (IPSN) s'est vu confier par le gouvernement une sorte de contre-expertise pour évaluer les moyens de prévention et d'intervention dont dispose l'équipage pour faire face à tout risque de feu. L'évaluation de ces moyens a commencé au début de l'été. Une série de onze questions a été envoyée, le 19 octobre, au transporteur japonais Power Reactors and Nuclear Fuel Corporation (PRNC) pour préciser certains détails sur ces systèmes de sécurité (extincteurs à gaz carbonique, noyage de la cale sans que le bâtiment coule, etc.). Mais n'est-ce pas un peu tard?

20 milliards de francs de contrats

L'Atsuki-Maru n'est pas un bateau comme les autres. Ne transporte pas qu'une seule matière aussi sensible. Aussi s'est-on multiplié à bord de ce bâtiment d'origine britannique les aménagements spécifiques. Outre le doublement de certains équipements comme les machines, les gouvernails et la coque comme dans certains bris-glaces, le navire dispose de moyens de communication et de positionnement sophistiqués pour le suivre pas à pas le long des routes peu fréquentées qu'il empruntera en compagnie d'un navire d'escorte

Par boîtes de 3 kilos

Dans le port de Cherbourg, beaucoup reconnaissent cependant qu'il est difficile de mobiliser les Cherbourgeois sur le plutonium. Ils tiennent tout au nucléaire. A l'usine de retraitement de la Hague qui gère la Compagnie générale des matières nucléaires (Cogema) comme à l'arsenal qui a la charge de construire les sous-marins nucléaires français.

Malgré tout, on s'interroge sur les conditions dans lesquelles se se dérouler cette opération de retour de plutonium vers le Japon. Quelles mesures de sûreté sont prises, demandent-ils, concernant l'emballage de transport du plutonium? Quels contrôles les organisations internationales exercent-elles sur le suivi de cette matière? Quels accords gouvernementaux enfin garantissent l'utilisation pacifique de ce plutonium?

Pour la Cegema, le problème du conditionnement et de l'emballage de cette poudre d'oxyde de plutonium produit à la Hague est une affaire réglée. Cet oxyde, explique Jean-Louis Ricard, directeur de la branche retraitement de la Cegema, est conditionné dans des boîtes en acier inoxydable contenant chacune de l'ordre de 2 à 3 kilos de matière. Ces boîtes sont elles-mêmes placées par groupes de quatre dans un étui d'acier entièrement soudé, lui-même placé dans un conteneur rendu étanche au moyen d'un bouchon vissé.

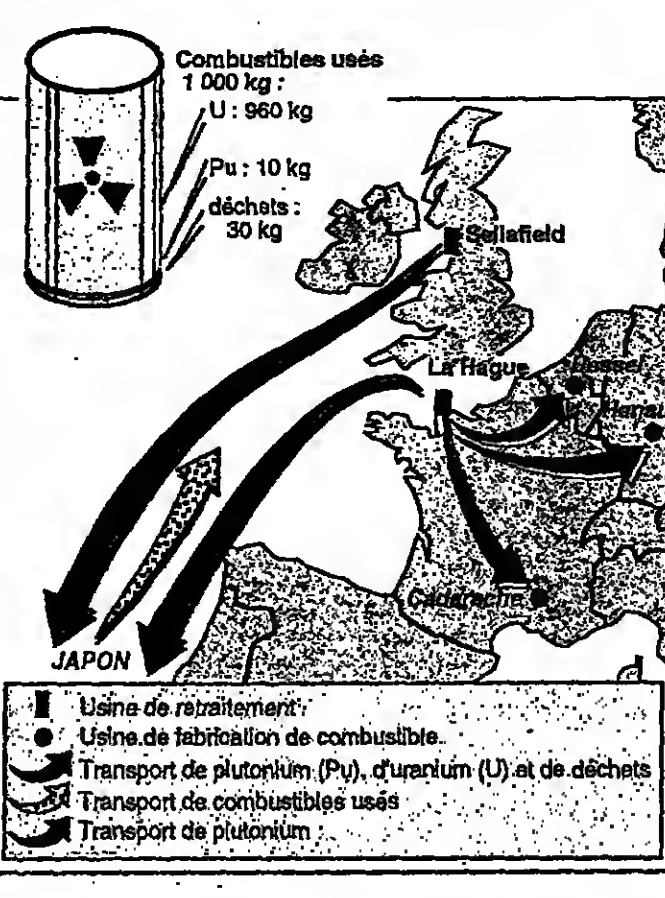
Le tout est enfin glissé dans un

L'Atsuki-Maru, le bateau nippon qui doit rapatrier une tonne et demie de plutonium vers le Japon, soulève un concert de protestations sur son passage. La raison de cette levée de bouilliers tient moins à la nature du produit qu'à la quantité transportée par-delà les mers. C'est la première fois, en effet, qu'un tel tonnage prend place à bord d'un cargo. Exception faite d'un an, en octobre 1984, de 251 kilos qui, à l'époque, avait mis une certaine animation dans le port de Cherbourg, les chargements, tant maritimes que routiers ou aériens, ne dépassaient pas, jusqu'à présent, les dizaines de kilos.

Pour protester contre l'ouverture de cette nouvelle route du plutonium, les associations de défense de l'environnement se sont mobilisées. Car ce transport n'est que le premier d'une longue série: d'ici la fin du siècle, ce sont une vingtaine de tonnes qui rejoindront par mer le Japon. Reste que, dans cette affaire, le plutonium, de sinistre réputation, apparaît comme un symbole. Symbole des armements nucléaires dans une période marquée par le désarmement. Symbole du produit radioactif le plus polluant quand Tchernobyl et ses environs ne savent comment lutter contre le césium. Symbole enfin d'une époque

aujourd'hui révolue qui, en période de tension sur le marché de l'uranium, justifiait le retraitement des combustibles irradiés et nous promettait un nouvel âge d'or énergétique avec le plutonium et les surgénérateurs.

Aujourd'hui le discours a changé et le plutonium extrait finit plutôt dans des réacteurs nucléaires classiques. Mais sa mauvaise image persiste. Au point qu'un transport maritime de plutonium fait beaucoup plus de bruit que les centaines de voyages déjà accomplis entre l'Europe et le Japon avec plusieurs milliers de tonnes de déchets hautement radioactifs à traiter.



spécialement armé pour dissuader d'éventuels pirates.

Mais bien d'autres moyens encore tenus secrets seront certainement mis en œuvre pour suivre cette cargaison sensible. Malgré toutes ces précautions, «la possibilité d'un naufrage a été envisagée», constate Jean-Louis Ricard, et un certain nombre de mesures ont été prises pour faire face à une telle situation. Ainsi, chacun des conteneurs abritant les FS-47 est équipé de sa propre ballise pour être rapidement repéré sous l'eau.

Au-delà, se pose la question de savoir qui contrôle le suivi et le devenir de ce plutonium issu du retraitement à la Hague de combustibles irradiés dans les centrales nucléaires japonaises. Une dizaine de compagnies d'électricité japonaises ont signé, voilà plus d'une quinzaine d'années, avec la Cegema, de juteux contrats (plus de 20 milliards de francs) pour le retraitement dans l'usine de la

Pluton était le dieu des enfers pour les Grecs, celui des morts pour les Romains. Fournissant le plutonium doit son nom à la dernière planète connue du système solaire, et non à ces redoutables divinités. Peine perdue car, bien des années après sa découverte, sa transmutation, découverte en février 1941 par l'Américain Glenn Seaborg et son équipe, a bien mauvaise réputation.

Il est vrai que les événements semblent s'être consociés pour lui donner cette image: explosion de la bombe de Nagasaki qui, le 9 août 1945, provoqua la mort de quelque 80 000 personnes; bombe perdue au-dessus de l'Espagne et du Groenland; naufrages de sous-marins atomiques lanceurs d'engins. Et surtout la révélation de l'affaire Silkwood, du nom de cette jeune laborantine qui, le 13 novembre 1974, mourut étrangement dans un accident de voiture, alors qu'elle allait transmettre à la presse des informations sur de graves atteintes à la sûreté nucléaire de la firme Kerr-McGee, l'une des trois compagnies américaines productrices de plutonium pour les militaires.

L'expertise révèle immédiatement que le corps de Karen Silkwood comme son appartement sont contaminés par du plutonium. Les opposants au nucléaire s'empressent aussitôt de ce terrible fait divers. D'autant que les enquêtes menées par la presse américaine montrent très vite que les accusations de Karen Silkwood sont loin d'être dénuées de fondement. Interrogés par le magazine Science, des responsables de la Commission américaine de l'énergie atomique (AEC) reconnaissent en effet, non sans réticences, que 45 incidents ayant affecté plus de 140 personnes se sont produits dans les trois firmes concurrentes.

«Un des toxiques les mieux connus»

Cette affaire Silkwood montre que, jusqu'au milieu des années 70, les précautions les plus élémentaires n'étaient pas toujours prises dans l'industrie nucléaire. Malgré cela, «aucun mort d'homme, aucun cancer humain ne peut être, à ce jour, attribué au plutonium», affirme le docteur Jacques Lafuma, de l'Institut de protection et de sûreté nucléaire (IPSN). On ne peut en dire autant de nombreux autres produits. Notamment du radium utilisé un temps à des fins thérapeutiques et responsable d'une bonne dizaine de décès.

Instruit, pour-être, par ce précédent, Glenn Seaborg, le découvreur du plutonium, s'est méfié. «C'est la raison pour laquelle le plutonium est aujourd'hui l'un des toxiques les plus étudiés et les mieux connus», souligne le docteur Lafuma. De là à négliger la toxicité radiologique du plutonium, il n'y a qu'un pas qu'il faut bien se garder de franchir.

Le risque associé à l'irradiation des tissus, que ce soit par des radio-éléments naturels ou artificiels, est l'augmentation de la probabilité d'induction de cancers. Dans le cas du plutonium, la contribution de l'irradiation externe à ce risque est négligeable, et seule est à prendre en compte l'irradiation interne.

En effet, le plutonium est un émetteur de particules alpha qu'une simple feuille de papier arrête. On pourrait donc presque le manipuler à mains nues, ce qui fut parfois fait dans les années 40.

Le risque dominant présenté par le plutonium n'étant pas celui dû à l'irradiation externe, reste celui généré par l'irradiation interne de certains tissus de l'organisme à la suite d'une incorporation de matière par voie respiratoire ou digestive. Contrairement à une idée très répandue, le plutonium, qui n'est

pas chimiquement toxique (au contraire de l'uranium), ne présente qu'une faible toxicité par voie digestive car il ne traverse pratiquement pas la paroi intestinale.

Le tube digestif n'en retient qu'une très faible partie: un cent millième à un dix millième de la quantité ingérée, affirme le docteur Lafuma. Bien que certains organismes marins comme les moules puissent présenter des teneurs trois cents fois supérieures à celle de l'eau où elles ont été pêchées, la contamination par la chaîne alimentaire apparaît donc beaucoup moins grave que celle par inhalation ou par blessure.

Le pommon, le foie et les os

L'effet des particules de plutonium peut, en effet, dans ces cas, être redoutable. Incrustées dans les poumons, les os ou le foie, leurs lieux de fixation de prédilection, ces poussières risquent alors, comme toutes les substances radioactives, par leur irradiation prolongée au niveau de la cellule, d'induire des cancers dans leur voisinage immédiat.

Peu solubles, les particules de plutonium restent dans les alvéoles pulmonaires, ou se fixent sur la protéine de transport du fer dans le sang, qui les dissémine ainsi dans tout l'organisme. Dix pour-cent du plutonium ayant atteint le sang est évacué par les urines dans les deux ans, mais la reste est retenu par le foie (40 %) et la squelette (50 %). En l'absence de tout traitement, il faut quarante ans au foie et cent ans aux os pour éliminer la moitié du dépôt.

Les toxicologues ont recours aux animaux (rats surtout, mais aussi chiens et singes) pour tenter de déterminer les seuils de toxicité de cette substance. La dose létale, c'est-à-dire celle à partir de laquelle 50 % de la population touchée meurt dans les trente jours, est de 1 à 1,38 milligramme de plutonium par kilo d'individu pour des rats à qui cet élément radioactif a été administré par voie intraveineuse. Ce type d'expériences a permis à la Commission internationale de protection radiologique (CIPR) de recommander le chiffre de 0,68 milligramme de gramme de plutonium comme quantité maximale admissible pour l'organisme humain entier (OMA).

Cette limite légale est-elle suffisamment basse? L'extrapolation de l'animal à l'homme est sujette à caution, et, pour beaucoup de substances radioactives, il est parfois difficile de répondre avec certitude à la question. Dans le cas du plutonium, on dispose cependant de quelques éléments pour se prononcer. Des travailleurs du nucléaire américain contaminés par des quantités notables de plutonium sont en effet suivis avec beaucoup d'attention. Parmi eux, vingt-sept ouvriers du centre de Los Alamos ont, lors de la fabrication des armes nucléaires, entre 1943 et 1945, inhalé plus de cinq cents fois l'équivalent de la quantité qui délivre la dose légale annuelle! Plus de quarante ans après, aucun n'a développé un cancer lié au plutonium, affirme le docteur Jean-Claude Nenot, de l'IPSN.

Cela n'est, bien entendu, pas une raison pour proposer un relâchement des seuils légaux. Mais c'en est une au contraire pour être encore plus vigilant, tant il est vrai que les activités nucléaires se doivent d'être aussi transparentes que possible. En particulier dans le domaine sanitaire, qu'il s'agisse de servir d'exemple à d'autres activités industrielles critiques quant aux précautions qu'elles prennent en matière de sûreté.

Dossier réalisé par JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU et JEAN-PAUL DUFOUR

553 من راصح

nde • Samedi 31 octobre 1992 •

CULTURE

THÉÂTRE

Le cabaret des dictatures

La grande cavalcade, en plein humour macabre, de Ionesco et Lavelli

MACHETT

ou Théâtre de la Colline

Le plateau est vide, entouré de boiseries. On y rencontre Machett, Duncan, les sœurs-folles-de-Chaillot qui se balancent dans les airs au bout d'une courroie, Banco et quelques autres, échevillés, gens du peuple, soldats cultivant leur muscles et se trahissant à qui mieux-mieux, tous affamés de pouvoir... C'est en 1972 que Ionesco, plein d'une joie maligne, a écrit son *Machett*, furieuse attaque contre les dictatures et le culte de la personnalité.

En vingt ans, la situation ne s'est pas améliorée, mais a changé. Le nombre de dictateurs a diminué, sans que pour autant, dans le monde, la dictature s'atténue. Le pessimisme de Ionesco doit s'en réjouir, mais la pièce demeure-t-elle nécessaire? Certes, oui, pour Jorge Lavelli, puisqu'il a décidé de la mettre en scène et d'inaugurer ainsi dans la grande salle, une saison consacrée, et sans complaisance, aux totalitarismes, à toutes sortes de fascismes.

Il a passablement allégé le texte de sa rhétorique, mais en a gardé l'architecture, construction d'actes maléfiques qui poussent les personnages dans une fuite en avant meurtrière et grotesque. Ionesco logne du côté de Jerry et de son *Ubu*, jette dans l'aventure des personnages guignolesques, des pantins plus cruels, égoïstes, lâches, plus atroces que les autres, usurpateurs hypocrites dissimulant leur avidité derrière la langue de bois de toutes les démagogies populistes. C'est ce que retient Lavelli, c'est le point de départ



Michel Aumont dans le rôle de Machett.

d'une grande farce mordante proche de l'esprit cabaret, cavalcade échevillée de comédiens toujours au point extrême de tension. Le spectacle prend alors des allures de jeu enfantin et joyeux, presque un jeu de rôle, presque un jeu de rôle. Manière, en tout cas, de faire passer ce que la satire peut avoir de simplificateur.

Dans cet esprit cabaret, dans cette cavalcade, dans ce ballet de

portées qui s'ouvrent, se ferment, tournent en tambour, crachent des gens incongrus, on s'attend que tout le monde se cogne et se marche dessus. Une bousculade qu'interdisent les dimensions du plateau. Voilà pourquoi, sans doute, Lavelli a préféré délibérément jouer sur le vide, manipuler des personnages désemparés par l'espace à traverser, les lancer à l'aveuglette. Il sont dix comédiens.

A l'exception de Michel Aumont (Machett) et de Jean-Claude Fay (le roi Duncan), tous tiennent plusieurs rôles et visiblement s'en amusent.

Mais si le vide de l'espace renforce la sensation de danger, de dérapage dans l'insolable férocité humaine, il est impitoyable pour les moments creux de la pièce - et il en reste quelques-uns - car il provoque des baisses de rythme,

bourgeoisement trop peu nombreuses pour faire longtemps languir le spectateur, vite ramené dans la frénésie destructrice et les gags. On coupe les têtes, on transporte les cadavres dans des caddies, on les jette dans des cercueils noirs à roulettes, on traîne à toute allure le tronc tant convoité, on s'arrache la couronne...

Les comédiens sont formidables : Gérard Larigau, Gilles Gaston-Dreyfus, Maria Verdi, et Jean-Claude Fay, Michel Aumont rajoutent, qui parvient à apporter une sorte d'ambiguïté, en tout cas de densité, à son personnage de balourd gros malin, Isabel Karajan, très vamp de bande dessinée pour adultes, Sylvain Thirolle mimant à lui seul, acrobate clownesque, une bataille sanglante. Acrobates, ils le sont tous, tous soumis à une chorégraphie militaire. En même temps, ils dégagent une énergie, soudain traversée de fragile poésie - passages de Claude Auzore, chiffonnier de la mort, et qui clôt le spectacle tandis que le nouveau roi, plus abominable encore que ses prédécesseurs, Xavier Percy, crâne rasé, chair rose, impressionnant bébé tueur, avec des gestes de Terminator déréglé, dévide la litanie des horreurs qu'il se propose.

Humour sauvage plus belles images nostalgiques, ce n'est pas inattendu de la part de Lavelli, frère de Ionesco par ses fascinations funèbres et sa façon de s'enrouler autour de la peur.

COLETTE GODARD

► Du mardi au samedi à 20 h 30. Dimanche à 15 h 30. Jusqu'au 11 décembre. Tél.: 43-66-43-60.

MUSIQUES

Angélique n'a pas froid aux yeux

La vitalité rayonnante d'une chanteuse afro-européenne

ANGÉLIQUE KIDJO d'Olympia

Voilà un peu plus d'un an, Angélique était en studio. Mango, le label world-music d'Island, lui donnait sa chance de partir à l'assaut des hits européens. Avec un producteur américain-cubain (Joe Gallo, veau du Miami Sound Machine), des botes de passage (Ray Lema, Brandford Marsalis), la chanteuse béninoise, en ce début d'été 1991, mijotait aux studios du boulevard Davout une cuisine aux saveurs superposées. De l'Afrique déliée, qu'elle chante en langue fon, en ioruba ou en dioula; du métissage épique appris en Hollande aux côtés de Jasper Van't Hof et du groupe de jazz-fusion Pili-Pili; du neri, du swing, de l'entêtement acquis contre Ouidah (sa ville de naissance), où elle fit ses débuts aux côtés de ses frères, dignes représentants de la vague yé-yé, et la jungle parisienne qu'elle préféra à une carrière précoce d'artiste officielle du gouvernement béninois. Logiquement, la recette d'Angélique devait prendre.

Encore fallait-il dépasser certaines barrières mises en place par le système de pensée français. Pour entrer dans la cour des grands, Angélique Kidjo et son *Logozo*, l'album alors en gestation, ont dû emprunter un couloir étroit : d'un côté, les préjugés qui écartent encore les artistes d'origine africaine des émissions «grand public», de l'autre, l'idée solidement ancrée chez les tenants des musiques du Sud que l'acoustique sur les rives de la FM et de la dance-music équivalait à une perdition définitive.

Mais Angélique, qui a la langue bien pendue, s'insurge. «Je n'écoute pas la FM, mais je suis ravie de passer sur la FM. Pour une fois qu'il n'y a pas que de la soupe américaine, il y a encore des gens qui considèrent qu'un Africain ou un Arabe qui joue la carte de la promo, qui a un clip, etc., c'est vraiment trop. A ceux-là, je demande : Savez-vous ce qui se pratique aujourd'hui chez moi, au Bénin?» De la musique traditionnelle? Peut-être. Mais surtout, «il y a toutes ces musiques avec lesquelles nous avons grandi : les Beatles, Johnny Hallyday, James Brown, Dalida. Nous avons été colonisés par les Occidentaux, qui nous ont imposés des décennies sans qu'on ne dise rien, et quand les Africains font des emprunts à l'Occident, on dit qu'ils dénaturent leur musique!»

Les piliers de la tradition

Depuis neuf ans en France, Kidjo s'empare, Kidjo s'amuse. *Logozo*, album musclé, synthétique, recherché et plein de vie, qui sert d'appui à la tournée trans-océane qu'elle est en passe de terminer (du Japon à l'Australie en passant par les Etats-Unis), vient d'être nommé aux New Music Awards américains dans trois catégories (nouvel album, artiste solo, album world-music de l'année) et de recevoir des Octaves à Montréal. «C'est une progression formidable. J'ai eu de nombreux sujets de satisfaction, dont la dernière, en septembre, est d'avoir participé au «To Night Show» (la très populaire émission du musicien de jazz noir américain Branford Marsalis, à Los Angeles). C'est la première fois qu'un artiste africain y mettait les pieds.»

Victoire. Angélique, petite femme énergique aux cheveux rasés, rayonne mais combat. Ses chansons, qu'elle écrit avec la complicité de Jean Hébrail, son bassiste et compagnon des premiers jours, plongent dans les ténements du monde civilisé, de la guerre du Golfe à la prostitution des enfants en Thaïlande. («Quand c'est dur et dégoûtant, je chante en fon. C'est une langue dure, bien adaptée au propos.») Mais il y a aussi les piliers de la tradition : un chant à capella distillé par les mères dioula quand leurs fils partaient à la guerre, le superbe *Malafika*, immortalisé en d'autres temps par Myriam Makeba («Mon idole»).

Pour sa deuxième grande scène parisienne (après la Cigale, l'hiver dernier), Angélique Kidjo a soigné les percussions (le Sénégalais David Fall à la batterie, Jaco Largent, transféré du groupe Sixun, et Moussa Cissoko aux congas, djembé et talking-drums). «J'ai toujours voulu mettre l'accent sur les percussions, mais je n'avais pas de sous.» Rires encore. Progress toujours. Chaque nouveau spectacle est un pas en avant, la voix monte, l'aisance gagne. Avec six musiciens en forme, Angélique entend, à l'Olympia, poursuivre le dialogue Nord-Sud à sa manière, chaleureuse et avérée.

MÉRONIQUE MORTAIGNE
► Le 31 octobre à 21 heures. Tél.: 47-42-25-49.

DANSE

Mort du chorégraphe Kenneth MacMillan

Sir Kenneth MacMillan, ancien directeur du Royal Ballet de Londres, est mort jeudi soir à Covent Garden lors de la représentation d'une de ses œuvres, annoncée vendredi à la BBC. Il était âgé de soixante-deux ans.

Sir Kenneth, principal chorégraphe du Royal Ballet, assistait à la reprise de son ballet *Mayerling*, écrit en 1978. Un porte-parole du Royal Opera House a indiqué que Sir Kenneth s'est senti mal lors du premier acte, avant de s'écrouler dans les coulisses au troisième et dernier acte, apparemment victime d'un arrêt cardiaque.

Le directeur du Royal Opera House, Jeremy Isaacs, a annoncé la nouvelle de sa mort à la fin de la représentation, à laquelle assistaient sa femme, lady Deborah, et le directeur du Royal Ballet, Anthony Dowell.

Sir Kenneth, qui s'est vu décerner de nombreuses récompenses pour ses chorégraphies, a composé une trentaine de ballets, dont *Romeo et Juliette*, créé par Rudolf Noureiev et Margot Fonteyn en 1965, et *Manon* en 1974. Il occupait le poste de principal chorégraphe du Royal Ballet de Londres depuis 1977 après l'avoir dirigé pendant sept ans. Il avait été directeur du ballet de l'Opéra de Berlin de 1966 à 1970, et conseiller artistique de l'American Ballet Theatre de New-York. (AFP, Reuters.)

CINÉMA

Privés de désert

ISABELLE EBERHARDT de Jan Pringle

Le fait que ce film soit une coproduction franco-australienne parlant anglais ne constitue ni une excuse ni une explication. Il se reste qu'à constater : cette reconstruction des dernières années (1899-1904) de la courte vie féminine de la poétesse rebelle Isabelle Eberhardt, qui fut attirée par l'Afrique comme la phalène par la lumière, se résume à une suite de mornes saynètes balançant entre l'ennui et le ridicule.

On passe de Genève à Marseille et d'Alger au Maroc. Des petits cartons, comme dans le cinéma muet, nous indiquent opportunément ces changements de localisation, difficiles à appréhender par ailleurs. C'est sec comme le désert, c'est vide comme le désert, mais ça n'est pas le désert, plutôt un bac à sable de square. L'interprétation est à l'avantgarde. Tcheky Karyo n'a rien à faire mais le fait comme à son habitude avec une énorme conscience professionnelle. Quant à Mathilda May, sa vraie beauté insultée par une prise de vues sadique, elle est transformée en raisonneuse ronchonne, tenant tête toute seule à l'armée française, composée de lâches crétins et de brutes tortionnaires.

De ce désastre surnage, au second degré, d'une troublante séduction parcheminoïde, tel une réincarnation fantomatique de Lawrence d'Arabie, l'œil plus bleu que nos souvenirs, Peter O'Toole dans le rôle de... Vous ne devinez jamais : dans le rôle du colonel Lyautey.

D. H.

Lifting inutile

L'INCONNU DANS LA MAISON de Georges Lauer

Il paraît que ce n'est pas un remake des *Inconnus dans la maison*, célèbre film de 1941, écrit par Henri-Georges Clouzot et réalisé par Henri-Georges Clouzot, d'après un roman de Simon, mais une nouvelle adaptation du livre.

La subtilité de la distinction échappe. De toute façon, la cure de jouvence que l'on a voulu infliger à cette chronique de meurtres et au rapatriement à notre époque est une catastrophe. Les équivalences contemporaines tournent au mélodrame moralisateur sans être définies tant la mise en scène est - pour rester poli - médiocre. Au bout de cinq minutes, le lifting craque de toutes parts, et il faut de l'héroïsme pour attendre la fin de cette débâcle de la chair, de la vie, du sujet et des personnages. C'est comme si l'on découvrait le néant après avoir enlevé un masque.

Jean-Paul Belmondo, qui avait su si bien vieillir dans *L'Inferno* d'un enfant gâté de Lelouch, s'en tire tout juste. Mais l'associé aujourd'hui à Lauer, cinéaste qui semble à bout de souffle, c'est atteler un cheval de course à une charrette.

J. S.

Vaines vignettes

LE VOYAGE ÉTRANGER de Serge Roulet

Pourquoi? La question court tout le long des deux heures de projection. Pourquoi Serge Roulet n'a-t-il eu envie de raconter cette histoire d'un jeune obole du dixième siècle en rupture de ban, assoiffé d'une purée dont il trouvera la voie au fond d'un cachot maure et qui fera de lui saint Alexis? Jamais cette parabole soignée, mélange de stylisation et de reconstitution, panachage d'Histoire et de légende, ne franchit la frontière de l'écran. On devine une envie de *Thérèse* dans ce dispositif saute-siècle, mais ce n'est qu'une nostalgie.

La mise en scène fait appel à un procédé souvent en usage pour les films médiocres, celui de la vignette. Il y a, pour Alain Cuny en donnant une belle illustration avec *L'annonce faite à Marie*, plus récemment (sur nos écrans) Montero en détournant génialement les règles dans *Silvestre*. Ici, l'histoire volontaire ne trouve aucune vibration intérieure, ni aucun frémissement dans l'enchaînement des plans, tandis que le personnage principal, Mathias Mégar (Alexis Leger), ne semble ni un homme de jadis ni un homme d'aujourd'hui, seulement - est-ce la justification du titre? - un voyageur égaré dans un désert de réel.

J.-M. F.

Eloge du crétinisme

WAYNE'S WORLD de Penelope Spheeris

L'état-civil leur donne une vingtaine d'années, leur âge mental tourne autour de treize ans (un peu moins quand il s'agit de sexe), ils sont interprétés par des acteurs qui ont vu passer la trentaine depuis un moment. Wayne Campbell (Mike Myers) et Garth Algar (Dana Carvey), fans de hard rock, sans emploi, sont les héros de leur paté de maisons, à Aurora (Illinois), banlieue de Chicago. Depuis la cave de la résidence Campbell (ils habitent chez leurs parents), ils réalisent «Wayne's World», une émission de télévision diffusée en public access sur le réseau câblé. Leur panthéon musical fait la part belle aux rockers glamour des années 70. Queen, Alice Cooper. Sweet, c'est-à-dire à ce que le rock a produit de plus imbécile. Benjamin Oliver (Rob Lowe), jeune dirigeant d'une chaîne commerciale, les remarque et entreprend d'en faire des vedettes.

La suite des aventures de Wayne et Garth tiendrait sur le papier d'emballage d'un cheeseburger. Tout le monde, réalisateur, scénariste, acteurs, co est parfaitement conscient, cette incohérence devient le sujet du film. *Wayne's World* est inspiré d'une série de sketches interprétés par Myers et Carvey dans l'émission «Saturday Night Live», sur NBC. Myers passe son temps à commenter le film, face à la caméra, comme un journaliste sportif. Quand on revient à ce qui tient lieu de frame, les deux comiques jouent encore plus mal que leur tempérament ne les y porte. La cinéaste (qui a par le passé réalisé deux documentaires sur le heavy metal), filme sale, sans autre prétention esthétique que la banalité.

Aux Etats-Unis, ce film bon marché est, pour l'instant, le plus gros succès commercial de l'année. Son comique de reconnaissance (jeux de mots, parodies de publicités, de clips, faits pour flatter les jeunes geeks blancs, banlieusards, fans de heavy metal), extraordinairement répétitif, devrait échapper pour une bonne part aux homologues français de Wayne et Garth, même si la version française est due aux Nuls Chabat et Farugio.

Mais on entrevoit un autre *Wayne's World*, un univers impitoyable, filmé avec cruauté, sinistre d'un malaise trop persistant pour être involontaire. Il y a cinq ans, Penelope Spheeris avait réalisé *The Boys Next Door*. L'histoire de deux adolescents immatures qui, à force de s'ennuyer dans leur banlieue américaine, se faisaient tuteurs. Wayne et Garth, demeurés inoffensifs, sont les cousins de ces gamins psychotiques.

THOMAS SOTINEL

Perdu

OLIVIER OLIVIER de Agnieszka Holland

C'est un petit garçon parti à travers la campagne française donner à manger à sa mère-grand et qui a disparu. D'où grande crise du couple (qui avait déjà des propensions à la chose) et explosion de la cellule familiale. Puis, six ans plus tard, la découverte par un fils secourable d'un adolescent vagabond, que tout le monde soupçonnerait d'être le fugueur, sauf sa grande sœur putative, qui a des doutes - et des pulsions, ne va quand même pas faire un film sans scène de lit. C'est passé du *Petit Chaperon rouge* au *Retour de Martin Guerre* version fait divers contemporain, avec une brève interruption de *Thérèse*, sans réellement changer de registre.

Ce sont trois bons comédiens (Brigitte Roüan, François Cluzet, Jean-François Cluzet) pris dans les glaces d'une histoire de commedia, placés au sol par des dialogues décousus suivant le pointillé dans le symbolisme pur saint-doux, empâtés dans les manipulations d'une mise en scène attrape-émotion qui jamais n'arrache un battant de cœur. C'est le «reality show» (cartoon au début du film : les personnages sont inventés mais les faits sont authentiques) qui joue au film de cinéma, et s'achève de façon très sympathique : c'était l'histoire du coin, le prolo, le pélo qui avait fait tout le mal.

J.-M. F.

► Quarante ans de «positivisme». - L'Institut Lumière de Lyon fête les quarante ans de la revue *Positif* avec une programmation prestigieuse et éclectique, allant de *Mourir dans un jardin anglais*, de Peter Greenaway, aux *Sept Samouraïs*, de Kurosawa, en passant par les classiques (*Le Cadavre Potentille*, d'Eisenstein, *L'Atlante*, de Jean Vigo), les «surprises de la Cinéma-thèque» (*Plus fort que le diable*, de John Huston, *Portrait d'une enfant déçue*, de Jerry Schatzberg) et une rencontre-débat sur l'état de la production.

► Jusqu'au 22 novembre à l'Institut Lumière, 25, rue du Premier-Film à Lyon. Tél.: 78-00-86-68.

► Art et Essai pour les 6-13 ans. - Créé en 1991, ce festival destiné à éveiller les regards du jeune public propose une compétition de productions cinématographiques inédites en France dont *La Deuda*, de l'argentin Pereira. *Lenine, le bon Dieu et moi*, de Schmidt, une sélection de films et de documentaires tels que les «rins et sources» d'Yves Robert (*La Guerre des boutons*, *Alexandre le bienheureux*) et trois courts métrages inédits d'Abbas Kiarostami.

► Du 2 au 11 novembre au théâtre Pandora d'Aubervilliers. Tél.: 48-33-16-16.

ARTS

La peinture

PIERRE SOLLADES

ASSAL

L'IMMOBILIER

ASSAL

ASSAL

ASSAL

ASSAL

ASSAL

ASSAL

ASSAL

ASSAL

ASSAL

ASSAL

ASSAL

ASSAL

ASSAL

ASSAL

ASSAL

ASSAL

ASSAL

ASSAL

ASSAL

ASSAL

ASSAL

هكذا من راصل

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS



BARCLAYS

Rien de tel qu'une nouvelle réglementation pour nous inciter à concevoir un produit plus intéressant encore.



RÉVÉLATION À LA PRESSE LE 2 NOVEMBRE

BILLET

La dernière chance des dockers

Marseille est sans conteste, par son tonnage et sa longue histoire, le principal port de France, mais c'est aussi le plus inorgueilleux.

Alors que, dans le quasi-totalité des ports - depuis qu'en novembre 1991 M. Edith Cresson et M. Jean Yves Le Drian ont décidé de supprimer la loi de 1947, - les entreprises de manutention et les syndicats locaux de dockers sont parvenus à s'entendre, Marseille fait cavalier seul. Les réunions partielles se suivent mais échouent toujours sur le nombre d'ouvriers qui, à l'avenir, seront mensualisés ou garderont le statut d'intermittents, aussi bien sur les quais de Fos pour les trafics industriels qu'à la Joliette pour débiter les fruits ou s'occuper des car-fenies de Corse. Le 23 octobre, le port était encore paralysé par une grève, qui a donné lieu à une vive polémique avec le toujours puissante fédération CGT des ports et docks, à propos des retards dans l'expédition de riz vers le Somalie.

Le secrétaire d'Etat à la mer, M. Charles Josselin, a mis les points sur les « i ». Dans les ports où aucun accord ne serait intervenu le 31 octobre, le plan social gouvernemental pour favoriser le départ des dockers en surnombre sera considéré comme caduc. Et cette fois-ci, il n'est pas question de repousser encore le délai ultime qui avait été fixé au 15 juillet. A Sète, l'un des rares ports où travaillent des dockers FO, un accord a été trouvé le 27 octobre. A Bordeaux, sur 280 ouvriers, 180 vont quitter la profession dans des conditions avantageuses puisque l'« ardoise » des indemnités s'élèvera à quelque 110 millions de francs. Alors que Cherbourg, Nantes ou Dunkerque peuvent être considérés comme des « ports modèles » où les accords entérinés depuis longtemps permettent déjà la reconquête de certains trafics de marchandises, les négociations finales n'étaient toujours pas closes le 30 octobre au Havre, à La Rochelle, à Saint-Nazaire. Quant à Saint-Malo, il s'agit du point le plus dur de tout le littoral. Suivi sans hésitation par ses troupes, le leader local des dockers a dit « non, non et non ».

Pendant que tous les regards se tournent vers Marseille, le gouvernement fait ses comptes. Les plans sociaux coûteront 100 millions de francs au ministère du travail et 250 au secrétariat d'Etat à la mer. Les dégâts causés à l'économie portuaire par plus d'un an de conflit, eux, seront presque dix fois supérieurs...

FRANÇOIS GROSCHARD

La hausse des prix a été limitée à 0,1 % en septembre

Si le mois de septembre n'a pas été particulièrement favorable pour l'économie française, secouée par la tempête au sein du Système monétaire européen, les prix de détail sont pour leur part restés très sages, ils ont progressé de 0,1 % seulement, tout comme en août, a confirmé l'INSEE jeudi 29 octobre.

La hausse des prix s'établit donc à 1,8 % depuis le début de l'année et à 2,6 % en glissement annuel (septembre 1992 comparé à septembre 1991). La plupart des prix alimentaires ont de nouveau fléchi en septembre, de 0,1 % en moyenne (après - 0,2 % en août), la diminution atteignant 2,1 % pour les fruits. La viande de boucherie et, parmi les produits manufacturés, les articles textiles, de même que certains services (notamment liés à la rentrée scolaire), s'inscrivent au contraire en hausse, en raison de phénomènes saisonniers, souligne l'INSEE. En septembre, la baisse du prix des produits pétroliers s'est poursuivie, atteignant 1 % contre 0,6 % en août.

Seule entreprise publique - avec Renault - à afficher une progression de ses résultats au premier semestre, Rhône-Poulenc était un candidat naturel à une « privatisation partielle » décidée par l'Etat (le Monde du 30 octobre). Mais en choisissant d'en conserver le contrôle par le biais d'institutions publiques, le premier ministre et son ministre des finances, MM. Pierre Bérégovoy et Michel Sapin, ont rendu l'exercice plus difficile.

Trois milliards de francs selon le ministère des finances, quatre milliards selon celui de l'industrie... C'est le gain que l'Etat escompte de la vente, d'ici 1993, d'un moins six millions d'actions Rhône-Poulenc. Un gain modeste, légèrement supérieur au produit des récentes privatisations partielles du Crédit local de France ou d'Elf-Aquitaine, mais très éloigné des huit à neuf milliards récoltés lors de la cession de 19 % de Total. Un gain modeste, sans rapport avec le déficit budgétaire qui avoisinera, fin décembre, les 180 milliards de francs, et dépassera, à la fin de l'année prochaine, 165 milliards.

Mais, pour boucler ses fins de mois et s'acquitter des dotations nécessaires aux entreprises publiques, l'Etat n'avait guère le choix. A conjoncture déprimée, bénéfices comprimés, privatiser banques ou assurances? Impossible, alors que leurs actifs immobiliers fondent comme neige au soleil, et que le

plus beau « joyau » des nationalisés, l'UAP, vient d'annoncer une baisse de 59 % de son résultat semestriel (le Monde du 30 octobre). Privatiser Usinor-Saci ou encore Pechiney? Inconcevable, à l'heure où les marchés de l'acier ou de l'aluminium sont au plus bas. Privatiser Renault? Le ministre de l'Industrie, M. Dominique Strauss-Kahn, y serait personnellement plutôt favorable, mais Matignon ne se sent pas d'attaque pour aller défendre à l'Assemblée nationale le projet de loi rendu nécessaire par le statut particulier de l'ex-égé, Rhône-Poulenc, revanche, peut jouer sans drama les premières de la classe. A la différence de l'informatic de Bull ou de l'électronique de Thomson, la chimie et la pharmacie ne sont plus considérées comme des activités « stratégiques ».

Le dogme du « ni-ni »

Depuis les nationalisations et la politique industrielle dirigée de 1982, la pratique gouvernementale - et même le discours des économistes - a profondément évolué et autorise désormais nombre d'accommodements (le Monde du 22 octobre). Rhône-Poulenc était de ces sociétés en crise complète en 1981. Il était légitime que l'Etat rachète, la restructure et la redresse. Aujourd'hui, son appartenance au secteur public n'a plus de raison d'être, confie en privé un haut fonctionnaire socialiste.

Officiellement, le premier ministre, M. Pierre Bérégovoy, se garde bien d'aller aussi loin, faisant répo-

ter par ses services « qu'il ne s'agit pas d'une privatisation partielle mais d'une simple cession d'actifs publics ». Toujours en vigueur, le dogme du « ni-ni » présidential (ni privatisation, ni nationalisation) se retrouve dans le montage de l'opération. Certes, la vente d'au moins six millions d'actions et la possibilité offerte aux dirigeants de transformer 11,7 millions de certificats d'investissements prioritaires (CIP) en actions ordinaires, devrait faire passer la part de l'Etat de 56,9 % à moins de 45 % du capital. Mais la puissance publique demeurera en tout état de cause majoritaire par le biais des banques et des compagnies d'assurance nationalisées qui détiennent au total 20,8 % du capital (le Monde du 30 octobre).

Difficile, aujourd'hui, de savoir quel sera l'accueil réservé par le marché à cette opération menée en solitaire par le tandem Bérégovoy-Sapin. Les premières réactions sont prudentes (voir ci-dessous), chacun cherchant à deviner si la promesse est aussi séduisante que le dit le gouvernement. Renault excepté, Rhône-Poulenc est de tous les nationalisés le seul groupe industriel à avoir connu, au premier semestre, une amélioration de ses résultats nets consolidés (paris du groupe). Ses 1,24 milliard de francs de bénéfices le laissent loin derrière le constructeur automobile (5,5 milliards), mais sa progression (+64,9 %) est l'une des plus fortes.

En 1991, déjà, avait M. Xavier Debruyne de la société de Bourse Dupont-Denat, Rhône-Poulenc avait enregistré des performances supérieures aux prévisions « malgré

une conjoncture peu favorable (...). Les principaux groupes américains du secteur chimie ont vu leurs bénéfices chuter globalement de 26,5 %, dont 39,3 % pour Du Pont de Nemours et 32 % pour Dow Chemical ». Ces résultats, Rhône-Poulenc les doit pour beaucoup à sa diversification réussie dans la pharmacie avec l'acquisition, en 1990, de l'américain Rorer pour 1,7 milliard de dollars : l'an dernier, sa branche « santé » a dégagé les deux tiers de son résultat opérationnel. Sans prétendre encore rivaliser avec les groupes allemands, le français a forcé les portes du club des grands chimistes mondiaux.

Un endettement décrié

Voilà pour les points forts. Restent les fragilités que la désignation de son PDG, M. Jean-René Fourtout, comme « manager de l'année » par le magazine le Nouvel Economiste, ne doit pas occulter. Il y a, d'abord, les difficultés de Rhodia, la filiale brésilienne, victime des incertitudes économiques et politiques du pays du président Collor. Il y a, ensuite, les turbulences traversées par la branche « agrochimie » avec la réforme de la politique agricole et la mise en jachère de 15 % des surfaces cultivées de la Communauté européenne. Il y a, enfin - et surtout - l'endettement.

Les multiples acquisitions réalisées ces dernières années - 40 milliards de francs au total - lui ont permis de se hisser, en cinq ans, du douzième au septième rang mondial. Mais elles « ont été faites en

haut de cycle et à prix élevés, note M. B. de la Rochebrochard de la société NMB Bourse SA. Malgré l'amélioration du résultat opérationnel de près de 40 % en 1991, il faut constater que la situation financière handicapait encore considérablement l'évolution du résultat net ». Pour se désendetter, Rhône-Poulenc s'est engagé dans un programme de cessions d'actifs, à hauteur de 4 à 5 milliards de francs sur deux ans. Un programme en bonne voie, malgré la conjoncture défavorable.

« J'ai une grande confiance dans la bonne tenue du groupe pour les deux ou trois années qui viennent, assure M. Debruyne. Mais il n'est pas possible, aujourd'hui, de se prononcer sur l'intérêt de l'opération pour le grand public. On ne connaît ni le prix proposé par l'Etat, ni le calendrier ». Le prix? La Commission d'évaluation du secteur public doit rendre son avis. Le calendrier? Matignon et Bercy assurent que ce sera « avant la fin de l'année ». Mais la plus grosse incertitude porte sur le comportement des acteurs détenteurs de certificats d'investissements prioritaires (CIP) et de titres participatifs. Aujourd'hui, ces investisseurs bénéficient d'une rémunération d'autant plus attractive qu'elle compense l'absence du droit de vote habituellement attaché à la possession d'une action. Y renonceraient-ils pour un droit de vote limité par le maintien d'un bloc public majoritaire?

PIERRE-ANGEL GAY et CAROLINE MONNOT

Redistribution ou... redéfinition

par Michel Noblecourt

M. PIERRE BÉRÉGOVOY a réussi, en un jour, jeudi 29 octobre, en faisant énoncer par son ministre de l'économie, M. Michel Sapin, une privatisation partielle de Rhône-Poulenc, un des fleurons du secteur public. Alors que la conjoncture économique est morose, le marché financier tourmenté, le pari du pouvoir au plus bas, il a pris de court l'établissement économique, le jour même où il était invité à célébrer en M. Jean-René Fourtout, nommé par la droite en 1988 et reconduit par la gauche en 1992 à la tête de Rhône-Poulenc, le « manager de l'année ». Mais, comme surpris par leur hardiesse, les pouvoirs publics se sont efforcés de remettre vite les pendules à l'heure : si l'Etat, qui détenait 56,9 % du capital, ne sera plus majoritaire, le secteur public, lui, restera grâce aux actions détenues par les AGF et le Crédit lyonnais.

Coup d'épée dans l'eau? L'opération semble avoir été préparée dans le plus grand secret. Elle a donné lieu à des débats serrés au sein du gouvernement, notamment avec M. Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'Industrie, curieusement lassé à l'écrit de l'annonce médiatique de la privatisation partielle. L'Élysée avait apparemment préféré que cette décision intervienne plus près des prochaines élections législatives... Le débat sur la survie du dogme du « ni-ni » (ni nationalisation ni privatisation) est en effet relancé au moment où l'opposition peaufine son programme de privatisations totales.

Ce dogme, défini par M. François Mitterrand en 1988, a déjà été sérieusement écorné, dans les deux sens. Aux privatisations partielles de la régie locale de France, Elf-Aquitaine, Total - se

sont ajoutées l'entrée dans le capital de Renault du groupe privé étranger Volvo et celle du japonais NEC et de l'américain IBM dans le capital de Bull, sans oublier la nationalisation rampante d'UTA, reprise par Air France. Et le pari maximal du capital détenu par les entreprises privées dans les sociétés d'assurances publiques, qui était de 25 %, pourra être porté à 49 %. L'année est ce que si le dogme et du plomb dans l'aile, la nouvelle doctrine de ce que M. Bérégovoy a appelé, lors de la remise du titre de « manager de l'année », à M. Fourtout, « l'économie mixte de marché » - en s'en attribuant une paternité que l'on croirait plutôt présidentielle - a du mal à se préciser.

Dans le projet socialiste pour la France, qu'il doit examiner lors d'une convention nationale les 28 et 29 novembre, le PS admet des privatisations partielles, en proclamant que « des entreprises industrielles ou des services du secteur public peuvent rejoindre le secteur privé, sans écart de nouvelles nationalisations. Mais quels critères présideront aujourd'hui à des privatisations partielles, demain (mais quand?) à des privatisations totales, et pour quel faire? La flèche subit. On se souvient d'un scénario comparable à celui de 1983, lorsque le gouvernement changeait de politique économique en mettant le cap sur la rigueur mais refusait de reconnaître alors que ses orientations avaient changé. L'Etat poursuit les privatisations partielles mais refuse toujours d'utiliser la formule, jamais employée par M. Mitterrand, préférant parler de cession d'actifs publics ou encore, comme pour Rhône-Poulenc, de « simple redistribution d'actifs publics ». Le gouvernement socialiste

multiplie les exemples d'une conversion à la Bad-Godesberg - du nom du congrès du SPD allemand qui l'a abandonné, en 1959, l'option marxiste - mais n'appelle pas un chat un chat, et une cession d'actifs publics une privatisation partielle, comme s'il avait un peu honte de sa propre conversion.

L'éclaircie apportée par M. Bérégovoy à cet élection, le 29 octobre, devant un parterre de chefs d'entreprise réunis par le Nouvel Economiste était à cet égard significative. Le premier ministre s'est cru obligé de rappeler par deux fois que Rhône-Poulenc, dont il a loué les résultats « éblouissants », « reste une entreprise où le secteur public est majoritaire ». Il a vanté le bien « positif » des nationalisations de 1982, la garantie offerte aux entreprises publiques, qui « portent haut les couleurs de la France », d'éviter avec l'Etat un actionnariat stable. En même temps, M. Bérégovoy a récusé les « querelles idéologiques d'entre-garde », et a proclamé que « la frontière n'est pas définitive » entre le capital public et le capital privé dans les entreprises.

Quelle politique industrielle?

Encore faudrait-il savoir pour quelle politique industrielle ce pragmatisme est mis en œuvre. Pour l'heure, M. Fourtout, personnellement favorable à une privatisation totale, se satisfait de voir que ces opérations à simplifier et renforceront notablement la structure actuelle des fonds propres du groupe. Il se réjouit de voir que les salariés pourront détenir 10,5 % des actions mises sur le marché. Mais l'opération apparaît plus financière qu'industrielle. L'Etat va empêcher 3 à 4 milliards de francs. Il ne les utilisera pas pour se désendetter, comme le propose M. Edouard Balladur, ou pour les banquiers en difficulté comme le suggèrent MM. Pasqua et Séguin, ni, en principe, pour l'emploi, une bonne partie des 13 milliards résultant des précédentes privatisations partielles y ayant déjà pourvu, mais pour des dotations aux entreprises publiques ayant besoin d'être recapitalisées.

M. Bérégovoy a pourtant amorcé une définition de son « économie mixte de marché » en parlant d'une nouvelle coordination du rôle de l'Etat et des entreprises publiques « en soutien aux entreprises privées ». Une discrète référence aux récents propos de M. Strauss-Kahn assignant à l'Etat un « rôle de médiateur de l'entrepreneuriat » (le Monde du 23 octobre). Dominique, que pressé de trouver de nouvelles recettes pour doter les entreprises publiques ou financer son action pour l'emploi, le gouvernement met la charrue devant les bœufs. Et prive, partiellement d'abord, sans trop le reconnaître, avant d'abandonner les cartes de sa - nouvelle? - politique industrielle.

Un marché peu enthousiaste

L'annonce d'une privatisation partielle de Rhône-Poulenc n'a pas suscité d'enthousiasme particulier à la Bourse de Paris.

Le certificat d'investissement prioritaire (CIP), action non assortie de droit de vote créée en 1983 pour permettre aux entreprises publiques de faire appel à l'épargne privée, coté sur le marché à réglement mensuel, perdait en fin de séance - 3,7 %, à 523 francs, dans un marché actif sur les titres des « agrochimie » sur 145 000 titres contre 30 000 la veille. Selon les analystes, cette cession partielle des actifs de Rhône-Poulenc perd de son attrait puisque le secteur public restera majoritaire dans Rhône-Poulenc. D'autre part,

les boursiers ont encore à l'esprit les deux précédentes cessions d'actifs concernant Elf-Aquitaine et Total. Ces ventes de titres ont été réalisées à un prix inférieur au cours de Bourse. Une partie du capital de Total a été privatisée à 230 francs contre un cours de 255 francs avant l'annonce de cette opération.

Les boursiers ont également à l'esprit l'affaire Total. En effet, deux mois après la cession des titres de l'Etat à la fin juin, la compagnie pétrolière annonçait une division par deux de son bénéfice semestriel. La Bourse n'avait pas apprécié. Jeudi, Total cotait 237,20 francs.

F. Bn

Pour éviter le recours à la grève

La RATP met en place une instance de conciliation

La continuité du service public est une question chère au PDG de la Régie autonome des transports parisiens, M. Christian Blanc. Deux tables rondes organisées par la direction de la RATP sur le sujet avaient réuni au printemps dernier de nombreuses associations d'usagers et de consommateurs. L'époque, la Régie souhaitait aboutir à un accord contractuel avec les syndicats sur un « service public garanti » permettant aux voyageurs de se rendre à leur travail et d'en revenir pendant les deux heures de pointe du matin et du soir, soit entre 7 et 9 heures et entre 17 et 19 heures.

A un mois des élections du comité d'entreprise, cette procédure contractuelle semble compromise. Aujourd'hui, le président de la RATP expérimente une autre méthode pour arriver à ses fins avec la création d'une instance de conciliation. Mis en place jeudi 29 octobre, cet organisme a pour mission de faciliter, en cas de désaccord, le rapprochement des points de vue entre les partenaires sociaux, direction et syndicats.

Cette instance, dotée selon la direction de la RATP d'une véritable « autorité morale », n'aura pas de pouvoir de décision. Elle sera présidée par M. Simone Rozes, premier président honoraire de la Cour de cassation, qui aura deux assesseurs, M. Roland Dufeu, ancien responsable syndical à la RATP, et M. Antoine Martin, conseiller à la présidence du groupe BSN et président du conseil d'administration de l'ANPE. Saisie par la direction ou les syndicats, elle analysera la nature des désaccords, recherchera une solution et émettra un avis qui pourra être rendu public.

Reste à voir comment les syndicats accueilleront cette nouvelle procédure. « Si on ne peut traiter question de la continuité du service public par la voie jurisprudentielle, le législateur devra traiter ce problème », estime M. Blanc. Dans un premier temps, le président de la Régie était favorable à des dispositions réglementaires pour garantir le

service public mais celles-ci n'ont pas obtenu l'assentiment du gouvernement. Le nombre de préavis de grève est passé de sept cents en 1990 à six cents fin dernier, et cette tendance à la baisse semble se confirmer trois ans après les réformes en profondeur de la RATP axées sur la décentralisation.

MARTINE LARONCHE

Un métro façon Guimard

Redonner au métro parisien son identité d'origine. Après la course à la modernité avec le projet de métro sans pilote Meteor, c'est un retour aux origines qu'a annoncé le PDG de la RATP, jeudi 29 octobre. Façence blanche bisseautée, céramique d'époque, délages au sol : les stations du métro devraient être revisitées à la façon de l'architecte Hector Guimard.

Dès l'an prochain, la Régie souhaite sur son propre budget rénover une dizaine de stations puis accélérer par la suite l'opération afin de traiter le moitié des quelques trois cents stations de métro d'ici la fin du siècle. Avec un coût estimé à 7 millions de francs pour la réfection de l'intérieur d'une seule station dans le plus pur style 1900, sans ses accés, une première approche budgétaire conduit à une estimation située entre 300 et 600 millions de francs d'investissements annuels. Le dégellement d'une telle somme pendant six à sept ans résulte d'un choix politique et d'un appel à des financements innovants, note M. Blanc.

PARIS

BOURSE DU 30 OCTOBRE

CAC 40 A TEE'EE

COMPTANT

SICAV (collection)29/10

**PUBLICITÉ
FINANCIÈRE**

p : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - < : prix précédent - m : marché continu

LE DROIT

مركز من راحل

Samedi 31 octobre 1992.

Le Monde

Malgré l'accord conclu à Londres

Le ton monte entre Budapest et Bratislava à propos du barrage sur le Danube

A son retour du sommet de Londres, où les premiers ministres du groupe de Visegrad (Pologne, Hongrie, Tchécoslovaquie) ont rencontré MM. John Major et Jacques Delors, le premier ministre slovaque, M. Vladimir Meciar, a vivement critiqué, jeudi 29 octobre à Prague, le parti au pouvoir à Budapest. Ce durcissement de ton fait douter les Hongrois des chances de réussite du projet d'accord conclu la veille, à Londres, entre la Hongrie et le Tchécoslovaquie pour tenter de résoudre le différend entre les deux pays sur la centrale hydroélectrique de Gabčíkovo, sur le Danube.

BUDAPEST

de notre correspondant

Le contentieux entre la Hongrie et le Tchécoslovaquie sur la mise en route de la centrale hydroélectrique de Gabčíkovo sur le Danube s'envenime. Alors que les deux pays semblaient être parvenus à un accord sur une médiation de la CEE, conclue en marge du sommet des pays d'Europe centrale avec MM. Major et Delors, mercredi 28 octobre à Londres, M. Meciar a fait, jeudi, à Prague, des déclarations dont la virulence a suscité un vif émoi à Budapest.

A son retour de Londres, le premier ministre slovaque s'est insurgé contre « les factions » au sein du principal parti au pouvoir à Budapest, NDLR qui parlent de la nécessité de changer les frontières, par des revendications clairement nationalistes, anti-sémites.

et dont certains éléments sont presque fascistes», selon les comptes-rendus de sa conférence de presse publiée à Prague et à Budapest.

M. Meciar affirme également qu'il faut « regarder de plus près la situation hongroise, qui est extrêmement préoccupante, non pas à cause de Gabčíkovo ou des minorités, mais à cause de la radicalisation de la scène politique (...). La plupart des hommes politiques du MDF [le Forum démocratique, parti du premier ministre hongrois, NDLR] demandent une révision sans équivoque du traité de Trianon (1920), c'est-à-dire la révision des frontières avec tous les pays voisins de la Hongrie ».

Visiblement surpris par cette offensive, le gouvernement hongrois, réuni jeudi après-midi en conseil des ministres, a gardé un silence prudent. Abasourdi, un conseiller du gouvernement a affirmé qu'il n'avait « jamais rien lu de pareil. Cette déclaration est un océan d'idioties. Si l'intention de M. Meciar est de faire capoter les négociations sur la centrale de Gabčíkovo, il n'aurait pas pu mieux s'y prendre ».

La tension entre Budapest et Bratislava était déjà vive depuis le démarrage, samedi dernier, par les autorités slovaques, des travaux de déviation des eaux du Danube pour alimenter la centrale slovaque de Gabčíkovo. La Hongrie considère que cette mesure constitue une violation de la frontière entre les deux pays et entraînera de graves dégâts écologiques pour la région.

Une rencontre tripartite avec la CEE, la semaine dernière à

Bruxelles, avait échoué, et c'est avec un grand intérêt que la Hongrie attendait l'issue des entretiens menés en marge du sommet de Londres sous l'égide de la Commission européenne. Au terme de ces négociations, la Hongrie et le Tchécoslovaquie ont adopté, mercredi, un projet en quatre points, dans lequel les deux parties acceptent de s'en remettre à une médiation internationale pour régler leur contentieux.

Le texte stipule également qu'une commission, menée par des experts de la CEE, doit commencer, au plus tard samedi, une enquête pour savoir s'il est nécessaire ou non d'arrêter les travaux de déviation du Danube. Même si la partie hongroise affichait un optimisme modéré après cet accord, elle estimait néanmoins qu'il avait le mérite de sortir le conflit de l'impasse.

YVES-MICHEL RIOLS

La succession du président Rabbani

Le Conseil exécutif afghan devrait se réunir à nouveau

Le Conseil exécutif, instance regroupant les chefs de la dizaine de partis islamiques afghans, s'est réuni jeudi 29 octobre à Kaboul pour tenter de désigner un successeur au président Burhanuddin Rabbani, qui pour prolonger son mandat, la rencontre a été reportée au samedi 31 octobre en raison de l'absence de plusieurs leaders, dont les trois grands chefs fondamentalistes pashtouns, MM. Gulbuddin Hekmatyar (Hezb), Yunus Khalis (dissidence du Hezb) et Rasul Sayyaf (Ittihad).

Etant aussi absents les deux représentants des chiites, les ayatollahs Murtazavi et Mohseni. Seuls étaient venus la plupart des Pashtouns traditionnalistes, ainsi que le Jamiat, représentant des Tadjiks persanophones. Le Conseil exécutif a été mis en place le 24 avril après la chute du régime communiste en attendant la convocation éventuelle d'une assemblée, ou grande assemblée. — (AFP, UPI).

La fin de l'assemblée plénière de Lourdes

Les évêques de France sont réservés sur le diagnostic prénatal

A l'issue de leur assemblée plénière qui s'est tenue à Lourdes du 27 au 30 octobre, les évêques de France se sont prononcés sur la bioéthique. « Il est contraire au respect de l'être humain, ont-ils affirmé, d'utiliser la technique du diagnostic prénatal dans le but non de guérir mais d'éliminer physiquement les enfants à naître porteurs de maladies ou handicaps ».

Les femmes et les couples, ajoutent-ils, engagés dans un tel diagnostic (prénatal) ont droit à être informés de façon précise sur son but et à disposer d'un accompagnement humain pour affronter les situations éprouvantes auxquelles ce diagnostic peut les conduire.

A propos des greffes d'organes, l'épiscopat français a également affirmé que le corps d'un défunt « n'est pas devenu chose publique. Il faut s'assurer des volontés du défunt pour les respecter. Il convient aussi de tenir compte des droits et sentiments

de ses proches en leur demandant leur accord ».

Les évêques, s'agissant de la procréation médicalement assistée, ont estimé que « les deux principes à mettre en œuvre sont le respect de la vie et de la santé de l'embryon humain et, au nom du droit de l'enfant, le respect des relations humaines fondamentales qui président à la conception, à la gestation et à la naissance ». Selon eux, « contreviennent au premier de ces principes la production d'embryons en surabondance, la création de réserves d'embryons congelés, l'expérimentation sur l'embryon sans bénéfice direct pour sa santé, la cession déliée à un autre couple ». Les évêques se sont également prononcés « contre la cession d'embryons et la cession de gamètes hors du couple ».

Lire également page 14 l'article de notre envoyé spécial à Lourdes HENRI TINCQ

Mis en cause dans l'affaire du sang contaminé

Le docteur Bahman Habibi est suspendu pour trois ans par le conseil de l'ordre des médecins

Le docteur Bahman Habibi, ancien directeur médical du Centre national de transfusion sanguine, mis en cause dans l'affaire du sang contaminé, a été suspendu pour trois ans par le conseil régional d'Ile-de-France de l'ordre des médecins. Le docteur Habibi, qui avait annoncé au début du mois de juin dernier qu'il démissionnait de son poste de conseiller du CNTS et de toutes les activités concernant la transfusion sanguine en France, a

trente jours pour faire appel devant le conseil national de l'ordre des médecins de ce jugement ordinaire.

D'autre part, le docteur Michel Garretta, qui a lui été radié par le conseil régional d'Ile-de-France de l'ordre des médecins, a décidé de faire appel de jugement. Jeudi 29 octobre, il n'avait pas encore décidé s'il faisait ou non appel de la décision du tribunal de Paris le condamnant à quatre ans de prison ferme.

Anciens régisseurs d'un journal électoral

Quatre hommes d'affaires obtiennent l'annulation d'une procédure engagée par M. Michel Noir

LYON

de notre bureau régional

La cinquième chambre du tribunal correctionnel de Lyon s'est déclarée incompétente, jeudi 29 octobre, à propos des poursuites engagées par M. Michel Noir, maire de Lyon, contre quatre dirigeants de la société AIDP chargée de la régie publicitaire de son ancien journal électoral (Le Monde du 17 octobre).

Les prévenus avaient contre-attaqué en plaidant qu'ils ont bien effectué différentes manœuvres frauduleuses en 1984, 1985 et 1986 afin de financer la campagne électorale de M. Noir par des sommes

remises en espèces et par le paiement de fausses factures d'imprimerie. Ils ont obtenu l'annulation partielle de la procédure car, selon le tribunal, le magistrat instructeur aurait dû saisir la Cour de cassation dès lors que M. Noir, adjoint au maire et déjà officier de police judiciaire au moment des faits, est apparu dans le dossier comme un « client » d'AIDP « susceptible d'être inculpé » d'une complicité d'abus de biens sociaux. L'issue de cette procédure est incertaine, car les faits sont maintenant prescrits. Juste après le prononcé de la décision, M. Gilles Pion-Moury, conseiller de M. Noir, avait néanmoins l'intention de faire appel.

G. B.

EN BREF

« Le financier » Jacky Milési est inculpé d'escroquerie. — Disparu début septembre après avoir berné près de trois mille épargnants français et suisses, Jacky Milési a été interpellé à Pau (Pyrénées-Atlantiques) jeudi 29 octobre, où il a été inculpé d'escroquerie, d'abus de confiance et d'exercice illégal de la profession de banquier par le juge d'instruction Jean-Louis Lecocq, puis écroué. Depuis une quinzaine d'années, ce « conseiller financier » proposait des placements très avantageux (+30 % par an) à une clientèle de petits épargnants. Mais le fisc avait découvert, le 8 septembre, un « trou » de 800 millions de francs dans sa comptabilité. Depuis cette date, Jacky Milési était en fuite.

« Recours en grâce de l'inspecteur de police Loiseau. — Condamné à douze ans de prison pour avoir participé à des attaques à main armée (Le Monde du 30 octobre), l'inspecteur de police Dominique Loiseau, dont le pourvoi a été rejeté par la chambre criminelle de la cour de cassation, a déposé un recours en grâce auprès du président de la République. M. Loiseau est soutenu par la quasi-totalité des syndicats de policiers.

« La plaquette avec constitution de partie civile de la veuve d'Ali Mecili jugée irrecevable. — La chambre d'accusation de la cour d'appel de Lyon a estimé, mardi 27 octobre, que la plainte avec constitution de partie civile de M^{me} Annie Mecili, la veuve de l'avocat et opposant algérien Ali Mecili, assassiné le 7 avril 1987 à Paris, était irrecevable. Le 13 mars 1991, M^{me} Mecili avait porté plainte pour « forfaiture et atteinte aux libertés » contre les plus hautes autorités policières de l'époque, afin de dénoncer l'expulsion en urgence absolue de deux suspects algériens qui étaient, estime-t-elle, fortement impliqués dans l'assassinat de son mari. Selon la chambre d'accusation de la cour d'appel de Lyon, M^{me} Mecili n'avait pas « intérêt direct à agir en ce qui concerne l'expulsion de ces deux suspects ».

(Publicité)
850 F, offre spéciale : parka soie

Pour homme, ce modèle 100% soie, à doublure matelassée, indispensable dès les premiers froids. Nombreux autres modèles de parkas dans ce magasin où, à deux pas de l'Opéra, on trouve aussi un choix magnifique de blousons en soie véritable à doublure matelassée à 690 F.
LA VOGUE, 38, boulevard des Italiens (9^e). Egalement à leur magasin du centre commercial Vélizy 2.

Mort de l'historien Louis Marin

Le philosophe et historien Louis Marin est mort jeudi 29 octobre à Paris des suites d'un cancer. Il était âgé de soixante et un ans.

D'une œuvre et d'une pensée multiformes, il serait périlleux de prétendre donner une définition simple. Historien de l'art, Louis Marin concevait cette discipline comme la réunion de pratiques et d'analyses à la fois iconographiques, sociologiques, philosophiques et même, dans ses derniers travaux, théologiques et logiques. Esprit universel, humaniste au sens classique de ce mot, il s'intéressait aussi bien à l'art du dix-septième siècle qu'à ses rapports avec le pouvoir qu'à l'expression contemporaine. Ainsi préparait-il une étude sur Philippe de Champaigne alors que le dernier de ses textes publiés était, cet été, une préface à l'exposition du peintre contemporain Jean-François Lalumière.

Né le 22 mai 1931 à La Tronche (Isère), agrégé de philosophie en 1963, docteur d'Etat en 1973, Louis Marin était directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales où il dirigeait un séminaire sur la sémantique des systèmes de représentation. Parmi ses œuvres, signalons notamment *Le Récit évangélique* (Desclée de Brouwer, 1974), *Détruire la peinture* (Gallilée, 1977), *Le récit est un piège* (Minuit, 1978), *Le Portrait du roi* (Minuit, 1981), *La Critique du discours : sur la logique de Port-Royal et les Pensées de Pascal* (Minuit, 1991), *Lectures traversées* (Albin Michel, 1992).

M. Bernard Attali invité du « Grand Jury RTL-le Monde »

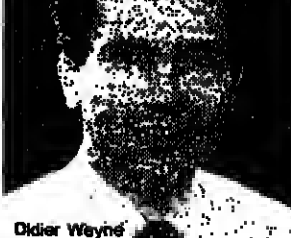
M. Bernard Attali, PDG d'Air-France, sera l'invité de l'émission hebdomadaire « Le grand jury RTL-le Monde » dimanche 1^{er} novembre de 18 h 30 à 19 h 30.

M. Attali, qui préside le conseil d'administration de la compagnie nationale Air France depuis 1988, répondra aux questions d'Alain Faujas et d'André Passeron, du Monde, et de Richard Art et de Jean-Yves Hollinger, de RTL, la débat étant dirigé par Henri Marquet.

CARNEGIE®

Leader mondial de la Formation

STAGES DE QUALITE



Comment progresser en :

- relations humaines
- confiance en soi
- communication
- leadership
- mémoire
- enthousiasme
- maîtrise du stress
- épanouissement
- expression en public, en réunion, en entretien

Venez voir !

CONFÉRENCES GRATUITES

« L'art de communiquer »

• 33 Avenue de WAGRAM

Paris, 16^{ème}, 150 m de l'Étoile

30 Octobre : de 18h à 20h45

• Gare de Lyon, Hôtel Franklin

30 Octobre : de 18h à 20h45

• SAINT GERMAIN

Passion Henri IV, 21 rue Thiers

3 Novembre : de 18h à 20h45

• LE CHERNAY, 2 rue de Marly

Paris 2^{ème}, proche Hôtel Marceau

4 Novembre : de 18h à 20h45

ENTRAÎNEMENTS DALE

CARNEGIE®

Stages dans 30 villes en France pour

Sociétés, Administrations, Particuliers

Siège : Sté Wayne Tél. 1.39.64.61.00

SOMMAIRE

COURRIER

Las Touaregs meurent en silence 2

ÉTRANGER

M. Boutros-Ghali a accepté la démission du représentant spécial de l'ONU en Somalie... 3
Libéria : les rebelles de M. Taylor resserrent leur étau autour de la capitale... 3
Etats-Unis : la prochaine Congrès sera plus jeune... 5
Désastres américains : X... 6
Diplomatie : discrétion oblige... 6

SUPPLÉMENT

Italie : la nouvelle donne... 7 à 10

POLITIQUE

Les députés adoptent le budget du ministère de l'Intérieur... 11
Les sénateurs renforcent le droit de regard du Parlement sur le budget européen... 11
Turbulences au sein du groupe de M. Tapia au conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur... 11
La préparation des élections législatives : M. Frêche et M. Saumade pourraient s'affronter à Montpellier... 12

SOCIÉTÉ

Les Maliens de Vincennes ont été dispersés sur une douzaine de sites en Ile-de-France... 13
Attendu à Cherbourg pour charger une tonne et demie de plutonium, l'Akatsuki-Maru prolonge son escale à Brest... 13
Cyclisme : le Tour de France 93. Laquelle histoire : « Fumez français », par Claude Sarraute... 14
POINT/Les risques du plutonium 15

CULTURE

Théâtre : Macbeth, de Ionesco, à la Colline... 16

La mort du chorégraphe Kenneth MacMillan... 16
Pierre Soulages : la peinture et son double... 17

ÉCONOMIE

La privatisation partielle de Rhône-Poulenc... 20
Hausse de 0,1 % des prix de détail en septembre... 20
M. Lamont laisse prévoir une nouvelle baisse des taux d'intérêt en Grande-Bretagne... 21
La crise de l'immobilier : redistribution des cartes chez les grands promoteurs... 21
Le taux d'absentéisme est resté stable de 1974 à 1990... 21

SANS VISA

• Cendriers était-il dans le train ?
• Delhi la très-croyante • Buanaventura, port oublié des Colombiens • Prague, crayons de combat • La table, les jeux... 27 à 34

Services

Abonnements... 6
Annonces classées... 17
Cartes... 24
Jeux... 32
Tac-o-tac... 24
Marchés financiers... 22 et 23
Météorologie... 24
Philatélie... 24
Radio-télévision... 25
Spectacles... 18
Week-end d'un chineur... 17

La télémagazine du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Ce numéro comporte un cahier « Sans visa »

folioté 27 à 34

Le numéro du « Monde »

daté 30 octobre 1992

a été tiré à 484 606 exemplaires.

Demain dans « le Monde »

« Heures locales » : Clermont-Ferrand

Anniversaire en demi-teinte aux pieds des volcans d'Auvergne. Il y a un an, le maire de la préfecture du Puy-de-Dôme démissionnait pour alerter l'opinion sur le gouvernement. Aujourd'hui la ville tente de se mobiliser sur le front de l'emploi, avec l'aide de l'Etat.

« Point » : la législation anti-tabac

Le décret d'application de la loi Evry du 10 janvier 1991 contre le tabagisme entre en vigueur dimanche 1^{er} novembre. La loi française s'attaque ainsi à un nouveau problème de santé publique, le tabagisme passif, en choisissant de s'aligner sur les législations plus répressives de ses voisins européens.



Depuis 1894

DE LA SIMPLE RETOUCHE

AU PLUS BEAU VÊTEMENT

avec la garantie

d'un grand maître tailleur

A qualité égale, nos prix sont les plus bas.

LEGRAND Tailleur

27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra

Téléphone : 47-42-70-51.

Du lundi au samedi de 10 h à 18 h

Quand une voix peut sauver une vie

S.O.S. Suicide Phénix

centre de prévention du suicide

cherche des bénévoles pour accueillir et écouter

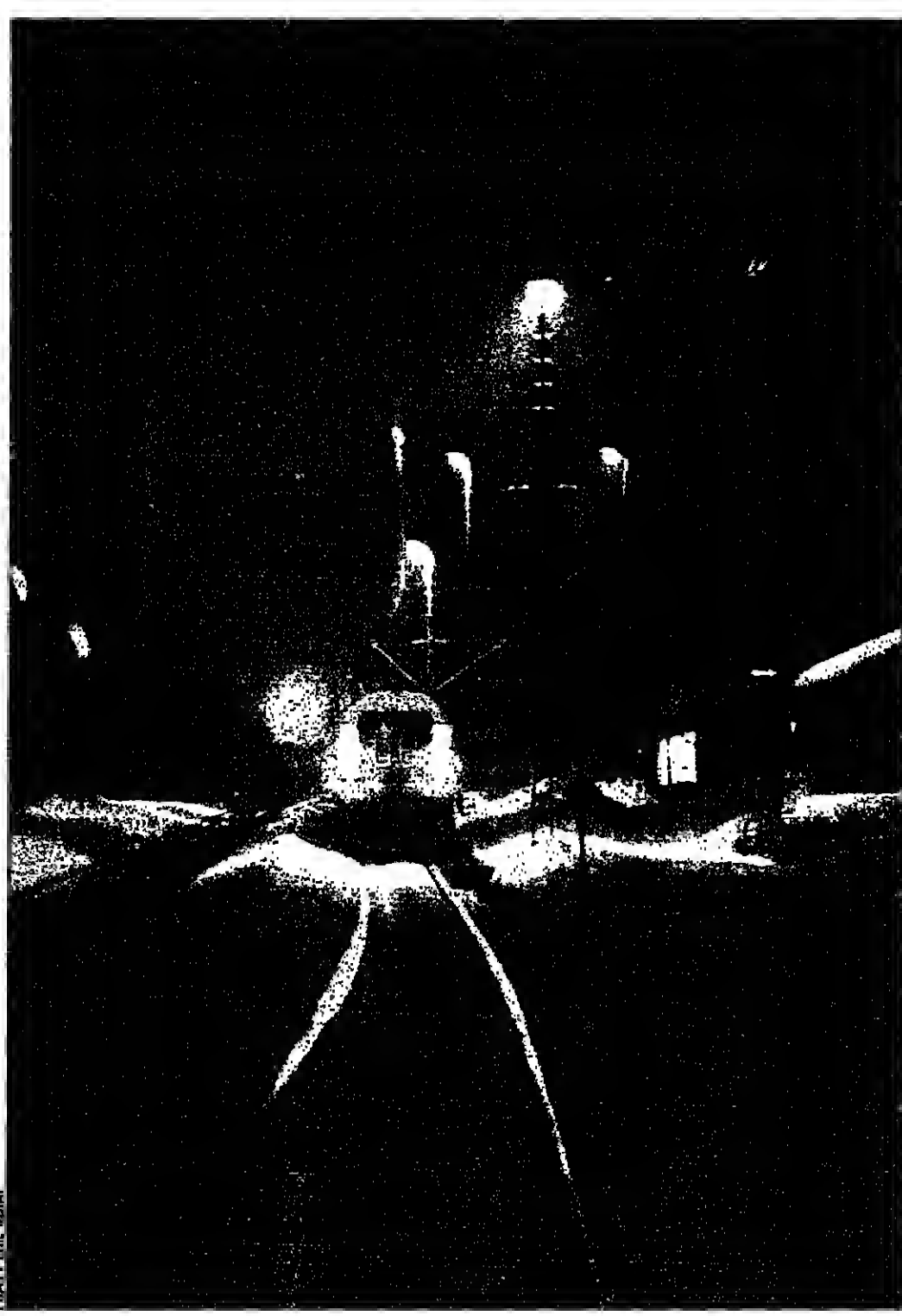
écrite à : S.O.S. Suicide Phénix

36, rue de Gergovie 75014 Paris

S A N S V I S A

Cendrars était-il dans le train ?

Chaque semaine, le Transsibérien quitte Moscou avec Blaise Cendrars à son bord. Chaque semaine embarque une ombre qui peut-être ne le prit qu'en rêve mais lui attacha son nom. «... Et mon œil, comme le fanal d'arrière, court encore derrière ces trains.»



«J'aime les légendes, les dialectes, les fautes de langage, les romans policiers, la chair des filles, la tour Eiffel, les apaches, les bons nègres et ce ruse d'Européen qui jure goguenard de la modernité... Je suis né prodigue.» (Lettre à Der Sturm, 1913.)

Allons-y. «Tric trac / Billard / Coramboles / Porabales (...) / Archimède / Et les soldats qui l'égarèrent / Et les galères / Et les vaisseaux (...) / Les tourbillons / Les naufrages / Même celui du Titanic que j'ai lu dans le journal / Avant d'imager-associations que je ne peux pas développer dans mes vers / Car je suis encore fort mauvais poète / Cor l'univers me déborde (...)» L'actualité, inépuisable roman d'aventures, au rythme du train initiatique, dont il réentend la musique, à bord du Formose, paquebot en partance pour le Brésil, en 1924. Il fera au moins deux voyages en Amérique latine, il en racontera six ou sept.

Michèle Champenois
Lire la suite page 29

Il le texte de la *Prose du Transsibérien* a été réédité avec les *Poèmes* à New York sous le titre *Du monde entier* («Poésie» Gallimard). L'édition originale du poème illustré n'est pas visible bien que le Musée d'Art moderne de la Ville de Paris en possède un exemplaire. Cette œuvre apparaît parfois dans les ventes : elle avait été proposée puis retirée lors de la dispersion du fonds Tzara. Des épreuves aquatintes ont été vendues récemment par la galerie Berggren, à Paris.

La lettre adressée à *Der Sturm* est publiée avec le dossier complet de la poésie dans les *Archives Cendrars* n° 4, établi par Antoine Sidoli, 1987.

(2) Dans le *Manuscrit illustré*, janvier 1984.

(3) *L'Homme fondant*, la *Monographie* Bourlinguer et le *Lettre au ciel* sont disponibles en «Folio» et «Moyenne» chez Grasset, dans les «Cahiers rouges» de Paris.

violente beauté! Que je possède! Et qui me jure!

Le mouvement, le déplacement est stimulant, et Cendrars s'en va voir ailleurs s'il y est. Car l'objet du voyage, c'est lui, le sujet, c'est l'homme : le Transsibérien. C'est lui encore, le visionnaire d'une époque en train de naître dans le glouglou d'images à venir...

«Nous étions dans le premier train qui contournait le lac Baïkal! On avait orné la locomotive de drapeaux et de lanternes! Et nous avions quitté la gare aux accents tristes de l'hymne au tsar.» Ton sobre de la coupe de presse, précision des dates : c'est bien en 1904 que fut complétée, d'Irkoutsk par le sud du Baïkal, le raccourci des voies construits pour l'essentiel dans les années 1890. Un lancinant «j'y étais», en alternance avec des envolées : «Je reconnais tous les pays les yeux fermés à leur odeur! Et je reconnais tous les trains au bruit qu'ils font! (...) J'ai déchiffré tous les textes conus des roues et j'ai rassemblée les éléments d'une

de son refus de rester à l'école de commerce à Neuchâtel, il est envoyé par eux chez un joaillier de Saint-Petersbourg. Fin 1904-début 1907. Il retournera en Russie en 1911, puis fera en train le trajet jusqu'à Libau, en Pologne, et s'embarquera pour l'Amérique, pour retrouver Fela, sa future épouse. Les *Poèmes* à New-York est un poème inspiré par une réalité vécue. Mais le Transsibérien? A-t-il vu, durant l'hiver 1904, en pleine guerre russo-japonaise, «la mer en Mandchourie» et «les trains noirs qui revenaient de l'Extrême-Orient et qui passaient en fontaines (...). A Talar 100 000 blessés agonisaient faute de soins / J'ai visité les hôpitaux de Krasnoïarsk (...) / J'ai vu dans les lazarets des plaies béantes des blessures qui saignaient à pleines orgues (...) / Et j'ai vu des trains de 60 locomotives (...) Disparaître / Dans la direction de Port-Arthur /

Port-Arthur, défaite russe, février 1905. D'ailleurs, il donne ses sources au passage : «Tout ce qui concerne la guerre on peut le lire dans les *Mémoires* de Kourapatkine! On dans les journaux japonais qui sont aussi cruellement illustrés / A quel bon ne documenter / (...)» La Sibérie à feu et à sang, la guerre russo-japonaise, les trains qui ne passent pas, c'est ce qui faisait affirmer catégoriquement à Pascal Pia, avec le sérieux de l'historien de la littérature (2), que le train était parti sans son

Ce chemin de fer qui s'en va jusqu'au bord d'un continent, de Moscou à Vladivostok — plus ou moins mille kilomètres — est devenu, via la Mandchourie, l'axe d'échanges entre deux pénuries, où circulent des cargaisons d'objets rares, où transitent des valises remplies de roubles, où voyagent des marchands russes parlant chinois, ou chinois parlant d'ailleurs, ou armés, comme le Rogovine de Cendrars. En tendant l'oreille, juste ce qu'il faut, on pourrait presque entendre le syncope de la *Prose du Transsibérien* et de la petite Jeanne de France publiée à Paris, en 1913, sur des *Assauts de la mémoire* après deux séjours en Russie, le premier en 1904. «Nous avions deux coups dans l'express et 34 coffres de joaillerie de Pforzheim (...) Nous avions volé le trésor de Golconde / Et nous allions, grâce au Transsibérien, le causer de l'autre côté du monde / Je devais le défendre contre les volants de l'Oural qui avaient otage les sultimbanks de Jules Verne / Contre les Khougouzes, les boxers de la Chine / Et les émigrés petits Mongols du Grand Lama (...) Le bruit des portes des valises esluës grinçant sur les rails congelés / Le frottement d'or de mon avenir / Mon browning le piano et les jurons des joueurs de cartes dans le compartiment d'à côté / L'époustouflante présence de Jeanne (...) Les vitres sont givrées / Pas de nature! / Et derrière, les plaines sibériennes le ciel bas et les grandes ombres des Taïganes qui montent et qui descendent (...) Et l'Europe tout entière aperçue au compresseur d'un express à toute vapeur (...)»

On ne peut évoquer ce train sans penser au poème; on ne peut évoquer ce texte sans poser — une fois de plus — la question : le Transsibérien, Cendrars, l'avez-vous pris? Et si elle lui fut si souvent posée, c'est que l'écrivain avait insisté, très tôt, pour affirmer la réalité de ce voyage, pour accumuler les détails vrais, les personnages, les alibis, les choses vues, comme il le fera, plus soûplement, durant tout son parcours, mêlant sa vie, son œuvre dans un aller-retour incessant : le meilleur biographe de Cendrars est mort en janvier 1961, à Paris, c'était lui-même. «Auteur distraitement reconnu», selon André Malraux, qui, devenu ministre des affaires culturelles, assénerait une Légion d'honneur à cette tête un peu forte qui méprisait les mondanités et s'était tenu à l'écart des clans et des écoles, ne s'étant vraiment engagé, lui le Suisse, que dans une guerre qui lui prendrait son bras droit.

Blaise Cendrars, cendres et braise, le jeune Frédéric Sausser, né à La Chaux-de-Fonds, s'était choisi ce «nom nouveau» à vingt-cinq ans, en 1912, de retour d'Amérique, pour signer les *Poèmes* à New-York, premier poème qu'il envoyait à Apollinaire. Il commençait à rédiger la *Prose du Transsibérien* et de la petite Jeanne de France et à préparer avec le peintre Sonia Delaunay un poème-objet, le premier «livre simultané», où la musique des couleurs accompagnerait le staccato des vers, dans les roulements du jaune, du bleu, du rouge. «Toute vie n'est qu'un poème, un mouvement», écrit Cendrars en 1913 dans une lettre à la revue *Der Sturm* pour s'expliquer dans la très vive polémique qui agite le monde des critiques d'art : «J'ai la fièvre. J'ai des chais sauvages plein la bouche... Voilà pourquoi j'aime la peinture des Delaunay, pleine de soleil, de ruis, de violences. M^{me} Delaunay a fait un si beau livre de couleurs que mon poème est plus trempé de lumière que une vie (...)»

L'objet, un dépliant de deux mètres de long où la typographie en couleurs s'installe à droite d'une rhapsodie aquarelle, sera présenté plié et encarté comme une carte routière, dans une couverture de cuir noir décorée de la main de Sonia Delaunay. De rares exemplaires circulent encore aujourd'hui (1) de ce tirage qui devait, mis bout à bout, «être aussi haut que la tour Eiffel», entreprise qui occupa l'artiste et l'écrivain durant une année. Lui qui se tiendrait à l'écart des surréalistes, méprisait les dadaïstes, refusait d'être catalogué futuriste; à la rigueur, et pour l'instant, «simultanéiste». Déjà, il devait se défendre : «Maintenant il se trouvera bien des grincheux pour dire que le soleil a peut-être des fenêtres et que je n'ai jamais fait mon voyage...»

Ce voyage, l'avait-il fait? Quel voyage avait-il fait? «En ce temps-là j'étais en mon adolescence... j'avais à peine seize ans, j'étais à seize mille lieues du lieu de ma naissance.» Adolescent fugueur, il n'est pas, comme il le prétendra, parti de lui-même jusqu'en Russie; mais, après une fugue pour convaincre ses parents

AU SOMMAIRE



- En Colombie le port oublié p. 30
- New-Delhi en prières p. 28
- Gastronomie, la marinade p. 33
- Prague, presse et opinion p. 34

Échelles (p. 28) • Table (p. 28)
Jeu (p. 32) • Table (p. 33)

Mort de l'histoire

Louis Marin

Le philosophe et historien Louis Marin est mort le 29 octobre à Paris des suites d'un cancer.

France sont réservés

nostic prenatal

Le gouvernement français a réservé le droit de choisir le sexe de son enfant aux couples qui ont subi une infertilité.

En attendant pour trois ans

de l'ordre des médecins

Le conseil national de l'Ordre des médecins a décidé de suspendre pour trois ans le droit de pratiquer la médecine pour les médecins qui ont été condamnés pour des infractions graves.

Effacement total de l'annuaire

espèce par M. Michel Vair

Le conseil national de l'Ordre des médecins a décidé de supprimer complètement l'annuaire des médecins pour les médecins qui ont été condamnés pour des infractions graves.

850 F, offre spéciale : parka soie

Offre spéciale : parka soie à 850 F. Cette parka est fabriquée en soie et est très chaude. Elle est disponible en plusieurs tailles et couleurs.

LA SOIE, 30, rue de la Harpe, Paris 5. Téléphone : 01 42 34 46 94.

Delhi la très-croyante

DELHI

LES hindous sont des poètes qui offrent des fleurs à leurs dieux. Shah Jahan est le premier de ces poètes. Epicurien, de surcroît. L'empereur moghol, qui fit naître et s'épanouir la Vieille Delhi tel un jardin de marbre et d'eau au bord du fleuve Yamuna, Shah Jahan, donc, fut le commanditaire de la Jama Masjid, la mosquée du Vendredi. C'est d'abord et avant tout un espace. Dévoilé, cerné de grès rouge, où plus de dix mille fidèles peuvent s'agenouiller en même temps. L'une des plus grandes mosquées du sous-continent. Sur le sol en marbre de la salle de prière, des incrustations dessinent les tapis des croyants. Des hommes prient ou lisent le Coran, absorbés. Certains dorment, couchés en chien de fusil. Une femme ne peut monter seule au sommet du minaret qui regarde au loin la ville, à ses pieds l'agitation du bazar musulman. Elle doit attendre qu'un homme l'accompagne. Un assistant montre un à un les souvenirs du Prophète, gardés dans un reliquaire fermé. Un commentaire et une signature sur un livre d'or, une offrande sur les dévotions, et l'on peut s'immerger à nouveau dans la ville.

La piété est active au temple jaïn, à Chandni-Chowk. De l'encens, du riz et des lampes à étoupe allumées. Et des cloches. Lancinantes, comme pour attirer l'attention du dieu. Sonnerie vigoureuse, coup de gong solitaire ici, là, partout dans le saint lieu, sur tous les toits, qui se mêlent en carillon. Des hommes et des femmes sont assis en prière ou lisent en bougeant les livres. Dessin, avec une coupelle, des cercles incantatoires devant des Mahaviras (le fondateur du jaïnisme) pâles et nus. On pénètre à l'intérieur du sanctuaire après avoir ôté ses chaussures. A l'entrée, le gardien souriant, un bâton à la main, veille sur les nouveaux arrivants.

Au rez-de-chaussée, sous le temple, des bains. Les draps séchent sur un fil tendu dans la rue. Des familles campent dans la galerie qui le joint, sur des couches disposées au milieu des valises. Une mère rejette son sac sur l'épaule en un geste gracieux, verse une poudre safranée sur un chapati — une petite galette blonde — et la tend à son fils. Deux femmes passent, un réchaud et un seau à la main. Autour, le bazar indien, comme si chaque sanctuaire ne voulait pas être coupé de la vie : bruits, odeurs sucrées-amères, appels, coups de klaxon et roulements. Immenses effigies, saris de toutes couleurs, guirlandes de fleurs orange, pétales rouges effeuillés. La profusion. Ne pas rester en dehors, s'approcher au moins de la périphérie à défaut de pénétrer dans les petites ruelles d'un autre âge. L'odeur, étonnante, monte du sol poussiéreux, des débris, de la décomposition, des offrandes sur les petits autels en bordure de trottoir. Le soleil brûle. Chaleur et poussière.



Rikabganj Gurdwara, temple sikh de New-Delhi.

Aucun cérémonial au tombeau d'Humayun, que fit édifier à sa mémoire la Bega Begum, sa veuve aimante. L'énorme édifice est, dit-on, écriture à l'entrée du site, « le premier exemple d'architecture moghole, à plan octogonal, avec arêtes élevées, kiosques à colonnes et double dôme. Premier tombeau dans un jardin avec fontaines et bassins ». En un mot, l'ancêtre du Taj Mahal.

Vu passer le Green Line Express, un autocar comme il y en a mille. Briquetant, pétaradant, avec de la poussière sur sa peinture verte et de bons pneus. Vu les camions, qui tous disent : « Horn, please ! Klaxonnez SVP ! » Et on ne se prive pas de leur obéir. D'où l'aimable cacophonie des rues de la capitale, qu'elles soient anciennes, c'est-à-dire étroites, ou modernes, c'est-à-dire larges et taillées au cordeau par les Britanniques.

En arrivant au temple du Lotus, le chauffeur sikh s'est mis à fredonner. Écumenique, le temple du Lotus symbolise la tolérance. D'origine bahá'í, c'est un temple pour tous : hindous, bouddhistes, sikhs, jains et musulmans. Les foules y serpentent dans la verdure du parc en ruisseaux colorés. Ici, on ne parle pas, et avertit le chauffeur. De fait, c'est le silence absolu. Les ruisseaux s'écoulent à la file, dans un glissement de pieds nus. Ils montent vers l'architecture impeccable, dépoluée, transparente, du temple au toit en fleur de lotus. A l'intérieur, une plante verte là où l'on attendrait une représentation de la divinité. Parois vitrées, bancs nus disposés en hémicycle. Aucun panthéon religieux auquel se rattacher ou s'opposer. Sensation de vide métaphysique.

Ce temple part d'une idée juste. Ses concepteurs ont cherché le plus petit dénominateur commun, et ils ont trouvé : le vide. Froid et discipliné. Cet écuminisme a rencontré un écho dans le cœur des foules indiennes qui montent en famille vers le lotus de marbre. Dans le flot léger, deux moines bouddhistes en robe rouge, alertes et paisibles. Ils répondent au salut par un « Namaste », le *Bonjour* souriant. Deux musulmans, en calotte blanche ajourée, comme faite au crochet. Aucun Occidental. Les parapluies noirs ouverts pour se protéger du soleil avancent lentement. Les mousselines des femmes flottent au vent. Des pique-niqueurs sont assis sur l'herbe. L'Inde au naturel, fervente et décontractée.

« Hungry? Faim? » Le chauffeur sikh a arrêté sa voiture près d'un marché. Il revient avec un régime de six petites bananes, frugal déjeuner sur la route du Qutb Minar, la tour de victoire. C'est « la plus haute tour en pierre de l'Inde, exemple parfait du minaret ». Les panneaux en hindi et en anglais ont décidé du bon lorsqu'on a le modèle sous les yeux : ils disent l'essentiel. Avec ses balcons en saillie très ouvragés et ornés de stalactites, elle est de peu antérieure à sa voisine, la Qutwat-ul-Islam Masjid, la mosquée de la Puissance de l'Islam. Cette dernière demeure une ruine impressionnante avec sa forêt de colonnes sculptées provenant de vingt-sept temples hindous que le sultan Alauddin, bâtisseur de l'une et de l'autre, avait fait détruire. Marque d'intolérance dans une ville où cohabitent pourtant des communautés différentes.

La dévotion éclate au grand jour au Sisganj Gurdwara, de Chandni-Chowk, le temple bleu à coupole d'or, particulièrement sacré pour les sikhs. Des garçons vêtus de bleu y chantent. Un haut-parleur diffuse de vœux au saints, sur l'esplanade en bas des degrés, jusqu'à l'immense pièce d'eau en marbre où des pères trempent de jeunes

enfants effrayés. Le chauffeur a quitté sa voiture et marche devant. Ici, il est chez lui, parmi les siens. D'un geste rapide, il effleure les premières marches de sa main qu'il porte ensuite à son front. Respect pour la maison de Dieu. Des hommes à l'air farouche, des femmes au visage souriant accompagnées d'enfants à turban noir ajusté et noué en boucle sur le haut du crâne apportent des offrandes, des couronnes de fleurs, qu'ils déposent entre les mains du prêtre assis au milieu du temple. Ils se pressent tout près de l'autel, le touchent de leur front, se mettent à genoux, se prosternent.

Des hommes austères sont assis d'un côté, les femmes en face, près du chœur d'enfants que surveille avec bienveillance un maître de chapelle. Les jeunes femmes sont élégantes et parfaitement maquillées. Les hommes, de haute stature, tiennent bien droite leur tête impeccablement drapée dans neuf mètres de tissu. En entrant, tous tendent leurs mains pour recevoir, en guise de bénédiction, la *prasad*, un mélange de semoule, d'huile et de lait, présenté dans une feuille végétale. « *Very tasty* », précise le sikh. En sortant, ils nettoient leurs mains sous une eau lustrale versée d'une éguillette. Gestes accomplis avec un ferveur extrême. Dans une grande ouverture d'esprit. Tous sont adonis, même les musulmans. Il suffit de se déchausser, comme partout ailleurs et, le cas échéant, de mettre une mousseline légère sur sa tête.

Ici, l'Inde se veut tolérante. Elle n'en est que plus attirante.

De notre envoyée spéciale
Danielle Tramard

Le livre de la jungle

Source d'inspiration privilégiée de Kipling, l'Inde s'impose logiquement à qui souhaite feuilleter, en décor naturel, le *Livre de la jungle*. A ceux-là, Le Monde de l'Inde et de l'Asie (15, rue des Ecoles, 75005 Paris, tél. : 46-34-03-20) propose, sous la conduite de naturalistes, deux voyages hors des sentiers battus. Le premier, « Sur la piste des éléphants », explore les réserves du sud du pays. Là règnent les éléphants d'Asie, mais aussi les cerfs, antilopes, langurs, macaques, gours (bisons indiens) et, encore plus farouches, léopards et tigres. De Paris, on gagne Bombay, Bangalore et Mysore (nuit au Lalitha Mahal Palace, un palais des mille et une nuits), d'où on accède à la réserve d'oiseaux de Ranganathittu, située sur une île de la rivière Kaveri. Egalement au rendez-vous crocodiles et chauves-souris. On visite ensuite la réserve de Bandipur, parcourue en jeep, à dos d'éléphant et en bateau rond constitué de bambous et de peaux de buffle. Puis celle de Mudumalai, où la densité d'animaux est très grande. Au cœur des Nilgiris, les « montagnes bleues », Ooty, une station très british d'où l'on gagne Trichur, cadre d'une fête annuelle célèbre pour son défilé d'éléphants somptueusement caparaornés. Visite à la ferme où les « stars » sont bien connues. Le pèlerin s'achève par Cochin et une balade en bateau sur les canaux voisins. Du 21 novembre au 6 décembre, 17 400 F en chambre double et pension complète pour les groupes (demi-pension pour les individus) qui bénéficient de l'accompagnement d'un naturaliste.

Le second voyage conduit « Au royaume du tigre », dans le nord de l'Inde. On part cette fois de Delhi pour gagner, en train, Agra (le Taj-Mahal), puis Fatehpur-Sikri, cité fantôme et magique, et Bharatpur, l'une des plus vastes réserves d'oiseaux du monde, où l'on observe, deux jours durant, hérons, ibis, cigognes, grues, aigles et oies paléarctiques. Envol vers Khajuraho et ses temples « érotiques », antichambre de la réserve de Bandhavgarh, la plus généreuse pour l'observation des tigres, ces seigneurs de la jungle que l'on trouvera depuis « Jungle Camp » le bien nommé. De « Kipling Camp », on explore la très belle réserve de Kanhar, petite Afrique au cœur du sous-continent indien, où, à défaut de tigres, on aura peut-être la chance de surprendre le rare barasingha ou cerf des marais. De la jungle des animaux on gagnera le fort militaire britannique de Calcutta, escale sur la route de Kaziranga, où buffles, cerfs, éléphants et gours constituent la cour du rhinocéros unicolore, dont cette jungle de l'est est le dernier

refuge. Du 22 janvier au 7 février, 21 580 F avec des modalités identiques au voyage précédent. A ceux qui sont prêts à pousser encore plus loin leur quête de paradis naturels, le voyageur propose, en exclusivité, de suivre les traces des pandas dans la partie orientale du Tibet. Un voyage exceptionnel qui conjugue l'insolite (les pandas géants des forêts de bambous de la réserve de Wolong, l'idyllique vallée de Jiuzhaigou, aux impressionnantes cascades, et la minorité Mao établie sur les contreforts du Tibet) et la découverte de lieux plus traditionnels comme Pékin, la Cité interdite, le Palais d'été, la Grande Muraille, les tombeaux des Ming, l'armée en terre cuite de Xian, Chengdu, le Bassin rouge, les grottes bouddhiques de Beishan et Baodingshan, Guilin et la croisière sur la rivière Li à travers des paysages d'estampes, Canton et Hong-kong, d'où l'on regagne Paris. Du 13 mai au 3 juin, 21 350 F par personne en chambre double et pension complète en Chine, sur la base de quinze participants.

L'Italie à contre-saison

Les voyageurs partent de plus en plus à contre-saison pour découvrir ou retrouver des lieux aimés quand le flot touristique se tarit. Une relative solitude est un facteur indispensable pour laisser une architecture, une toile, un coin de nature libérer leur charme, délivrer leur message. A qui s'ajoute l'avantage de bénéficier des prix modérés proposés par certains voyageurs. Aiosi de Venise, par exemple, et du « Venezia Pass » de CTT Evaison (3, boulevard des Capucines, 75002 Paris, tél. : 44-71-30-00). Il permet notamment de prendre le thé en écoutant un concert dans les salons dix-huitième du palais Mocenigo ; de bénéficier d'entrées gratuites dans certains musées, de réductions dans d'autres ainsi que sur les excursions en bateau aux îles de la lagune. Il est inclus dans un éventail de forfaits qui, afin de séduire le plus grand nombre, associent durée, hébergement et mode de transports différents. Le plus économique : 2 nuits avec petits déjeuners et aller-retour en train (2^e classe), 1 310 F. Le plus classique : 3 nuits, vols charters, de 1 935 F à 2 280 F ; 7 nuits à partir de 2 595 F. La brochure Italie (Sicile, Malte) comporte des propositions semblables concernant Rome, Florence, Milan, Naples, le Nouvel An ainsi qu'un programme à la Scala de Milan et des informations sur les charters. Signaleons enfin que la CTT diffuse également la brochure hiver 92/93 de Valtur qui présente les 19 villages-clubs (11 en Italie dont 3 dans les Alpes, 3 en Afrique du Nord, 2 dans l'océan Indien, etc.) du leader du « tout compris » à l'italienne.

Guide

On s'arrête en général un ou deux jours à Delhi, à l'occasion d'un voyage dans l'Himalaya. C'est injuste pour la ville eux sept millions de habitants qui ont fait d'elle la capitale de l'Union. Elle s'est développée autour de la vieille et belle ville moghole. New et Old-Delhi méritent mieux qu'une visite à la sauvette. Il y a tant de choses à voir ! Trois vols hebdomadaires Swireair (tél. : 45-81-11-01) relient Paris à New-Delhi, via Zurich ; tarif Suisse-Delhi à partir de 1 899 FF.

Etant donné la chaleur et les grandes distances qui séparent les sanctuaires et monuments mentionnés ici — auxquels il convient d'ajouter Geori-Shenkar, le temple hindou, également à Chandni-Chowk, Budha-Vihar, le monastère bouddhiste situé derrière le Fort-Rouge et Nizemuddin, sanctuaire d'un derviche soufi, — louer une voiture avec chauffeur (350 F environ pour deux jours). Artou Delhi (13, Henuman Road, 110001 New-Delhi,

tél. : 11-34-42-15, fax : 11-31-07-35), correspondant d'Artou Genève, fait le nécessaire et peut effectuer les réservations d'hôtel. Sur les sites, des guides se proposent spontanément. Parler avec eux pour tester leurs connaissances et, éventuellement, accepter. On apprend toujours quelque chose.

La promenade en rickshaw, ce scooter à trois roues qui accoude à rompre le dos, est parfaite pour les petites distances, car elle met en prise directe avec la ville. Les conducteurs foncent de toute la vitesse qu'autorise la puissance de leur moteur, se faufilant entre cars, camions et voitures. Lors des arrêts aux carrefours, des mains se tendent : vieille femme aux grands yeux, qui heppe le billet tendu et disparaît, aussitôt remplacée par une petite fille, un bébé dans les bras.

Delhi, Agra, Jaipur, de Louise Nicholson (éditions Olizena), est sans doute le meilleur guide. A compléter par Inde

1992, de Jean-Pierre Bruneau (Voyageurs du monde éditeur), plus contemporain. Les Indes florissantes (« Bouquins », R. Laffont) est une anthologie des voyageurs français en Inde au dix-huitième siècle. Pour un regard lucide, actuel : *L'Inde, un million de révoltes*, de V. S. Naipaul, publié chez Plon (lire l'analyse de Nicole Zand dans « Le Monde des livres » du 18 septembre).

Au sortir de la chaleur et de la pollution extrême des avenues de Delhi, on appréciera la fraîcheur (qui confine parfois à la glacière) du très raffiné Oberoi, dont les chambres ont vue sur les pelouses du terrain de golf, ou du Méridien, non loin de Connaught Place. Deux hôtels de luxe avec piscine, larges chambres, raffinement oriental pour le premier, architecture intérieure à galeries de bois pour le second. On peut y prendre ses repas en toute sécurité. L'un et l'autre ont une bonne librairie. Celle du Méridien correspond aux goûts du voyageur : livres sur l'Inde,

mais aussi le Tibet, le Bhoutan et le Népal. Mentionnons le Taj Mahal, pour son hell et sa cuisine chinoise, l'Imperial, pour les nostalgiques du Raj, et l'As-hok, un hôtel « officiel ». Beaucoup moins cher et pleins de charme : le Merine et le Nirula.

Le visiteur qui a besoin de repères goûtera les cuisines indienne, continentale et chinoise au très victorien Gaylord et au Nirula déjà mentionné ; cuisine indienne au Host. Prix : de 20 F à 80 F environ. Mention spéciale pour la cuisine patane du nord-ouest pékistanaïe et du Boukhare, au Meurye Sheraton. Très en vogue actuellement, la cuisine cechemorie et les vins français du Chor Bizar, dans l'hôtel Broadway.

Tous renseignements à l'Office national indien du tourisme, B, boulevard de la Madeleine, 75009 Paris, tél. : 42-85-83-86. Sur place : Tourist Office, 88, Janpath, New-Delhi, tél. : 332-00-05. •

TÉLEX

L'Antarctique avec un autre voyage au pays des glaces proposé par les éditions Solar. *Eternel Antarctique* (224 p., 160 photos couleur, 180 F) est l'œuvre de quatre explorateurs et photographes, Ron Naveen, Colin Muntath, Tui de Roy et Mark Jones. Ils totalisent plus de soixante séjours sur ce continent de la démesure (équivalent aux Etats-Unis plus le Mexique) qui, avec la banquise, double sa superficie en hiver. Une somptueuse errance à travers le dernier espace vierge de la planète, son décor de glaciers, icebergs et montagnes impressionnantes, et sa faune variée.

Quatrième trophée de golf des restaurateurs, du 5 au 12 janvier, à l'Hôtel Saint-Géran, à l'île Maurice. Fins gourmets et « toqués » de la petite balle blanche s'affronteront sur 36 trous du parcours local. Il en coûtera 12 450 F par personne, prix comprenant le vol direct sur Air

Mauritius, l'hébergement en chambre double et demi-pension, une soirée de gala, tous les sports nautiques, les transferts et les green fees. Renseignements auprès d'Irene Behar, chez Kunni, tél. : 42-85-37-00.

Vols Paris-New-York, avec Voyage pour tous les Découvreurs, à partir de 1 789 F aller-retour à dates fixes. Sinon, à partir de 1 990 F aller-retour. Renseignements sur les autres tarifs aériens nord-américains de ce voyageur au 43-26-06-88 (220, rue Saint-Jacques, 75005 Paris) et au 57-81-12-00 (26, quai de Baccalan, 33300 Bordeaux).

5^e Fête des fruits et légumes d'hiver à aujourd'hui, les 7 et 8 novembre, au domaine de Saint-Jean-de-Beauregard (Essonne). Pour découvrir et acquérir des variétés rares ou anciennes, suivre des démonstrations de taille et de greffe, des conférences. Le domaine est situé à 28 km au sud de Paris (N 118 ou autoroutes A6 puis A10, sortie Les Ulis puis D35, tél. : 60-12-00-01). De 10 heures à 18 heures, entrée 40 F.

Sélection établie
par Patrick Francis
et Danielle Tramard.

Cendrars était-il dans le train ?

Suite de la page 27

Cendrars n'était pas un menteur, c'était un homme dominé par son imagination, assurait Nino Frank. Ses amis ont renoncé à faire le compte de ses inventions : « Je me moque de sa mythomanie », note Robert Doisneau, qui se souvient l'avoir vu « fourrer dehors » un chercheur suisse qui arrivait avec du papier millimétré et lui demandait « à quelle date exactement » il avait pris le Transsibérien. Plus aimable et en confiance, à la fin d'un repas, il avait répondu à Pierre Lazareff, le patron de Paris-Soir : « Qu'est-ce que ça peut te faire, puisque je vous l'ai fait prendre à tous ».

L'écrivain-voyageur T'Serstevens, fournisseur d'informations de terrain au cours d'une longue amitié avec chauds et froids, affirmait l'avoir entendu raconter « sept versions » différentes de son fameux voyage. Sa fille Miriam Cendrars, qui publiait, en 1984, un *Blaise Cendrars* (Points-Seuil) important et chaleureux, laissait filtrer des révélations sur les relations de l'écrivain avec sa famille et sur d'autres moments de sa existence, n'entamant en rien la légende du train, laissant l'autobiographie romancée prendre le pas sur une impossible biographie.

Auteur d'une *Enquête sur un homme à la main coupée*, puis d'un *Pour saluer Cendrars* (4), Jérôme Camilly choisit de se laisser emporter « au bout du monde » par la prose déferlante de son héros en accompagnant le mouvement. S'il a interrogé patiemment les médecins sur la fameuse « douleur fontaine » de cette main coupée qui toujours martyrisera le mutilé des tranchées de Champagne, « pour le train, dit-il, je renonce. Je crois qu'il a tiré beaucoup de récits de Rogovine. On ne peut pas savoir. L'enquête policière mène à des impasses : Cendrars a mis le feu partout ».

Les universitaires qui, depuis vingt ans et notamment au sein de l'Association Blaise Cendrars (5) explorent les eaux troubles de l'œuvre — récit, roman, mémoires, poésie et reportage — n'ont longtemps eu le choix qu'entre « démentir et paraphraser », selon l'expression de Claude Lévi-Strauss, professeur de littérature française à l'université Paris-X-Nanterre. « De toute façon, il nous piège : si on entérine la légende, on est piégé ; si on dément, on l'est aussi, car on perd les moyens d'enrichir la réélaboration du réel. Lui-

même ne souhaitait pas qu'on le croie. Pour quelqu'un qui parle tout le temps à la première personne, la définition qu'il se donne, c'est justement l'« irréalisme ». A la question : quel est votre héros dans la vie ? il répond : l'idiot, de Dostoïevski. Le personnage de Rogovine n'existe pas : c'est sans doute le Rogovine de l'idiot, et lui est une sorte de prince Mouchkine. Animé sans doute d'une très grande violence qu'il pousse à s'engager en 1914, qu'il expie dans la vie avec son amputation, et dans la littérature en se débarrassant de son mauvais double, Moravagine, paru en 1926 ».

Auteur d'une thèse sur Cendrars et son rapport à ce pseudonyme, sur sa « renaissance » (le « changer la vie » de Rimbaud pris au pied de la lettre), Claude Leroy suggère que l'écrivain est moins un mythomane qu'un « mythographe ». Cendrars le dit : « Je ne trempe pas ma plume dans un encrier, mais dans la vie ». Les journaux, l'actualité, les romans populaires (qu'il découpe chez Gustave Le Rouge pour en faire les instantanés poétiques de *Kodak*), les voyages, les vagabonds, les récits qu'il recueille, qu'il adorne, la documentation encyclopédique qu'il amasse, et qui nourrit des digressions savantes, les lectures innombrables, tout est redonné à la littérature, au « lecteur inconnu ».

L'enfant qui découvrait le monde dans la *Géographie universelle* d'Eliée Reclus dans la bibliothèque paternelle, et à la faveur de démentis familiaux fréquents (Egypte, Italie, Londres), l'adolescent qui ira faire son apprentissage à Saint-Petersbourg et le jeune homme qui s'embarquera pour l'Amérique ont toujours « beaucoup voyagé dans les livres » et « beaucoup voyagé tout court ». « Ecrivain en mouvement », Cendrars décrit fort peu les paysages, pas du tout les villes ni les monuments. Le célèbre *Bourlinguer* est divisé en chapitres qui portent des noms de ports : Anvers, Hambourg, Bordeaux, Gênes, Paris port de mer, pourtant on les voit à peine ; mais on rencontre des personnages.

Cendrars voyage à travers le temps (« Je cherche un Moyen Âge impossible », note-t-il en Russie), à travers des figures, et c'est surtout pour attirer l'attention de Remy de Gourmont, qu'il admire et qu'il rencontre par hasard sur les quais, qu'il se met à raconter comment, « employé à entretenir le calorifère de l'hôtel des Wagons-Lits, durant le



Blaise Cendrars vu par Robert Doisneau en 1947.

terrible hiver 1904, à Pékin [il brûlait] des collections du Mercure de France... Directeur : Remy de Gourmont. A Pékin, où il ne fut jamais.

« Un livre, un miroir déformant, une projection idéale. La seule réalité, ou c'est tout comme » (le *Lotissement du ciel*). A l'écrivain et ami Jérôme Peignot qui, le trouvant attaché seul à la terrasse du Flore, peu de temps avant sa mort, dans la longue conversation qui s'engagea, lui posait « la » question sur « le Transsibérien et tout le saint-frusquin », il répondra : « Ce qui compte, c'est la locomotive. Je veux dire d'avancer. Ce que tu mets dans la machine

importe peu pourvu qu'elle marche et si possible que, dans son ventre, cela soit un feu d'enfer. » La vérité pure...

Michèle Champenois

(4) *Enquête sur un homme à la main coupée*, Cherche-Midi, 1986, avec une préface de Robert Doisneau. Pour saluer Cendrars, avec des photographies de Doisneau, Actes Sud, 1989.

(5) L'Association internationale Blaise Cendrars publie un bulletin intitulé *Fenêtre de nuit* et organise des rencontres et des colloques. Renseignements auprès de sa secrétaire générale : Raphaëlle Desplechin, 12, rue Saint-Ambroise, 75011 Paris.

Le bras droit de Jules Verne

Dans votre article « Le cornac d'Amiens » (« Le Monde sans visa » du 19 septembre), vous avez fait l'éloge — à l'occasion de la republication de *Découverte de la Terre* par les éditions Chaleil à Montpellier — du dessinateur favori de Jules Verne, Léon Benett, mon arrière-grand-père, et je vous en remercie, car il est souvent méconnu et certaines études sur les illustrateurs du dix-neuvième siècle le disaient même anglais.

Il est cependant dommage que l'auteur de l'article n'ait pas poussé plus loin son enquête sur l'autre vie professionnelle de Léon Benett, vie dont il aurait alors donné une image moins négative : si, en effet, mon bis-aïeul débuta modestement, il ne resta pas toute sa vie « vérificateur de troisième classe » aux colonies, comme l'article du « Sans visa » peut le laisser croire. Il termina sa carrière de fonctionnaire en haut de la hiérarchie et à Paris.

Le catalogue de l'exposition « Jules Verne » à Amiens avait donné tous les détails sur les voyages et grades de mon ancêtre. Le mobile littéraire ne fut pas seul à la base de son travail pour Jules Verne. Léon Benett avait été empêché par son père d'embrasser une carrière artistique. Il se rattrapa par son étroite et longue collaboration avec Jules Verne et fut, à la fois, bon dessinateur et bon fonctionnaire, c'est-à-dire un homme très complet.

Chantal de Crepy-Benet Vincennes

« Jument verte » du Mékong

Aneien d'Indochine (1941-1947), où j'ai notamment été durant deux ans, au Laos, chef des partisans méos (hmongs), je me permets d'apporter quelques précisions « véreuses » au reportage de Jean-Pierre Péroche-Hugot, « Le Mékong paisible », dans « Le Monde sans visa » du 10 octobre. Alors que j'étais reçu au palais royal de Louang-Phabang, mon attention, comme celle de votre

reporter, y fut attirée par les grandes fresques sur la vie laotienne d'Alix de Fautereau. Je connus là-bas cette artiste — à la ville. M. Alix Aymé, — qui était l'épouse du général commandant lors du coup de force japonais du 9 mars 1945 — et donc belle-sœur de l'écrivain Marcel Aymé. M. Aymé fut professeur à l'école des beaux-arts d'Hanoï, où elle a largement contribué à relancer la laque. Je devais la revoir plus tard à Rouen, où elle présentait une exposition de ses propres œuvres sur laque. La parenté d'Alix de Fautereau avec Marcel Aymé l'avait fait amicalement surnommer, en Indochine, la « Jument verte ».

M. Chenivasse, Rouen

Architectures ultramarines

La recension qu'a donnée Michèle Champenois de l'ouvrage *Architectures d'outre-mer* (éditions Mardaga, Liège, Belgique) dans « Le Monde sans visa » du 10 octobre nous incite à vous signaler la récente création, sous la présidence du journaliste Philippe Sainteny, de l'association (loi 1901) des Amis du patrimoine architectural et urbain du Vietnam, l'APAUV. En liaison avec des Vietnamiens, notre association vise à protéger et entretenir les monuments ou ensembles architecturaux les plus exemplaires provenant notamment de la période française, une des priorités étant la conservation du très homogène centre d'Hanoï, particulièrement bien préservé en dépit des années de guerre. APAUV, 16, rue Orléans, 75016 Paris.

M. Lê Cuong, architecte, secrétaire général de l'APAUV

Gallois et breton

A propos du déclin du breton, évoqué dans l'article sur le Pays de Galles (« Le Monde sans visa » du 26 septembre), M. Perrot (Paris) estime qu'il « a surtout été couru en France par l'emploi de méthodes brutales dirigées contre lui par l'éducation nationale, scolaire et fanatique, pour laquelle n'existait « hors du français point de salut ». Et, aujourd'hui, dans ce pays champion de la liberté et de l'égalité, il n'est octroyé qu'une heure par semaine ou breton à côté de la logorrhée qui se déverse par tous les canaux dans l'ourle longue. Mais, comme le dit Hagège, l'Europe est un otout pour les langues minorisées. La Bretagne l'a bien compris qui a apporté au référendum, à elle seule, la moitié des voix qui ont fait gagner le « oui ».

Bouquinistes portugais

A propos du terme bouquiniste (« Le Monde sans visa » du 19 septembre), M. José M. de Faria (Mangualde, Portugal) précise : « Il existe dans la langue portugaise un équivalent désignant, lui aussi, le vendeur de livres d'occasion. Dérivé de l'arabe *al-farabi* (sauf erreur, un nom propre), le portugais connaît les noms *alfarabio*, que les dictionnaires définissent comme étant un livre ancien et de peu de valeur, et *alfarabista*, celui qui lit, collectionne ou vend et achète ces mêmes livres. Voici donc notre *alfarabista* des bords du Tage digne confrère du bouquiniste des quais de la Seine. Puisse-t-il, l'un et l'autre, continuer pendant longtemps à faire la joie des flâneurs... »

Paris-Cancun. A des prix qui réchauffent le Dieu-Soleil.

5960 F*

Un vrai prix pour découvrir la mer turquoise des Caraïbes Mexicaines et les dieux Mayas.

*Prix à partir de 5960 F comprenant :
• Le vol sans escale Paris/Cancun/Paris en Boeing 767 Aéromexico et 6 nuits en hôtel 3 étoiles à Cancun, en chambre double.

Contactez nous :

Voyagers Au Mexique
5, Place André Malraux - 75001 Paris
Tél. 42 86 17 40 - Fax 42 96 10 15



UNE SEMAINE EN FLORIDE

à partir de 5 910 F*

— PARIS/ORLANDO/PARIS.
— Une voiture de location en kilométrage illimité.
— Une location de villa.
* Prix basé sur 4 personnes minimum.

CONTACTOUR
30, rue de Richelieu, 75001 PARIS.
Tél. : (1) 42-96-02-25.

PARTEZ À LA DÉCOUVERTE DU MONDE EN TRAIN

RAILS SANS FRONTIÈRES

le magazine qui vous fait aimer le voyage en train

Au sommaire du N° 11 :
— La Turquie
— New York/Washington
— Budapest
— Loire et Sologne

EN VENTE EN

RAILS SANS FRONTIÈRES
6, avenue Rachel
75018 PARIS
Tél. : 42.93.88.84

CROISIÈRES CHANDRIS

Vacances d'Hiver ? Où partez-vous ? ANTILLES ? FLORIDE ? JAMAÏQUE ? MEXIQUE ? VENEZUELA ?

Quel que soit votre choix, le soleil des Caraïbes vous y attend ! ... à des prix très... très... très... compétitifs (ex : à partir de 11 135 F, au départ de Paris) pour des croisières de 8, 11 et 12 jours d'île en île, de plage en plage, sur la mer bleue et chaude des Caraïbes, sous le signe de la fête, de la farniente et de la découverte (croisière Horizon 8 jours, cabine double, taxes et ass. en sus)

OFFRE SPECIALE - 10 %

sur les croisières à bord de l'Horizon & Meridien jusqu'au 12/12/92

Sans aucun engagement de votre part, demandez nos brochures 93 CROISIÈRES CHANDRIS - Lic 175521 - 35 rue Etienne Marcel 75001 Paris

Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____
CP & Ville : _____

هذا من راصل

Monde • Samedi 31 octobre 1992 •

SANS VISA
VOYAGE

Buenaventura, port oublié des C

Entre forêt et Pacifique, Buenaventura a beau être le principal port de la Colombie, c'est aussi un port du bout du monde, « abandonné » par le pouvoir central, où le chantier naval ne fonctionne que grâce à l'énergie et à l'esprit d'initiative de Flavio, un émule de l'abbé Pierre.

Il a vingt ans de brousse, de pirogue et de Pacifique, Flavio. Mais pas une seule ride de lassitude, mince, alerte. Flavio le flaco (le tout maigre) comme disent avec affection ses voisins, les Noirs du kilomètre 4. La même brune en bataille sur un visage rieur et bronzé, Flavio, le petit curé italien, patron de la maison d'Emmalis de Buenaventura. Un nom qui sonne bien pour lui. La bonne aventure au bout du monde entre forêt équatoriale et houle profonde de l'océan, sur un littoral qu'on croirait oublié de Dieu et des hommes s'il n'était pas là, lui, justement, pour pratiquer la fraternité.

Vingt ans qu'il a quitté son Trentin natal. Qu'il patauge dans la boue des bidonvilles sur pilotis de la Playita ou de San-José, les quartiers pauvres du principal port de Colombie. Il les a vus grandir, pousser leurs jambes de bois de cinq mètres de haut, toujours plus loin dans la baie. C'est le niveau moyen de la marée, d'une grande amplitude sur cette côte sauvage, frangée de palétuviers aux racines bizarres, de criques marécageuses et d'un réseau complexe de canaux naturels.

A force de balancer détritiques, ordures, excréments, planches pourries et poissons crevés sous les planches disjointes des cabanes misérables, les cités lacustres gagnent patiemment du terrain sur le bras de mer. Là où l'océan léchait encore le rivage il y a quelques années, on trouve maintenant des ruelles, des bicoques plus solides, certaines même ombragées et avec parfois un pot de géraniums à la croisée d'une fenêtre de poutre, des échoppes d'artisans. Toute une vie, enfin. Populaire, grouillante, qui sent la noix de coco et le poisson. Un univers bâti sur un sol meuble qui est accumulation forcée d'immondices. Le cycle du crabe aussi. Le sociologue brésilien José de Castro l'avait décrit dans les bidonvilles marins de Recife : les hommes se nourrissent de crabes qui se nourrissent des excréments humains.

Ici aussi, comme à Bahia la brésilienne, des décharges enturbannées vendent trois citrons à même le sol. Des jeunes filles minces comme des lianes, la peau d'ébène brillante, la poitrine provocante, les reins cambrés, roulent des hanches. Un quartier noir à 99 %, bon enfant, débarrassé, avec des rumeurs de salsa jusqu'à 3 heures du matin. On vit dans la rue, jour et nuit, car les demeures les plus coquettes - quatre planches de bois, une table, une pailasse, un réchaud, la vierge polychrome sur une paroi, l'antenne de télé - et la chaleur poisseuse. Tee-shirts pour les femmes, le crâne hérissé de bigoudis, qu'on se demande si et quand elles les enlèvent. Un tricot de corps pour les hommes.

Tout le monde connaît Flavio. Depuis le temps ! Il a droit à des sourires, des bouclettes de négrillons nus comme la main qui vont plonger plus loin dans l'eau sale avec de grands éclats de rire. Lui s'arrête, les mains sur les hanches, désigne une mesure à cinq « blocs » de la nouvelle ligne de rivage. « C'était ma première résidence quand j'ai débarqué ici. J'avais les pieds dans l'eau... » La « résidence », minuscule, est encastée aujourd'hui entre une échoppe de coiffure inaccessible et ce qui ressemble à un atelier à la toiture effondrée. « Le dernier tremblement de terre », commente sèchement Flavio. Depuis, il s'est replié



sur ce que les habitants appellent le « continent », au-delà du pont de Piao (de Panamas), le seul en fait, étroit et encombré, qui unisse « l'île » au « continent ».

« L'île », trois kilomètres de long sur un kilomètre et demi de large, plate, avec une seule colline pentue, la loma, qui domine les quais du port, à la partie noble de Buenaventura. Quelques vraies rues, asphaltées depuis peu, la capitainerie et les douanes, des banques, et la Maison du café, fière de ses douze étages. Quelques bars à filles aussi au bas de la colline à la Flota. Ce qui reste de l'ancien secteur « chaud », le maire précédent, Gerardo Tovar, ayant décidé d'expulser les bordels clandestins mais tolérés vers le « continent », au kilomètre 7.

« Le continent ? Un bien grand mot pour une terre étroite, imbriquée dans la baie, également oxydée d'embruns et encerclée régulièrement par ces vastes plages de vase que laisse la marée. Des grèves immenses et noires où les femmes des pêcheurs, jupes retroussées, marchent à la rencontre de leurs hommes et des barques échouées, chargées d'écaillés brillantes comme l'argent. Vue du ciel et à marée basse, Buenaventura ressemble à une cité qui aurait été submergée par une coulée de boue. « La première fois, dit un pilote d'hélicoptère, j'ai cru retrouver Armero », enseveli en 1985 par l'éruption du Nevado del Ruiz.

A la pointe de l'île, les Mercedes, la zone élégante, n'a pas 200 mètres de long et bute sur le débarcadère. Mais l'hôtel Estación, avec ses hautes galeries coloniales et ses voilures à pales géantes, a le charme des résidences des années 30 face à la baie très abritée, d'une vingtaine de kilomètres de long. De ses patios on aperçoit les chaloupes qui traversent la rade vers les rives verdoyantes et touffues de la Bocana, les cargos panus et rouillés, très hauts sur l'eau, qui attendent une place le long des quais d'un port submergé par un trafic en hausse depuis « l'ouverture économique » décidée en 1990 par le gouvernement.

Buenaventura, ville oubliée depuis des lustres par le pouvoir central. Port de l'abandon et du mépris. A Bogotá, à Medellín, on affiche volontiers un air d'indifférence vaguement réprobatrice. « Vous allez à Buenaventura ? Quelle idée. Mois c'est horrible, sale et misérable. Et il ne se passe rien... »

Salé ? Sans doute, mais pas plus que certains quartiers des ports équatoriens de Guayaquil ou panaméen de Colon. La même chaleur humide qui vous colle à la peau, la

même rusticité, les mêmes façades rongées par l'humidité qui vient de la mer et du ciel, les mêmes regards insistants ou tristes de grands Noirs nusculéux et désœuvrés.

Misérable ? Flavio nuance : « De notre point de vue, c'est possible. Mais, vu de leur bord, ce n'est pas évident. C'est une population de pêcheurs fruste, courageuse, qui se bat contre une mer difficile qui porte d'huileux nul son nom, et qui en vit... » Mais Buenaventura n'échappe pas au climat des autres cités colombiennes, entre « ville haute » et « ville basse », entre quartier « nord » et quartier « sud », malgré l'apparente uniformité de ses ruelles mouillées par le crachin et de ses façades délavées. Comme dans le Choco voisin, exceptionnelle réserve de biodiversité, où la pluviosité est l'une des plus fortes de la planète. Il n'y a guère de jour sans averse brutale ou ténue. De lourds nuages roulent sans cesse vers l'horizon au-dessus de la baie.

Ici, dit Julio Cesar, qui dirige un institut de coopération technique, FUNDELPA, « il n'y a pas de riches, pas de vrais quartiers résidentiels avec piscines et bougainvilliers. Ne cherchez pas. Il n'y a que des pauvres. Les gens aînés qui travaillent habitent Cali. La coupe des week-ends va vers l'intérieur, pas vers les plages... » Pendant longtemps, le seul intérêt de la Colombie pour Buenaventura a été son port. La preuve, la seule route digne de ce nom relie d'une traite les quais à Cali : 140 kilomètres de courbes, de bosses, de collines fauves escaladées du côté de Lobero, de forêts équatoriales, de plantations de bananes, avant la dégringolade spectaculaire sur le Valle. Le port, c'est Notre-Dame, kilomètre 0. Tout au bout du ruban acrobatique que les colonnes de trailers dévalent en quelques heures, les gratte-ciel et les parcs tropicaux de Cali, nichés dans sa « vallée heureuse ». Entre les deux, rien, des huttes de paille, des stations-service et, de loin en loin, un cavalier en poncho, machette, sombrero crânement planté et l'allure d'uo conquérant solitaire. On pourrait paraphraser le Georges Arnaud du Salaire de la peur : « Buenaventura n'existe pas. Je le sais. Je l'ai rencontrée. »

Flavio a installé son nouveau quartier général au kilomètre 4. « Vous verrez, c'est facile. Sur la façade ils ont écrit « Emmalís ». Vue de la rue, la bicoque du disciple passionné et performant de l'abbé Pierre semble plantée de guingois au milieu d'un terroir vague protégé par une palissade, mais c'est mieux quand même que

la demeure numéro un de la Playita. Un bras de mer se dessine au bout du champ bosselé et envahi de hautes herbes. Des bateaux de pêche sont échoués sur la grève, en instance de réparation. Un atelier en plein vent, un resto du cœur, des bureaux exigus, un dispensaire complètent le domaine d'Emmalis. Mais le don, c'est le chantier naval. Réduit pour le moment à une cale sèche artisanale, mais où Flavio achève avec son équipe d'ouvriers de construire un vrai pétrolier. C'est son orgueil. Il a le regard brillant en contemplant la coque. « Encore sept ou huit semaines pour la finition, dit-il, et un le met à l'eau. » C'est le chantier le plus important de toute la côte pacifique de la Colombie. Il s'avère, les yeux baissés, la surprise et son triomphe. « Ici, nous ne pouvons pas nous contenter de distribuer des fringues comme en Europe. D'ailleurs, les gens n'en ont pas vraiment besoin. Ils se contentent d'un peu d'argent et d'une chemise. En revanche, je les aide à organiser une coopérative de pêcheurs. Ils sont déjà une soixantaine et je pense agrandir la cale sèche. » A tout hasard, il a pris, l'année dernière, des contacts à Nantes.

Qu'est-ce qu'il a pu pousser ce diable d'homme, toujours en mouvement entre deux pirogues, à venir s'échouer sur ce rivage et dans cette ville dont il ignorait même le nom ? « Le hasard, répond-il. Mais j'ai eu tout de suite le coup de foudre. Au-delà du port il n'y a rien d'autre que la jungle. Jusqu'à la frontière du Panama. La pêche, la forêt, des Indiens superbes comme les Wounaan, sains, robustes. Les Noirs de la côte pacifique sont plus naturels, plus authentiques que ceux du littoral caribbe. Pas de touristes, ou si peu... J'ai retrouvé le bon sauvage de Jean-Jacques Rousseau. »

Buenaventura n'est évidemment pas un haut lieu du tourisme international. C'est aussi l'avis de José Antonio, un mulâtre rondouillard et chaleureux, responsable de l'office de tourisme local. Son bureau étroit - qu'il partage avec le service de vente de billets pour les rustiques chaloupes qui assurent le cabotage dans la baie le long de la côte - est à l'image d'une activité très réduite. Il se gratte une joue mal rasée : « On fait des efforts », dit-il sans grande conviction. De fait, l'ancien terrain vague boueux qui joutait l'embarcadère a été aménagé depuis peu en esplanade touristique avec réverbères et pelouses. « C'est le dernier lifting du quartier », précise-t-il avec un sourire en coin.

Les plages ? Elles sont proches pourtant, à moins d'une heure de canot et d'une qualité exceptionnelle. Le Bocana, qui est aussi un village de pêcheurs, est niché à l'entrée de la baie. Plus loin, trouvant la ligne des palétuviers, les criques de Ladrilleros et Juan-Chaco.

Mais le site le plus « chic » est la base navale de Bahia-Malaga, construite en 1989. Le raffinement et le confort sous les tropiques. La marine colombienne sait vivre. C'est elle qui accueille les plus hautes autorités pour des conférences sur « l'indispensable ouverture du pays vers le bassin du Pacifique ».

C'est ainsi qu'on a vu, à Bahia-Malaga, Noémi Sanin, la très jolie et très élégante ministre des Affaires étrangères de Colombie, coiffée d'une casquette d'officier de marine, prendre la barre d'une vedette de la marine de guerre. Elle était accompagnée de plusieurs autres ministres, dont celui de la Défense, et de quelques ambassadeurs représentant des pays américains et asiatiques. Mais cette manifestation politico-mondaine ne s'est pas arrêtée à Buenaventura. Le port n'est pas encore une étape à la mode. « Le tourisme d'aventure ici n'a pas de limite, dit Flavio, et le Choco est un territoire pratiquement vierge. »

C'est aussi l'opinion de Rodrigo Escobar, ancien maire de Cali, avocat, convaincu du développement du tourisme écologique dans cette région. « On y trouve, affirme-t-il, plus d'oiseaux, plus de plantes et davantage d'orchidées au kilomètre carré que dans n'importe quel autre pays du monde. » Et de s'exalter à l'évocation de l'île de Gorgona, que l'on atteint en une nuit de canotage depuis Buenaventura. Douze heures à bord d'un rafiot en bois surchargé de ballots divers. Mais, à l'aube, la découverte d'un joyau : une île montagneuse et quasi déserte de six kilomètres de long sur deux de large. La Gorgona verdoyante surgit du Pacifique comme un rêve tropical de Robinson Crusoe. Le courant froid de Humboldt passe ici très large, et les fanatiques de plongée sous-marine restent discrets sur leurs découvertes. Criques de sable blanc à l'est, falaises abruptes à l'ouest, cocotiers, chênes géants et pins, singes, tortues marines et des baleines qui se retrouvent, une fois l'an, sur ces rivages pour mettre bas.

Francisco Pizarro, conquérant du Pérou, s'arrêta, dit-on, à la Gorgona en 1527. Refuge de pirates au XVII^e siècle, l'île fut aussi un bagne après 1960. Elle appartient aujourd'hui au réseau des parcs

nationaux. Elle restera protégée - et c'est le cas de tout le littoral - tant que l'infrastructure hôtelière sera ce qu'elle est aujourd'hui, c'est-à-dire ultra-moderne. Entre Buenaventura et Tumaco, près de la frontière équatorienne, on parle plus volontiers de mer de Balboa que de Pacifique. En hommage à Vasco Nunez de Balboa, qui traversa à grand-peine l'isthme de Darien (dans l'actuelle République de Panama) et déboucha le 25 septembre 1515 sur le Pacifique. Brève victoire. Arrêté par le gouverneur Pedro Davila et jugé sommairement, Balboa fut exécuté en 1517.

Envoyé de la Couronne espagnole à Panama, le licencié Pascual de Andoyaga reprit le flambeau, organisa une première expédition jusqu'à l'embouchure du fleuve San-Juan. A la seconde, en 1540, il toucha terre sur la petite île de Cascajal, où il fonda Buenaventura. Dans leurs récits, ses compagnons dépeignent la « véritable horreur » que leur inspira ce refuge austère et sauvage. Seules les affirmations des caciques indiens sur l'existence de gisements d'or importants aux sources des fleuves Aochicaya et Raposo les retinrent en ces lieux désolés. Ils franchirent les crêtes de la Cordillère occidentale et arrivèrent dans le Valle. Mais ils cherchaient l'Eldorado et non pas des plaines fertiles. Buenaventura est restée à peu près ignorée pendant des siècles. Le littoral était, selon le mot d'un chroniqueur colombien, « reconchado », c'est-à-dire le plus dissimulé du monde.

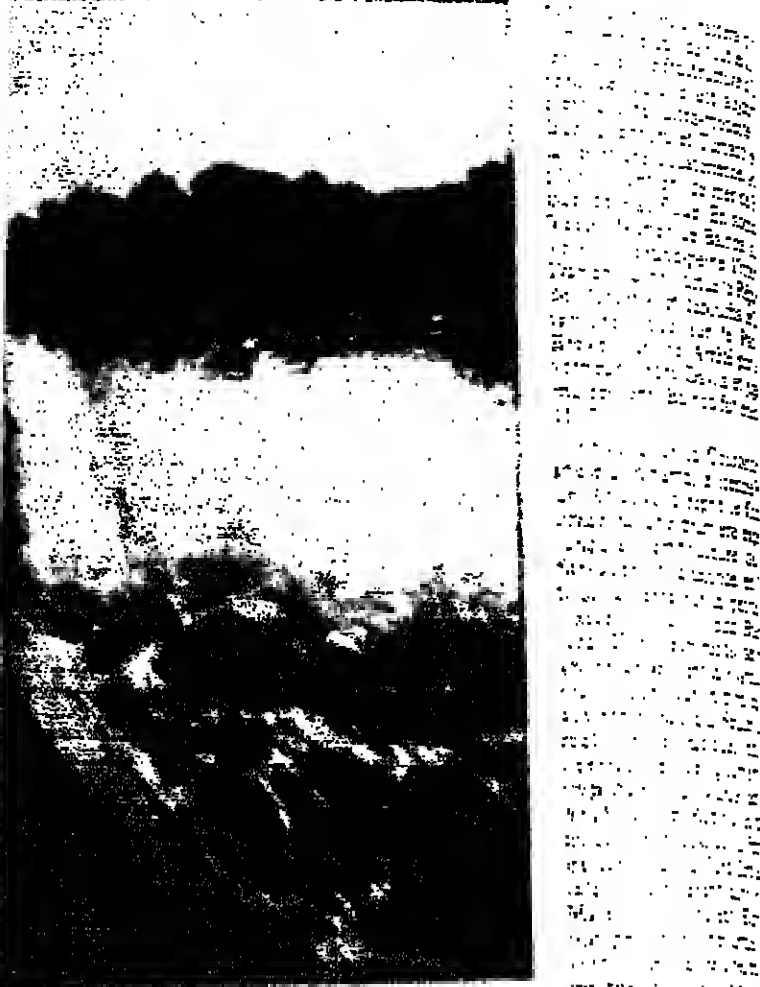
Seul fait notable : le général Sucre, compagnon de Bolivar, s'embarqua ici pour aller guerroyer en Equateur et au Pérou et gagner la bataille décisive de l'indépendance contre les Espagnols. Mais l'histoire de la ville est surtout marquée de désastres. Un incendie gigantesque la détruisit complètement en 1881. Ceux de 1892, de 1931 et de 1955 firent des dégâts considérables. La liste des tremblements de terre, suivis de raz de marée dévastateurs, est longue. Les plus récents ont eu lieu en 1906 et en 1957. Autre catastrophe : le vapeur anglais Tritonia, chargé de 200 tonnes de dynamite, explosa devant le port le 28 février 1929. La déflagration souffla toutes les portes et toitures de la cité. Il a fallu attendre 1836 pour qu'une première route soit envisagée entre Buenaventura et Cali, longeant en partie les rives du fleuve Dagua, qui creuse un canyon étroit dans la Cordillère occidentale, et l'année 1878 pour la mise en route du chemin de fer sur le même parcours.

La première locomotive arriva en fanfare à Cali en janvier 1915. Un moyen de transport hélas pratiquement abandonné aujourd'hui (les rails sont hors d'usage), alors que le trafic par camion s'avère totalement insuffisant face à l'encombrement des quais et des entrepôts.

La population actuelle est estimée à environ trois cent mille habitants. Les statistiques ne sont pas très rigoureuses. Mais, après un si long sommeil, l'essor est notable. L'écrivain colombien Polo Valencia, qui égrène ses souvenirs d'enfance au début du siècle, ne reconnaît plus sa cité : « Les quartiers de la basse ville, dit-il, étaient alors complètement submergés par la mer. Le trafic était interrompu et les habitants restaient chez eux en attendant la décrue. Ceux d'en haut venaient assister au spectacle et faisaient des paris. Nous, les enfants, on en profitait pour pêcher encore occupés par des lagunes et des marécages infestés de caïmans. Surtout à proximité de l'abbatir. Parfois, ils dévoraient les chiens imprudents. Pour le reste, tout était paisible. Les vaches déambulaient librement. Nous avions des jolies simples, l'enfant Jésus descendait le fleuve sur une pirogue la nuit de Noël. Il n'y avait pas de mauvais garçons, les délits étaient exceptionnels. Un crime à la suite d'une rixe entre paysans éméchés était un sujet de commentaires attristés pendant des semaines... »

aventura, por

oublie des Colombiens



Julio Cesar, qui a également dirigé la municipalité, admet que « les choses ont bien changé ». « En quinze ans, dit-il, la population a au moins doublé. Elle représente maintenant le tiers de toute la population du littoral. » Avec l'urbanisation, les problèmes de la délinquance, la drogue, les épidémies, le choléra en 1991, l'extension de la tuberculose dans les bidonvilles, la violence (les bagarres du samedi soir) est la première cause de mortalité, comme dans le reste du pays. La consommation de *basuco*, cette drogue encore plus toxique que la cocaïne, fait des ravages. Buenaventura est, bien sûr, un port de transit pour l'importation des produits chimiques nécessaires à la fabrication de cocaïne et d'héroïne et pour l'exportation des drogues dures. A la nuit tombée, sur l'esplanade, des ombres furtives offrent des joints. Au Monterey, le bordel « de luxe » du kilomètre sept, les ampoules rouges et vertes scintillent toute la nuit dans la rue réservée. Mais les chalands sont rares. Les marins venus des quatre coins de la planète se morfondent à bord de leurs cargos immobilisés dans la baie.

capacité du port n'est pas à la hauteur du trafic. Or 65 % de tout le commerce extérieur de la Colombie transite par Buenaventura. Mais les quais ne peuvent accueillir que six cargos à la fois. Les entrepôts sont bourrés jusqu'à la gueule. Sacs de sucre et de café s'amoncellent dans les travées. Et quatre mille cinq cents conteneurs sont amoncelés dans les allées, empilés sur plusieurs niveaux, exposés aux intempéries.

C'est l'asphyxie : cent cinquante mille tonnes de marchandises accumulées. Conséquence : la baie ressemble à l'entrée du canal de Panama, côté Pacifique. Des dizaines de bateaux attendent leur tour, mais ici les délais peuvent atteindre deux à trois semaines. Avec les amendes substantielles infligées aux autorités portuaires par les organismes internationaux. Goulet d'étranglement à l'entrée, mais aussi à la sortie. La route est trop étroite, les trains ne sont pas assez nombreux. « La compétitivité du Pacifique colombien dépend des voies d'accès à son port le plus important. Le pays doit absolument reconstruire le chemin de fer et la route vers l'océan », observe Carlos Holguin Sardi, le gouverneur du département du Valle. Sage considération, qui ne suscite guère de réactions du côté de Bogotá. « C'est la pire crise de notre histoire », affirme le directeur du port. Personne n'a prévu les conséquences de la politique d'ouverture. Le volume du commerce extérieur est en hausse de 35 % pour le premier trimestre de cette année. Nous étions accusés d'être à une hausse moyenne de 10 % par an. « Ce port est une des sept perles d'Amérique », grignote un camionneur qui attend depuis cinq jours pour décharger ses vingt tonnes de sucre. Paradoxe : des parlementaires de la côte atlantique, traditionnellement influents dans la capitale, réclament davantage de



pouvoir et d'autonomie pour leur région et pour Barranquilla, le port caribéen. Les représentants du littoral pacifique, eux, ne sont guère écoutés.

« C'est que nous ne disposons pas de groupe de pression », dit Julio Cesar. Nous en sommes réduits à la mendicité. Pourtant, s'il est vrai que le Pacifique sera le cœur du 21^e siècle, comme l'affirme le gouvernement, alors il conviendrait de se mettre immédiatement à l'ouvrage.

Un vœu pieux sans doute. Chômage et sous-emploi cumulés atteignent ici 60 %. Le taux d'analphabétisme est de 30 %. La moitié des habitants survivent en dessous du seuil de pauvreté. Et pourtant, la ville n'a jamais été incluse dans les programmes de lutte des gouvernements contre la misère absolue. Roberto traîne sur les quais. Il a

une démarche chancelante, la gueule joviale et frisée d'une petite frappe de banlieue, la chemise ouverte sur une chaîne en or qui barre son torse étroit, l'œil vif et malin. Roberto est sicario, tueur à gages mais au chômage. Il l'avoue sans fanfaronnerie. Il vient de Medellín, à la recherche d'une combine ou d'un travail. Il est déçu. Roberto. Il contemple d'un air dégoûté les taches brunes autour des cargos amarrés. « Ici, dit-il, les gens sont mous, indolents. Difficile de les secouer. » Il envisage de se joindre à un groupe de « polissons », les sans boulot désespérés qui montent la nuit à bord des cargos en partance, se dissimulant dans les cales, pour un voyage clandestin vers l'Amérique ou l'Europe. Pour n'importe où où ils pensent pouvoir louer leurs bras. Mais avec le risque d'être découverts, et d'être lancés par-dessus bord en

pâturage aux requins. Des drames très fréquents dont on n'aime guère parler sur les quais. Les « polissons » jouent à la roulette russe. « J'attends encore quelques jours », confie Roberto.

Indolents, les Noirs ? Eleina hausse en souriant ses épaules minces. Des dents éclatantes, un visage très fin, les cheveux noirs en torsade, élégante, raffinée jusqu'au bout de ses ongles rouges, Eleina a de longues jambes, un corps souple et un air de fierté tranquille dans le regard. Cette jeune femme noire de vingt-huit ans est née à Puerto-Marzal, une bourgade de pêcheurs du sud. « A cinq heures de pirogue d'ici », dit-elle. Les conditions de vie sont encore pires qu'à Buenaventura. Chanteuse, elle compose à la guitare, écrit des poèmes, a publié un livre qui est un acte de foi : *Nous sommes tous coupables*. Mais ce qu'elle revendique avec le plus d'énergie est son titre de professeur. Licenciada, donc — ce qui vaut toutes les médailles en Colombie, mais ayant appris à « chanter au son des tambours de ses grands-parents », Eleina, artiste à la mode et enseignante par vocation, pense que « la musique et le chant ne doivent pas être séparés de leur contexte culturel ». Edouarde, dit-elle, « à chanter pour ceux qui n'ont jamais eu droit à la parole ».

Sortie du ghetto, elle veut témoigner à sa manière pour les populations noires de la côte, noyées, marginalisées. « En 1991, dit-elle, la constitution a admis pour la première fois des représentants des communautés indiennes. Mais pas un Noir... »

En un siècle, de 1570 à 1670, la traite a jeté cent mille esclaves noirs sur les côtes colombiennes. Ils venaient d'Angola, de Guinée, du Congo et même du Soudan. Ceux qui réussissaient à s'échapper se regroupaient dans des villages fortifiés de l'intérieur, dans la vallée du

Magdalena, puis plus loin encore vers le Choco et la côte Pacifique. On les appelait les *cimarrones*, ou nègres marrons, cousins des Quilombos du Brésil, installés comme eux dans les *paleques*, entourés de palissades, ou villages « libres ». En Colombie, l'esclavage n'a été aboli qu'en 1886.

Sur la côte coralline, les Noirs sont plus ou moins intégrés aujourd'hui à la société créole, car le métissage est très développé. Ici où la population noire est estimée à cinq cent mille personnes, ils sont restés entre eux, parlant un curieux mélange d'espagnol, de portugais et de dialectes africains. Chercheurs d'or le long des fleuves côtiers ou pêcheurs dans les hameaux du littoral, ils ont mieux que les autres conservé des traditions africaines. Un inconnu qui s'est proclamé le Christ noir, moitié curé, moitié sorcier, rode de village en village, faisant, dit-on, des « miracles ». Des bourgades perdues dans la forêt s'appellent Sierra-Leone ou Kenya. La *marimba* africaine mêle ses notes aiguës à la flûte et à la clarinette. Toute la magie noire, qui évoque parfois le vaudou haïtien, s'exprime dans les rituels, et le culte des morts se transforme en fête joyeuse pour un enfant. « Parce que l'on est certain qu'il va au ciel. »

« Cette terre, c'est nous qui l'avons rendue habitable », dit Carlos, un Noir fragile et fougueux, sociologue de l'université du littoral. Nous sommes exploités de toutes les manières. Nous revendiquons nos droits et notre identité. Nous sommes six millions dans l'ensemble du pays, il faudra bien nous écouter. Le grand cri de colère noire monte aussi du littoral pacifique. Peut-être un jour l'entendra-t-on sur la place Bolívar de Bogotá.

De notre envoyé spécial
Marcel Niedergang

LIVRES

Au pays de Botero



L'AMÉRIQUE, continent des injustices, à commencer par son nom, issu, on le sait, du prénom d'un voyageur florentin de seconde main, prénom utilisé par un non moins secondaire cartographe irratin du seizième siècle qui trouva « Amerigo » bien sonnant et fut suivi. En bonne logique, le « Nouveau Monde », à défaut d'une globale appellation indigène, américaine, aurait dû s'appeler « Colombie ». Finalement le patronyme du découvreur n'eût été que plus tard à la patrie des Chibchas et des Tayronas, baptisée un temps « Nouvelle Grenade », enfin constituée en « Etats-Unis de Colombie » par Bolivar en 1819.

Ce pays, actuellement vaste deux fois comme la France, est sans doute l'une des contrées sud-américaines les moins connues à l'extérieur et dont on ne parle que lors d'hécatombes de maquisards ou de caprices des seigneurs de la drogue. Deux livres fort différents mais complémentaires viennent à propos nous raconter ces Andes à orchidées et à grato-ciel, ces côtes aux lagunes truffées mais aux populations de bonne bumeur, cette Amazonie de l'intérieur, royaume écologique s'il en est.

Nicole Robert, issue d'une famille ayant fui outre-mer l'Alsace germanisée, est agent consulaire de France à Carthagène-des-Indes depuis des lustres. Elle aurait pu se prélasser dans une moelleuse existence créole. Elle a préféré, au besoin le revolver à la main, engager le fer contre ceux qui exploitent les enfants colombiens.

Encouragée par un conseiller culturel de France, Alain Boisméry, diplomate baroudeur comme il en faut sous ces latitudes, la « consulesse » nous livre sans larmoyance ni humanitarisme béat l'histoire de ses combats — dans toute l'acceptation du terme — en faveur des déshérités de Colombie, et notamment des métis confusés dans les bidonvilles

de Carthagène. Il existe donc, en Amérique dite latine, une mère Teresa laïque. Notre jeune confrère Hubert Prolongeau, qui a sillonné l'Amérique du Sud entre 1987 et 1991, s'est senti investi, lui, de la seule mission du globe-trotteur accharné à comprendre une nation incompréhensible. Même si son regard « froid » n'exclut pas la compassion. Ainsi devant ce demi-million d'Amérindiens — ils étaient un million en 1492, estime-t-on, — jusqu'à récemment massacrés « par tradition » (sic) et décrits, par une loi d'ailleurs abrogée, comme des « sauvages »...

C'EST qu'en Colombie la Conquête n'est pas achevée. Un texte nouveau reconnaissant aux indigènes la propriété de 16 % du territoire national permettra peut-être une remaniée vers la dignité humaine de « grand peuple indien » selon l'expression de De Gaulle en visite officielle à Bogotá en 1964. Expressions qui scandalisaient son auditoire « blancs ». Indus est encore une véritable insulte à Bogotá, Cali, Buenaventura ou Medellín (sur Medellín, lire le reportage de Marcel Niedergang publié dans « le Monde sans visa » du 12 octobre 1991). Les descendants de ces colons espagnols qui firent sécession avec Madrid au début du dix-neuvième siècle constituent aujourd'hui moins de 20 % des trente millions de Colombiens. Mais, « abonnés à la fortune et au pouvoir », ils tiennent solidement les principaux leviers politiques, économiques et culturels du pays, nageant généralement dans la plus parfaite bonne conscience.

Après avoir lu le portrait flamboyant de l'élite colombienne tracé par Hubert Prolongeau, on capte beaucoup mieux la peinture ou la sculpture de Botero. Un large échantillon de cette dernière est exposé en plein air sur les Champs-Élysées jusqu'au 30 janvier 1993. On y croise aussi Fernando Botero, cet artiste qui poserait volontiers, en France, au

bobème grand style un tantinet anarchiste mais qui, selon notre auteur, est un produit typique de l'oligarchie colombienne de souche européenne, avec un fils écrivain collectionnant les distinctions locales, un autre parlementaire, une fille vedette « culturelle » de la télévision, etc.

En dessous de cette caste confite dans l'argent et les succès faciles, les métis « condamnés à la médiocrité » qu'on ne voit que le nombre pour eux — ils sont majoritaires à l'échelle nationale — mais divisés entre métis proprement dits (mélange hispano-américain), mulâtres (négro-hispanique), *zambos* (négro-amérindien), *cholos* (amérindio-métis), *cuzcos* (hispano-métis), *moriscos* (hispano-mulâtre) et *albinos* (marisco-hispanique)...

Chez les métis les plus miséreux se recrutent aussi bien la plupart des « miss » (dont certaines élues dès l'âge de six ans) que les braqueurs de dix ans ou les tueurs à gages de douze ans...

Les Africains purs — « musclés et mélancoliques », selon un manuel scolaire colombien... — sont à peine mieux lotis que les Amérindiens, mais ils ont la fierté d'avoir organisé, dès le seizième siècle, la première guérilla d'Amérique du Sud contre les iniquités d'un système politico-social pratiquant sans le dire l'apartheid — sauf en matière érotique, hors mariage naturellement...

La Colombie, contrée splendide qui s'enorgueillit en vain d'avoir eu jadis sa Constitution louagée par Victor Hugo, d'être le premier producteur mondial d'émeraude et le deuxième exportateur

d'un café corsé trop bon pour qu'elle en boive elle-même ; la Colombie, peuple de défricteurs énergiques, passe, toutes proportions gardées, pour la contrée la plus violente de la planète (soixante-six assassinats par jour en moyenne avec un record le jour de la Fête des mères, car ce dimanche-là, en Colombie, tout fils digne de ce nom, même le plus démuné, doit « caderaster » royalement sa génitrice, alors...)

La Colombie est aussi le foyer le plus notoire des narcotrafiquants même si Pérou et Bolivie produisent plus de cocaïne que leur voisine. L'un des moments les plus intenses du travail de Hubert Prolongeau est sa galerie de portraits des hiérarches d'une drogue mortelle et dont le seul argument est qu'ils ne la produiraient pas si la demande, d'abord américaine, aujourd'hui pan-américaine, n'était pas venue fouetter la culture de cette coca, plante maudite, plante miraculeuse aux quatre récoltes annuelles... *Coca nostra*... Plante dont les effets nocifs furent découverts par les Européens peu après l'arrivée de Colomb aux Amériques et qui figure depuis lors, avec la syphilis, au premier rang des cadeaux négatifs que nous fit ce « Nouveau Monde » qui a failli s'appeler tout entier « Colombie ».

Jean-Pierre Péroncel-Hugoz

► La Pistola, consul de France en Colombie, de Nicole Robert, avec la collaboration d'Alain Boisméry. 380 p., 120 F (avec douze photos couleurs). J.-C. Lattès.
► La Vie quotidienne en Colombie au temps du cartel de Medellín, de Hubert Prolongeau. Hachette. 400 p., 118 F. (Cet excellent livre manque toutefois, selon nous, d'une chronologie historique, d'un glossaire des mots locaux et de plans des principales villes.)

Bridge

n° 1508

LA CHUTE DU JUNIOR

Daos cette donne de la finale du championnat du monde juniors de 1989 le jeune déclarant anglais aurait dû gagner son contrat, et vous essaieriez de jouer mieux que lui en encaissant au début les mains d'Est-Ouest.

♠ 9653 ♥ ROS ♦ V76 ♣ 954	♠ 10653 ♥ A06 ♦ 9 ♣ ARO103
♠ 8 ♥ V86 ♦ AD852 ♣ 10632	♠ OV742 ♥ 4 ♦ R1093 ♣ AD7
♠ AR10 ♥ A109732 ♦ 4 ♣ RV8	

Ann. : N. don. N.S. vuln.
Ouest Nord Est Sud
Blanchard Robson Peppas Potage
- - - -
- - - -
- - - -
- - - -

Quest avait entamé le 8 de Pique sec pour le Valet de Pique d'Est et le Roi de Pique, comment Potage, en Sud, aurait-il pu gagner QUATRE CŒURS contre toute défense?

Réponse
Le déclarant doit comprendre qu'il ne pourra réussir son contrat s'il joue Pique quand il est au mort au second coup d'atout, mais il resse l'espoir de faire deux Trèfles si Est a les deux gros honneurs à Trèfle. Après la Dame de Trèfle, il doit donc jouer le 4 de Trèfle, et deux cas sont à envisager :

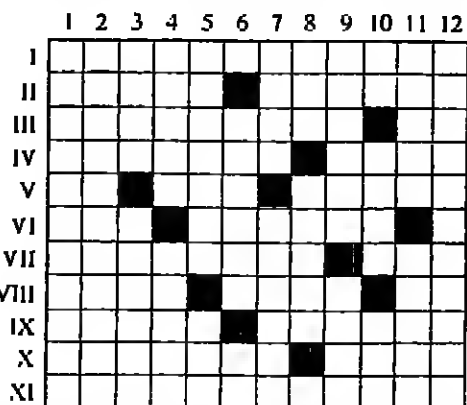
1. Est met l'As de Trèfle et rejoue Pique pour le 10 de Pique. Ouest coupe avec le Valet de Cœur. Mais il reste au mort le Roi de Cœur pour reprendre la main et faire l'impasse à la Dame de Trèfle afin de réaliser au total deux Piques, six Cœurs et deux Trèfles...
2. Est fournit un petit Trèfle : Sud met le Roi de Trèfle (car Est, qui a ouvert, a de bonnes chances d'avoir l'As), puis il tire le Roi de Cœur et fait l'impasse à Pique pour faire ce tout trois Piques, six Cœurs et un Trèfle.

LA PRÉVOYANCE DE ROSE

Cette donne a été distribuée au cours du « Tournoi individuel des pros » organisé par le Portland Club de Londres. Le déclarant Irvin Rose arriva à prévoir la défense qui pouvait le faire chuter et il trouva la parade.

Mots croisés

n° 738



HORIZONTALEMENT

1. Bico patand sur terre mais comme un poisson dans l'eau. - II. On le fuit. Réflexe, si on a mal. - III. Ils soignent la santé de nos paysages. Article. - IV. Son nom est surtout prononcé à table. Solutions. - V. Voyage seul. Ministre. On la retrouve dans l'assiette. - VI. Ne viendra que si vous touchez le fond. Romancière. - VII. N'ont pas suivi le train. Rivière. - VIII. Groupe de têtes. Restent ensemble dans la lune. - IX. Mathématicien. Peut prendre la balle au bond. - X. Fatigueront. Doit garder sa place. - XI. Gardent les places.

VERTICALEMENT

1. L'appât du gain le perdra. - 2. Apporte la catastrophe. - 3. Vallée. S'enlève. - 4. Façons de payer. Elle a un goût de fiel. - 5. Il faut parfois en prendre. Roule pour la capitale. - 6. Couvre toute la surface. Dans le navire. - 7. Fait teoir. Donna une

indication. - 8. Vieux trio. Mit à sa place. - 9. Rivière. Eclaboussé. - 10. Pronom. Produits de divisions. Fleuve en Amérique. - 11. Vont faire de la représentation. Partage sa terre avec quelques-uns. - 12. Avertis.

SOLUTION DU N° 737

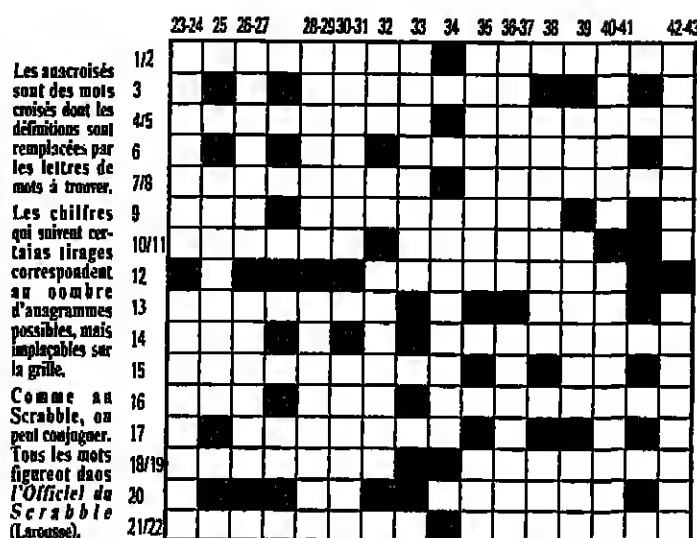
Horizontalement
1. Physionomie. - II. Lapons. Maniât. - III. Ébrété. Giooo. - IV. Biens. Manquai. - V. Ils. Peureux. - VI. Se. Vêt. Mue. De. - VII. CSA. Rabaisser. - VIII. Rue. Ais. Ame. - IX. Tréteau. Melon. - X. Eocaserment.
Verticalement
1. Plébisite. - 2. Habiles. RN. - 3. Ypres. Arc. - 4. Soit. UTA. - 5. Inespérés. - 6. Ost. Eta. Ae. - 7. Emu. Baur. - 8. OM. Armai. - 9. Magnétisme. - 10. Iniques. Er. - 11. Sioux. Sale. - 12. Tana. Démon. - 13. Étoilérent.

François Dorlet



Anacroisés

n° 739



SOLUTION DU N° 738

HORIZONTALEMENT
1. ABELNPS. - 2. AACORST. - 3. EIMORRU (+1). - 4. EEEIINNO. - 5. AACERR. - 6. ACENORT (+1). - 7. AIOSTTU (+1). - 8. AAEHLN (+1). - 9. CDEEINT. - 10. ENORST (+3). - 11. ELORSS. - 12. EEEINRV (+2). - 13. OEEM. NOY. - 14. AEEGNRR (+6). - 15. ADINNORT (+5). - 16. CEE. HIRS. - 17. AEEGPR (+1). - 18. CEENRZ (+2). - 19. ACHMTU. - 20. BEINOS (+1). - 21. AEEGLRSS (+2). - 22. ACEERS (+7).
VERTICALEMENT
23. ABELNP. - 24. ACELLNOO. - 25. EEMORRT (+1). - 26. AILNOST (+6). - 27. OEEIOP. - 28. AEEIMNT (+2). - 29. AEINOSY (+1). - 30. BEINOST (+4). - 31. AEEGOS (+1). - 32. EEEINRV (+1). - 33. CEEIIRT (+1). - 34. CEEFNOS. - 35. AAEINORS. - 36. CDEENORS (+4). - 37. AACRSU. - 38. AEEHIRST (+3). - 39. AENST. - 40. AELMDR (+1). - 41. AEIIGNNR (+5). - 42. AAEIMNT (+7). - 43. CEEENRTU.

Michel Charlemagne et Michel Duguet

Scrabble

n° 408

UNE ALE DE MAUVAIS GOÛT

Cherchez l'erreur dans la partie publiée ci-dessous, jouée à Fort-de-France. En effet, les scrabbleurs martiniquais, sans doute sensibilisés par la campagne de féminisation du protocole laotéc par Ségolène Royal (Royale ?), n'ont pas hésité à forger un féminin en ALE du nom DIURNAL, partie de bréviaire. Comme vous avez peu de chances de bénéficier d'un arbitrage aussi bienveillant, nous vous mettons en garde aujourd'hui contre pareille tentation à propos de certains autres noms en AL.

Commençons par deux autres mots liturgiques : GRÉMIAL, AUX, étoffe posée sur les genoux d'un évêque - CORPORAL, AUX, linges sacrés placés sur l'autel. Ensuite : URINAL, AUX, vase pour uriner - POINTAL, AUX, pièce de charpente - MAJORAL, AUX, défenseur du provincial, à ne pas confondre avec MAJORAL, E, AUX et MAYORAL, E, AUX, relatif au bourgmestre.

Fréquemment, ces mots sans féminin ont un pluriel en -ALS. Deux mois « républicains » : FLORÉAL, S, PRAIRIAL, S, le troisième, GERMINAL, S, pouvant se transformer en

GERMINAL, E, AUX, qui se rapporte au germe (ensemble de cellules reproductrices de l'embryon) - MATORRAL, S, formation végétale méditerranéenne - OFFICIAL, S, juge ecclésiastique - RATIONAL, S, étoffe portée par un grand prêtre, chez les Hébreux - METICAL, S, unité monétaire du Mozambique, mot dont l'ambassade dudit pays a été incapable de nous donner l'origine - FOIRAL, S, ou foirail, champ de foire - JOUAL, inv. orgot franco-anglais québécois - MINERVAL, S, frais de scolarité, en Belgique - SERIAL, S, série TV - CAPITAL, S, chef militaire gascon - RITAL, S, italien (le féminin, bien qu'attesté par Cavanna, n'est pas, pour l'instant, ODS) - ROSEVAL, S, pomme de terre.

Nous vous proposons, pour terminer, de trouver les anagrammes de certains de ces féminins mythiques : « uniale » (3 ans.) - « pointale » (2 ans.) - « foirale » - « capitale » (2 ans.).

Michel Charlemagne

Solution des anagrammes : LUNAIRE, ULNAIRE, LAINEUR - ANTILOPE, POILANTE - LOFERAT - EPACTAL, CAPELAT.

Fort-de-France, 9 avril 1991 - Tournoi à l'ASCEE - DDE, porte de Jaham, Schelcher, mardi et vendredi, à 20 heures

Utilisez un cache afin de ne voir que le premier tirage. En baissant le cache d'un cran, vous découvrirez la solution et le tirage suivant. Sur la grille, les rangées horizontales sont désignées par une lettre de A à O ; les colonnes, par un numéro de 1 à 15. Lorsque la référence d'un mot commence par une lettre, il est horizontal ; par un chiffre, il est vertical. Le tiré qui précède parfois un tirage signifie que le reliquat du tirage précédent a été rejeté, faute de voyelles ou de consonnes. Le dictionnaire de référence est l'OFFICIEL du Scrabble (Larousse).

N°	TIRAGE	SOLUTION	POS.	PTS
1	ANORTR	TRONERA	H 4	66
2	LAINADU	DIURNAL	S 6	32
3	A+CBREUO	ECOBUEA	B 11	89
4	NPUIZEE	ZEINE (a)	L 1	57
5	PU+FILOE	FLOUZE	I 11	54
6	PLHOXIU	POUX	J 7	35
7	LIO+TMR	MIRLITON	7 A	60
8	BENAERG	ENGERBA	2 B	79
9	HN7EPMA	PERCHMAN	N 6	77
10	UOQCITA	ACQUIT	11 D	38
11	U+EIDSEO	DEJQUES (b)	14 H	140
12	SETIMYS	MYES	15 F	53
13	STI+ITES	SITE	N 1	27
14	STI+AEH	HERSAIT	13 C	82
15	AOWENKE	KAWA	12 K	44
16	OGVE+ESI	EGO	12 C	26
17	VYTT+ESI	ES	O 11	30
18	LADLITN	LIMANT	A 5	21
19				1010

(a) « diurnale » étant erroné, le véritable top est PETUNIEZ, 4 F, 100.
(b) Malgré sa consonance, PERCHMAN n'est pas un mot anglais. Il n'y a donc pas de tirage en SEN.
L. A. Vancance, 969 ; 2. Y. Selouide ; 3. Y. Quéigec, 887.

Echecs

n° 1511

(Seizième partie du match, Belgrade, 1992)
Blancs : B. Spassky.
Noirs : R. Fischer.
Défense Benoni.

1. d4	C8	19. Dg4	C6
2. d5	e6	20. Dd4	F4
3. d6	e7	21. Dd5	0-0
4. Cc3	e8	22. Ff1	Tf8
5. d7	e9	23. Dd1	Cx4
6. Dg5	h7	24. Cb3	Df7
7. Dd4	g5	25. Dxd4	Dd5
8. Fg3	h6	26. Fd2	Tg3
9. Fd3	g4	27. Fd2	Df7
10. Fd4	g5	28. Fd3	Td8
11. h4	g6	29. Dd3	h6
12. Bf1	h7	30. Dd3	Df6
13. Td1	h8	31. Td2	Ff5
14. h4	g5	32. Td2	Ff5
15. Fd2	h6	33. Dd4	h7
16. Cc2	h7	34. Dd1	Fd3
17. Cc3	Tf8	35. zhandan	h7
18. Td2	Cd7		

NOTES

a) Ou 5. g3, Fg7 ; 6. Fg2, 0-0 ; 7. Cf3, Cg6 ; 8. 0-0, Cg7 ; 9. e4 ou 9. h3 ou 9. Cd2 ou 9. Ff4 ou 9. a4.
b) Une variante des années 60, très peu jouée de nos jours. Les Blancs prévoient la suite 6... 0-0 ; 7. Dd2 qui n'est cependant pas très gênante pour les Noirs ; par exemple, 7... e6 ; 8. Fd3, exd5 ; 9. Cxd5 (ou 9. exd5, Cb-d7 ; 10. f4, a6 ; 11. a4, Da5 ; 12. Cg-62, b6 ; 13. Fh4, b5 ; 14. exb5, Cb6) ; Fd6 ; 10. Cc2, Fxd5 ; 11. exd5 (et non 11. exd5, e4 ; 12. Fc2, Cb-d7 ; 13. 0-0, Cc5 ; 14. Cc3,

b5) avec une forte initiative des Noirs selon une analyse de Fischer lui-même). Cb-d7 ; 12. 0-0, Cc5 et les Noirs ont un jeu actif (Szabo-Fischer, Leipzig, 1960).
6. Fd3 est préférable avec la suite possible 6... 0-0 ; 7. Cg-62, e6 ; 8. 0-0, exd5 ; 9. exd5, Cc8 ; 10. f4, f3 ; 11. Fc3, Cb-d7 ; 12. Rh1, Cc7.

c) Une réplique précise qui ne laisse pas aux Blancs le temps de jouer Dd2.

d) Ou 7. Ff4, Ch5 ; 8. Fd2, e5.

e) Cette énergique continuation semble plus forte que le sacrifice 7... b5 aux conséquences peu claires.

f) Le F-D blanc étant éloigné de l'aile-D, la sortie de la D noire en a5 menaçant le pion e4 est aussi simple que forte.

g) Ou 9. Dd2, Ch5 !

h) Quel style dynamique ! Bien qu'ayant les Noirs, Fischer, dès la sixième coup de la partie, a déjà pris possession du jeu et dicte, grâce à un pseudo-sacrifice, une série de coups forcés.
i) 13. Cc2 n'est pas meilleur : 13... Df6 ; 14. Fc2, f4 ; 15. h4, Tf8 ; 16. hxe5 (si 16. Fh2, f3), hxe5 ; 17. Cxf4, Tf8 ; 18. Fh2 (si 18. Fh4, Tf8), Cd7 ; 19. g3, Cc5 ; 20. Dd5+, Rd8 ; 21. exf4, Cg4 ; 22. Td1, Th8 ; 23. Fh7, Dg7 ; 24. abandon. (Stein-Geller, Moscou, 1966).

j) Si 14. Dh5+, Rd8 ; 16. b4, g4 ; 17. Fd3, f4.
k) Et non 14... fxe4 ? ; 15. Dh5+, Rd8 ; 16. hxe5, Dd2 ; 17. Cc2.

l) Si 16. Fh2, g3 ; 17. Dh5+, Rd8 et les Noirs restent avec un pion de plus.

m) Attaquant sans arrêt et sans perte de temps.

n) Et rendant un pion afin de développer le C-D avec gain de temps !

o) Si 20. Dh5+, Rd8 ; 21. Dd2, Fg4 ; 22. Dd2, Cxd3 ; 23. Dxd3, Da1+ ou bien 21. Cc4, Dg7 ; 22. Fd2, Ff5.

p) L'avantage des Noirs est clair et les Blancs n'ont plus de coups satisfaisants, le coup du texte perdant rapidement : si 23. h5, Tg4 ; si 23. Dd1, Td-f8 suivi de Tg4-Tf4-Cg4.

q) Une réfutation enfantine.

r) Si 25. Fxg4, Ff5.

s) Défendant le pion f4.

t) Gagnant encore un temps sur la T afin de jouer e7-e5.

u) Et non 33. h6 ? ; 34. Df3, Tg2+.

v) Si 34. Td2, Fxg5 ; 35. Txf3, Tg2+.

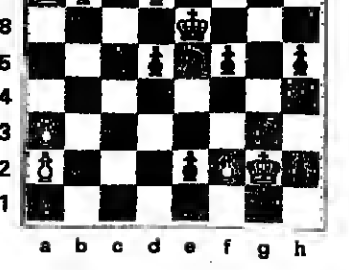
w) Car si 35. gxf3, Da1+ avec gain de la Th.

SOLUTION DE L'ÉTUDE N° 1510
S. OSINTZIEF (1991)
(Blancs : Rd8, Tg4, Fa5, Pf6

et h6. Noirs : R66, T62, Fa7, Pb4.)
1. f7, Fc5 ; 2. Fxb4 ! Fxb4 ; 3. h7, Ta2 ; 4. f8-C+1 Fx8 ; 5. Tg6+1, Rf7 ; h8-C mat ! Une merveille.
Si 1. Rxf7, Tg7+ et 2. Txa7.
Si 3... Th2 ; 4. R68, Txb7 (ou 4... Fc5 ; 5. Tg7, Rf6 ; 6. f8-D+, Fx8 ; 7. Rxf8) ; 5. Txb4 avec gain.

ÉTUDE N° 1511

O. PERBAKOV (1987)



Blancs (7) : Rg2, Ta7, Pa2, a3, b7, d7, f2.
Noirs (7) : R66, Cc5, Pd5, e2, f5, h2, h5.
Les Blancs jouent et gagnent.
Claude Lemoine

Marinade

L'USAGE de la marinade pour le gibier, selon la circonstance, permet d'assurer la conservation des viandes, de les attendrir ou seulement de les aromatiser. Telle est du moins la doctrine classique, qui fut toujours contestée. « C'est une méthode de préparation qui permet de répartir et de faire valoir toutes les saveurs », dit le jeune chef Pascal Viallet. Voir, Urbain Dubois déjà, le prédécesseur d'Escoffier, pensait le contraire : « A moins que la viande du gibier soit avancée, il n'est pas nécessaire de la faire mariner ». Par la première action enzymatique des épices qu'elle contient en quantité, la marinade aurait alors une fonction eueptique ? Qu'en est-il réellement de cet usage qui transgresse les catégories de la cuisine, le cru et le cuit, le rôti ou le bouilli ? La marinade peut être l'ône ou l'autre ; et la viande marinée, soigneusement égouttée, peut aussi passer à la rôtissoire. Mais dans la Sologne profonde de Marguerite Audoux et de Maurice Genevoix, comme nous le rapportent Marie-Christine et Didier Clément (1), le cuisinot de chevreuil tiendra trois à quatre jours dans la marinade, et le plat de côtelettes de chevreuil aux poires ne nécessite qu'une heure de macération. Le civet de marcassin aux carottes mérite, lui, 48 heures d'immersion, et l'estouffade de biche au vin blanc sera conservée 24 heures dans le précieux liquide.

Les chasseurs qui reviennent bredouilles, sous l'œil goguenard de Raboliot le braconnier, utilisent le fruit du genévrier - *Juniperus communis* - pour faire avec la sauge, le basilic et d'autres aromates et épices des marinades susceptibles de communiquer aux viandes un goût de gibier. Ainsi connaît-on la recette du gigot chamoisé. C'est aussi l'usage de nos grand-mères qui nourrissent les lapins d'herbes aromatiques, de thym et de marjolaine, avant de les cuire en leur faisant ingurgiter un verre de cognac : une marinade de l'intérieur pour la recette du lapin façon gibier (1).

A quel sert réellement la marinade ? Est-elle vraiment nécessaire ? Les réponses aujourd'hui encore sont plurielles, sinon divergentes. Une explication naturaliste de la marinade - celle de Didier Delu (85, rue Leblanc, Paris-15, tél. : 45-54-20-49), qui prépare une noisette de chevreuil aux aïnelles - serait que le gibier forcé regorgerait de toxines qu'il cooivendrait de faire exsuder. Soit, mais encore faut-il faire la différence entre le gibier de l'Europe de l'Est, surgelé de surcroît, et la bête noble de Sologne. Et Balzac d'ajouter (mais faut-il le croire ?) : « Je dirai à quel signe extérieur on reconnaît l'homme qui préfère le bœuf ou le veau, le volaille ou les côtelettes, le filet de chevreuil mariné aux rognons sautés à la bière ». La garantie est celle du bon fournisseur, en l'occurrence Piétrement-Lambert (58, rue Jean-Jacques-



Rousseau, Paris-14, tél. : 45-08-53-90). Sont consommés, à cette saison, sangliers, chevreuils, biches et lièvres susceptibles d'être marins.

Alain Dutournier, le talentueux chef du *Carré des Feuillants* (14, rue de Castiglione, Paris-1^{re}, tél. : 42-36-82-82), propose quant à lui un *lièvre à la royale façon Aquitaine*, apprêté dans une « marinade douce aux épices rares ». Le lièvre à la royale comme le pot-au-feu de *Dodin-Bouffant* n'a pas de formule classique et de recette définitive. Saigné, désossé à cru, le lièvre est ici imprégné d'un mélange d'épices - appelé autrefois le « tabac de cuisine » - et mijoté au frais pendant 24 heures. Les abats, avec foie gras et ris de veau, constituent une farce qui garnira l'intérieur. Les os et quelques parures seront incorporés à une réduction de vin de Médoc, muni de très drucement selon les principes d'André Guillot et de Claude Peyrot, du Vivarois, qu'Alain Dutournier admire également.

La cuisson des viandes interviendra alors conjointement avec cette pseudo-marinade, en fait véritable fumet de vin vieux, et durera près de 24 heures à 70°. Le résultat, une fois effectuée l'indispensable liaison au sang roussie de truffes, est un plat d'une puissance, d'une élégance - mais aussi d'une légèreté - tout à fait exceptionnelle, qui appelle les fragrances d'un herminette, ou bien d'un collioure Cost-

prons Levants d'âge mûr du bon docteur Parot. Alain Dutournier se défend de bousculer les traditions ; méfiant, il cite volontiers les résultats - inquiétants - d'analyses opérées sur des viandes après 24 heures de macération dans une marinade crue. Le « pourri » serait-il une catégorie de la cuisine ? Souci hygiéniste, sans doute, mais très éloigné de la cuisine « nippo-californienne », voire sans issue dans laquelle sont engagés, selon lui, les derniers apôtres de la nouvelle cuisine.

Le lièvre à la royale donne lieu, cette saison à Paris, à quelques variations intéressantes. Chez Alain Raichon, la présentation en est classique et la saveur maîtrisée. Plus sauvage et odorante est la

façon de Daniel Bouché (*Le Petit Montmorency*, 26, rue Jean-Mermoz, Paris-8^e, tél. : 42-25-11-19) qui traite le lièvre cuit dans une marinade, puis dilaté, lié au sang et servi en compote avec une tranche de foie gras. C'est un joli plat de chef inventif qui propose une intéressante carte de gibiers, dans un décor renouvelé. C'est une compote de lièvre à la royale que réalise encore Jacques Meunier, très bon professionnel pourtant inconnu des guides, dans un bistrot au décor préservé (*La Grange-Batelière*, 16, rue de la Grange-Batelière, Paris-9^e, Tél. : 47-70-45-15). Les saveurs aromatiques, dues à l'abondance d'échalottes et d'ail en proportion double l'une de l'autre, sont accentuées par deux cuissons dans une

Jean-Claude Ribaut

(1) *Sologne gourmande*, par M.-C. et D. Clément, Albin-Michel, 1992.
(2) *Physiologie du goût* - Méditation VI, Brillat-Savarin.

L'omelette de la mère Poulard

A l'issue d'une nouvelle pièce de 20 F à l'image du Mont-Saint-Michel, honore ce site célèbre que M^{re} de Sévigné découvrit en mai 1689 avec enthousiasme, où passa Victor Hugo le 18 juin 1836 (qui inspirait peut-être son *Quatre-vingt-treize*), qui servit à Michel pour sa description de la Mer, s'élevait Flaubert et Guy de Maupassant (voir *Notre cœur*) et fournit à Paul Féval le cadre de la *Fée des grèves*. Mais gastronomiquement parlant c'est l'omelette de la mère Poulard qui nous vient aux lèvres à son propos.

C'est à Nevers, en 1851, que naquit Annette Boutiaut, femme de chambre d'Edouard Corroyer, architecte qui participa à la restauration du Mont-Saint-Michel, elle l'accompagnait et y mena son fils du boulanger local, Victor Poulard, l'épouse, et le ménage prit en gérance l'hôtel-restaurant de la *Tête d'Or*. La réputation culinaire de M^{re} Poulard se fit rapidement, notamment par les omelettes qu'elle proposait à toute heure du jour.

L'omelette, donc... Mais quelle omelette ? On a parlé de secret, puis vanté la pèche à long manche placée sur un feu de bois vif, la qualité des œufs et du beurre, la quantité de ce beurre, la cuisson vive et rapide. On a parlé d'un ajout de crème fraîche. Dans une lettre du 6 juin 1922, Annette Poulard, qui avait moult en 1931 (à quatre-vingt ans donc), en l'hôtel-restaurant *Poulard* au Mont-Saint-Michel, la célèbre « mère » expliquait : « Je casse de bons œufs dans une terrine, je les bats bien, je mets un bon morceau de beurre dans la poêle, j'y jette les œufs et je remue constamment. » (A noter pour la petite histoire que son menu de déjeuner : omelette, sole frite, poulet rôti, salade et des-

sert, cidre à volonté, coûtait avant la guerre de 1914... 2 francs 50 centimes ! En 1934, le déjeuner était à 27 francs et le dîner à 32 francs, omelette en tête, bien sûr !)

Seulement, je me souviens qu'un soir, devant justement une omelette aux morilles (je crois bien que c'était chez le *Père Troquier*, au Champ-de-Mars), Curzonsky nous racontait qu'il avait reçu une lettre du fils de la défunte « mère » lui précisant que le « secret » était simplement la mise à l'épreuve de l'invention du docteur Rouget, ce personnage balzacien (lire *la Rabouilleuse*) qui battait jaunes et blancs à part.

Le Trophée des Mères cuisinières, cette année, avait pris le nom de Trophée Mère Poulard (rappelez-vous qu'il fut remporté par Lyane Benoit, de Soubise (près de Rochefort), excellente cuisinière on le sait. Et au Mont-Saint-Michel existent toujours Les Terrasses Poulard (hôtel) et *La Mère Poulard* (restaurant). Ce dernier (qui ne figure plus au Michelin) propose évidemment la fameuse omelette (battue sur un rythme de rumba, nous dit le Gaul-Millau, ce qui étonnerait bien la « mère » si elle revenait sur Terre).

Sur la cuisine, les avis semblent assez partagés (12/20 ici, pas d'Émile au Bortin-Goumand). On pourra regretter, ainsi que me l'écrit un lecteur, que ce ne soit point une cuisinière qui soit « au piano » (et pas pour jouer une rumba !). Également que les prix de l'addition n'atteignent quelquefois jusqu'à 30 de ces nouvelles pièces à l'image du Mont-Saint-Michel. Mais il y a un menu à 250 francs (omelette, gigot et dessert). A suivre.

La Reynière

GASTRONOMIE

Au cœur de St-Germain-des-Près
De 12 h à 3 h du matin.
L'ARBUCI
L'art de la cuisine
25 rue de Buci - 6^e
Tél. : 44.41.14.14
1422 CLUJ - JUSQU'À LAURE

VISHNOU
13, rue du Château-Lafayette (14^e)
Tél. : 45-38-92-93
Au pied de la tour Montparnasse et au milieu du Marolles
Gastronomie d'Inde
7 jours sur 7
Dernière commandes : 23 h 30

La Véranda à Vichy

Le Vichy des belles années 60 et 70 comptait, autour du célèbre parc des Sources, trois palaces : Les Ambassadeurs (où Simenon séjournerait pour écrire son *Maigret à Vichy*) disparus ; le Carlton (vendu par appartements, mais où demeure le bar américain de Bernard Piatra) et le Thermal.

Ce dernier, aujourd'hui Alletti Palace, perpétue un nom hôtelier célèbre. Rajouté, aux chambres spacieuses et richement meublées, il abrite un tout neuf restaurant, La Véranda, qui doit, au printemps prochain, s'enrichir d'une terrasse et d'un « Bistrot ». Tel quel, avec son bar (l'Ascot Bar), dirigé par Ramon Llauro, directeur de l'Alletti Palace (assisté de Yanick Alletti, famille oblige !), ce restaurant est en passe de devenir le premier de la station. Avec son jeune chef Eric Berthier et, en salle, un escadron de jeunes personnes sous la direction d'Alain Sarrazat, un oom jamais oublié des gourmets d'hier, pour qui Lucien Sarrazat, à Saint-Germain-le-Puy, était l'empereur des écrivains au champagne et du lièvre à la royale !

A La Véranda, donc, nutre un menu « déjeuner » à 180 F, des roquets à 230 F, 320 F et 400 F, la carte propose de succulentes raviolates de petits-gris, la chartrouze de volaille en gelée escortée de cuisses de grenouilles sautées au soja, le pavé de saumon aux artichauts, les lasagnes de saumon et tourteau au beurre de coquillages, le pigeon rôti aux goussettes d'ail, etc. Fromages, dont la fourme d'Ambert voisine, et desserts très « étudiés » signés Jacky Chateau (queneelles de fruits frais au lait d'amandes). Carte des vins à prix honnêtes. Carte 450 à 700 F.

La Véranda, 3, place Joseph-Alletti, à Vichy (03200), tél. : 70-31-78-77, fermé hors saison dimanche soir et lundi. Salons de 30 à 200 couverts.

Le Céladon

Menu d'automne de Joël Boileau au Céladon, l'élégant restaurant de la rue Daunou. Les œufs brouillés aux oursins, servis dans leur coque marquée, l'œuf de la rive coquille de saumon, le pigeon rôti et son gratin d'oignons au lait entre autres méritent une visite gourmande. Les fromages, bien choisis, sont accompagnés d'excellents pains aux noix et aux raisins « maison », les desserts alléchants (soufflé glacé aux marrons parfumé au whisky). Comptez 400/450 F avec aussi un menu « Découverte » à 450 F (quatre plats, fromages et dessert).

Le Céladon, 15, rue Daunou (2^e), tél. : 42-61-57-46, fermé samedi et dimanche. Parking Vandôme. A.E.-D.C.-C.B.

Le Petit Bourbon

Michel Derbane descendu de la Butte s'est installé dans cette maison vieille de trois siècles, aux murs de pierre, au sous-sol voûté (saison). Il y propose un menu dégustation à 230 F (entrée, poisson, viande, fromage et dessert) et un menu-carte (entrée, plat, fromage ou dessert) à 140 F. A la découverte du vignoble français, une carte des vins à prix raisonnables. Découvrez la terrine de boudins aux poivrons rouges, les médaillons de lapin farcis aux langoustines, les poires-pruneaux confits au vin rouge, entre autres.

Le Petit Bourbon, 15, rue du Roule (1^{re}), tél. : 40-26-08-93, fermé dimanche soir et lundi. A.E.-C.B.

Auberge de l'Argoat

Belle réussite de Jeanine Gaulou et de son chef, avec la carte bretonnante (salade de crabe, terrine de pétoncles, galette de blé noir aux fruits de mer, moules au muscadet, sole à la bretonne, matelote de congré, croustade de la mer,

coctride). Quelques viandes et l'andouillette de l'A.A.A.A.A.A. misonnée au cidre, aux deux pommes. Compter 250/350 F.

Auberge de l'Argoat, 27, avenue Belle (14^e), tél. : 45-89-17-05, fermé samedi et dimanche. A.E.-C.B.

Le Train Bleu

Il a fallu plus de trois mois pour rafraîchir, lustre, redorer ce monument historique qu'est le buffet de la gare de Lyon, classé aux monuments historiques. En plus, les cuisines ont été modernisées pour la joie du bon chef Michel Comby et du pâtissier J.-M. Rabouy. La carte, elle, reste fidèle à ses classiques (comme la côte de veau laitière Foyot aux pâtes farcies et le baba au rhum Christian Guy), avec un clin d'œil

VACANCES VOYAGES HÔTELS

Côte d'Azur
NICE
HÔTEL VICTORIA***
33, boulevard Victor-Hugo
06000 NICE - Tél. : 93-38-39-60.
Plaisance, calme, petit parking, grand jardin, chambres TV couleur, câble. Téléphone direct, minibar.

Montagne
SAVOIE
Saint-Jean-d'Arves
Vivrez sport, détente, nature, dans un village authentique de la vallée de l'Arvan, face aux aiguilles d'Arves. Skies grand large, au cœur du vaste domaine (Saint-Jean-d'Arves, la Toussuire, le Corbier, Saint-Sorlin) de 1 400 à 2 600 m 200 km de pistes 63 remontées. Tout sous la main : tous types d'hébergements disponibles à tous prix, pour tous les goûts, de toutes capacités.

Locations de : studios, appartements, chalets, collectifs, en pension, hôtel ** - chambres d'hôte. Tous renseignements : Office de Tourisme 73530 Saint-Jean-d'Arves. Tél. et Fax 79-59-72-97.

Chalet de l'ŒULE ROUGE***
LOOS DE FRANCE (guide Auto-Journal).
« Famille SURRIER », la Chal 73530 Saint-Jean-d'Arves, tél. : 79-59-70-99.

AU CŒUR D'UNE STATION VILLAGE AU SOLEIL DU PARC NATUREL DU QUEYRAS
LE COGNAREL ** Logis de France propose des séjours libres et un choix de forfaits sportifs, semaine tout compris. Confort et Ambiance. Petits groupes homogènes. Ski alpin, ski de fond, ski de randonnée nordique, télémark, initiation à la conduite de traîneaux à chiens, parapente. Du 1-12-92 au 11-5-93
LE COGNAREL ** Ecole de Montagne Hoberem (ANCEP) 05350 MOLINES-EN-QUEYRAS Tél. : 92-45-81-03 - Fax : 92-45-81-17.

05350 MOLINES-EN-QUEYRAS HTES-ALPES - STATION VILLAGE A 5 km de Saint-Véran
HÔTEL LE CHAMOIS**
LOOS DE FRANCE. Soirée, calme, toutes randonnées dans le parc régional du QUEYRAS Tél. : 92-45-83-71. Fax : 92-45-80-38.

Paris
SORBONNE
HÔTEL DIANA**
73, rue Saint-Jacques. Chambres avec bains, w.c. Tél. direct. TV couleur. De 300 F à 450 F. Tél. : 44-34-24-30. Tél. : 44-34-92-35.

هكذا من راحل

de • Samedi 31 octobre 1992 •

SANS • VISA
ÉPOQUE

Prague, crayons de combat

Humour pragoise et démocratie. Trois ans après la «révolution de velours» et à quelques semaines de l'éclatement de la Fédération, où en est la presse d'opinion en Tchécoslovaquie ? Rencontre avec Vladimir Jiraneck, dont les dessins paraissent à la «une» de Lidove Noviny.

FACE au théâtre national de Prague, au bord de la Vltava, des affiches ont été apposées sur les portes et les fenêtres closes et empoissées du Slavia, le plus célèbre café de la ville. On peut lire le texte suivant en tchèque, en anglais et en allemand : «Chers amis du Slavia. Comme tout le pays, le Slavia s'est engagé dans une transformation qui lui offrira un nouveau visage. Cela prendra du temps. Nous vous demandons toute votre compréhension. Après une rénovation attentive à sa configuration, nous rouvrirons le Slavia dans sa tradition revitalisée et avec un nouveau style de service motivé par la seule satisfaction de nos clients.»

Un simple communiqué ? Non, un manifeste. La signature, dans la pesante langue de bois publicitaire internationale, d'une

tel qu'un l'entend à Rome, Munich, Paris ou Copenhague, conduisant Prague à une «normalisation» nouvelle, sous la pression amicale d'une armée toute pacifique, toujours de passage, plus attentive, celle-là, à rendre ses grâces aux monuments et aux affaires qu'aux habitants.

Ceux-ci pourtant, depuis près de trois ans que la parole aussi est libérée, ont appris à communiquer sans détour. Écoutons-les. Suivons cet homme sans âge, visiblement mal relevé d'innombrables nuits de veille, les yeux lointains derrière ses verres épais, comme inadapté au jour, plongeant sous toutes les vagues passées. On l'entend lancer au passage, sans acrimonie particulière, à l'un de ces nouveaux riches appuyé sur son automobile flamboyante neuve : «Par trois fois dans ma vie j'ai combattu pour gagner la liberté, et en définitive ce sont toujours les gens comme vous qui l'ont obtenue!»

Notre guide, que nous ne verrons jamais totalement de face, mais dont le dos las est reconnaissable entre tous (on a identifié en lui, comme il existe d'éternels étudiants, «le» dissident éternel), a été rejoint par un ami. Tous deux viennent buter devant la carte d'un de ces ex-cafés aux tarifs inabordablement élevés. Il marmonne, désabusé : «En Bohême, on avait l'habitude de parler autour d'une chope de bière, mais tout compte fait le préfère aller me promener.» S'il était entré et s'était étonné des augmentations de prix, il aurait entendu le garçon lui signifier : «Aujourd'hui, les temps ont changé. C'est en homme libre que vous êtes volé.» Avant de

indestructible de la résistance : l'humour. Au crayon : Vladimir Jiraneck.

L'homme à la course classique de ceux qui ont refusé de servir le communisme. Pour le punir après le «printemps de Prague», on l'envisage d'envoyer sur le terrain le sens du mot végétar. Mais la rubrique écologie du journal pour jeunes où il est versé lui ouvre les abîmes du double langage. Même là, découvre-t-il, l'absurde peut répondre à l'absurde. Témoin l'un des dessins d'avant le 17 novembre 1989 où, devant les torrents de fumées rejetés par un complexe industriel, le bureaucrate «escortant» le journaliste l'autorise à «écrire là-dessus», mais lui recommande «de ne pas y réfléchir».

«À l'époque, la caricature, celle que pratiquait le Canard enchaîné, ne pouvait pas exister, estime Vladimir Jiraneck. Il était impensable de concrétiser l'image de l'homme politique. Le pouvoir était anonyme. Le communisme avait dissous les visages. Ne restaient que des types. Les petites gens par exemple - ce que vous appelez l'homme de la rue, - qui ne peuvent rien changer et doivent tout subir. L'humour n'était pas simple. On pouvait dire eux et nous. Il y avait deux partis : ceux qui collaboraient avec le pouvoir et ceux qui étaient sans pouvoir. Ceux-là devaient être polis. Ne jamais faire du mal à quelqu'un. Se taire. Je suis désolé de vous paraître si timide, dira un de mes personnages, mais j'appartiens à une génération condamnée au mutisme.»

Alors que sa chute était proche et que plus personne ne travaillait, on distribuait encore à tour de bras les médailles du travail.

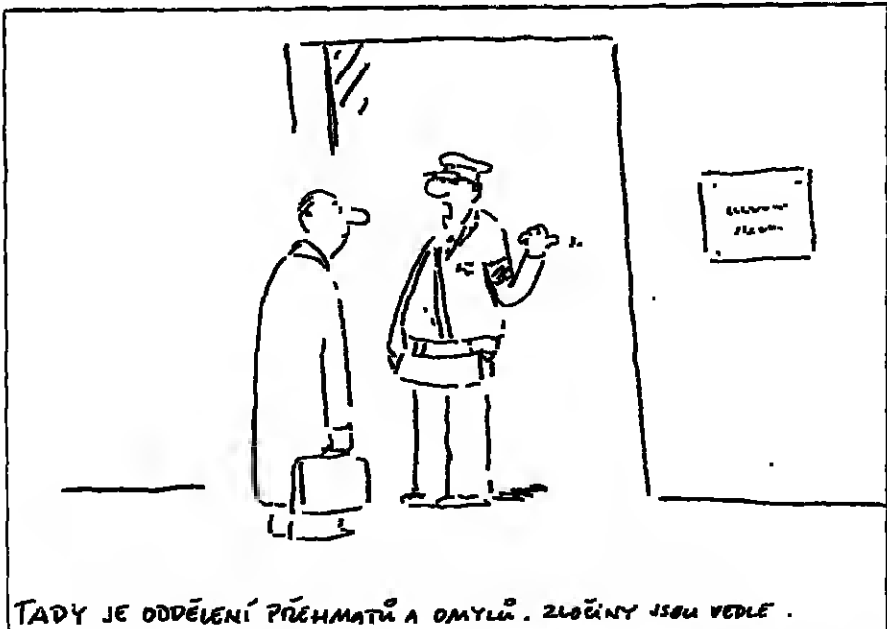
En deux années, le médaillé du travail (le travailleur), le ou la bureaucrate (responsable du parti ou chef d'entreprise aux silhouettes et tribunes interchangeables), leur chauffeur, la pay-sanne, le policier, le dissident, ont appris à s'absenter des dessins de Vladimir Jiraneck. Le type et le citoyen s'y effacent devant l'individu. Des costumes bien coupés remplacent les longs manteaux infirmes, et des personnages reconnaissables entrent dans le rectangle de la page. Ainsi, depuis que la droite est au pouvoir, de Vaclav Klaus, le premier ministre, ou de Vladimir Meciar, le dirigeant slovène.

«Maintenant, notre situation est proche de celle de l'Ouest, avec une grande diversité de personnages, et une scène politique dynamique en constant changement, commente le dessinateur. Quand la société se met à bouger, le dessin tend à constater le changement. J'en suis venu à étudier la vision du monde qu'ont mes confrères de l'Ouest, pour parvenir à dessiner un personnage concret, identifiable.

«L'accélération rend plus intense encore la question : comment conserver la dimension humaine dans mon travail ? Trouver quelque chose qui est au-dessus du temps pour que le dessin puisse continuer à vivre au-delà de l'instant. Nous ne voulons pas copier les journaux occidentaux, où l'on ne rend compte que d'un moment, d'une actualité oubliée le lendemain. De même que je tente d'éviter de creuser un fossé entre le dessin de presse et le dessin «philosophique», qui présente une



Tchéco... De l'Est ou de l'Ouest.



Ici, c'est le bureau des erreurs. Les crimes, c'est à côté.

condamnation. Non plus celle d'un régime ou d'une époque - les hommes de courage s'en sont chargés, - mais celle d'un esprit qui avait su survivre dans l'obscurantisme le plus véhémente, s'élevant par les chemins d'une fumée légère, s'alimentant d'impensables échappées. À l'égard de son pendant, le Slavia était un théâtre, chargé d'autant d'histoire littéraire (Rilke y situe l'une de ses *Histoires pragoises* : c'est Rm Bohuslav) que d'histoire majuscule. Une scène où ne s'élaboraient pas seulement les récits, mais la matière et les hommes qui leur donneraient forme. Un décor si attachant qu'un pouvait y voir, après qu'il fut appelé à la charge suprême, Vaclav Havel revenir y prendre un verre.

Mais une fois dans la place, le monde appelé de fond des temps d'oppression n'a laissé de table aux plus lucides rêveurs qu'à en condition qu'ils la paient au prix fort. Et lorsque le cristal de Bohême est venu remplacer les livres dans les vitrines de dizaines de petites librairies, les cafés ont commencé à se transformer en restaurants coossus. Avec une brutalité dont s'était gardée la «révolution de velours», la privatisation instaure au pas de charge son ordre chez ces témoins du contre-ordre. Des établissements centraux se mettent à «européer»,

s'entendre intimer, quelques verres plus loin, de bien se tenir «parce qu'il y a des touristes ici».

Ces traits sont lancés chaque jour en légende du dessin qui fait la «une» du principal journal d'opinion tchéco : Lidove Noviny. Reprenant un titre qui rassemblait avant-guerre les meilleures plumes, il est samizdat en janvier 1988, tiré à 400 exemplaires, qui se multiplient par vingt au contact de la rue. Son premier éditorial, «Le journal comme école», signé Vaclav Havel, pointe l'urgence, après vingt ans de dictature, de reprendre le métier de journaliste. Mûns de deux ans plus tard, bien avant avril 1990, lorsqu'il paraîtra quotidiennement, il est devenu un pôle intellectuel, un rassemblement où viendra puiser le Forum civique, une «pépinière incontournable», comme le qualifie l'un de ses rédacteurs, qui fournira deux premiers ministres et quatre ministres au nouveau pouvoir.

D'emblée, étrangement, audacieusement, Lidove Noviny décide de remonter aux gros titres en première page au profit d'un dessin. Une discipline qui ne sera rompue qu'une fois, en l'été 1991, lors du coup d'État de Moscou. Le graphisme manifeste le refus d'un monopole du verbe, inscrit le goût pour l'insolence dans l'exigence de sérieux, ancre l'actualité au cœur

«Les lecteurs tchèques avaient une culture qui leur permettait de décrire les figures, de lire entre les lignes. Il leur suffisait d'un symbole minuscule pour découvrir de qui il s'agissait. Eux-mêmes ne communiquaient pas autrement depuis plusieurs dizaines d'années. C'était le temps d'un immobilisme tel qu'un dessin pouvait être publié vingt ans après sa conception sans changement. Le communisme créait une demande orwellienne.



Malheureusement, nos idées n'ont pas pu être évacuées autrement.

veau», confie un rédacteur de Dnes.

Défendant l'idée que la presse ne doit pas seulement informer, mais a un rôle essentiel à jouer dans la nouvelle citoyenneté, Lidove Noviny s'est un temps trop étroitement identifié à Vaclav Havel pour ne pas produire des réfractaires à la coexistence des genres. Certes, le quotidien «pluie de gauche» a rectifié la direction depuis, ce qui lui a permis de préserver l'essentiel de son autorité, chez les cadres notamment, soutenant Vladimir Jiraneck dans l'idée que le dessin de presse ne pouvait être que d'opposition. Une position largement anticipée par les jeunes animateurs de Respekt, affichant, eux, plutôt l'irrespect, jusqu'à illustrer en période d'état de grâce un article sur le «système du président» par un groupe de singes costumés.

De même dissidence originelle que son aîné, puisée ou exhibée dans les arts majeurs, Respekt est né de la rencontre d'enfants adoptifs de John Cage et d'Andy Warhol avec le journalisme. Expression d'une nouvelle génération, l'hebdomadaire, essentiellement politique, se veut complément de la presse d'information, en associant libres opinions ou analyses de spécialistes à un audacieux journalisme d'investigation, qui s'affirmerait volontiers «de droite... si le pouvoir n'était pas de droite».

La réalité, dévoilée par Respekt, paraît parfois pouvoir contenir en elle-même sa propre critique. A condition d'aller jusqu'au fond des choses, là où les autres, trop soucieux de respectabilité, ne vont pas. «L'humour tchéco - ou plutôt pragoise, - que nous revendiquons, dit Miroslav Simacek, le directeur artistique, existe à l'état brut dans la réalité. Il suffit d'en accentuer le trait.» Sans doute est-ce entre la graine d'illustrations à peine décalées, dans les demi-teintes de lais associant expressionnisme et bande dessinée de Pavel Raisenauer (Respekt), et la noirceur de Vladimir Jiraneck que sont à rechercher les plus solides points d'appui à la délicate latéralisation de l'opinion tchéco.

De notre envoyé spécial
Jean-Louis Perrier

Des dessins de Vladimir Jiraneck illustrent la Vie en Tchécoslovaquie, guide bien mené par Catherine Vrana. Solar, 192 p., 85 F.